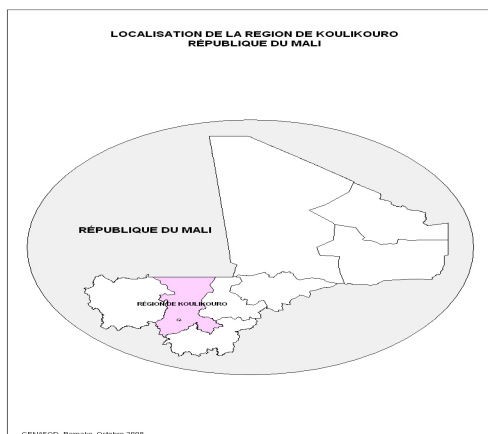


MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES LOCALES ***** REGION DE KOULIKORO	REPUBLIQUE DU MALI Un peuple - Un But - Une Foi
ASSEMBLEE REGIONALE ***** BP 30 – Koulikoro; Tél. (+223) 226 25 81 ; Fax. (+223) 226 27 84 Email : arktogo@yahoo.fr	



DIAGNOSTIC REGIONAL DE KOULIKORO

SITUATION DE REFERENCE SUR BASE D'ANALYSE DOCUMENTAIRE

DOCUMENT DE SYNTHESE PROVISoire

Centre National d'Appui et de Formation pour le Développement des Ressources Humaines

CENAFOD-MALI

Bamako - BP : 1859 - Tél./Fax : 229 92 63

Email cenafodmali@yahoo.fr

Septembre 2008

SOMMAIRE

SIGLES	
INTRODUCTION	
I. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA REGION	
1.1. <i>Aperçu Historique</i>	
1.2. <i>Aperçu Géographique</i>	
1.3. <i>Aperçu des cercles de la région</i>	
ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA SITUATION DE REFERENCE POUR LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KOULIKORO	
1^{ère} Partie : SECTEUR : ECONOMIE RURALE	
A. LE SOUS SECTEUR RESSOURCES NATURELLES	
I. LES RESSOURCES EN EAUX ET LES INFRASTRUCTURES DE MAITRISE D'EAU	
1.1. <i>Eaux de Surface</i>	
1.2. <i>Eaux souterraines</i>	
1.3. <i>Infrastructures de maîtrise d'eaux</i>	
II. LES RESSOURCES FORESTIERES ET FAUNIQUES	
2.1. <i>les ressources forestières</i>	
2.2. <i>les ressources fauniques</i>	
2.3. <i>Les acteurs intervenants dans la gestion des ressources naturelles</i>	
2.4. <i>Problématiques et perspectives en matière de gestion des ressources naturelles</i>	
III. LES SOLS	
B. LE SOUS SECTEUR AGRICULTURE	
I. LES CARACTERISTIQUES DE L'AGRICULTURE AU NIVEAU DE LA REGION	
II. PROBLEMATIQUES DE LA PRODUCTION AGRICOLE	
III. LES ACTEURS DU SOUS SECTEUR AGRICOLE	
3.1. <i>Principales catégories d'acteurs</i>	
3.2. <i>Femmes et productions agricoles</i>	
IV. LES PERSPECTIVES	
C. LE SOUS SECTEUR ELEVAGE	
I. LES CARACTERISTIQUES DE L'ELEVAGE DANS LA REGION	
II. PROBLEMATIQUES DE L'ELEVAGE DANS LA REGION	
III. LES ACTEURS DU SOUS SECTEUR DE L'ELEVAGE	
IV. LES PERSPECTIVES	
D. LE SOUS SECTEUR PECHE	
I. LES CARACTERISTIQUES DE LA PECHE DANS LA REGION	
II. PRODUCTION ET COMMERCIALISATION	
III. ACTEURS IMPLIQUES DANS LES ACTIVITES DE PECHE	

IV. PROBLEMATIQUES ET PERSPECTIVES	
E. SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT/ASSAINISSEMENT	
I. LA PROBLEMATIQUE DE L'ENVIRONNEMENT LIEE AUX RESSOURCES NATURELLES	
II. LA PROBLEMATIQUE DE L'ENVIRONNEMENT LIEE AUX QUESTIONS D'ASSAINISSEMENT..	
III. LES ACTEURS IMPLIQUES DANS LES ACTIVITES D'ASSAINISSEMENT	
IV. LES PERSPECTIVES	
F. LE SOUS SECTEUR SECURITE ALIMENTAIRE	
I. BILAN CEREALIER DE LA REGION	
II. LES BESOINS ALIMENTAIRES DE LA REGION	
2.1. <i>Evaluation de la consommation alimentaire actuelle</i>	
2.2. <i>Evolution de la consommation alimentaire dans le futur</i>	
2.3. <i>Evaluation des besoins alimentaires en 2007</i>	
2.4. <i>Les besoins en céréales</i>	
III. SITUATION ATUELLE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LA REGION	
IV. LA PROBLEMATIQUE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LA REGION	
V. LES ACTEURS	
VI. STRATEGIES ET PERSPECTIVES/DISPOSITIONS PRISES	
G. LES FILIERES PORTEUSES DANS LE SECTEUR DE L'ECONOMIE RURALE	
2 ^{ème} Partie : LE SECTEUR SECONDAIRE	
A. LE SOUS SECTEUR DES INDUSTRIES, DU COMMERCE, ET DES FINANCES	
I. LES INDUSTRIES	
II. LE COMMERCE	
2.1. <i>Les principaux circuits et flux de commercialisation dans la région</i>	
2.2. <i>Les produits exportés</i>	
2.3. <i>Les produits importés</i>	
2.4. <i>Le poids de Bamako dans le commerce et l'industrie de la région</i>	
III. LES BANQUES - SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES - ASSURANCES	
IV. LES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES	
V. LES SERVICES CHARGES DE LA GESTION DU COMMERCE	
VI. PROBLEMATIQUE DU SOUS SECTEUR DES INDUSTRIES, DU COMMERCE ET DES FINANCES DANS LA REGION	
VII. PERSPECTIVES	
B. LE SOUS SECTEUR DU TOURISME/HOTELERIE	
I. INVENTAIRE DES SITES, MONUMENTS, VESTIGES RELIGIEUX DE LA REGION DE KOULIKORO	

II. LES INFRASTRUCTURES DE BASE ET EQUIPEMENTS HOTELIERS	
III. LES ACTEURS	
IV. PROBLEMATIQUES DU SOUS SECTEUR DU TOURISME ET DE L'HOTELLERIE DANS LA REGION	
V. PERSPECTIVES A RETENIR POUR LA REGION	
C. LE SOUS SECTEUR DE L'ARTISANAT	
I. CARACTERISTIQUES DE L'ARTISANAT DANS LA REGION	
1.1. <i>Artisanat d'art et artisanat utilitaire</i>	
1.2. <i>Les principaux corps de métiers</i>	
1.3. <i>Quelques données sur les organisations et leurs faîtières dans la région</i>	
1.4. <i>Les principales activités artisanales de la région</i>	
II. LES ACTEURS DANS LE SECTEUR	
III. QUELQUES DIFFICULTES RENCONTREES PAR LES ACTEURS DE L'ARTISANAT DANS LA REGION	
IV. LES PERSPECTIVES	
D. LE SOUS SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE	
I. ETAT DES LIEUX	
1.1. <i>Etat de la couverture des besoins en eau potable</i>	
1.2. <i>Etat des points d'eau en 2006</i>	
1.3. <i>Suivi des ressources en eau</i>	
II. HYDRAULIQUE RURALE	
2.1. <i>Caractéristiques de l'hydraulique rurale</i>	
2.2. <i>La responsabilité des acteurs dans la gestion des points d'eau</i>	
2.3. <i>Les perspectives</i>	
E. LE SOUS SECTEUR DES ENERGIES ET MINES	
I. LES RESSOURCES MINIERES	
II. LES ENERGIES	
III. PROBLEMATIQUES REGIONALES PAR RAPPORT A L'ENERGIE ET AUX MINES	
3.1. <i>Les acteurs</i>	
3.2. <i>Problématiques régionales</i>	
3.3. <i>Les perspectives</i>	
3ème Partie : LE SECTEUR INFRASTRUCTURES, EQUIPEMENTS ET BATIMENTS	
A. LES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS SOCIOECONOMIQUES	
I. BATIMENTS ET EQUIPEMENTS SOCIOCULTURELS	
II. BATIMENTS ET EQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS	
III. BATIMENTS ET EQUIPEMENTS ECONOMIQUES ET MARCHANDS	

B. LE SOUS SECTEUR TRANSPORTS ET COMMUNICATION	
I. LES TRANSPORTS	
1.1. <i>Le transport Routier</i>	
1.2. <i>Autres Modes de Transport</i>	
II. POSTES, TELECOMMUNICATION ET RADIO	
2.1. <i>Le réseau postier</i>	
2.2. <i>Le réseau des télécommunications</i>	
2.3. <i>Le réseau de la communication, radios et télévision</i>	
2.4. <i>RAC et RAT</i>	
III. LES ACTEURS	
IV. LES PROBLEMATIQUES	
V. LES PERSPECTIVES AU NIVEAU DE LA REGION	
B. LE SOUS SECTEUR HABITAT & URBANISATION	
I. L'URBANISATION	
1.1. <i>Le cadre institutionnel de l'urbanisation</i>	
1.2. <i>Les principaux centres urbains de la région</i>	
1.3. <i>Les gros villages de la région</i>	
II. L'HABITAT	
III. INTEGRATION INTRA ET INTER- REGIONALE	
3.1. <i>Au plan intra –régional</i>	
3.2. <i>Au plan inter –régional</i>	
3.3. <i>Au niveau sous régional</i>	
3.4. <i>Au plan national</i>	
IV. ACTEURS	
V. LES PROBLEMES AU NIVEAU DU SOUS SECTEUR DE L'URBANISATION ET DE L'HABITAT	
VI. PERSPECTIVES EN MATIERE D'URBANISATION ET DE L'HABITAT AU NIVEAU DE LA REGION	
4^{ème} Partie : LE SECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES ET DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITES	
A. LE SOUS SECTEUR DEMOGRAPHIQUE ET POPULATION	
I. LA DEMOGRAPHIE	
II. CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION	
III. MIGRATION	
B. LE SOUS SECTEUR EDUCATION ET SANTE	
I. EDUCATION ET FORMATION	
1.1. <i>Situation de l'éducation dans la région de Koulikoro</i>	
1.2. <i>Analyse de l'évolution de la situation de l'éducation</i>	
1.3. <i>Les acteurs de l'éducation</i>	
1.4. <i>Les difficultés rencontrées au niveau de l'éducation dans la région</i>	
1.5. <i>Les perspectives</i>	

II. SANTE	
2.1. <i>Quelques données sur la santé au niveau régional</i>	
2.2. <i>Les principales maladies rencontrées</i>	
2.3 <i>La situation du VIH/Sida dans la région</i>	
2.4. <i>Les acteurs</i>	
2.5. <i>La problématique de la santé dans la région</i>	
2.6. <i>Les perspectives</i>	
C. SOUS SECTEUR JEUNESSE, SPORTS, ART ET CULTURE	
I. JEUNESSE ET SPORTS	
II. LES ARTS ET LA CULTURE	
III. LES ACTEURS	
IV. PROBLEMATIQUES DE LA JEUNESSE, DES SPORTS, ARTS ET DE LA CULTURE	
V. PERSPECTIVES	
D. SOUS SECTEUR ADMINISTRATION ET SECURITE	
I. ADMINISTRATION AU NIVEAU DE LA REGION	
II. SECURITE	
E. LE SOUS SECTEUR DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL	
I. INSTITUTIONS DE L'ETAT ET COLLECTIVITES DECENTRALISEES	
1.1. <i>Etat</i>	
1.2. <i>L'ARK et les autres Collectivités</i>	
1.3. <i>Associations de Développement</i>	
II. MECANISMES ET STRUCTURES DE PLANIFICATION	
III. MECANISME DE SUIVI EVALUATION AU NIVEAU DE LA REGION DES CERCLES ET COMMUNES	
IV. MECANISMES DE COORDINATION / CONCERTATION AU NIVEAU DE LA REGION, DES CERCLES, DES COMMUNES	
V. PARTIS POLITIQUES	
VI. LES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL	
VII. LES PROBLEMES AU NIVEAU DU SOUS SECTEUR DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL	
VIII. LES PERSPECTIVES REGIONALES	
E. LE SOUS SECTEUR ENCADREMENT TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES	
I. LES SERVICES TECHNIQUES DECONCENTRES DE L'ETAT	
II. LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES	
III. LES PROJETS /PROGRAMMES ET AUTRES ACTEURS D'APPUI	
IV. LES ACTEURS	

V. LES PROBLEMES AU NIVEAU DU SOUS SECTEUR ENCADREMENT TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES	
VI. LES PERSPECTIVES POUR LA REGION	
G. LE SOUS SECTEUR EMPLOI ET TRAVAIL	
I. APERÇU GENERAL DE LA PROBLEMATIQUE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL DES JEUNES ET FEMMES AU MALI	
II. CAS SPECIFIQUE DE LA REGION DE KOULIKORO	
III. LES ACTEURS	
IV. LES CONTRAINTES ET LES DIFFICULTES	
V. LES PERSPECTIVES REGIONALES DANS LE DOMAINE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	
H. LE SOUS SECTEUR PARTENARIAT ET COOPERATION	
I. LES ONG - ASSOCIATIONS	
II. LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS	
III. LES GRANDES COOPERATIONS D'APPUI A LA REGION	
IV. LES PROBLEMES AU NIVEAU DU PARTENARIAT ET DE LA COOPERATION	
V. LES PERSPECTIVES POUR LA REGION	
I. LE SOUS SECTEUR GENRE/ PROMOTION DE LA FEMME	
I. LA SITUATION DE LA FEMME DANS LE DEVELOPPEMENT REGIONAL	
II. LA PARTICIPATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT REGIONAL	
III. APPROCHE EQUITE DE GENRE	
IV. LES ACTEURS	
V. LES DIFFICULTES RENCONTREES	
VI. LES PERSPECTIVES	
J. LE SOUS SECTEUR ECONOMIE SOLIDAIRE	
I. PAUVRETE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL	
1.1. Caractéristique de la pauvreté dans la région de Koulikoro	
1.2. Répartition régionale de la pauvreté	
1.3. Les couches vulnérables	
II. LES STRUCTURES DE DEVELOPPEMENT SOCIAL	
III. Les ACTEURS INTERVENANT DANS LE SOUS SECTEUR ECONOMIE SOLIDAIRE AU NIVEAU DE LA REGION	
IV. LES PROBLEMES	
V. LES PERSPECTIVES AU NIVEAU DE LA REGION	

K. LE SOUS SECTEUR GOUVERNANCE ET PARTICIPATION	
I. LE CADRE DE LA GOUVERNANCE	
II. LES ACTEURS DE LA GOUVERNANCE	
III. LES PROJETS DE GOUVERNANCE	
IV. LES ACTIONS DE GOUVERNANCE	
V. LES PROBLEMES DE GOUVERNANCE	
VI. LA SPECIFICITE DE LA GOUVERNANCE LOCALE	
SYNTHESE DE LA SITUATION DE REFERENCE : ACQUIS, FAIBLESSES ET OPPORTUNITES DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION	
1^{ère} Partie : SECTEUR : ECONOMIE RURALE	
2^{ème} Partie : LE SECTEUR SECONDAIRE	
3^{ème} Partie : LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES, EQUIPEMENTS ET BATIMENTS	
4^{ème} Partie : SECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES ET DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET RENFORCEMENT DES CAPACITES	
5^{ème} Partie. QUELQUES ELEMENTS DE CONCLUSION	
I. LE POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION	
II. ATOUTS ET AVANTAGES COMPARATIFS DE LA REGION	
III. SECTEURS ET SOUS SECTEURS PRESENTANT LE PLUS D'OPPORTUNITES POUR LE DEVELOPPEMENT REGIONAL	
IV. LES 10 PROBLEMES FONDAMENTAUX ET LES 10 OBJECTIFS PRIORITAIRES DE LA REGION	
V. ZONES PRIORITAIRES DE MISE EN VALEUR DU POTENTIEL REGIONAL	
VI. LES PROBLEMES DE DISPARITE REGIONALE	
6.1. <i>Disparité physique</i>	
6.2. <i>Disparité administrative et institutionnelle</i>	
6.3. <i>Disparité socioéconomique</i>	
VII. PREOCCUPATIONS SPECIFIQUES PAR CERCLES	
ANNEXES	
A1. <i>Références documentaires</i>	
A2. <i>Liste des cartes, graphiques et tableaux</i>	

Sigles

ACOD	<i>Association Conseil pour le développement</i>
ADAF Gallé	<i>ONG Nationale</i>
ADB MALI	<i>Appui au Développement à la Base</i>
ADRA-Mali	<i>ONG nationale</i>
AEDE	<i>ONG nationale</i>
AHDD	<i>Association horizon défis du Développement</i>
AICD	<i>Appui aux Initiatives communautaires de Développement (/Héré Sira)</i>
AIF	<i>Appui aux Initiatives de Base pour le développement de la femme</i>
AMADE	<i>Association Malienne pour le Développement</i>
AMADER	<i>Association Malienne de Développement pour l'Electrification Rurale</i>
AMAPROS	<i>Association malienne pour la Promotion du Sahel</i>
AMPPF	<i>Association Malienne pour la Protection et la Promotion de la Famille</i>
AMPS	<i>Association Malienne de la Promotion de la Santé</i>
ANICT	<i>Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales</i>
ANPE	<i>Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi</i>
ANRM	<i>Assemblée Nationale République du Mali</i>
APEJ,	<i>Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes</i>
ARK	<i>Assemblée Régionale de Koulikoro</i>
ASACO	<i>Association de Santé Communautaire</i>
ASADAP	<i>Association de soutien au Développement des Actions des Populations</i>
ASIL	<i>Assistance aux Initiatives locales</i>
BID	<i>Banque Islamique de Développement</i>
C.A.	<i>Chiffres d'Affaires (en milliards)</i>
CADB	<i>Cellule d'Appui du Développement à la Base</i>
CAP	<i>Centre d'Animation Pédagogique</i>
CARK	<i>Coordination Régionale des Artisans de Koulikoro</i>
CCOCSAD	<i>Comités Communaux d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement</i>
CCRSIPD	<i>Comité de Concertation Régionale, de Suivi, de l'Information et de Planification du Développement.</i>
CED	<i>Centre d'Education pour le Développement</i>
CFAR	<i>Réhabilitation du centre féminin d'animation rural</i>
CLO	<i>Comité Local d'Orientation</i>
CLOCSAD	<i>Comités Locaux d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement</i>
CLPD	<i>Comité Local de Planification et de Développement</i>
CMDT	<i>Compagnie Malienne de Développement du Textile</i>
CMLN	<i>Comité Militaire de Libération Nationale</i>
COMANAV	<i>Compagnie Malienne de Navigation</i>
COPROMA	<i>Coopérative des Producteurs Maliens</i>
CRCPDI	<i>Comité Régional de Concertation du Programme de Développement Institutionnel</i>
CREPA	<i>Centre régional pour l'Eau potable et l'Assainissement</i>
CRO	<i>Comité Régional d'Orientation</i>
CROCEP	<i>Comités Régionaux d'Orientation et de Planification</i>
CROCSAD	<i>Comités Régionaux d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement</i>
CRPD	<i>Comité Régional de Planification et de Développement</i>
CRPSD	<i>Comité Régional de Planification Stratégique et de Développement</i>
CRRA	<i>Centre Régional de Recherche Agronomique</i>
CRU	<i>Commissions Régionales d'Utilisateurs</i>
CSA	<i>Commissariat à la Sécurité alimentaire</i>
CSA	<i>Centre de Santé d'Arrondissement</i>
CSCOM	<i>Centre de Santé Communautaire</i>
CSCR	<i>Cadre Stratégique Contre la Réduction de la Pauvreté</i>
CSLP	<i>Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté</i>
CSPEEDA	<i>ONG nationale</i>
Csref	<i>Centre de Santé de Référence</i>
CT	<i>Collectivité Territoriale</i>

DERK	<i>Développement Economique dans la Région de Koulikoro</i>
DNE	<i>Direction Nationale de l'Energie</i>
DRA	<i>Direction Régionale de L'Agriculture</i>
DRAE	<i>Direction Régionale d'Académie d'Enseignement</i>
DRAMR	<i>Direction Régionale de l'Agriculture et du Monde Rural</i>
DRDSES	<i>Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire.</i>
DRE	<i>Direction Régionale de l'Elevage</i>
DRGR	<i>Direction Régionale du Génie Rural</i>
DRHE	<i>Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Energie</i>
DRJSAC	<i>Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports des Arts et de la Culture</i>
DRP	<i>Direction Régionale de la Pêche</i>
DRPIA	<i>Direction Régionale de la Production et de l'Industrie Animale</i>
DRPSIAP	<i>Direction Régionale de la Planification de la Statistique de l'Informatique de l'Aménagement et de la Population</i>
DRRC	<i>Direction Régionale de la réglementation et de Contrôle</i>
DRUH	<i>Direction Régionale de l'Urbanisme et de l'Habitat</i>
E.O.	<i>Emplois Occasionnels</i>
E.P.	<i>Emplois Permanents</i>
EDM	<i>Energie Du Mali</i>
EEM	<i>Ecole d'Etat Major</i>
EMA	<i>Ecole Militaire d'Administration</i>
EMIA	<i>Ecole Militaire Inter Arme</i>
FAFPA	<i>Fonds d'Appui et de Formation pour la Promotion de l'Artisanat</i>
FEBEVIM	<i>Fédération du Bétail/ Viande au Mali</i>
FED	<i>Fonds Européen de Développement</i>
FODESA	<i>Fonds de développement en zone Sahélienne</i>
FNAM	<i>Fédération Nationale des Artisans du Mali</i>
GADB	<i>Groupe d'Appui au Développement à la base</i>
GHENIS	<i>Projet Gestion Hydro Echologique du Niger. Supérieur</i>
GIPD	<i>Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs</i>
GRADE	<i>Groupe de Recherche Action pour le Développement dans les banlieues</i>
GRN	<i>Gestion des Ressources Naturelles</i>
GTZ	<i>Coopération Allemande</i>
Ha	<i>Hectare</i>
HCNLS	<i>Haut Conseil National de Lutte contre le Sida</i>
HUICOMA	<i>Huilerie Cotonnière du Mali</i>
INACOM	<i>Industrie Navale de Construction Métallique</i>
IPC	<i>Indice de Pauvreté des Communes</i>
IPR/IFRA	<i>Institut Polytechnique Rural/ Institut de Formation et de la Recherche Appliquée</i>
Kg	<i>Kilogramme</i>
LACIM	<i>ONG Natiale</i>
LOA	<i>Loi d'Orientation Agricole</i>
MATCL	<i>Ministère de l'Administration Territoriale et de Collectivités Locales</i>
MDSSPA	<i>Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées</i>
N.O.E	<i>Nombre d'Opérateurs Economiques</i>
OCB	<i>Organisation Communautaire de Base</i>
OHVN	<i>Opération du Haute Vallée du Niger</i>
OMA	<i>Observatoire du Marché Agricole</i>
OMA- SA	<i>Omnium Mali –SA</i>
OMADDS	<i>Organisation Malienne pour l'Appui au Développement Durable au Sahel</i>
OMS	<i>Organisation Mondiale de la Santé</i>
ONG	<i>Organisation Non Gouvernementale</i>
OP	<i>Organisation Paysanne</i>
OPA	<i>Organisation des Producteurs Agricoles</i>
OPAM	<i>Office des Produits Agricoles du Mali</i>
OPIB	<i>Office des Périmètre Irrigués de Baguinéda</i>
OSC	<i>Organisation de la Société Civile</i>

PACT	<i>Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales</i>
PAGEA	<i>Programme d'Amélioration de la Gestion de l'Eau et de l'Assainissement</i>
GTZ	<i>Service de Coopération Allemand</i>
PAD-K	<i>Projet d'Appui à la Décentralisation- Koulikoro</i>
PAPIM	<i>Projet d'aménagement des périmètres de Maninkoura</i>
PASAOP	<i>Programme d'appui aux services agricoles et organisations paysannes</i>
PDAM	<i>Projet de Développement Avicole du Mali.</i>
PDESC	<i>Plan de Développement Economique Social et Culturel</i>
PEM	<i>Points d'Eau Modernes</i>
PENRAF	<i>Promotion des Energies Nouvelles et Renouvelables pour l'Avancement des Femmes</i>
PEVES	<i>Projet d'Electrification Villageoise par système d'Energie Solaire</i>
PGRN	<i>Projet de Gestion des Ressources Naturelles</i>
PIRT	<i>Projet Inventaire des Ressources Terrestre</i>
PISA	<i>Programme d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire</i>
PNUD	<i>Programme des Nations Unies pour le Développement</i>
POP	<i>Polluants Organiques Persistants</i>
PRODEC	<i>Programme Décennal de l'Education et de la Culture</i>
PRODESS	<i>Programme Décennal Sectoriel de Santé</i>
PRP	<i>Projet de Réduction de la Pauvreté</i>
PSDR	<i>Plan Stratégique de Développement Régional</i>
PSSP	<i>.....</i>
PTF	<i>Partenaire Techniques et Financiers</i>
RB	<i>Route Bitumée</i>
Rdt	<i>Rendement</i>
REDEVI	<i>Réseau pour le Développement Intégré</i>
RL	<i>Route Locale</i>
RN	<i>Route Nationale</i>
RNC	<i>Route Non Classée</i>
RR	<i>Route Régionale</i>
RT	<i>Route en terre Battue</i>
SADC	<i>Schéma d'Aménagement de Développement Communal</i>
SAP	<i>Système d'Alerte Précoce</i>
SAT	<i>Schéma d'Aménagement du Territoire</i>
SNV	<i>Organisation Néerlandaise de Développement</i>
SPP	<i>Simpara Plastic Profil</i>
SRAD	<i>Schéma Régional d'Aménagement et de développement</i>
ST	<i>Services Techniques</i>
SUP	<i>Superficie</i>
T	<i>Tonne</i>
T.E.	<i>Totaux Emplois</i>
T.G.	<i>Taux de Progression</i>
ULPC	<i>Union Locale des Producteurs de Céréale</i>
UNICEF	<i>Fonds des Nations Unies pour l'Enfance</i>
VIH/ SIDA	<i>Virus de l'Immunodéficience Humaine/Syndrome Immuno Déficitaire Acquis</i>

INTRODUCTION

La présente étude s'inscrit dans le cadre de la révision du Plan Stratégique de Développement de la Région de Koulikoro et de l'élaboration du cadrage méthodologique du Plan de Développement Economique Social et Culturel 2009-2013 de l'Assemblée Régionale de Koulikoro.

L'Assemblée Régionale de Koulikoro (ARK) a été mise en place le 03 décembre 1999. Elle est composée de 22 membres élus des sept (7) conseils de cercle de la Région. Aujourd'hui, sept partis (7) politiques sont représentés à l'Assemblée Régionale, complétés par des indépendants élus.

La loi n° 95-034 portant Code des Collectivités Territoriales en République du Mali fixe les compétences et les matières sur lesquelles l'Assemblée Régionale délibère, notamment celles relatives au Programme de Développement Economique, Social et Culturel et de sa mise en cohérence avec les Programmes Nationaux.

Depuis sa mise en place, l'Assemblée régionale de Koulikoro, conformément à la Loi 95-034, portant Code des Collectivités Territoriales en République du Mali, a élaboré un certain nombre de documents stratégiques, à savoir :

- le PDESC triennal sur la période 2001/ 2003
- le second PDESC quinquennal portant sur la période 2004-2008 ;
- le Schéma d'Aménagement et de Développement de la région de Koulikoro en 2006 ;
- le Plan Stratégique de Développement Régional 2007- 2015 en 2007.

Au vu du contexte, l'ARK a estimé le besoin de préciser ou de redéfinir les axes stratégiques prioritaires du PSDR et de corriger les insuffisances dans la perspective de l'élaboration du PDESC 2009-2013.

Cette dynamique de révision a commencé par la réalisation d'un Diagnostic institutionnel de l'Assemblée régionale, débouchant sur l'élaboration d'un Programme de renforcement des capacités de l'ARK en 2007, lequel a mis l'accent sur la nécessité de portage politique et stratégique des activités de réflexion et de planification du développement régional par l'ARK.

Le présent exercice d'établissement de la Situation de Référence doit être un exercice permanent d'analyse et d'actualisation régulière accompagnant les activités de planification stratégiques et opérationnelles. Il aura le mérite de faire le point de la situation thématique sectorielle de l'état de développement économique et socio culturel de la région pour une période donnée et l'indication sur les perspectives. Il devra servir de point de départ pour les propositions programmatiques et le suivi des performances et résultats des activités engagées, enrichies et validées. Le présent document constitue « la **Situation de Référence** » pour la formulation des plans et stratégies de développement.

Cette situation a été établie sur la base d'une synthèse des différents documents produits par les acteurs de la région, notamment les services techniques et les acteurs des différents processus de planification de l'ARK (PDESC, SRAD, PSDR, Diagnostic institutionnel de l'ARK, etc.) ; ce qui justifie les insuffisances de données concernant certains secteurs.

La démarche méthodologique de l'étude a porté sur :

- La préparation et le cadrage méthodologique de l'étude;
- Le diagnostic régional sur la base d'une collecte et d'une analyse documentaire pour l'établissement de la situation de référence pour la région ;
- Les consultations/concertations sur les résultats au niveau régional et des cercles ;
- La révision des définitions pour les orientations stratégiques et de développement régional (PSDR) à partir des résultats de ce diagnostic régional et des concertations.

Le présent document , après une présentation sommaire de la région de Koulikoro, traite sur la base du canevas classique, enrichi, des grands secteurs et sous secteurs de la planification au Mali ,à savoir:

- **Le Secteur de l'Economie Rurale :**
 - Ressources naturelles,
 - Agriculture,
 - Elevage,
 - Pêche,
 - Environnement/assainissement ;
 - Sécurité alimentaire ;
- **Le Secteur Secondaire :**
 - Industries, Commerce, et Finances,
 - Tourisme/ Hôtellerie,
 - Artisanat,
 - Hydraulique,
 - Energies & Mines ;
- **Le Secteur des Infrastructures, Equipements et Bâtiments :**
 - Infrastructures et équipements socioéconomiques,
 - Transport et communication,
 - Urbanisation et habitat ;
- **Le secteur des ressources humaines et Développement institutionnel et Renforcement des capacités :**
 - Démographie et Population
 - Education et Santé
 - Jeunesse, Sports Arts et Culture
 - Réformes institutionnelles, Administration, Déconcentration, Décentralisation et Sécurité
 - Développement Institutionnel
 - Encadrement technique et Renforcement des capacités
 - Emploi, travail et formation professionnelle
 - Partenariat et Coopération
 - Genre/Promotion de la femme
 - Economie solidaire
 - Gouvernance et participation.

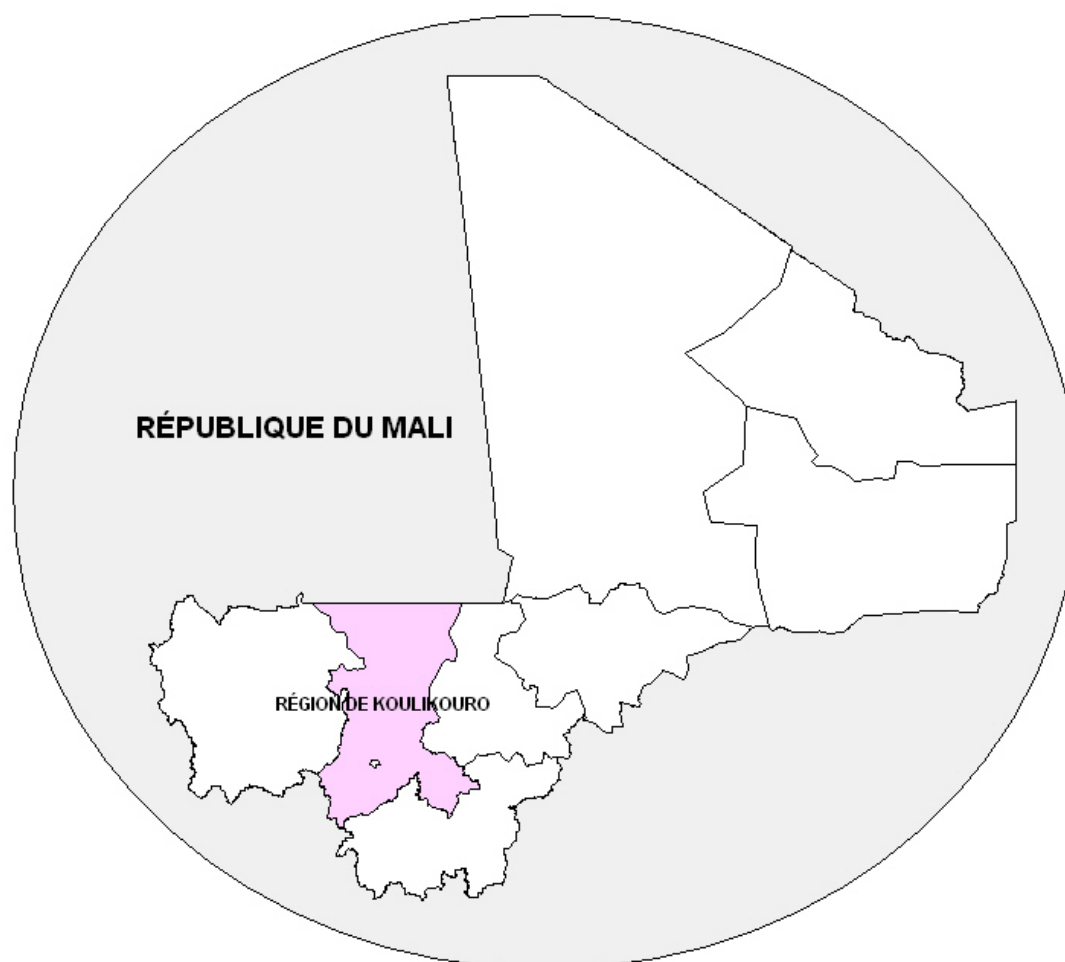
Observations :

Pour les besoins de l'analyse, la démarche, tout en épousant les orientations méthodologiques de planification au Mali, à travers l'utilisation des quatre secteurs de développement, a volontairement intégré un certain nombre de composantes spécifiques sous forme de secteurs ou sous secteurs à part entière. C'est celui des réformes et développement institutionnel, de la participation et de la gouvernance, de la sécurité alimentaire, du genre/promotion des femmes, de l'économie solidaire, du partenariat et de la coopération.

De commun accord avec l'ARK, les responsables des Services régionaux et locaux, il a été convenu de considérer ce document comme évolutif.

En effet, au regard des difficultés d'obtenir des données fiables et validées dans certains secteurs, la dynamique proposée est d'intégrer au fur et à mesure des informations complémentaires d'ici la phase d'élaboration du futur PDESC 2009- 2013 dans le souci d'avoir un document complet et dont l'actualisation pourrait se faire plus facilement. Il est important de signaler les limites du document liées aux difficultés d'obtenir les informations et les données chiffrées au niveau de bon nombre de structures et acteurs intervenant dans la région ; ce qui explique l'existence de nombreux passages non remplis surtout dans les tableaux et les commentaires d'illustration.

**LOCALISATION DE LA REGION DE KOULIKOURO
RÉPUBLIQUE DU MALI**



CENAFOD_Bamako, Octobre 2008

I. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA REGION

1.1. *Aperçu historique :*

Située presque au centre du Mali, et au cœur de l'Ouest Africain, sur la voie de passage entre le Sénégal et le Niger, la Région de Koulikoro, par sa situation géographique a connu de grands événements ayant marqué l'Histoire de tout l'Ouest africain. L'on ne saurait parler de l'histoire de la région de Koulikoro sans évoquer celle de Ouagadou ou Bakounou. C'est dans ce Ouagadou prospère que fut fondée la ville de Koumbi (future capitale du Ghana). Le Ouagadou du Ghana atteint son apogée au X^{ème} siècle et s'étendait du Diaka au Tagan, du Sahara au Sénégal.

Au moyen âge, le sud de la région, avec les cercles de Kangaba et de Koulikoro, fut le centre de deux grands Etats qui eurent leur retentissement dans l'Ouest Africain : le Royaume de Sosso et l'empire du Mali.

Ils ont connu des noms célèbres comme Soumangourou KANTE, Soundiata KEITA, Kankan MOUSSA, etc. Les griots chantent et chanteront toujours la célèbre bataille de Kirina que Soundiata livra à Soumangourou KANTE roi du Sosso. Ce dernier, dans sa fuite, disparut mystérieusement dans la grotte du Nyanankoulou à Koulikoro. L'entrée de cette grotte serait gardée, à présent, par le « Gnamatoutou » le coq de pagode, dont le cri en onomatopée Bambara signifierait : « je te pourchasse encore, je te pourchasserai toujours ».

De nos jours le Nyanankoulou sert de Sanctuaire aux animistes.

Pendant la colonisation, les habitants de la Région, descendants des Ouakoré du Ouagadou, des Massassi du Kaarta ont opposé une résistance farouche à la pénétration coloniale et ne sont jamais résignés à subir les humiliations de l'envahisseur ; pour preuve, il suffit de se rappeler l'arrêt de l'expédition perfide de la mission de Galliéni en route pour Ségou par le Chef Daba de Dio, la bataille de WOYOWAYANKO et le soulèvement du BéléDougou conduit par Koumbi DIOSSE qui, tout comme Babemba TRAORE, s'est volontairement donné la mort lors de la prise de son royaume, préférant la mort à la honte.

RÉGION DE KOULIKOURO DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF

Découpage administratif

— Limite des cercles

— Limite des communes



1.2. Aperçu géographique

La région de Koulikoro est située au Centre -Ouest de l'espace national malien, avec une superficie de 90 210 km², soit 7,2% du territoire. Zone de transition entre les régions, Ouest de Kayes, Sud de Sikasso et Est de Ségou, elle est limitée au Nord par la République Islamique de la Mauritanie, et au Sud-Ouest par la République de la Guinée. Elle s'étend du à de latitude nord et de à de longitude ouest.

Constituée de vaste Plateau accidenté la région se situe entièrement dans la zone tropicale.

Koulikoro a été érigé comme deuxième région administrative du Mali suivant l'ordonnance N° 77-044 CMLN du 12 Juillet 1977. et depuis 1996, dans le cadre de la réforme administrative et décentralisation, la loi N° 96-059 ANRM du 45 novembre 1996 portant création des communes la subdivise en 108 communes (dont 3 urbaines) réparties entre 7 Cercles (Banamba, Dioïla, Kangaba, Kati, Kolokani, Koulikoro et Nara).

1.3. Aperçu des cercles de la région

La Région de Koulikoro comprend 108 communes dont 3 urbaines, 1924 villages et sept (7) cercles parmi lesquels le cercle de Nara constitue le plus grand en superficie, soit 33,25% et celui de Kangaba le plus petit, soit 05,70% du territoire régional.

Au niveau des collectivités territoriales, le cercle de Kati est le plus grand en nombre de communes (37 sur 108) alors que les cercles de Banamba, Koulikoro et Kangaba sont les plus petits (avec 09 communes chacun).

Tableau n°1 : Superficie par cercle de la région

Cercles	Superficie (Km ²)	% Superficie régionale	Population	Densité (habts/km ²)
Koulikoro	7 260	08,04	178 650	23,94
Banamba	7 500	08,31	165 468	21,47
Dioïla	12 000	13,30	387 565	30,58
Kangaba	5 150	05,70	88 931	16,35
Kati	16 300	18,06	598 038	34,74
Kolokani	12 000	13,30	215 221	16,98
Nara	30 000	33,25	184 128	6,13
Total	90 210	100	1 828 001	19,74

Source : DRPS- Koulikoro 2003

Observation : les prévisions de 2008 donnent en moyenne 2 056 901 habitants soit une densité moyenne de 22,80 habitants au km²

Tableau n°2 : Découpage territorial

Cercles	Nombre de Villages	Communes Urbaines	Communes rurales
Koulikoro	252	Koulikoro	Dinandougou, Domba, Koula, Méguétan, Nyamina, Sirakola, Tienfala, Tougouni
Banamba	202		Banamba, Benkadi, Boron, Duguwolowula, Kiban, Madina Sacko, Sébété, Toubacoro, Toukoroba.
Dioïla	346		Banco, Benkadi, Binko, Dénékoro, Diébé, Diédougou, Diouman, Dolendougou, Guégneka, Jékafo, Kaladougou, Kémékafo, Kéréla, Kilidougou, Massigui, Nangola, Niantjila, N'dlondougou, N'Garadougou, N'Gologougou, Tenindougou, Wakoro, Zan Coulibaly.
Kangaba	59	Karan	Balanbakama, Benkadi, Kaniogo, Maramanbougou, Minidian, Narena, Noug, Selefougou
Kati	514	Kati	Baguinéda, Bancoumana, Bossofala, Dougoula, Daban, Diago, Dialakoroba, Diakorodji, Diédougou, Diogare, Dogodouman Dombila, Doubabougou, faraba, Kalabancoro, Kalifabougou Kambila, Kourouba, Mandé, Moribabougou, Mountougoula, Naigadina, Nioumamakana, N'gabacorodroit, N'gouraba, N'tjiba, Ouélésébougou, Safo, sanankorodjitoumou, Sobra, Siby, Sanankoroba, Sangarébougou, Tiakadougoudialakoro, Tiélé, Yélékebougou.
Kolokani	284		Didiéni, Guihoyo, Kolokani, Massantola, Nonkon, Nossombougou, Oulodo, Sagabala, Sébékoro, Tioribougou.
Nara	267		Allahina, Dabo, Dilly, Dogofri, Fallou, Guéneibé, Guiré, Koronga, Nara, Niamana, Ouagadou
Total	1924	3 communes urbaines	105 communes rurales

Source : MDRI, Loi 96-059 portant création des communes

Le cercle de Nara couvre l'extrême Nord de la Région de Koulikoro.

Le chef lieu Nara, est situé à 380 km de Bamako, la Capitale. Le cercle est **limité** au Nord par les préfectures d'Amonry en République Islamique de Mauritanie, au Sud par les cercles de Banamba et Kolokani, à l'Est par les cercles de Niono et Ségou et à l'Ouest par les cercles de Diéma et Nioro du Sahel. Il couvre une **superficie** de 30 000 Km², soit le 1/3 de la Région de Koulikoro. Le Cercle compte 11 Communes, toutes rurales, avec 267 villages et une population de 184 128 **habitants** pour une densité de 6,13 habitants /km². Les principaux **groupes ethniques** sont: les Soninké, les Bambara, les Peulh et les Maures..

Le chef lieu du Cercle est accessible à tout moment de l'année par route ; mais avec des difficultés d'accès, plus accentuées en période hivernale, aggravant l'enclavement généralisé du cercle.

Situé dans la bande saharo sahélienne, entre le 14' et le 16' parallèle Nord, le **relief** est caractérisé par de vaste plaine sablonneuse, avec un climat de type sahélien,. La flore va du type arboré au type arbustif.

Le cercle de Kolokani couvre une superficie de 12 000km², soit 13,30% de la superficie de la région et 0,96% du territoire national, avec une population d'environ 215 221 habitants et une densité de l'ordre de 16,98 habitants/km².

Situé à la porte du Sahel, avec 10 communes, regroupant 284 villages, Kolokani est limité : au Nord par le cercle de Nara, au Sud par le cercle de Kati et Koulikoro, à l'Ouest par la région de Kayes (Diéma et Kita) et à l'Est par le cercle de Banamba.

Le chef lieu de cercle, situé à 127 km de Bamako, est accessible en toutes saisons par la route Nationale n° 3.

Les groupes ethniques dominants du cercle comprennent les Bamanan ; Kakolo ou Kagoro ; Dioula ; Peulh; Malinké ; Maure et Mossi.

Le cercle de Kangaba, Situé au Sud Ouest de la région, couvre une superficie de 5 150 km² avec une population estimée à 88 931 habitants et une densité moyenne de 16,35 habitants/km². Il comprend 09 communes avec un total de 59 villages.

Le cercle est limité au Sud par le cercle de Yanfolila, à l'Est par le cercle de Kati, à l'Ouest par la préfecture de Siguiri (République de Guinée) et au Nord par le cercle de Kita.

La route nationale Bamako-Kourémalé, la route régionale Bamako-Dioulafoundou (dont l'accès est difficile pendant l'hivernage) et le fleuve Niger sont les principales voies de communication.

Le cercle est caractérisé par l'existence du Mont Mandingue au Nord se terminant vers le Sud les vastes plaines le long du fleuve Niger. Le Climat s'apparente à celui de la Haute Guinée ; la pluviométrie variant entre 800 et 1200 mm.

Les groupes **ethniques** dominants sont les Malinké, les Bambara, les Peulh, les Somono.

Le cercle de Dioila est situé dans la partie Sud- Est de la Région de Koulikoro avec une superficie de 12 000 km², une population estimée à 387 565 et une densité de 30,58 habitants/km². Il est limité à l'Est par la région de Ségou, au Nord par le cercle de Koulikoro, à l'Ouest par le cercle de Kati et au Sud par la région de Sikasso. Comprenant 24 communes et 346 villages le cercle est traversé par le Bani avec un relief à dominance de plaines et de bas plateaux. Le chef lieu Dioila situé à 165 km de Bamako est accessible en toute saison

Les groupes **ethniques** dominants sont : les Bambara, les Somono, les Bozo, les Peulh et les Marka.

Le cercle de Kati, situé dans la partie Sud - Ouest de la région s'étend tout au tour du District de Bamako, avec ses 37 communes et 514 villages. Le chef lieu, Kati est à 15 km de Bamako et 75km de Koulikoro.

Limité à l'Est par les cercles de Koulikoro et de Dioila, au Nord par le cercle de Kolokani, à l'Ouest par le cercle de Kita, au Sud par les cercles de Kangaba et de Bougouni, il couvre une superficie de 16 300 km² et compte 598 038 habitants avec une densité moyenne de 34,74 habitants/km².

Zone à relief contrasté, de plaines, plateaux et collines, le cercle est traversé par le fleuve Niger et la RN3 favorisant l'accessibilité en toute saison.

Les groupes **ethniques** dominants sont les Bambara, les Malinké, les Peulh et les Sarakolé.

Le cercle de Koulikoro est situé dans la partie Est de la Région et son chef lieu est à 60 km de Bamako. Il est limité à l'Est par la région de Ségou, à l'Ouest par le cercle de Kati, au Nord par le cercle de Banamba et au Sud par le cercle de Dioila. Il couvre une superficie de 7 260 km² avec une population estimée à 178 650 habitants et une densité de 23, 94 habitants/km². Il comprend 09 communes et de 252 villages.

Traversé par la route bitumée Bamako-Banamba, le fleuve Niger et terminal du chemin de fer Dakar Niger, le cercle est accessible en toute saison.

Avec un relief à dominance de plaines, plateaux et des collines, le cercle est peuplé en majorité par les Bambara, Somono, Sonrhäi.

Le cercle de Banamba, Situé dans la partie Nord- Est de la région, est limité au nord par le cercle de Nara, au sud par le cercle de Koulikoro ; à l'ouest par le cercle de Kolokani et à l'Est par les cercles de Niono et de Ségou (région de Ségou).

Il couvre une superficie de 7 500 km² soit 8,31% de la région avec une population de 165 468 habitants, et une densité moyenne de 21,47 habitants/km². Il comprend au total 09 communes avec 202 villages.

Le relief est constitué de vastes plateaux légèrement ondulés du centre vers le Sud - Est et des zones sablonneuses au Nord et au Nord -Est. Le climat est de type soudano sahélien.

L'accès au chef lieu de cercle est facile en toute saison avec le bitumage de la route Koulikoro- Banamba. Néanmoins, l'accessibilité dans certaines localités du cercle reste difficile pendant une bonne partie de la saison pluvieuse.

Les groupes **éthniques** dominants sont constitués de Bambaras, Sarakolé, Kakolo, Maures, Peulh.

**LA SITUATION DE REFERENCE POUR LA STRATEGIE DE
DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KOULIKORO**

Le secteur de l'Economie rurale traitera les sous secteurs suivants :

- Ressources naturelles,
- Agriculture,
- Elevage,
- Pêche,
- Environnement/ assainissement ;
- Sécurité alimentaire

A. LE SOUS SECTEUR RESSOURCES NATURELLES :

I. LES RESSOURCES EN EAUX ET LES INFRASTRUCTURES DE MAITRISE D'EAU

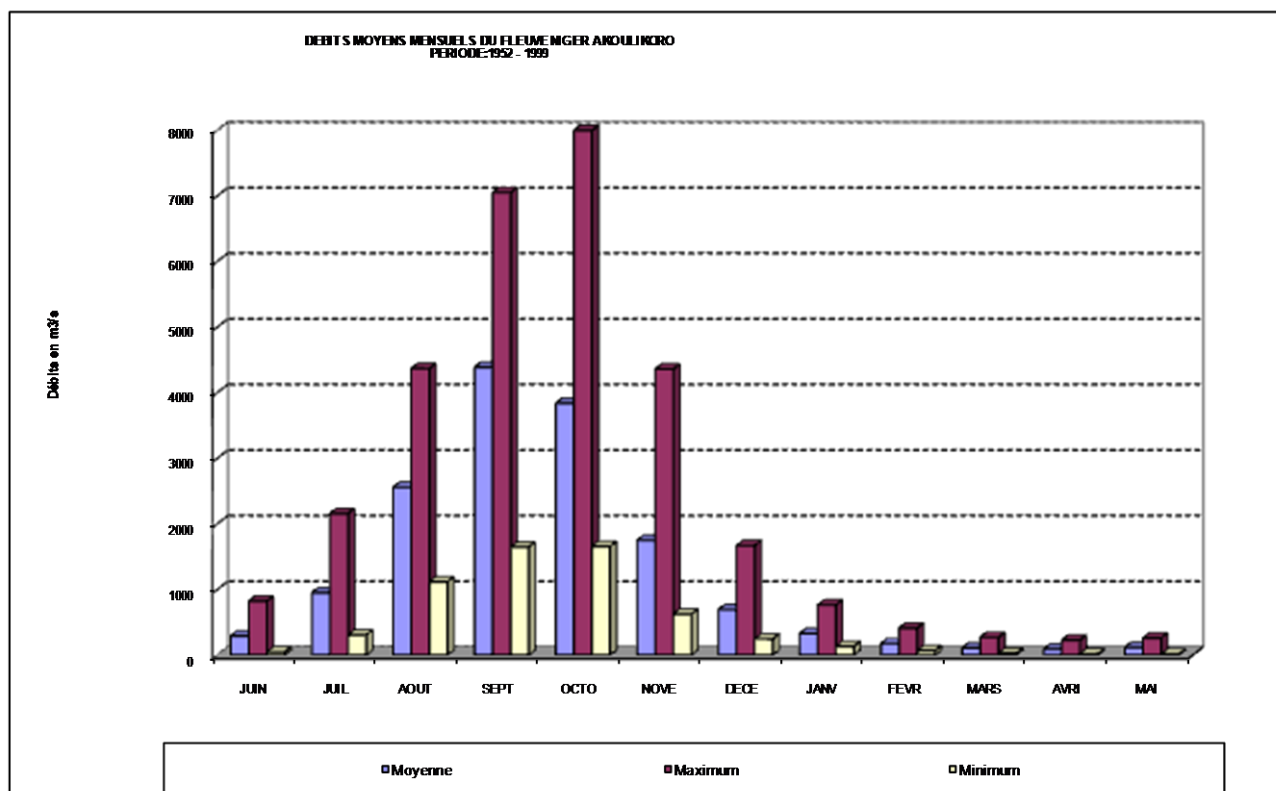
1.1. Eaux de Surface

La région de Koulikoro dispose d'un important réseau hydrographique qui comprend des cours d'eau permanents et non permanents. Ce sont :

Les fleuves : le *Niger* avec un parcours de 250 kilomètres dans la région pour un volume annuel estimé entre 1952 -1999 à 40,4 milliards de m³ ; le *Baoulé* sur 120 kilomètres, le *Bagoé*, le *Baninfing*, le *Sankarani* et le *Bani* avec respectivement 90, 70, 40 et 20 kilomètres de parcours. Parmi eux, seuls le Niger, le Baoulé et le Sankarani constituent des cours d'eau permanents. Les autres sont saisonniers et gardent l'eau de façon permanente de juin à mars avec des variations selon la pluviométrie.

Les lacs : la région dispose également de mares, rivières et les lacs qui sont soit semi temporaires, soit temporaires et offrent ainsi à la région un potentiel mobilisable de ressources en eaux pour bâtir une stratégie de sécurité alimentaire par la maîtrise des eaux de surface en vue du développement de la petite irrigation. Le plus important est le lac *Wegnan*.

L'histogramme ci-dessous donne des informations sur le débit moyen du fleuve Niger.



Source : Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Energie

NB. Le schéma montre que le fleuve a sa plus forte crue durant les mois de septembre et d'octobre et la décrue est très rapide avec une variation de 8000 à moins de 100 M³/S.

1.2. Eaux souterraines

Selon l'annuaire statistique de 2003 de la région de Koulikoro, il y a deux sortes de nappes souterraines : les nappes alluviales (5 à 15 mètres de profondeur environ), se trouvant un peu partout et les nappes de fracturation (20 à 40 mètres de profondeur environ). Elles sont actuellement exploitées et de qualité généralement bonne, leur pollution n'intervient qu'à la suite de leur exploitation.

1.3. Infrastructures de maîtrise d'eau

Une centaine d'aménagement de cours d'eau sous forme de micro barrage existe avec plus d'une centaine de périmètres maraîchers totalisant **1 812, 47** ha. Le potentiel aménagé reste en deçà des besoins des populations

Tableau n°3: Situation des aménagements hydro agricoles par an dans la région de Koulikoro de 1996 à 2005

Localités	Types d'aménagement/spéculation	Superficies aménagées/ha/an										Sources de financement
		1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	
Dioïla	Barrage de retenue d'eau : Riziculture et maraîchage	30										AV, CMDT
	Barrage en maçonnerie : riziculture	10										AV, CMDT
	Barrage de retenue d'eau : riziculture -Abreuvement	10										AV, CMDT
	Seuil filtrant : Riziculture, maraîchage et arboriculture	15			10	40						CMDT (ZAC)
	Barrage de déversoir : riziculture		15	15	15							AV, CMDT
	Pont barrage : riziculture abreuvement			15								CMDT PGRN
Koulikoro	Périmètre maraîcher	1	2	0,5	0,75	2,5	2,4	1,5	2	6,37		AED ; ONG Japonaise CARA Bon, GABD,
	Surcreusement de mare : Abreuvement							50				OHVN,
	Périmètre arboricole								4	2		Agro action Allemande
	Barrage déversoir (seuil) : Maraîchage -Pêche									15		
	Micro barrage : riziculture- Maraîchage								20			
Kolokani	Barrage de retenue d'eau : Riziculture et maraîchage		10		10					80		SECAMA,
	Ouvrage en gabion : riziculture, maraîchage	35	15	60								J-AC
	Ouvrage en gabion : riziculture, arboriculture	15	30	10			15			30		PGRN BADS,
	Maraîchage, arboriculture	10	45						10	40		PGRN
	Ouvrage en gabion : Barrage de recharge nappe		25	20								SECAMA,
	Ouvrage déversoir : riziculture		40	35								PGRN,
	Maraîchage riziculture, pisciculture		15									
	Maraîchage		20							5		
Nara	Périmètre maraîcher	2,5		1,75	2,5	6	2	5,5	1	5,5	9,5	LAG, PISA, Sahel 21, Stop Sahel,
	Barrage déversoir : Maraîchage, abreuvement, riziculture	15										
	Barrage : riziculture						25					
Kati	Pont barrage : riziculture, maraîchage	95	125	15	10	65	10	20	15		30	APGR, PAE, PGRN, OHVN, Mali- enjeu,
	Pont barrage : Maraîchage, abreuvement	10	25			15			10		35	AED, Canada, ASAF, AFD , AMPDR,
	Ouvrage en gabion Maraîchage	4,20	7,75	8	22,5	15,5	2	4	54,75	10,5	4	Plan Mali, ACD, SOS Sahel
	Barrage déversoir : Maraîchage, arboriculture, Pisciculture		15									3AG
	Barrage déversoir : Abreuvement- riziculture		15						10			Jeunesse village
	Pont barrage : abreuvement, maraîchage riziculture		100						15	20		PRODESO,
	Périmètre maraîcher : maraîchage et pépinière forestière			0,75								SECAMA
	Barrage déversoir : Abreuvement- maraîchage et arboriculture			10								SOLISA
	Barrage déversoir : Abreuvement et riziculture			10								Etat, Mission Catholique, ACIAD, Corps de la Paix, A MADER, AMCFE, DRAER, VIDE
	Ouvrage en gabion : maraîchage -riziculture -pisciculture					15						
Kangaba	Barrage déversoir : Maraîchage-riziculture								50			OHVN
Sous total		262,7	497	201	70,75	159	56,4	81	191,75	214,37	78,5	
Total général des aménagements		1 812, 47 ha										

Source DRA de Koulikoro 2007

II. LES RESSOURCES FORESTIERES ET FAUNIQUES :

Les indices climatiques de la région (climat subdésertique avec 200 à 400 mm et le climat tropical allant de 400 à 1200 mm) expliquent l'existence de plusieurs formations végétales : les différentes savanes (savanes herbeuse – arbustive -boisée- arborée), des forêts claires, des forêts ripicoles, des galeries forestières et même la forêt dense dans l'extrême Sud. A l'intérieur de ces formations, les compositions floristiques et fauniques (espèces végétales et animales) sont très variées en qualité et en quantité.

2.1. Les ressources forestières :

Le domaine forestier protégé est très vaste et contrasté du point de vue agro-climatique, Ce zonage se caractérise par une variation et une répartition de la flore et de la faune du Nord au Sud de la région (adaptation écologique oblige).

Ainsi, dans la région de Koulikoro, on dénombre les éléments suivants:

- **Forêts classées** au nombre de 11 dont 10 plans d'aménagement et de gestion (projet Inventaire des Ressources Terrestre.) sont validés : superficies : 183 991 ha.
- **99 massifs villageois** à marchés ruraux de bois (dont les PAGS sont disponibles dont d'autres sont entrain d'être mis en œuvre) totalisant 113 332 ha dont les plans d'aménagement et de gestion sont validés et en cours de réception pour approvisionner les marchés ruraux de bois.
- Les superficies reboisées qui s'élèvent à plus de 75 500 ha (tous types de plantation confondues), comprenant :
 - * Haies vives : 256 000m
 - * Brises vent : 120 000 m
 - * Lutte anti- érosive : 165 000 m (lignes en cailloux – barrières en pierre- fascines- diguettes)
 - * Production de plants : 1 543 100 plants (toutes espèces confondues).
- Un domaine protégé assez vaste de plus de 700 000 ha. Les régions de Koulikoro et de Kayes se partagent les réserves du Kongossambou 78 850 ha et le parc de la boucle du Baoulé. Là aussi la pression humaine est forte malgré le régime actuel qui leur est appliqué à travers l'OPNBB.

Tableau n°4: Quelques espèces végétales (Noms scientifiques nom bambara – noms en français).

Noms scientifiques (Latins)	Noms Bambara	Noms Français
Acacia albida	Balazan	-
Acacia senegalensis	Kobi ou cobî	Gommier
Annona senegalensis	Manden Soun –Soun	Annona du Sénégal
Anogeissus Leiocarpus	N'galama	Boileau d'Afrique
Balanites aegyptiaca	N'zèguènè	Dattier sauvage
Borassus aethiopum	Sébé	Palmier rônier
Adansonia digitata	N'Zira ou Sira	Baobab
Bombax costatum	Boumboum	Kapokier rouge
Cassia sieberiana	Sindjan	Acacia tropical
Combretum micranthum	N'golobè	Quinquelibâ
Cordia myxa	N'tègué	-
Cola cordifolia	N'gabanogo	-
Cordyla pinnata	Dougoura	Povier du cayor
Crossopteryx febrifuga	Balimbo	-
Daniellia oliveri	Sana	-
Detarium micr carpum	Tama-coumba	-
Diospyros mespiliformis	Soun-soun	Ebène de savane
Entada sudanica	Sama-nèrè	-

Elacis guineensis	N'Té	Palmier à huile
Ficus geaphalocarpa	N'Toro	-
Gardenia erabencens	M'Bouré	-
Hexalobu monopetalus	N'Tefa-Fougougna	-
Isoberlinia doka	Sô ou Chô	-
Jatropha curcas	Moucoubagani	Pourguère
Khaya senegalensis	Diala	Caïlcédrat.
Landolphia ou Saba senegalensis	N'Zaban	-
Lannea microcarpa	M'Pékou	Raisinier
Mitragyna inermis	Djoun	-
Parkia biglobosa	Néré	Néré
Piliostigma thonningi	Niama	-
Pteracarpas erinaceus	Goni	Ven
Prosopis africana	Guélé	-
Raphia sudanica	Ban	Raphia
Sarcocephalus esculentus	Boro-Bato	-
Selerocarya birrea	N'gouna	Prumier sauvage
Spondiab monbin	Migon	-
Tamarindus indica	N'Tomi	Tamarinier
Terminalia sp	Wolo	-
Vitex sp	Koroninfing	-
Vitellaria paradoxa	Si-chii	Karité
Ximenia americana	N'Toguè	-
Ziziphus sp	N'Tomonon	jujubier

Les **produits de cueillette** tiennent jusqu'ici une place importante dans l'économie rurale et dans la survie de beaucoup de ménages à travers : fruits, noix, gommes résines, gomme arabique, tanin, écorces, tiges, feuilles, fibres, graines, tubercules, racines, malgré les multiples défis à relever (les rigueurs climatiques et écologiques et surtout les conséquences des mauvaises pratiques humaines). C'est une activité pratiquée essentiellement par les femmes et les enfants.

2.2. Les ressources fauniques :

Elles comprennent les réserves de faune au nombre de 2 : Kéniébaoulé 67 500 ha et Kongossambougou 92 000 ha et le parc national du Baoulé : 350 000 ha qui sont à cheval sur les régions de Koulikoro et de Kayes.

Tableau n°5: Quelques espèces animales qui ont vécu ou visible (Vulnérables) encore par endroits dans la région

Noms scientifiques (Latins)	Noms Français	Noms Bambara ou Malinké
Acinonyx jubatus	Guépard	Kolokari
Adenota kob	Kob Buffon	Son
Alcephalus major	Babale	Tankon
Cercopithecus aethiops	Singe vert	N'gobani
Crocuta crocuta	Hyène tachetée	Suruku-Namakoro
Erythrocebus patas	Singe rouge	Warablen
Gazella rufifrons	Gazelle korine	Sinè
Hippopotamus amphibius	Hippopotame	Mali
Hippotragus equinus	Hippotrague	Daguè
Hystrix cristata	Porc-épic	Bala
Leo leo	Lion	Waraba-Diata
Orycteropus afer	Oryctérope	Timba
Phacocheirus aethiopicus	Phacochère	Lè
Redunca redunca	Kobo redunca	Konkron

Syncerus caffer	Buffle	Sigui
Taurotragus derbianus	Elan de derby	Minandjan
Trichechus senegalensis	Lamantin	Mâh
Reptiles :		
Crocodilus niloticus	Crocodile	Bama- Bassa
Cyclanorbis senegalensis	Portue	Taou
Oiseaux :		
Necrosystes monachus	Charognard	Douga
Plectropterus gambensis	Oie de Gambie/canasdarmé	Bunu

Tableau n°6: Statistiques de l'exploitation des forêts de 1998 à 2006 et de la faune 2000 – 2006

Produit Année	Bois de chauffe			Charbon de bois			Bois d'oeuvre			Bois de service			Défrichement		Chasse	
	Nbre permis	QTé St ou m³	Montant perçus	Nbre permis	Qté (Qm)	Montant perçu	Nbre permis	Qté Pieds	Montant perçu	Nbre permis	Qté (Pied)	Montant perçus	Sup. (ha)	Montant perçus	Nbre permis	Montant perçus
1998	3530	27988	22390400	2682	19577,9	23493480	990	1257	-	249	35750	-	13	130000	-	-
1999	4851	49342,5	39474000	3813	37315,47	44778564	1044	2515	-	336	46470	-	30,5	305000	-	-
2000	5373	65623,25	19937370	2340	42481,8	16311190	72	44	6679325	1610	66619	2699145	51,0	510000	-	4792040
2001	4114	66360,75	38764000	2265	55636,47	37712970	-	-	5006850	-	-	2519488	74,75	747500	-	3207140
2002	4216	67247,75	15084850	1967	14466,16	11085240	-	-	4918305	-	-	2217790	118,27	1182685	-	1182685
2003	4283	56800,75	30171150	2011	76029	27423100	785	1134	4924000	798	67374	5421300	39,25	392500	-	-
2004	3027	24452	15654405	937	18000	14063100	804	1234	5375000	662	59657	2852950	71,25	687900	-	1634592
2005	-	46384,5	37107600	-	27862,7	33435250	-	-	5012800	-	-	4566510	36,575	365750	-	1089700
2006	5465	103696,13	34734700	1460	54571,5	32867800	561	935	4638600	1014	154734	22247300	36,00	360000	-	776550

Source : SRAD –Koulikoro, 2006

NB. Le tableau ci-dessous donne quelques statistiques, mais les données sont loin de la réalité car l'incontrôlé (qui ne rentre pas dans les statistiques) dépasse de loin le contrôle.

2.3. Les acteurs intervenant dans la gestion des ressources naturelles :

Les divers intervenants (Etat, Bailleurs, ONG, projets/ programmes (OPNBB, etc.), Collectivités, Communautés rurales, chasseurs, populations, le monde scolaire, privés, etc) se sont investis dans le reboisement (arboriculture, bosquets, plantations d'alignement, plantations familiales ou d'ombrage, les espaces verts, les brises vent, les haies vives, les plantations champêtres), d'aménagement des pâturages, la lutte anti-érosive, la protection des berges des cours d'eau, la création de forêts villageoises, de forêts communautaires de mises en défens, de conventions locales, etc, la sensibilisation, la formation, la vulgarisation, la diffusion de foyer améliorés et autres énergies de substitution.

2.4. Problématiques et perspectives en matière de gestion des ressources naturelles

Toutes les forêts classées sont de nos jours dans un état de dégradation alarmant. Cela est dû aux fortes pressions humaines : nomadisme agricole- défrichement incontrôlé- surpâturage- feux de brousse- sur exploitation forestière- déboisement lors des grands travaux (construction de routes - aménagement hydro-agricole - installation de réseaux téléphonique etc.).

Tout comme la flore, la faune connaît une surexploitation (braconnage avec des armes de toutes sortes), destruction des habitats naturels, autres occupations diverses.

Plusieurs tentatives ont été mises en œuvre et le sont en cours dans le cadre de la reconstitution ou la restauration – la protection, la conservation du couvert végétal, de la faune à travers plusieurs projets et programmes des décennies durant.

Aujourd'hui, dans la région, on assiste au phénomène de reboisement et de pratique de l'arboriculture (spécifiquement pour les bois d'œuvre et de service) aux fins de leur commercialisation/ industrialisation.

Des actions sont déjà en cours au niveau de la région en vue d'une gestion adéquate du potentiel de la flore et de la faune, en termes de :

- Suivi -appui conseil aux collectivités
- Organisation des activités de sensibilisation et d'information à travers des missions de terrain et des émissions radio ;
- Déguerpissement des animaux dans certaines forêts classées,
- Arrêt de la co-gestion participative au niveau de certaines forêts.

Dans les stratégies de reforestation chaque année les (3) trois meilleurs planteurs ou « reboiseurs » sont primés suite à un concours de sélection.

A l'instar également des autres régions, Koulikoro organise la **Quinzaine de l'Environnement**.

Les perspectives portent sur :

- La réhabilitation des forêts classées par la mise en œuvre des PAGS et l'actualisation de leurs limites nécessitées de mieux gérer les massifs en faisant les PAGS ;
- Le transfert correct des ressources dans le cadre de la décentralisation ;
- La mise en place de mesures pour la création des ZIG dans les cercles de Kangaba et Nara.

III. LES SOLS

Selon le Projet Inventaire des Ressources Terrestres (PIRT), les différents types de sols dans la région sont caractérisés dans leur majorité par leur pauvreté, leur acidité et leur instabilité structurale. Les terres arables sont composées pour l'essentiel des sols profonds limoneux fins et des sols peu profonds. Ce sont des plaines, propices aux cultures irriguées et à l'arboriculture fruitière. Elles sont localisées sur les alluvions du fleuve Niger ou disséminées dans des vallées étroites.

La synthèse régionale du PIRT indique que depuis 1940, avec la régression des moyennes pluviométriques, plus de 50% de la superficie de la région sont constitués par des reliefs accidentés, inaptes aux cultures ; ce qui, à priori, la prédestine à une vocation forestière.

Cette situation fait que dans presque tous les cercles, il n'existe quasiment plus de terres à vocation agricole inutilisées et une bonne partie des terres arables est soumise à l'érosion hydrique avec comme conséquence, l'appauvrissement des sols par la destruction de la végétation et le comblement des mares et rivières.

Tableau n°7: Les sols de la région et leurs caractéristiques

Sols et caractéristiques	Zones agro climatiques	Localisation	Superficie (Km²)	Pluviométrie (mm)	Cultures pratiquées
Latéritiques et alluvionnaires	Zone haute vallée	Kangaba, Kati, Kourouba, Baguinéba, Néguela, Sanankoraba, Siby, Kati, Kati urbain	21 450	1 200 à 900	Mil, sorgho, arachide, riz maraîchage
Latéritiques sableux et argileux	Zone ouest	Koulikoro, Banamba, (Médina sacko, Toukoroba, Toubacoro, Kolokani	24 260	950 à 750	Sorgho, mil, arachide, riz, cultures potagères.
Sols ferrugineux et ferralitiques	Zone Mali Sud	Dioïla	12 000	1 000 à 950	Coton, Mil, sorgho, maïs
Sols très sableux	Zone Sahel	Nara, Banamba (Sébété, Boron)	32 000	Autour de 450	Céréales
Total			89 710		

Source : DRPS- Koulikoro, novembre 2003

A moyen et à long termes, l'on aboutit à une situation de pénurie, qui pourrait se traduire par des mouvements de populations ou une réduction et/ou abandon des jachères ou les deux à la fois. Cet état de fait dans la région peut s'expliquer à la fois par des fortes densités de populations à l'approche de Bamako et des fortes contraintes climatiques que connaît le pays en général et la région en particulier.

Les sols de la région font l'objet des occupations ci-après :

- **les sols latéritiques alluvionnaires**, couvrant 23,80% de la superficie de la région, se situent dans la zone haute vallée et sont emblavés en mil, sorgho, arachide, riz et le maraîchage,
- **les sols latéritiques sableux et argileux**, avec 26,92% de la superficie de la région, se situent à l'ouest et, sont utilisés pour les cultures du sorgho, mil, arachide, riz et cultures maraîchères,
- **les sols ferrugineux**, au sud de la région, couvrent une superficie de 13,32% et sont favorables aux cultures du coton, mil, sorgho et maïs,
- **les sols sableux**, situés dans le sahel de la région, occupent une superficie de 35,51% de la région et ne sont utilisés qu'en céréales, mais très appréciés pour l'élevage grâce aux pâturages importants et très riches.

Il faut cependant signaler que toutes ces zones sont pâturées par les éleveurs à la recherche de ressources fourragères qui sont les graminées, ligneux et résidus agricoles.

B. LE SOUS SECTEUR AGRICULTURE

I. LES CARACTERISTIQUES DE L'AGRICULTURE AU NIVEAU DE LA REGION

L'agriculture occupe environ 90% de la population de la région. Les informations issues des rapports du PIRL donnent une superficie potentielle en terres agricoles de 1.599.510 ha, soit 17,75% de la superficie de la région. Les exploitations occupent en moyenne/an une superficie d'environ 60% du potentiel cultivable et les principales spéculations portent sur les céréales sèches, la riziculture et les cultures de rente (arachide, sésame, coton, oseille de Guinée). Le maraîchage occupe également une place importante comme production agricole dans la région. La production agricole de la région de Koulikoro est fonction des cinq grandes zones agro- climatiques suivantes.

- **La zone sahelienne nord ou «hodh »**

Elle est caractérisée par une pluviométrie moyenne annuelle comprise entre 300 et 400 mm. Les principales productions sont le mil, le sorgho, l'arachide, le niébé. Dans cette zone, le Niébé est généralement cultivé en association avec le sorgho ou le mil. La rotation culturale la plus dominante est de type céréale- céréale. Les sols plus argileux sont réservés au sorgho. La production et la productivité sont largement tributaires des régimes pluviométriques très souvent irréguliers et déficitaires. La fertilisation minérale est pratiquement inexistante, avec une faible utilisation de la fumure organique.

Les projets /programmes intervenant dans la zone sont: PADESO, PASAOP, PADEC, FODESA, PAFISEM, Projet "S'équiper en reboisant".

- **La zone sahelienne sud ou «haut Bani Niger »**

C'est une zone agropastorale à dominance agricole faiblement mise en valeur. Elle couvre le cercle de Kangaba et les parties Sud et Sud-Est du cercle de Kati. La pluviométrie annuelle moyenne est comprise entre 900 et 1300 mm par an.

Les pratiques culturales sont un peu plus diversifiées qu'au Nord à cause surtout de la présence de partenaires au développement à côté des services techniques de l'Etat.

Le niébé est, comme en zone Nord, cultivé principalement en association avec le sorgho et le mil. Le riz et le maraîchage se pratiquent dans les plaines et autour des points d'eau (puits, mares), le plus souvent aménagés par les partenaires.

Le maraîchage et la riziculture sont pratiqués par les femmes dans la majorité des cas et les surfaces parcellaires sont relativement faibles. Les niveaux de production et de productivité restent encore faibles à cause, notamment, des caprices pluviométriques, du manque d'équipement et des pratiques culturales plutôt extensives.

Les projets /programmes intervenant dans la zone sont: OHVN, PAPIM, PASAOP, PDRN (projet de diffusion du riz nérice), PPB (Petit Périmètre du Bélé Dougou), OPIB, PDAM, PAFISEM, Projet "S'équiper en reboisant".

- **La zone soudanienne nord**

Encore appelée le Bélé Dougou, la zone soudanienne Nord est une zone agropastorale à dominance agricole. Elle s'étend du cercle de Kolokani à celui de Banamba.

Dans la zone, la pluviométrie moyenne annuelle est comprise entre 500 et 800 mm. La production agricole est très variée. On y cultive le mil, le sorgho, le niébé, le maïs, l'arachide, le riz, le tabac, le sésame, les pastèques, le henné. On y pratique aussi le maraîchage et l'arboriculture fruitière. Le coton est cultivé dans le sud du cercle de Kolokani.

Les niveaux de production et de productivité sont satisfaisants et dépendent du régime pluviométrique et du degré d'application des paquets techniques et technologiques

vulgarisés (assolement/rotation/intensification). Il existe une multitude de partenaires au développement dont l'intervention appuie considérablement la production agricole.

Le sorgho et l'arachide sont les plus cultivés. Le maïs est cultivé en plein champ en assolement avec le mil et le sorgho. Le tabac rustica est cultivé autour des points d'eau (puits, mares). Le coton, d'introduction plus récente que les autres spéculations, occupe des superficies moins importantes, quantitativement. Il est également cultivé en rotation avec le maïs ou le sorgho. Les rotations culturales sont de type céréales- céréales, céréales- arachides et céréales- coton. On y trouve également le niébé cultivé en pur pour l'alimentation du bétail.

Les terres sont fortement soumises au phénomène de dégradation liée aux pratiques de l'homme et à l'érosion (hydrique et éolienne).

Les projets /programmes intervenant dans la zone sont: PADEC, PASAOP, FODESA, PDAM, PPB, DERK, OPV (office de la protection des végétaux), PAFISEM, Projet "S'équiper en reboisant".

- **La zone soudanienne sud ou «plateau mandingue »**

C'est une zone agricole faiblement peuplée. Elle comprend le cercle de Koulikoro et les parties Nord, et Nord-Ouest du cercle de Kati. La pluviométrie moyenne annuelle est comprise entre 900 et 1000 mm.

Contrairement à la zone Nord soudanienne, il y a une forte dominance de la culture du sorgho, coton, maïs et le riz. Le coton est la principale source de revenus de l'exploitation. Il vient en tête d'assolement/rotation dans les systèmes coton/maïs/sorgho ou coton/sorgho/maïs/arachide. Le maïs est cultivé en culture intensive et constitue la base de l'alimentation des populations après le riz et le sorgho.

Les niveaux de production et de productivité sont élevés et permettent de dégager des excédents commercialisables. L'arboriculture fruitière et l'horticulture y sont de plus en plus pratiquées.

Le potentiel des terres irrigables est important (plus de 30.000 ha) dont plus de 3.265 ha sont sous maîtrise totale (zones OPIB).

Les projets /programmes intervenant dans la zone sont: OPIB, PASAOP, DERK, PDAM, OHVN, CMDT, PAFISEM, Projet "S'équiper en reboisant".

- **La zone soudano - guinéenne ou «Plateau de Koutiala »**

C'est une zone agricole où s'exerce une très forte pression humaine et animale. Elle couvre le cercle de Dioïla, avec une pluviométrie annuelle variant entre 1000 et 1300 mm et favorable à tous les systèmes de production rencontrés en zone soudanienne, notamment ceux basés sur le maïs. La culture du coton et du sésame est aussi très importante et procure l'essentiel des revenus monétaires des populations.

Les potentialités en terres irrigables sont importantes (atteignant plus de 3.500 ha).

Le maïs est la principale base alimentaire suivi du riz. Le maraîchage et l'arboriculture fruitière sont assez développés et occupent aussi bien les hommes que les femmes.

Les projets /programmes intervenant dans la zone sont: CMDT, PASAOP, PDRN, DERK, PAFISEM (projet d'appui à la filière semencière), Projet "S'équiper en reboisant".

Tableau n°8: Situation de la production par cercle en 2006

Désignation	Mil	Sorgo	mais	riz	Fonio	Total	Prod.°nette	%Prod.°totale
Koulikoro	31110	33508	93	4271	1849	70830	49581	11.88%
Banamba	112866	16398		265	657	130185	91129,5	21.8% %
Dioila	32653	28752	5225	48065	30	114725	80307,5	19.2%
Kangaba	3437	22101	27205	35610		88354	61847,8	14.83%
Kati	5652	16824	8163	21530		52168	36517,6	8.7%
kolokani	25803	36867		12569		75239	52667,3	12.6%
Nara	37571	24499		1264		63334	44333,8	10.6
Contre saison			935			935		
Total	249092	178949	9,4E+07	123573	2535	595770	417039	

Source étude PSDR-ARK 2007

Tableau n°9: Superficies et productions en 2007 et prévision 2008 pour les céréales

Désignations	MIL		SORGHO		MAÏS		FONIO		Riz (b)		Total	
	Sup(ha)	Prod (T)	Sup(ha)	Prod (T)	Sup(ha)	Prod (T)	Sup(ha)	Prod (T)	Sup(ha)	Prod (T)	Sup(ha)	Prod (T)
Réal 2006	160677	132696	213541	236913	71448	95 095	1538	1156	11060	21064		
Taux Croix	7%	9,15%	0,65%	0,52%	3%	10%	8,39%	9,33%	8%	12%		
2007	171924	144183	214929	221304	73591	104604	1667	1267	11945	23591	474057	494949
2008	183959	156312	216326	222453	75799	115065	1807	1387	12900	26422	490792	521638

Source : DRA/ PSADR- ARK, 2006

Tableau n° 10: Superficies et productions en 2007 et prévision 2008 pour les cultures de rente

Désignations	Arachide			Niébé			VOANDZOU			COTON		
	Sup(ha)	Rdt(kg/ha)	Prod (T)	Sup(ha)	Rdt(kg/ha)	Prod (T)	Sup(ha)	Rdt(kg/ha)	Prod (T)	Sup(ha)	Rdt(kg/ha)	Prod (T)
Réal 2006	77500	707	54812	70953	441	31276,48	650	421	273	104745	813	85117
Taux Croix	8,13%	-0,84%	7,29%	-0,22%	4,73%	4,51%	-15,16%	-4,90%	-20,06%	0,82%	-1,07%	-0,25%
2007	83801	702	58808	70797	462	32687	551	396	219	105604	804	84905
2008	90614	696	63095	70641	484	34161	468	373	175	106470	795	84692

Source : DRA- Kkro, 2006

L'analyse de la production céréalière montre une évolution en dents de scie, allant de 377.771 tonnes à 598.548 tonnes sur les dix (10) dernières années (1997-98 à 2006/2007, soit un accroissement annuel moyen de 6%.

A l'image de la production céréalière, les cultures de rente ont évolué également en dents de scies à cause des aléas climatiques, mais aussi en fonction des opportunités du marché.

Cependant, on peut noter que les productions agricoles connaîtront un essor important dans la décennie à venir, compte tenu des perspectives favorables à savoir :

- le Programme des pluies provoquées ;
- l'existence des variétés performantes (riz, maïs) issues de résultats de la recherche;
- l'amorce de la culture motorisée ;
- la disponibilité des engrais sur place grâce à l'existence des unités nationales de production - conditionnement ;
- la poursuite de la maîtrise de l'eau par les aménagements hydro - agricoles,
- la forte demande en productions agricoles (maïs, riz, mil, sorgho, etc.) sur les différents marchés,
- la mise en œuvre de l'Initiative Riz,
- Les orientations et les actions issues de la LOA.

Tableaux n°11 : Evolution de Superficies, Rendements et Productions

a) Mil Sorgho Maïs Fonio Riz

Année	Mil			Sorgho			Maïs			Fonio			Riz		
	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)
1997	111172	806	89631	169090	1065	180129	50 224	1414	71 020	1 304	797	1 039	20 295	1771	35 952
1998	109120	883	96347	215520	979	211015	76 463	1574	120 337	700	823	576	22 896	1644	37 638
1999	128537	944	121323	200135	1197	239534	86 996	1168	101 581	1 632	776	1 267	21 779	1175	25 599
2000	151004	712	107589	223832	1213	271439	27 924	1078	30 103	303	300	91	22 923	1169	26 801
2001	70 689	609	43 059	243 795	736	179 344	63 937	705,99	45 139	1 781	824	1 468	23 984	1492	35 793
2002	218 385	672	146 692	284 712	716	203 809	66 945	861,96	57 704	752	1036	779	12 996	1365	17 741
2003	257 344	631	162 470	203 662	865	176 214	53 302	1375,6	73 322	2 851	563	1 606	20 818	1186	24 691
2004	195 803	823	161 239	175789	1537	270 245	46484	1300,9	60 471	1605	943	1 514	20581	979	20141
2005	179277	1397	250 494	181964	1000	181 964	94853	1390,4	131 882	3549	716	2 542	25 139	1260	31 666
2006	185440	799	148112	236913	1000	236913	71448	1331	95 095	903	749	677	11060	1904	21064
Moyenne	160 677	828	132 696	213 541	1 031	215 061	63 858	1 220	78 665	1 538	753	1 156	20 247	1 395	27 709

Situation des emblavures des cultures céréalières (mil, sorgho, maïs fonio, riz) dans la région à la date du 30 septembre 2008

Secteurs	Mil			Sorgho			Maïs			Fonio			Riz			Total		
	P	R	%	P	R	%	P	R	%	P	R	%	P	R	%	P	R	%
Koulikoro	31427	27166	86	16155	23140	143	1738	1745	100	551	376	68	1300	2067	159	51171	54494	106
Banamba	50385	46221	92	14861	19780	133	353	369	105	501	500	100	383	355	93	66483	67225	101
Dioila	47494	45597	96	76206	104095	137	39380	26521	67	701	518	74	2872	3553	124	166653	180284	108
Kangaba	546	321	59	4203	5489	131	8598	5815	68	100	54	54	5700	3195	56	19147	14874	78
Kati	15380	13103	85	45654	56835	124	24717	22856	92	506	526	104	12509	11933	95	98766	105253	107
Kolokani	27373	24187	88	30484	32142	105	2344	1941	83	701	592	84	811	814	100	58713	59676	102
Nara	32498	30996	95	33691	31995	95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	66189	62991	95
Total	202103	187645	93	221254	273476	124	77130	59247	77	3060	2566	84	23575	21917	93	527122	544797	103

Source : DRA de Koulikoro, septembre 2008

NB : P= Prévu, R= Réalisé

Commentaire : Dans le cercle de Nara, 74 hectares ont été perdus par suite d'inondation dont 50 ha de mil et 24ha de Sorgho.

Dans l'ensemble le niveau de réalisation est satisfaisant, sont respectivement de 93%, 12%, 77%, 84% et 93% pour le mil, le sorgho, le maïs, le fonio et le riz.

b) Arachide Niébé Voandzou Coton

Année	Arachide			Niébé			VOANDZOU			Coton		
	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)
1997	41 518	688	28 562	73 147	336	24 555	1 102	785	865	141 888	1 012	143 526
1998	30 360	1031	31 306	77 633	316	24 564	2 877	803	2 309	131 074	1 008	132 148
1999	59 259	963	57 096	69 536	348	24 232	1 771	627	1 111	135 793	808	109 704
2000	69 505	855	59 436	78 449	324	25 420	2 092	691	1 445	27 003	830	22 410
2001	40 908	791	32 352	80 452	186	14 951	1 614	569	918	140 386	954	133 976
2002	45 889	673	30 882	134 314	225	30 261	1 028	78	80	108 725	771	83 880
2003	55 294	910	50 301	80 905	544	44 012	813	630	512	127 352	992	126 386
2004	52 062	684	35617	48566	484	23488	405	750	304	135 016	965	130 237
2005	110 045	1039	114302	90809	419	38082	730	686	501	125 971	874	110 043
2006	77500	707	54812	70953	441	31276,48	650	421	273,409	104 745		
Moyenne	58234	834	49467	80476	362	28084	1308	604	832			

c) Cultures d'Opportunités : Sésame, Oseille de guinée, Gingembre, Hénne

Années	Sésame			Oseille de Guinée			Gingembre			Hénne		
	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)
2004	3545	326	1156	332	242	80	0	0	0			
2005	4049	327	1322	299	281	84	1,5	3000	4,5			
2006	5060	203	1025	332	220	73				840	900	756

d) Plantes à Tubercules : Manioc, Igname, Patate douce

Années	Manioc			Igname			Patate douce			Autres		
	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)	Sup (ha)	Rdt (kg/ha)	Prod (T)
2004	305	17141	5228	604	22500	15075	93	9000	837			
2005	367	8861	3252	590	31209	10620	662	15213	10063			
2006	294	8355	2457	780	513	400	647	11654	7540			

e) Maraîchage

Années	Tomate			Oignon			Echalote			Concombre			Gombo			Aubergine			Chou		
	Sup	Rdt	Pdt	Sup	Rdt	Pdt	Sup	Rdt	Pdt	Sup	Rdt	Pdt	Sup	Rdt	Pdt	Sup	Rdt	Pdt	Sup	Rdt	Pdt
2000	981	17965	17620	400	96323	38564	143	16285	2332	178	28141	5002	355	9524	3381	53	23880	1266	84	23200	1949
2001		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64	23136	1481	55	23910	1315
2002	62	10508	652	4	14133	53	28	3316	91	13	7153	91	470	13959	6561	0	0	0	74	24900	1843
2003		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	103	8495	875	85	13138	1117
2004	859	15063	12939	305	18607	5675	410	11541	4732	296	10868	3217	1235	6085	7515	103	85223	8778	104	31797	3307
2005	215	13883	2978	668	22976	15348	163	12154	1975	341	10618	3615	532	5496	2924	40	8785	347	52	15705	817
2006	671	12550	8421	340	17924	6094	527	15750	8300	266	9026	2401	1016	13069	13278	150	8600	1290	14	33247	465

f. Taux d'équipement des producteurs en matériels agricoles

TAUX D'EQUIPEMENT (en %)					
Années ZONES	2002	2003	2004	2005	2006
CMDT : Dioïla	58	57	55	60	62
OHVN : Kangaba Kati	-	-	-	58 ,60	-
OPIB : Baguinéda/Kati	-	-	42,37	-	-
DRA	24,73	24	23,66	25	27,50

NB : À l'OHVN et à l'OPIB, l'enquête sur le taux d'équipement des producteurs est réalisée chaque cinq (5) ans. Ainsi, celles de 2004/2005 et 2005/2006 sont respectivement les derniers résultats disponibles à l'OPIB et à l'OHVN.

Tableau n° 12. Situation des traitements des infestations par les déprédateurs des cultures des pâturages et des récoltes de 1996 à 2006 à travers la région de Koulikoro

Années	Superficies traitées par ravageurs (ha)						Produits utilisés	
	Acridiens	Coléoptères	Chenilles	Puceron	Autres	Total	Liquides (litres)	Poudres (kg)
1996-1997	87,3	152,5	_ -	__-	265	504,8	56,5	6364
1997-1998	460	_120	__-	__-	343	923	91	7826
1998-1999	-	__-	__-	__-	734	734		14674
1999-2000	1363,5	_58	__-	__-	105,5	1527	135	11615
2000-2001	637	_133			145	915	60	6740
2001-2002	_992	_285			80	1357	815	3995
2002-2003	3149	463,5	-	__-	-	3612,5	3399,5	__-
2003-2004	_6633	2550			720	9903	9248	6345
2004-2005	34280	2957	__-	-	-	37237	37200	_400
2005-2006	533	_5408,5	7712		_34	13687,5	13818,5	-
2006-2007	1525,75	5162,4	347	471,5	101	7611,65	7611,65	-
Totaux	49660,55	17.289,9	8059	_471,5	2527,5	78012,3	72435,15	57959

Remarque :

Autres = termites, fourmis, oiseaux, rongeurs, acariens, maladies.

Au plan phytosanitaire, les traitements sont effectués par les paysans et les brigades villageoises sous l'assistance de l'encadrement technique agricole en place.

Les brigades sont à ce jour au nombre de 136 à travers tous les cercles de la région à l'exception de celui de Kangaba où la situation des déprédateurs de cultures est moins préoccupante.

Observation :

De 1996 à 1998, bien que la situation des ravageurs des végétaux n'était préoccupante, la faible utilisation des pesticides réside du fait qu'ils étaient payants surtout par les producteurs.

De 2005 à nos jours, l'utilisation des pesticides poudres a considérablement diminué du fait de leur degré de pollution élevé.

Pour des raisons de préservation de l'environnement vital de l'homme et de production agricole économique dans une agriculture durable, la Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs (GIPD) est largement en test sur le coton, le sésame les cultures maraîchères, le riz, le maïs dans l'optique après validation d'être le système national de vulgarisation agricole dans le temps.

En attendant son application aux cultures sèches comme le mil et le sorgho le programme de formation ordinaire en protection des végétaux des producteurs ainsi que des brigades Phytosanitaires villageoises se poursuivra de même que la surveillance des différents déprédateurs par l'encadrement technique en place à travers la région ceci dans l'optique d'une protection sûre et efficaces des végétaux et des produits végétaux.

Tableau n° 13. Récapitulatif des équipements attribués par cercle (de 1999 à 2007)

Cercles	Nbre de bénéficiaires	Superficies reboisées	Paire de boeufs	Charrues	Multiculteurs	Charrettes	Semoirs	Motopompe	Montant du crédit (en F.CFA)
Koulikoro	103	174,85	102	64	26	35	18	0	38197000
Banamba	43	72,9	42	28	16	14	10	0	16465000
Dioïla	302	448,5	279	83	73	98	61	10	103804000
Kangaba	76	134,6	71	42	23	27	16	0	27778750
Kati	190	506,2	185	103	68	77	49	2	74781000
Kolokani	73	107,21	68	36	21	22	24	0	26209250
Nara	26	23,08	25	4	2	4	3	0	7461500
Total	813	1467,34	772	360	229	277	181	12	294696500

II. QUELQUES PROBLEMATIQUES LIEES A LA PRODUCTION AGRICOLE

L'économie de la région est essentiellement rurale et repose principalement sur l'agriculture qui occupe plus de 80% de la population. Il s'agit d'une agriculture pluviale d'autosubsistance très dépendante des aléas climatiques.

Cependant, toutes les zones de production agricole au niveau national semblent partager les mêmes problèmes, même si certaines d'entre elles ont leurs spécificités. Les principaux problèmes de la production agricole dans la région de Koulikoro sont entre autres :

- Les conflits liés aux problèmes fonciers,
- L'insuffisance du personnel d'appui et du plan d'appui opérationnel ;
- L'Insuffisance d'équipements agricoles et la mauvaise gestion des infrastructures (de maîtrise d'eau, de gestion de stock et d'intrants, etc.);
- Le problème d'organisation au niveau des producteurs pour prendre en charge les approvisionnements en intrants ;
- La prolifération des OPA avec des conflits d'intérêts et des difficultés d'actions concertées ;
- Les problèmes de conservation et de transformation des produits agricoles et leur commercialisation ;
- le problème de financement pour la vulgarisation des nouvelles pratiques et méthodes agricoles
- Les difficultés d'obtention de crédits agricoles et des fonds de campagne ;
- Etc.

III. LES ACTEURS DU SOUS SECTEUR AGRICOLE

3.1. Principales catégories d'acteurs :

Deux principales catégories d'acteurs sont à retenir :

- Les Structures d'encadrement constituées par :
 - * Les services techniques déconcentrés de l'Etat (DRA et ses démembrements, DRGR et ses démembrements, DREA, DRCN)
 - * Les Organisations Non Gouvernementales,
 - * Les projets/ programmes et autres acteurs d'appui,
 - * Les CT
 - * Les prestataires privés /les professionnels (Ex. MaliBio)
 - * Les PTF
- Les Organisations agricoles constituées par:
 - * Les Organisations paysannes et faitières (Unions ULPC/ ULPK, UGOA, etc.)
 - * Les Syndicats agricoles, surtout dans le secteur coton,
 - * Les coopératives et les maraîchers,
 - * Les associations villageoises et tons villageois,
 - * Les femmes et organisations de femmes et de jeunes.

3.2. Femmes et productions agricoles :

La population rurale féminine dans les exploitations agricoles est estimée à 2 678 femmes contre 122 495 hommes en 2004-2005. Les femmes participent activement à la production agricole qui reste marquée en plusieurs endroits de la région par la division sexuelle du travail. Très généralement la production du riz et le maraîchage sont des activités féminines.

Il faut noter que la femme travaille très souvent dans l'exploitation du mari comme aide familiale (cas des femmes du Nord). En d'autres endroits, les femmes possèdent leurs propres parcelles qu'elles exploitent.

Aussi le système de champs collectifs féminins existe en même temps que les associations féminines. Ces dernières font des prestations de service dont les coûts varient selon leur durée.

Cependant, l'accès à la terre des femmes reste toujours une des difficultés majeures pour son épanouissement économique.

Les femmes jouent un rôle important dans les productions agricoles même si leur part est difficilement quantifiable.

IV. LES PERSPECTIVES

Dans le cadre du développement de la production agricole, des actions porteuses d'espoir doivent être initiées par l'ARK, en collaboration avec les partenaires ou dans le cadre de la coopération décentralisée. Ces actions peuvent concerner :

- La traduction par l'ARK de ses compétences en actions d'appui à l'agriculture : Ex. Elaboration d'une Politique Agricole Régionale (en partenariat avec la SNV et la CRA), Possibilité de mise en valeur des cours d'eau existants, Renforcement de la maîtrise d'eau avec l'appui des partenaires
- La promotion des filières porteuses en collaboration avec les OPA, les projets et programme de promotion des filières (IER-Trans, PCDA, le DERK, etc.)
- La promotion des cadres de concertations régionales des acteurs étatiques et non étatiques et les PTF du secteur de l'économie rurale pour l'établissement des bilans et programmes annuels ou pluri annuels ;
- L'établissement d'un dialogue et d'un partenariat entre les associations de producteurs, les opérateurs économiques d'envergure, les structures d'encadrement pour la gestion des contrats d'approvisionnement et de commercialisation de la production, les projets d'appui à l'agriculture, l'élevage, à l'industrie et le Système financier;
- La promotion de la formation des OP pour le renforcement des capacités dans la filière agricole et des producteurs (en termes de Politiques, Stratégies, Programmes, Partenariats et partenaires potentiels) afin de permettre à la région de Koulikoro de s'ériger en productrice/ créatrice de matière/ cellule grise de formation professionnelle de l'économie rurale et de l'artisanat, de recherche
- La valorisation des circuits et mécanismes de vulgarisation des semences de qualité (DERK, PASAOP, PDAM, CRU, IER/ CRRA .) et l'implication des faïtières dans les programmes de vulgarisation agricole et d'organisation de Systèmes de crédit ;
- La promotion des faïtières en interlocuteurs du développement régional.
- Etc.

C. LE SOUS SECTEUR ELEVAGE

I. LES CARACTERISTIQUES DE L'ELEVAGE DANS LA REGION

Dans la région de Koulikoro, deux types d'élevage sont pratiqués, à savoir :

- Le type sédentaire qui est le système dominat avec 85% des exploitants agricoles ;
- Le type transhumant, pratiqué par 14.02% des exploitants agricoles. Il concerne 35% des bovins, 40% des ovins, 36% des caprins, 2,47% des asins et 1,57% des équins.

Selon les résultats de l'EAC 2003- 2004, la région détient environ 16.65 % de l'effectif total des bovins du Mali, 12.54% des Ovins et 14.24 % pour les caprins. Ces chiffres classent la région au 4^{ème} rang en effectif des bovins et 3^{ème} rang en effectif des ovins/ caprins. Le pastoralisme est concentré dans la zone qui borde la frontière Mauritanienne (Nara) et l'agro - pastoralisme au Sud de la région.

La région regorge d'immenses espaces pastoraux estimés à 11 530 605 ha sur lesquels 223 500 sont aménagés par le PORDESOP dans le cercle de Nara.

Une comparaison des données de 2004 à celles de 2000 à 2003 permet de déduire que l'effectif du cheptel est en augmentation constante. Les croûts moyens enregistrés sont supérieurs ou égaux à ceux du niveau national grâce à un suivi sanitaire satisfaisant (Cf. Tableau n° 14).

Les rendements des filières d'élevage sont encore faibles. Les densités moyennes (nombre de têtes au km²) de bovins varient de 5,1 (cercle de Kolokani) à 13,5 (cercle de Dioïla), celles des ovins/caprins de 3,2 (cercle de Kangaba) à 14,9 (cercle de Nara).

Dans les centres périurbains de Kati, Koulikoro et Bamako, il y a un début d'essor dans le métissage avec les Montbéliard, Rouges des steppes et les Holdstein. Il faut cependant signaler que la région compte un nombre important d'animaux appartenant à la population du District de Bamako.

L'élevage connaît les problèmes de compétition entre agriculture et élevage sur les ressources naturelles, d'abreuvement du cheptel et d'alimentation.

Les conditions d'alimentation du cheptel sont fonction des saisons, des points d'eau existants, de l'état des pâturages et de la nature du bétail.

Aussi, selon certaines sources, il ressort que sur le plan alimentaire, exception faite de l'année 2004, depuis trois (3) ans, les pâturages sont bien fournis et les conditions d'abreuvement restent bonnes grâce aux nombreux points d'eau existants (fleuves, lac, mares, forages et puits pastoraux).

En ce qui concerne l'exploitation du cheptel, il n'existe pas de données statistiques par rapport aux transactions de bétail sur pied entre la région de Koulikoro et les autres régions du pays. Par ailleurs, les statistiques des abattages contrôlés (cf. Tableau n° 15) montrent qu'elles sont de loin insignifiantes par rapport au potentiel disponible.

Aussi, la situation des laiteries et de leur production n'est pas connue, ce qui dénote, malgré une relative bonne organisation des éleveurs (existence de nombreuses coopératives), une insuffisance notoire de la valorisation de la production laitière et des peaux et cuirs. Cette situation est similaire à celle de la pratique de l'embouche dans la région.

Par ailleurs, l'on note que malgré l'absence d'informations sur certaines activités, l'élevage tient une place de choix dans le développement économique et social de la région et les revenus tirés contribuent à l'autosuffisance alimentaire des populations et pourraient davantage contribuer à l'épanouissement économique et social de la région.

Entre 2000 et 2004, les effectifs de la **volaille** se sont accrus, passant de 2 875 400 de sujets à 4 772 292 soit plus de 50 % d'augmentation. Cet accroissement est la résultante des campagnes de vaccination menées par le PDAM (Projet de Développement Avicole du Mali) et les activités du PASAOP surtout dans les 14 communes tests de la région (Cf. Tableaun°17). L'aviculture demeure une activité de prédilection

Au delà de ces différents produits d'élevage, il faut signaler la pratique de l'**apiculture** qui est une importante activité génératrice de revenu dans la région. En 2007, la production du miel était estimée à 13 644 tonnes. Elle est pratiquée dans presque tous les cercles de la région.

Tableau n° 14 : Evolution de l'effectif du cheptel de la région de 1996 à 2006.

Années/ espèces	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bovins	745.500	768.500	792.200	798.500	1.037.100	1.065.500	1.042.000	1.042.000	1.073.800	1.110.500	1.143.800
Ovins	595.700	627.050	660.050	693.000	8.992.200	870.900	879.500	876.800	920.500	935.700	1.029.200
Caprins	893.600	940.600	990.100	1.039.600	1.099.000	1.126.200	1.170.400	1.170.400	1.228.800	1.253.100	1.379.000
Asins	60.900	62.100	63.400	65.500	65.400	65.500	63.000	74.700	76.060	76.700	79.000
Equins	9.990	10.200	10.400	28.500	23.800	23.850	13.900	13.900	14.650	14.800	15.300
Camelins	220	250	300	700	710	710	710	720	795	810	815
Porcins	2.200	2.400	2.600	2.750	2.800	3.000	3.100	3.100	5.600	5.700	5.900
Volailles	1.225.200	1.361.300	1.512.500	1.663.800	2.533.300	260.000	3.334.600	3.334.900	3.169.800	3.220.000	3.542.000

Source : Rapports Bilans DRE, DRAMR, DRPSIAP, DRPIA.

NB : Le dernier recensement national chiffré de vaccination du cheptel a eu lieu en 1991. Les chiffres ci-dessus mentionnés sont des estimations vétérinaires basées sur les années en 2002.

Tableau n° 15 : Situation des abattages contrôlés dans la région de 1996 à 2006

Années/ espèces	Nbre tête	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bovins	Nbre(têtes)	18.742	10.294	10.262	13.052	19.354	21.329	21.791	24.891	31.104	24.056	20.019
	Pds (Kg)	1.733.910	1.060.282	948.283	1.350.276	1.976.207	2.023.289	2.132.451	2.492.875	3.008.374	1.953.156	2.196.229
Ovins	Nbre(têtes)	10.439	57.158	10.750	15.737	15.517	9.666	15.169	10.882	12.284	10.059	10.650
	Pds (Kg)	14.614	148.330	140.491	223.156	207.995	1.127.747	235.800	168.518	159.632	132.060	141.809
Caprins	Nbre(têtes)	17.242	85.737	27.979	30.506	30.437	31.582	30.977	36.825	64.142	52.421	551.675
	Pds (Kg)	241.388	316.547	302.993	221.664	370.202	31.582	357.603	478.713	769.704	435.887	641.769
Porcins	Nbre(têtes)	144	0	0	0	0	0	143	116	0	65	382
	Pds (Kg)	7.200	0	0	0	0	0	8.580	6.960	0	1.795	19.364
TOTAL	Nbre(têtes)	46.567	153.189	48.991	59.295	65.308	62.577	68.080	72.714	107.530	86.601	82.726
	Pds (Kg)	1.997.112	1.525.159	1.391.767	1.995.096	2.554.404	3.182.618	2.734.434	3.147.066	3.937.710	2.522.898	2.999.171

Source : Rapports Bilans : DRE, DRAMR, DRRC, DRPIA, DRPSIAP.

NB : Ces chiffres constituent ceux des abattages contrôlés au niveau des aires d'abattage. Il faut noter qu'il existe de nombreux cas d'abattage clandestins et des abattages lors des cérémonies (baptêmes, mariages, fêtes religieuses, décès etc..) non pris en compte dans ces statistiques. Les abattages de porcins concernent les cercles de Kati, Kolokani et Koulikoro.

Tableau n° 16. Situation de l'évolution des productions laitières (en litres) de 1996 à 2006

Années/ espèces	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Lait Bovin	-	146.640	26.737.650	14.718.288	62.50.2616	59.835.280	60.530.000	60.580.000	60.230.000	61.111.000	55.523.220
Lait Caprin	-	-	1.706.715	2.028.554	900.750	1.922.750	1.368.160	1.645.455	2.478.000	3.083.441	4.032.845
Lait Ovin	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lait Camelin	-	-	-	-	-	-	-	-	10.500	43.200	44.000
TOTAL	-	146.640	2.849.365	16.746.842	63.403.366	61.788.010	61.948.160	62.145.455	62718500	64.237.641	59.600.065

Source : Rapports bilans DRAMR, DRPIA.

NB : Le lait de chamelle est produit dans le cercle de Nara seulement. La quantité de lait produite est assez importante en hivernage surtout. Une part importante de ce lait est perdue faute de moyens de conservation et de transformation. Les techniques de production, de transport, de conservation, de transformation sont essentiellement traditionnelles.

Tableau n° 17 : Situation de l'évolution des productions avicoles (œufs et poulets de chair) de 1996 à 2006.

Années Désignations		1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Poulets de Chair	Exotiques	-	-	18.950	2.400	20.044	64.240	72.620	81.000	82.150	108000	27.426
	Locales	-	-	1.076.909	299.116	1.795.295	1.919.491	2.303.533	2.000.000	1.750.000	2.094.190	2.022.190
Pondeuses	Exotiques	-	-	25.697	6.660	30.020	48.895	56.392	68.140	96.240	120300	428.603
	Locales	-	-	301.535	560.300	4.792.821	976.179	1.893.600	1.057.261	732.921	897.510	201.255
Nbre d'œufs	Exotiques	-	-	3.854.500	582.550	4.049.410	7.635.730	9.857.850	21.532.240	25.984.800	32.481.000	8.129.354
	Locales	-	-	36.184.186	10.988.200	57.643.827	57.643.827	95.582.800	68.721.965	36.646.050	44.875.000	

Source : Rapports bilans DRAMR et DRPIA.

NB : L'aviculture traditionnelle est pratiquée dans la majorité des cas par les femmes et les jeunes. Les œufs de poules locales servent aux rituels et à la reproduction. Les œufs de pintades sont destinés essentiellement à la consommation.

L'aviculture moderne est en plein essor dans cercles de Kati et Koulikoro., où il existe de nombreuses exploitations avicoles modernes et semi modernes. Les produits de cette dernière sont essentiellement destinés à la consommation du District de Bamako.

Tableau n°18. Mercuriales

		Mercuriales (Prix moyens des animaux en F CFA)						
Cercles	Marchés	Bœufs	Vaches	Taureaux	Génisses	Taurillons	Asins	Equins
Koulikoro	Sirakorola	120 000	96 252	155 000	62 500	62 500	55 000	
	Koulikoro	—	—	—	—	—	55 000	
Banamba	Banamba	187 500	97 500	205 000	77 500	82 500	42 500	137 500
Dioïla	Dioïla	115 000	80 000	132 500	60 000	65 000	—	—
	Fana	153 000	72 500	172 500	52 500	57 500	—	—
	Ngolobougou	107 500	65 000	150 000	55 000	77 500	—	—
	Béléco	181 250	93 750	182 500	76 250	83 750	—	—
Kangaba	—	—	—	—	—	—	—	—
Kati	kati Drall	190 000	80 000	120 000	110 000	80 000	35 000	—
	Ouélessébougou	125 000	90 000	—	—	—	—	—
Kolokani	Kolokani	140 000	65 000	150 000	85 000	90 000	20 000	—
	Didieni	160 000	80 000	175 000	91 000	75 000	32 000	—
Nara	Nara	120 000	120 000	132 000	110 000	100 000	25 000	150 000

Cercles	Marchés	Ovins males	Ovins femelles	Caprins males	Caprins femelles	poules	Pintades
Koulikoro	Sirakorola	24 000	20 000	14 000	12 000	1 350	—
	Koulikoro	20 000	17 000	15 000	10 000	1 250	1750
Banamba	Banamba	40 000	27 500	20 000	15 000	1 750	—
Dioïla	Dioïla	48 500	13 500	13 500	11 000	1 150	1375
	Fana	15 000	12 500	10 000	12 500	1 200	1600
	Ngolobougou	11 250	9 250	9 250	12 750	1 000	1500
	Béléco	38 125	16 750	7 500	16 500	1 050	1150
Kangaba	—	—	—	—	—	—	—
Kati	kati Drall	30 000	12 000	14 000	10 000	2 000	—
	Ouélessébougou	22 000	17 000	12 000	10 000	2 000	—
Kolokani	Kolokani	32 500	23 000	21 000	17 500	1 500	—
	Didieni	35 000	28 000	17 500	16 000	1 300	—
Nara	Nara	25 000	25 000	25 000	23 000	1 000	—

Source : DRPIA, Koulikoro, 2006

Tableau n° 19: Situation de l'évolution des productions de cuirs et peaux de 1996 à 2006

ANNEES/ ESPECES		1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bovins	Nombre	-	-	10.265	21.170	23.726	17.744	21.791	32.742	25.420	22.508	18.902
	Poids KG	-	-	50.342	84.519	118.630	88.720	10.955	154.566	127.100	112.540	104.260
Ovins	Nombre	-	-	9.698	14.277	13.750	12.419	15.169	22.702	2.486	23.505	11.809
	Poids	-	-	4.682	7.140	6.880	6.210	7.585	11.483	12.413	11.753	5.906
Caprins	Nombre	-	-	27.979	29.100	36.234	23.653	19.168	52.853	48.505	31.438	44.920
	Poids KG	-	-	11.954	14.550	18.120	11.827	14.584	28.300	24.253	15.717	22.462
TOTAL	Nombre	-	-	47.939	64.547	73710	53.816	66.128	108.297	76.411	77.451	75.631
	Poids	-	-	66.978	107.209	143.630	106.757	33.124	194.349	163.766	140.0010	132.628

Source : Rapports Bilans : **DRE, DRAMR, DRRC, DRPIA, DRPSIAP.**

NB : De 1998 à 2006 les productions de cuirs et peaux ont connu une nette progression (47.939 pièces en 1998 contre 75.631 en 2006). La plupart de ces cuirs et peaux sont drainés sur les marchés du District de Bamako. Le poids moyen du cuir bovin est de 5 KG et celui de la peau ovine- caprine est 0,50 KG. Les techniques de production et de conservation doivent être améliorées.

Tableau n° 20. Abattages contrôlés en 2006/2007 et prévision 2008 (*Production viande*)

Espèces	Années	Quantité	2007	2008
Bovins	Nb (têtes)		24.358	29.720
	Pds (Kg)		2.679.400	3.268.900
Ovins	Nb (têtes)		16.360	24.540
	Pds (Kg)		212.700	319.050
Caprins	Nb (têtes)		96.260	144.400
	Pds (Kg)		962.650	1.444.000
Porcins	Nb (têtes)		812	893
	Pds (Kg)		20.300	22.330
Volaille (exotiques + locales)	Nb (têtes)		2.334.320	2.474.400
	Pds (Kg)		3.501.500	3.711.600
Total poids viande	Poids (Kg)		7.376.550	8.825.880

Tableau n° 21. Besoins et production en viande (tonne)

Année	Population	Besoins en viande (tonne)	Production viande (tonne)	Ecart absolu
2007	1.981.364	45.571,372	7.376,550	- 38.194,822
2008	2.038.008	46.874,184	8.825,880	- 38.048,304

Tableau n° 22. Production de lait de vache 2006/2007 et prévision 2008

Espèces	Année	2007	2008
Lait de vache (l)		58.299.400	61.214.400
Kg		75.789.220	79.578.720

N.B. : 1 litre = 1,3 kg source CRRA – Sotuba

Tableau n° 23. Besoins et production en lait (kg)

Année	Population	Besoins en lait (Kg)	Production de lait (Kg)	Ecart absolu (Kg)
2007	1.981.364	101.049.564	75.789.220	- 25.260.344
2008	2.038.008	103.938.408	79.578.720	- 24.359.688

Tableau n° 24. Production des oeufs (race exotique) 2007 et prévision 2008

Races exotiques	Année	2007	208
Nbre œufs		38.977.200	46.772.640
Poids des œufs		2.598.500	3.118.800

N.B. : Un œuf = 60 grammes en moyenne.

Tableau n° 25. Besoins en œufs et production d'œufs races exotiques (kg)

Année	Population	Besoins en œufs race exotique (Kg)	Production d'œufs races exotiques (Kg)	Ecart absolu (Kg)
2007	1.981.364	1.981.364	2.598.500	+ 617.136
2008	2.038.008	2.038.008	3.118.200	+ 1.080.192

Tableau n°26 : Situation des infrastructures de Production Animale, de Transformation et de Commercialisation en 2006

Localités	Types	Date de construction	Coût (millier CFA)	Source de Financement	Etat actuel	Amélioration souhaitée
Banamba	Marché à bétail	Réceptionné		FODESA	Bon	
Banamba	Aire d'abattage	-		Etat	Abandonné	Reconstruire
Touba	Aire d'abattage	-		Etat	Passable	Réhabiliter
Touba	Marché à bétail	Réceptionné		FODESA	Bon	
Touba	Marché à volaille	Réception provisoire		PDAM	Bon	
Toubacoro	Marché à bétail	Réceptionné		Mairie	Bon	A agrandir
Dioïla	Aire d'abattage			Etat		
Fana	Aire d'abattage			Etat		
Fana	Marché à volaille	Réception provisoire		PDAM	Bon	
N'Golobougou	Marché à bétail			Coopérative Eleveurs		
Markacougo	Aire d'abattage			Etat		
Massigui	Aire d'abattage			Etat		
Massigui	Marché à volaille	Réception provisoire		PDAM	Bon	
Zantiguila	Aire d'abattage	Réceptionné	4000	PAQCP	neuf	
Kangaba	Aire d'abattage			Etat	passable	
Naréna	Aire d'abattage			Etat	passable	
Kpourémalé	Aire d'abattage			Etat	passable	
Kati Ville	Aire d'abattage			Etat	passable	
Kati Ville	Marché à volaille	Réception provisoire		PDAM	Bon	
Kati Drall	Marché à bétail			Etat	Bon	
Kati Drall	Aire d'abattage		4000	PAQCP	Neuf	
Kassela	Centre laitier	Inauguration du centre réhabilité			Bon	
Ouelessebouougou	Centre laitier	Pose de la 1 ^{ère} pierre				
Ouelessebouougou	Aire d'abattage				Passable	
Sanakoroba	Aire d'abattage				Abandonné	
Siby	Aire d'abattage				Passable	
Bancoumana	Aire d'abattage				Passable	
Baguida	Aire d'abattage				Passable	
Kanadjiguilila	2 aires d'abattage			Privé	Passable	
Kalaban coro	Aire d'abattage	Réception provisoire		PDAM	Bon	
Néguéla	Aire d'abattage				Passable	
Kolokani	Aire d'abattage				Passable	
Nyossombougou	Aire d'abattage				Passable	
Didiéni	Aire d'abattage				Passable	
Koulikoro	2 aires d'abattage			Etat	1 Passable, 1 non fonctionnel	
Nyamina	Aire d'abattage			Etat	Abandonné	
Nara	Marché à bétail	Réceptionné		FODESA	Bon	A équiper
Nara	Aire d'abattage			Mairie	Bon	
Goumbou	Aire d'abattage			Mairie	Bon	
Dilly	Aire d'abattage			Etat	Passable	

Source : DRPIA, Koulikoro 2007

Tableau n°27 Exportation des animaux sur pieds de la région en 2006

Cercles	Poste de sortie	Provenance	Destination	Espèces	Nombre
Banamba	Banamba	Banamba	RCI	Bovins	nd
	Banamba	Banamba	Guinée	Bovins	nd
Nara	-	Nara	Sénégal	Bovins	17258
	-		Sénégal	Ovins	7420
	-		Sénégal	Caprins	380
	-		Sénégal	Asins	230
	-		Mauritanie	Bovins	8880
	-		Mauritanie	Ovins	635
	-		Mauritanie	Caprins	400
	-		Guinée	Asins	81
	-		Guinée	Equins	1
	-				
Dioïla		Massigui	Sénégal	Bovins	40
	Sanso	Massigui	RCI	Bovins	1601
	Sanso	Massigui	RCI	Ovins	233
	Sanso	Massigui	RCI	Caprins	60
Koulikoro	Koulikoro	Sirakolla	Guinée	Caprins	100
	Koula	Koula	Sénégal	Bovin	100
Kati	Kati	Kati	Sénégal	Bovins	450
	Kati	Kati	Sénégal	Ovins	1900
	Kati	Kati	Sénégal	Caprins	520
Kangaba	Djoulfondo	Kati Drall	Guinée	Asins	131
Total					40420

Source : DRPIA, Koulikoro 2007

Observations : Les exportations d'animaux sur pieds se font vers les pays limitrophes suivants :

- De Nara, Dioïla, Kati, et Koulikoro vers le Sénégal,
- De Nara vers la Mauritanie ;
- De Dioïla vers la RCI ;
- De Banamba, Nara et Sirakorolla vers la Guinée Conakry.

II. PROBLEMATIQUES DE L'ELEVAGE DANS LA REGION

Les principaux problèmes liés à l'élevage dans la région sont multiples. On peut citer entre autres :

- L'absence de Code rural ;
- La faiblesse des capacités techniques et organisationnelles des structures et faîtières du secteur
- L'absence d'infrastructures adéquates pour la production, la transformation et la commercialisation des produits et sous produits d'élevage (viande, œufs, miel) ;
- Le manque d'aménagement de points d'eau dans les grands espaces pastoraux ;
- Les difficultés d'accès aux crédits à cause de la nature de l'activité (bétail non considéré comme un capital garanti contrairement au foncier pour l'agriculteur)
- Les conflits réguliers entre agriculteurs et éleveurs et vol organisé de bétail : le long de la frontière mauritanienne et de la Guinée, proximité de Bamako,
- La valorisation et la transformation des produits de l'élevage en terme de peaux et lait et surtout de la viande ;
- Etc.

III. LES ACTEURS DU SOUS SECTEUR DE L'ELEVAGE

Les acteurs intervenant dans le sous secteur de l'élevage se divisent en:

- Structures d'encadrement constituées:
 - * des services techniques déconcentrés de l'Etat (DRPIA et ses démembrements, DRCN et ses démembrements, DRHE et ses démembrements,)
 - * des organisations non gouvernementales et des projets/ programmes et autres acteurs d'appui,
 - * Les Collectivités Territoriales,
 - * Le secteur privé /les professionnels,
 - * Les PTF ;
- Acteurs locaux de gestion:
 - * Les Organisations des éleveurs, les faîtières, les Unions et les fédérations (FEBEVIM, COPROMA, etc.)
 - * Les syndicats et les coopératives,
 - * Les producteurs (lait et viande)
 - * Les femmes (jouant un rôle important dans la transformation et la commercialisation des produits laitiers).

IV. LES PERSPECTIVES

Elles portent entre autres sur :

- Le soutien aux initiatives dans le cadre de l'emploi rural des jeunes en matière de promotion de l'aviculture, de la pisciculture et même de l'élevage/ embouche ;
- L'identification de deux ou trois projets pour l'aviculture, la pisciculture, l'embouche/ élevage pour les jeunes diplômés avec la DNPIA, l'APEJ, l'ANPE, les Micro finances, la BNDA et les PTF dans le cadre de la LOA ;
- L'appui et le montage des dossiers de renforcement des capacités (professionnalisation des éleveurs et leurs faîtières), de marketing et de plaidoyer/ lobbying pour l'accès aux facilités de crédits et d'investissements/ infrastructures ;
- L'instauration des cadres de concertations sectorielles et socioprofessionnelles entre l'ARK et les acteurs régionaux pour soutenir les artisans du secteur et les Unités de transformation/ conservation et la négociation avec les partenaires (Pays-Bas, CTB, GTZ, BUCO, USAID) pour la promotion des Unités laitières et l'appui aux faîtières du secteur ;

- L'appui et l'implication des CT dans les campagnes d'information et de sensibilisation du secteur (auprès des éleveurs et professionnels techniques) ;
- L'instauration d'un dialogue permanent avec les fédérations et les organisations paysannes : FEBEVIM sur comment les appuyer dans leur plaidoyer ;
- L'élaboration d'un projet commun avec certains cercles et communes en vue d'améliorer leurs marchés à bétail (Nara, Massigui, Banamba, Kati/ Dral),
- Le plaidoyer et portage au besoin de certains dossiers par l'ARK pour la mise en œuvre des projets de développement d'envergure nationale (élevage, pêche, aviculture) dans la région: (Ex. ODIK/PRODESO à Nara).

D. LE SOUS SECTEUR PECHE

I. LES CARACTERISTIQUES DE LA PECHE DANS LA REGION

La région dispose de grandes potentialités en matière d'aménagement et compte un nombre important de pêcheries, grâce à l'importance du réseau hydrographique :

- Le fleuve Niger et les différents cours d'eau qui arrosent la région : le Sankarani, le Bagoué le Bani et Baoulé
- Les nombreuses mares et le lac Wégnan
- Les emprunts et bancotières;
- Les aménagements hydro-agricoles.

Les pêcheries, selon les années de bonne pluviométrie et de bonnes crues, disposent de frayères, favorisant la reproduction des poissons.

L'effectif des pêcheurs est en augmentation du fait de la pratique de l'activité par toutes les couches socio - professionnelles, car se situant en dehors de la période d'hivernage, d'une part, et permettant à l'individu de se procurer sa subsistance chaque jour, d'autre part.

Dans la pratique, l'activité pêche est subordonnée à l'autorisation du maître des eaux dans chaque localité et à la détention de permis de pêche, délivré par l'Administration en charge de la pêche. En dehors des pêches quotidiennes, il existe aussi la pêche collective, organisée annuellement ou bi-annuellement dans certains villages.

Les espèces fréquemment pêchées sont assez nombreuses. L'on peut en retenir : *Claria* ou poisson chat, *Bagrus* ou samou, *Hydrocynus* ou poisson chien, *Alestes* ou tinéni, *Mormyrus* et *Gnathonemus* ou nana, *Synodontis* ou konkon, *Alestes* ou zara, *Schilbe* ou n'gari, *Labeo* ou Bamadjè, *lates* ou salen, *Cithatarinus* ou tala, *Pteropterus* ou wondo et *Cichlidées* genre *Tilapia* ou carpe.

Par ailleurs, selon la même source, nombre d'espèces sont en disparition. C'est le cas de *Gymnarchus niloticus* ou poisson cheval, le poisson serpent, *Malapterurus electricus* ou poisson électrique, *Herotis nioticus* ou fana.

Tableau n° 28. Evolution des Productions Halieutiques

années	Etangs piscoles		Barrages et lacs de retenue		Emprunts et Bancotières		Marres aménagées		Mares non aménagées		Points d'eau	
	Nbre	Qté (Tonne)	Nbre	Qté (Tonne)	Nbre	Qté (Tonne)	Nbre	Qté (Tonne)	Nbre	Qté (Tonne)	Nbre	Qté (Tonne)
1996	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1997	4	9.4	-	2	-	11	-	-	-	17	-	-
1998	6	3.65	2	2.3	14	4.3	-	-	33	27	3	12.75
1999	-	-	-	-	3	4.25	-	-	35	86.75	-	-
2000	3	-	1	1.2	8	6.7	-	-	21	51.12	2	3.6
2001	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2002	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2003	31	14.686	11	30.004	10	8.06	-	-	25	70.00	2	10.038
2004	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2005	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2006	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	27.736	-	35.504	-	34.31	-	-	-	251.87	-	26.38

Source DRAMR KK

NB. L'insuffisance des données est due à la restructuration des services du développement rural (manque de spécialistes en matière de pêche et de pisciculture).

Tableau n° 29. Situation des plans d'eau de pêche et pisciculture

cercles	Types de plans d'eau				
	Fleuve - Affluent	Lacs	Mares	Emprunts empoisonnés (bancotières)	Etangs piscoles
Koulikoro	Niger	-	24	3	-
Kati	Niger – Faya- Baoulé- Sankarani	-	46	-	38
Dioila	Baoulé- Bani – Bagoé – Banifing	-	19	1	-
Kangaba	Sankarani – Niger	-	34	-	-
Kolokani	Baoulé	Wegna	21	-	-
Banamba	-	-	27	-	4
Nara	-	-	19	-	-
TOTAL	1fleuve (Niger) et 7 affluents	1	190	4	42

Source DRP KK

II. PRODUCTION ET COMMERCIALISATION

Les **produits** de la pêche sont répartis entre l'auto- consommation et la commercialisation. Les revenus tirés de la vente de ces poissons contribuent à l'achat de céréales, d'animaux, de matériels de pêche et autres.

En 2002, la production de la pêche était estimé à 53 240 tonnes de poissons fumés contre 108 160 tonnes de poissons frais (Source : Monographie de la région 2006).

S'agissant des activités de pisciculture, on note des expériences en la matière dans certains cercles comme Kati, Koulikoro et Dioila avec l'appui des ONG et projets. On note une nette évolution de la filière vers le professionnalisme à travers la production intensive avec le développement de la pisciculture.

L'analyse du tableau ci-dessous montre qu'il y a une insuffisance notoire d'installations, d'infrastructures et d'équipements en matière de pêche dans la région, au regard de l'énorme potentialité existante (plusieurs cours d'eau, variétés d'espèces de poissons, etc.).

Tableau n° 30. Installations/ infrastructures et équipements de pêche

Désignation	Cercles							
	koulikoro	Kati	Dioila	Kangaba	Kolokani	Banamba	Nara	Total
Campements de pêche	51	73	62	31	12	-	-	
Chantier naval	1							
Poissonneries	15	29	20	7	10	11	12	104
Camionnettes de transport de poisson		4	2	3				9
Pinasses	1							1
Pirogues	176	168	337	185				866

Source DRP KK

III. ACTEURS IMPLIQUES DANS LES ACTIVITES DE PECHE

Les acteurs intervenant dans le sous secteur de la pêche sont :

- Structures d'encadrement constituées de:
 - * Les services techniques déconcentrés de l'Etat (DRPIA et ses démembrements, DRHE et ses démembrements,),
 - * Les ONG et projets/ programmes et autres acteurs d'appui,
 - * Les CT
 - * Le secteur privé/ les professionnels
 - * Les PTF
- Acteurs locaux de gestion:
 - * Les syndicats et les associations faitières de pêcheurs, comme l'APRAM
 - * Les coopératives de pêcheurs
 - * Les femmes (pour la transformation et la commercialisation)

IV. PROBLEMATIQUES

Au niveau de la région, la pêche est encore pratiquée de façon artisanale et les projets d'amélioration des activités de pêche ne sont pas assez bien développés.

Les **principales contraintes** signalées portent sur des conflits entre Bozos (professionnels de la pêche) et les populations autochtones pour le non respect de la législation en la matière (utilisation d'engins et de substances chimiques prohibées) et les litiges de pêche au niveau des pêcheries (absence de limites).

A celles-ci, il faut ajouter :

- La dégradation des berges et l'ensablement des mares;
- La pollution des eaux par les déchets solides et liquides et la destruction de l'habitat des poissons ;
- L'exploitation anarchique du domaine piscicole et la faiblesse des crues entraînant la raréfaction de certaines espèces de poissons ;
- L'envahissement des cours d'eau par les plantes aquatiques (jacinthe d'eau) ;
- Le non développement de la pratique piscicole ;
- L'insuffisance dans l'encadrement technique des pêcheurs et leurs organisations ;
- L'insuffisance d'équipements de pêche ;
- Le manque d'infrastructures de production d'alevinage ;
- L'utilisation de matériels de pêche inadéquats et inadaptés ;
- Etc.

V. PERSPECTIVES :

Les perspectives portent sur :

- L'imminence du démarrage du projet quinquennal d'aménagement aquacole 2008- 2012 après 06 mois d'information et de sensibilisation des communautés,
- L'initiation des actions d'aménagement et de protection des berges et leur coordination
- L'initiation des cadres de concertation avec les organisations de pêcheurs dans le cadre du respect des conventions locales pour une pêche durable ;
- Existence de mares pour la pisciculture ;
- Le portage par l'ARK du Programme quinquennal d'aménagement piscicole.

E. SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT/ASSAINISSEMENT

Au niveau de la région de Koulikoro, les questions environnementales sont analysées à travers la GRN, les changements climatiques, les pollutions et nuisances et la gestion des déchets solides et liquides.

Le développement économique, social et culturel de la région est tributaire de la prise en compte de toute question relative à l'environnement et spécifiquement à la gestion des ressources naturelles comme les terres, les forêts, les cours d'eau.

I. LA PROBLEMATIQUE DE L'ENVIRONNEMENT LIEE AUX RESSOURCES NATURELLES :

Il s'agit des questions environnementales liées à la gestion durable des ressources naturelles que sont :

- Les ressources forestières et fauniques,
- Les ressources en eau,
- Les sols et pâturage,
- L'air.

Ces questions sont abordées dans les chapitres « Ressources naturelles », « Agriculture », « Hydraulique », « Pêche », etc.

II. LA PROBLEMATIQUE DE L'ENVIRONNEMENT LIEE AUX QUESTIONS D'ASSAINISSEMENT

Les **actions d'assainissement** portent sur : la protection des berges du fleuve Niger, la protection contre les eaux de ruissellement (inondations), la gestion des ordures ménagères et des déchets émis au niveau des centres urbains et sur les places publiques (marchés, écoles, centres de santé, etc.), la collecte et l'évacuation des excréta et des eaux usées, la valorisation des déchets, l'utilisation des pesticides (produits phytosanitaires), les gaz à effet de serre, les pollutions chimiques (air, eau de surface et nappe souterraine), etc.

Selon les données de l'enquête menée par la GTZ en 1998, l'état d'assainissement de la région se présente comme suit :

- 62% des ménages utilisent des installations sanitaires très sommaires,
- 10% utilisent les latrines considérées comme « améliorées »,
- 23% des ménages ne possèdent pas de toilettes avec une très forte différence entre le milieu urbain et le milieu rural (30% contre 2%).

Selon la même source, à travers la ville de Koulikoro, il existe plus de 60 dépotoirs illicites d'ordures pour un volume de près de 4 400 tonnes qui ne sont ni enlevés, ni traités. Dans la ville de Koulikoro, la production des déchets est estimée à 29057 Kg en 2009 et 34478 Kg en 2014, tandis que la quantité de déchets actuellement mobilisée par les EIE et associations et groupements des femmes est estimée à 12292 Kg. La production journalière d'ordures est 0,7 Kg/habitants.

L'augmentation de la quantité et l'utilisation non efficiente des produits phytosanitaires ont des conséquences graves sur la santé humaine. En plus de cela, on déplore l'utilisation inadéquate des emballages vides de ces produits qui restent dans la nature ou au niveau des paysans (bidons, fûts, et sacs).

La gestion des **déchets biomédicaux** prend de plus en plus d'importance à cause de la multiplication des CSCOM, et l'élargissement et le renforcement du plateau technique des Centres de Santé de Référence dans les cercles, qui crée beaucoup de déchets biomédicaux. L'élimination de ces déchets biomédicaux pose problèmes. Ils sont stockés durant des années avant d'être incinérés. Il existe aujourd'hui au moins un incérateur dans chaque CSCOM. Les déchets issus des produits vétérinaires ou alimentaires périmés ou mal conservés - **déchets spéciaux**- présentent les mêmes problèmes à cause de l'insuffisance des mécanismes de contrôle et de l'absence totale de système d'élimination.

Le contrôle des pharmacies vétérinaires en 2008 donne la situation suivante :

Nature des produits	Quantité saisie	Motifs
Produits vétérinaires		
Denrées alimentaires	92 738 (141 boutiques et 2 marchés permanents)	Péremption et mauvais conditionnement

Source : Santé vétérinaire Koulikoro

Le produit utilisé en 2008 par le service vétérinaire est le Neul Vacc 100 flacon.

Présentement il n'y a plus de produits obsolètes au niveau de l'OHVN, comme par le passé.

Toutefois, des actions de mobilisation récentes des populations ont eu lieu pour interpellier les services techniques et l'administration concernant un certain nombre de conteneurs de produits jugés dangereux, voire obsolètes déposés sur le territoire de Koulikoro dans les zones entre Koulikoro et Bamako ; ce qui pose le problème de la responsabilité pour la gestion de ces produits obsolètes et le rôle de suivi –contrôle des autorités régionales.

Les **eaux usées industrielles** sont constituées d'une part par les rejets des Usines HUICOMA, COMANAV ainsi que les petites unités de transformation et de production, en toute saison et, d'autre part le cas des usines : Pile Mansa et INACOM, pendant la saison pluvieuse. La région ne dispose pas d'équipements efficaces pour le traitement des eaux usées, contribuant ainsi à la pollution des puits et du fleuve Niger, unique déservoir des eaux usées. Il faut faire une mention spécifique par rapport à l'artisan de l'indigot avec une floraison de professionnels orientés vers les activités de teinture (basin, bogolan) et de savon.

Des actions non moins importantes ont été réalisées ou sont programmées dans certains cercles de la région par des partenaires dans le cadre de l'assainissement :

- La réalisation de 710 latrines dans 149 villages, 1138 puisards dans 138 villages et 72 puits à grand diamètre, dans le cadre du Projet Réduction de la Pauvreté (2000-2007) dans les cercles de Banamba, Nara et Kolokani ;
- La réalisation de 38 latrines dont 13 collectives et 25 familiales, dans le cadre du CREPA (en 2008),
- La réalisation en 2006-2007 de 250 puisards lavoirs ;
- L'inventaire de 282 villages « sans point d'eau moderne », dans le cadre du partenariat de la Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Energie de Koulikoro-DRHE avec le Projet d'Appui à la Décentralisation dans les Cercles de Banamba, Kolokani et Nara dans la Région de Koulikoro ;
- La réalisation prévue de 8 puits modernes, 2 mini adductions, 28 aménagements de surface autour des points d'eau, la fourniture de 188 postes d'eau potable et la construction de 94 latrines familiales par le projet PAGEA

D'autres intervenants dans le domaine s'ajoutent au PRP/PADEC, notamment : le Plan International, le FODESA, le CREPA, etc.

Sur le plan agricole, les **produits phytosanitaires** sont utilisés à travers la région :

Année	Produits utilisés	
	Liquides (litres)	Poudre (kg)
2004-2005	37,2	400
2005-2006	-	-
2006-2007	12,5kg/l DECIS	-
2007-2008	- 12,5g/l (sumicombi 5041 v) - Le cyperal CE (cypermethrine 50g/l) - Cyren 480 CE (chlorpyrifos ethyl 480g/l) - Fenical 4 LV (fénitrothion 500g/l)	-

Source : SCN- ARK- 2008

Tableau n° 31. Les émissions de gaz à effet de serre dans la Région :

Nature	Réfrigérants	Nombre d'équipement frigos et congélateurs	quantité de charge kg	Total fluide kg	%
Frigos Congélateurs	CFC11	133	121	133	90,90
	CFC12	302	152,8	227	67
	R22	56	298,4	313	67
	R134a	358	27,09	719,3	4
	R600	1	0,4kg	0,400	100
	R12	10	9	45	2
Total		804	612,29	1441,30	-
Véhicules climatisés	R12	115	129,6	365	36
	R123a	8	2	16	13
	R134a	47	41,8	286,2	15
Total		170	173,40	665,2	-
Bureaux climatisés	CFC12	158	68	209	33
	R22	484,1	71,5	2075	3
Fumée et gaz d'Usines/ Entreprises					
Total		642,1	139,50	2284	-
Total Général		1616,10	925,19	5053,80	-

III. ACTEURS IMPLIQUES DANS LES ACTIVITES D'ASSAINISSEMENT

Les acteurs intervenant dans le sous secteur de l'Environnement et de l'Assainissement sont :

- Les structures d'encadrement constituées:
 - * des services techniques déconcentrés de l'Etat à travers (la DRCN, DRACPN, DRHE et leurs services locaux dans les cercles, DRTP, DRH, DRS, la Mairie)
 - * des organisations non gouvernementales (CREPA, Plan -Mali, CAD-Mali, Mali 2000, Eau Vive, CAFO, APDEF...)
 - * des projets/ programmes (PAGEA, etc.) et autres acteurs d'appui avec la GTZ, la CTB, la SNV, etc.
 - * des CT agissant surtout au niveau des grandes communes et centres urbains.
- Les acteurs locaux de gestion constitués: par le secteur privé, les GIE (Sanuya-Siguida Djèya) et les associations d'assainissement, leurs réseaux, et collectifs qui sont généralement dominés par les Coordinations, Associations et ONG de femmes (CAFO, APDEF, etc.).

IV. LES PERSPECTIVES

Les priorités qui sont des prérogatives des collectivités et spécifiquement de l'ARK devraient porter sur :

- L'intégration de la gestion environnementale et particulièrement les activités d'assainissement dans les priorités notamment dans les PDESC, en relation avec les taxes de voirie qui sont mobilisées par les communes ;
- L'appui à la promotion des GIE d'assainissement et leur implication dans gestion de l'environnement ;
- L'initiation d'un programme de protection des berges du Niger (ensablement et déchets/ordures) et participer à la mise en œuvre des initiatives en cours, à travers l'approche de coopération décentralisée comme c'est le cas de la région de Mopti;
- La mise en œuvre des actions d'environnement et d'assainissement inscrites dans les SRAD, SAT, SADC, etc. par les CT.

F. LE SOUS SECTEUR SECURITE ALIMENTAIRE

I. BILAN CEREALIER DE LA REGION

Tableau n°32 : Bilan céréaliier de la campagne 2007-2008 - région de koulikoro

	Koulikoro	Banamba	Dioïla	Kangaba	Kati	Kolokani	Nara	Total région
MIL								
Superficies prévue	28970	45000	43837	500	14100	20000	28300	180707
Superficies perdues		11137						
Superficies récoltables (ha)	27520	44550	40309	347	11573	19415	21208	164922
Rendement (Kg/ha)	800	700	867	900	943	795	636	778
Production (T)	22016	31185	34948	312	10913	15435	13488	128298
Sorgho								
Superficies prévue	21171	18637	100000	5014	50003	39536	44209	278570
Superficies perdues		6397						
Superficies récoltables (ha)	18078	17705	99432	5355	52510	37856	25411	251118
Rendement (Kg/ha)	820	600	907	1200	1022	940	688	911
Production (T)	14824	10623	90185	6426	53665	35585	17483	228790
Maïs								
Superficies prévue	1851	375	41180	9170	28824	1942	0	83360
Superficies perdues		126						
Superficies récoltables (ha)	1650	281	30547	5367	18732	1670	0	56752
Rendement (Kg/ha)	1300	550	1485	1500	1278	1244	0	1440
Production (T)	2145	155	45362	8051	23939	2077	0	81729
Fonio								
Superficies prévue	530	500	700	100	980	690	0	3500
Superficies perdues								
Superficies récoltables (ha)	498	470	595	55	438	640	0	2666
Rendement(Kg/ha)	550	450	616	500	597	617	0	576
Production (T)	274	212	367	28	261	395	0	1536

Riz								
Superficies prévue	1358	309	1012	4872	13687	921	0	22159
Superficies perdues		69						
Superficies récoltables (ha)	1222	301	816	3874	9761	792	0	16698
Rendement (Kg/ha)	1349	651, 162	1205	1367	1849	1431	0	1635
Production (T)	1648	196	983	5296	18048	1133	0	27305
CEREALES SECHES								
Superficies prévue	52522	64512	185717	14784	93168	62168	72509	546137
Superficies perdues		17729						
Superficies récoltables (ha)	47746	63006	170883	11124	83253	59581	46619	582212
Rendement (Kg/ha)	822	669	1000	1332	1066	898	664	913
Production (T)	39259	42174	170862	14816	88780	53492	30971	440353
PRODUCTION BRUTE TOTALE DE CEREALES								
Céréales sèches	39259	42174	170862	14816	88780	53492	30971	440353
Riz	1648	196	983	5296	18048	1133	0	27305
Total région	40907	42370	171845	20112	106828	54625	30971	467658

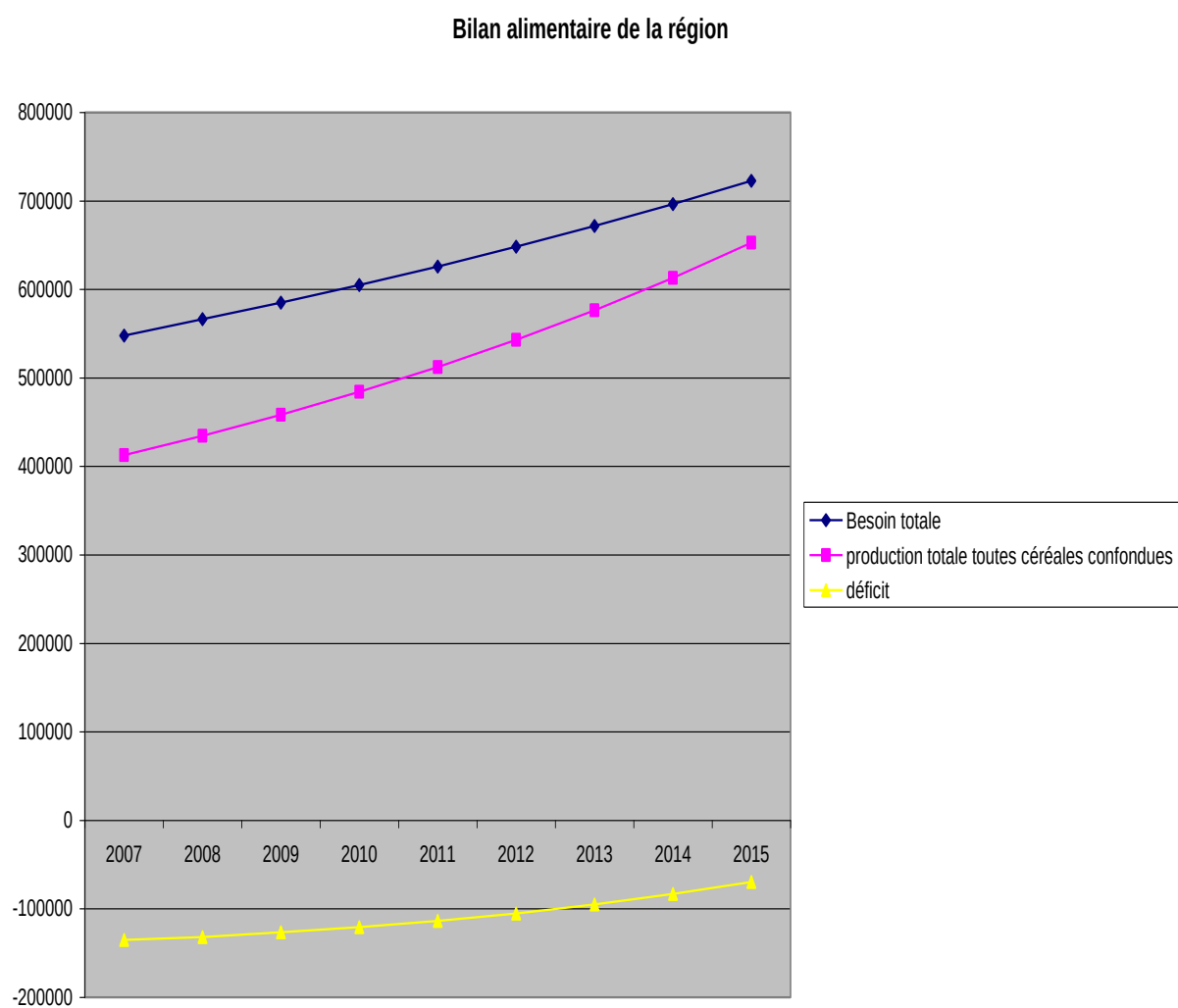
*E : suivi agricole DRA-
Koulikoro -2007-2008*

Désignations			Koulikoro	Banamba	Dioïla	Kangaba	Kati	Kolokan i	Nara	Total région
Population au 30/04/2007			185037	174445	412199	95418	718734	211418	180790	1978041
Besoins alimentaires en tonnes (214kg/hts/an)			39598	37331	88211	20419	153809	45243	38689	423301
Production brutes (en T)	Céréales sèches		39259	42174	170862	14816	88780	53492	30971	440353
	Riz		1648	196	983	5296	18048	1133	0	27305
	Total		40907	42370	171845	20112	106828	54625	30971	467658
Production disponible (en T)	Nette céréale sèche	Perte de semences (15%à	33370	35848	145232	12594	75463	45468	26325	374300
	Riz		1401	167	836	4501	15341	963	0	23209
	Net riz	Perte décorticage (40%)	841	100	501	2701	9205	578	0	13926
	Total		34211	35948	145734	15295	84667	46046	26325	388226
Stocks Paysans			0	0	0	0	0	0	0	0

ESTIMATION DU BILAN CEREALIER			Koulikoro	Banamba	Dioïla	Kangaba	Kati	Kolokani	Nara	Total
		2007-2008	-5387	-1383	57523	-5125	-69142	803	-12364	-35075
		2006-2007	6035	72	95459	-4830	-69082	-14768	-5016	7870
Moyenne 5 années précédentes										
Production brute moyenne par personne (en kg)			221	243	417	211	149	258	171	236
Production nette moyenne par personne (en kg)			185	206	354	160	118	218	146	196

E : suivi agricole DRA Koulikoro 2007-2008.

Le graphique ci-dessous donne un aperçu sur le bilan alimentaire de la région qui met l'accent sur l'évolution des besoins et la situation des déficits dans le temps.



II. LES BESOINS ALIMENTAIRES DE LA REGION

La région de Koulikoro est une région productrice essentiellement de céréales sèches. La ration alimentaire de la population est constituée quasiment de cette céréale à laquelle s'ajoute en complément nutritif des produits maraîchers, des produits d'origine animale et halieutique, des fruits, de l'huile, etc.

Cependant, la consommation de riz et de plus en plus celle du pain rentrent pour une large part dans les habitudes alimentaires surtout urbaines.

2.1. *Evaluation de la consommation alimentaire actuelle*

La base de la ration alimentaire de la population de la région est constituée essentiellement du mil, sorgho, du maïs. La consommation alimentaire d'un individu est estimée à 214 Kg/pers/an selon les données du Commissariat à la Sécurité Alimentaire au Mali et du CILSS.

2.2. *Evolution de la consommation alimentaire dans le futur*

Actuellement, l'utilisation des produits complémentaires aux céréales sèches comme : le riz, la farine de blé/ pain, les pâtes alimentaires et de plus en plus les tubercules, les légumes, les fruits, les autres produits manufacturés et enfin les produits d'origine animal et halieutique.

Dans la région, le niveau de consommation de la viande est de 7,26kg/ habitant/an contre 17kg pour le niveau national et 20kg pour la norme FAO.

2.3. *Evaluation des besoins alimentaires en 2007.*

Dans la région de Koulikoro, l'évaluation des besoins alimentaires est fonction de l'évolution et la nature de la consommation alimentaire comme indiquées ci-dessus.

A défaut d'un bilan alimentaire complet, le Ministère de l'Agriculture et le Commissariat à la Sécurité Alimentaire assimilent les besoins alimentaires au besoin en céréales, on parle alors de « *bilan céréalier* » à la place du « *bilan alimentaire* ».

2.4. *Les besoins en céréales*

Les besoins en céréales sont calculés en fonction de la population, de la vente et aussi de la consommation qui est aussi fonction :

- du besoin énergétique par personne et par jour,
- de la teneur énergétique par Kg de céréale.

Partant de ces paramètres et les données de la Sécurité alimentaire sur la moyenne de la consommation par personne et par an, le tableau suivant donne les besoins alimentaires de la région de Koulikoro de 2007 à 2008.

Tableau n° 33. Besoins alimentaires 2007/2008

Années	Population	Besoins alimentaires (Tonne)
2007	1 981 364	424 012
2008	2 038 008	436 134

Le déficit est porté aujourd'hui à 135 131 tonnes toutes céréales confondues soit une augmentation de 184% en trois ans. L'analyse des données fournies montre que toutes les productions étaient en baisse en 2007.

La caractéristique fondamentale de la production est l'instabilité et le manque de croissance soutenue.

III. SITUATION ACTUELLE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LA REGION:

Dans la région de Koulikoro, l'alimentation de base repose sur les céréales. Toutefois, les productions végétales, animales, halieutiques, fauniques et sylvicoles, jouent un rôle important dans la satisfaction de ces besoins; surtout dans le cadre de l'équilibre alimentaire et l'augmentation des revenus.

Tableau n° 34 : Bilan céréalier des trois dernières campagnes

Année	Besoins céréaliers (en tonne)	Productions disponibles (en tonne)	Ecart (en tonne)	Observation
2004/ 2005	396 205	337 896	- 58 309	Déficitaire
2005/ 2006	406 424	477 607	+ 71 183	Excédentaire
2006/ 2007	416 948	424 819	+ 7 871	Excédentaire
2007/2008	nd	nd	nd	nd
Moyenne	406 526	413 427	+6 901	Excédentaire

NB. De l'analyse de ces données, il ressort les constats ci-après :

- Un bilan céréalier excédentaire pour les deux dernières campagnes,
- Une situation déficitaire pour la campagne 2004, année de l'invasion des criquets.

Il est intéressant de signaler des réalités qui font la particularité de la région. Ainsi, on constate que :

- **Dioïla** est le seul cercle **permanemment excédentaire**.
- Les cercles de **Kangaba, Kati et Nara** sont **structurellement déficitaires**.
- A l'intérieur des cercles excédentaires, il existe souvent des communes déficitaires, tout comme il peut exister des communes excédentaires à l'intérieur des cercles déficitaires.
- Le surplus des cercles excédentaires, notamment Dioïla, échappe à la gestion régionale, car étant drainé en direction de la capitale ou d'autres régions, voire à l'extérieur du pays.
- Les fuites de céréales sont constatées dans les cercles déficitaires en direction de la capitale ou des pays voisins.
- Les stocks paysans et les importations de céréales ne sont pas faciles à évaluer.
- Le déficit est permanent dans la production du riz ; car cette céréale renforce de plus de plus sa position dans les habitudes alimentaires.
- Des produits tels (niébé, wandzou, tubercules, etc.) interviennent pour réduire le déficit alimentaire.
- La commercialisation des cultures de rente, produits maraîchers, des produits animaux (viande, œuf, lait, etc.), halieutiques, forestiers et fauniques, génère des ressources financières dont une partie est utilisée pour l'achat de céréales. Il en est de même des activités génératrices de revenus. On estime à 25 577 969 450 FCFA les ressources générées par les différentes productions animales sur lesquelles 5 106 410 410 FCFA sont investis dans l'achat de céréales.
- L'existence de **grands marchés céréaliers** (Dioila, Fana, Massigui, Sirakorola, Kati, Béléko, N'Golobougou, Kolokani, Didiéni, Nonsombougou, Niamina, etc.) avec des grandes organisations faitières et OP comme ULPC qui anime des bourses de céréales.

C'est pourquoi, il n'est pas aisé de maîtriser la sécurité alimentaire à l'échelle du cercle, de la commune, du village ou du ménage.

Avec ses énormes potentialités de productions et de sources de revenus (productions agricoles, forestières, apicoles et les productions animales), la région de Koulikoro est à mesure d'assurer sa sécurité alimentaire.

Tableau n°35. Situation des banques de céréales dans la région (tonnage et localité)

Communes	Mil/Sorgho/Maïs	Riz	Communes	Mil/Sorgho/ Maïs	Riz
Banamba	22,500	-	Minidian	4	-
Benkadi	15,500	-	Kaniogo	6	-
Kiban	15,500	-	Maramandougou	1,600	-
Boron	28,200	-	Nouga	7,500	-
Duguwolowula	16,500	-	Séléfougou	2,500	-
Madina Sacko	27,500	-	Naréna	-	-
Sébété	1,100	-	Balan Bakama	-	-
Toubacoro	22,500	-	Ben Kadi	-	-
Toukoroba	9,500	1	Karan	-	-
C/ Banamba	158,800	1	C/ Kangaba	21,600	-
Kolokani	44,136	-	Kaladougou	20	-
Guihoyo	-	-	N'Garadougou	21	-
Sébécoro 1	17	-	Kémékafo	20	-
Tioribougou	24,293	-	Dégnékoro	14	-
Didiéni	32,500	-	Kilidougou	8	-
Sagabala	15	-	Wacoro	23	-
Massantola	21,200	-	N'Dlondougou	14	-
Nossombougou	24	-	Djébè	11	-
Nonkon	-	-	Banco	21	-
Ouolodo	10	-	N'Golobougou	19,600	-
C/ Kolokani	188,129	-	Diédougou	19,400	-
Nara	20	-	Benkadi	16	-
Guénéibé	20	-	Jékafo	13	-
Korongou	20	-	Dolendougou	20,400	-
Ouagadou	23	-	Massigui	18,800	-
Allahina	20	-	Niantjila	-	-
Dabo	20	-	Guégnéka	-	-
Dogofry	20	-	Binco	-	-
Dilly	26,500	-	Diouman	-	-
Fallou	-	3	Kéréla	-	-
Guiré	15,600	-	Nangola	-	-
Niamana	16,200	-	Ténindougou	-	-
C/ Nara	201,300	3	Zan Coulibaly	-	-
Koulikoro	17	-	C/ Dioila	259,200	-
Méguétan	30,700	-	Bossofala	9,618	-
Dinandougou	8	-	Djédougou	20	-
Doumba	20,200	-	Daban	18	-
Koula	10,850	-	N'Tjiba	25	-
Nyamina	16,900	-	Baguineda	45	5
Sirakorola	13,100	-	N'Gouraba		
Tienfala	8	-	Mountougoula		
Tougouni	16	-	C/ Kati	117,618	5
C/ Koulikoro	140,750	-			
			TOTAL	1087,397	9

Source : CSA 2008

Tableau n°36 : Besoins alimentaires de 2007 à 2008

Années		2007	2008
Populations		1981364	2038008
Besoins alimentaires Bruts		499304	513578
Besoins Alimentaires nets		424012	436134
Production Brute (en T)	Mil	144183	156312
	Sorgho	221304	222453
	Maïs	104604	115065
	Fonio	1267	1387
	Total C. sèches	471358	495216
	Riz	23591	26422
	Total Céréale.	494949	521638
Production Nette (en T)	Mil	122556	132865
	Sorgho	188108	189085
	Maïs	88914	97805
	Fonio	1077	1179
	Total C. sèches	400654	420934
	Riz	Riz minoré (smc + perte	22459
	Riz (minoré 40% _perte décortiquage)	12032	13475
Total Céréale.		412686	434409
Bilan alimentaire		-11326	-1725

Source : ARK – Elaboration PSDR/Commission Economie Rurale

Tableau n°37: Besoins alimentaires par cercle et par an (2007/ 2008)

Années	Population	Besoins alimentaires	Besoins alimentaires Total (tonnes)	Kati	Kkro	Bba	Dioila	Kangaba	kkani	Nara
2007	1 981 364	424 012	547 817	175 425	54 522	52 577	116 015	26 912	64 780	57 589
2008	2 038 008	436 134	566 456	180 360	55 343	51 264	116 860	26 793	64 916	58 515

Source Rapport PSDR-ARK- 2007

IV. LA PROBLEMATIQUE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LA REGION

Les difficultés enregistrées au niveau de ce sous secteur ont trait à :

- La mauvaise gestion de certaines banques céréalères ;
- L'insuffisance d'informations sur le marché céréalier au niveau local ;
- L'approvisionnement des banques en céréales ;
- La non implication des opérateurs privés de la région dans le système de banques de céréale;
- L'insuffisance temporaire de stocks céréaliers au niveau de certaines localités.

V. LES ACTEURS

Les acteurs intervenant dans le sous secteur de la Sécurité alimentaire sont :

- Les services techniques déconcentrés de l'Etat à travers : le Commissariat à la Sécurité Alimentaire, la DRA, DRPSIAP, SAP, et leurs services locaux dans les cercles ...
- Les organisations non gouvernementales;
- Les projets/ programmes et autres acteurs d'appui ;
- Les CT avec les Comités villageois de gestion des banques de céréales ;
- Le secteur privé.

VI. STRATEGIES ET PERSPECTIVES/DISPOSITIONS PRISES

Par rapport à la problématique de la sécurité alimentaire, les dispositions en cours dans la région sont entre autres :

- La création de banques de céréales dans les communes, au niveau des cercles et dans de nombreux villages à travers les dynamiques suivantes:
 - * Le Commissariat à la Sécurité alimentaire (CSA) et la CADB
 - * Les projets comme le FODESA, le PRP/PADEC, le PSSP, PASASO
 - * Les populations et leurs structures (ULPC)
 - * Les ONG d'appui : ADAF Gallé, World Vision, l'ACIM, ADRA-Mali, le PGRN, Stop- Sahel, le PISA, Sahel 21, Plan- Mali, Tonus, AMPS, AEDE, Promotion féminine, CSPEEDA.

Ces stocks villageois et de communes varient de 10 à 50 tonnes au plus et le processus continu sous l'égide des collectivités territoriales et les différents partenaires avec l'appui du CSA.

- La mise en œuvre de l'initiative riz dans les cercles de Kangaba, Kati, Koulikoro et Dioïla ;
- Le renforcement des aménagements des périmètres irrigués ;
- La diversification des productions à travers les cultures d'opportunités (maraîchage, sésame) ;
- L'amélioration de l'approvisionnement en équipements agricoles et intrants ;
- L'amorce de la mécanisation ;
- La poursuite de l'Opération « Pluie provoquée » ;
- Les opérations « Vente d'intervention de l'OPAM » pour la stabilisation des prix ;
- Le renforcement des capacités d'intervention des structures techniques d'appui ;
- L'élaboration des plans communaux de sécurité alimentaire en cours ;
- Le renforcement des caisses rurales d'épargne et de crédit.

G. LES FILIERES PORTEUSES DANS LE SECTEUR DE L'ECONOMIE RURALE

Zone sylvo agro pastorale par excellence, la région de Koulikoro bénéficie de nombreux facteurs justifiant la multiplicité des filières existantes, notamment :

- La diversité de zones climatiques,
- La diversité des cultures et par delà de productions agricoles,
- La variété des ressources fauniques,
- L'existence de ressources hydrauliques car arrosée par de nombreux fleuves, lacs,
- Une population jeune,
- Etc.

Ces facteurs expliquent l'émergence des nombreuses filières réparties entre les différents cercles de la région tenant compte des spécificités.

Les **filières importantes** qui existent dans la région sont : les céréales sèches, le karité, le pourghère, le sésame, la mangue, le henné, les produits maraîchers, d'arboriculture fruitière, de pêche et d'élevage (bétail sur pied, viande, peau, cuir, lait, oeuf,).

Les **filières prioritaires** de la région sont : la filière fruits et légumes (maraîchage, arboriculture), la filière céréales sèches, la filière Karité, la filière mangue, la filière sésame, la filière bétail- viande et lait, la filière poisson.

Les **filières potentielles** de la région sont : lait, peaux et cuirs, pastèque, pourghère, henné, gomme arabique.

Tableau n°38. Filières porteuses dans le secteur de l'économie rurale

Localités	Filières porteuses	Acteurs	Partenaires Techniques et Financiers
Banamba	Sésame	UPSB : 22 Coopératives (1686 membres)	SNV/DERK, SINSINSO, AOPP, CRA, DCLA, PASAOP, PCDA, OPV/ FAO, KIT, SFI, ICD, SOCODEVI, GMCI. SARL, DOUNANVANT SA, OLEA SARL
	Henné	ULPH-B : 13 Coopératives (439 membres dont 42 femmes)	CRA, DCLA, AOPP, SNV/DERK, OPV/ FAO, KIT, SINSINSO, BNDA
Dioïla	Sésame	Union Sésame Dioïla : 15 Coopératives (828 membres dont 783 femmes et 45 hommes)	CRA, DCLA, AOPP, SNV, OPV/ FAO, KIT, Kondo Jigima, SOCODEVI, GMCI SARL
	Karité	ULPK : 45 Coopératives (1628 membres)	CRA, DCLA, AOPP, SNV, KIT, Kondo Jigima
		USCPK/ Si Yiriwa ton : 24 Coopératives (2370 femmes)	CRA, DCLA, AOPP, SNV, PNK, KIT, Kondo Jigima
	Maïs	USCPMD : 07 Coopératives (1 806 membres dont 831 femmes)	CRA, DCLA, AOPP, SNV, OPV/ FAO, KIT, Service d'agriculture, Jemeni , ULPC, ICRISAT
	Céréale sèche	ULPC : 56 Coopératives (2 361 membres dont 350 femmes)	CRA, DCLA, AOPP, SNV, OPV/ FAO, KIT, IFDC, Kondo Jigima, Sasakawal Global 2000, ICRISAT, INSORMIG
	Coton	SYCOV	CMDT
	Apiculture		DRPIA, PASAOP
	Aviculture		PDAM, DRPIA, PASAOP
Koulikoro	Sésame	ULCPS : 21 Coopératives (1050 membres)	SNV/ DERK
	Pourghère	ULSPP : 8 Coopératives (859 membres)	CRA, DCLA, AOPP, SNV, OPV/ FAO, KIT, Kondo Jigima, Mali Biocarburant sa
	Mangue	ULPM-K : 07 Coopératives (247 membres)	CRA, DCLA, AOPP, SNV, OPV/FAO, KIT, Kondo Jigima
	Céréale sèche	ULPCS-K : 08 Coopératives (350 membres)	CRA, DCLA, AOPP, SNV, OPV/ FAO, KIT, Kondo Jigima
	Pêche	nd	nd
	Bois	nd	nd
	Artisanat	nd	nd
Kati	Maraîchage	nd	nd
	Coton	nd	nd
	Elevage	nd	nd
	Arboriculture	nd	nd
	Bois	nd	nd
	Pêche	nd	nd
	Artisanat	nd	nd
Nara	Elevage	nd	nd
	Artisanat	nd	nd
Kangaba	Pêche	nd	nd
	Bois	nd	nd
	Apiculture	nd	nd

2^{ème} Partie : LE SECTEUR SECONDAIRE

L'analyse du secteur secondaire se fera à travers les grands domaines suivants :

- Industries, Commerce, et Finances
- Tourisme/ Hôtellerie
- Artisanat
- Hydraulique
- Energies & Mines

A. LE SOUS SECTEUR DES INDUSTRIES, DU COMMERCE, ET DES FINANCES

I. LES INDUSTRIES

L'espace industriel de la région est l'un des plus développés du Mali. La proximité de la région par rapport à la Capitale Bamako, lui donne un avantage dans ce domaine. Cet avantage s'explique par le développement des infrastructures de communications entre les cercles de la région et le District de Bamako qui est relié à Koulikoro par :

- Les voies terrestres (routes bitumées ou en terre) ;
- La voie ferrée,
- La voie fluviale,
- Les autres réseaux de communication (téléphone, TV, radio, RAC, etc.).

La région compte plusieurs Unités industrielles qui sont entre autres: HUICOMA, BRAMALI, La Nouvelle Brasserie Bamakoise, INACOM, FITINA SA, les Usines d'égrainage du coton (Fana, Dioïla et Ouélessébougou), Simpara Plastic Profil (SPP), Omnium Mali SA (OMA SA), Huilerie Halima THERA (Sénou- Banankoro), Usines Stone, Sigaz, Grands Moulins, AZI, Afriplasti- sarl (N'Gabacoro- droit), Fils et Tissus naturels d'Afrique (Sénou), Mali Biocarburant et plusieurs boulangeries ILOA (Kalabancoro), boulangerie Moderne Sanogo et frères, Ba Nana, Bokaye, Bourou Massa, La Katoise (Kati), Fouta (Koulikoro, Niger et Mamy (Fana). La région dispose également d'un dépôt de carburant à N'Gabacoro Droit. Il faut aussi noter la création de la future zone industrielle de Diallakorobougou (route de Ségou).

Tableau n° 39 Situation des Unités industrielles en activité dans la région de Koulikoro en 2006.

Cercles	Unités industrielles	
	Localités	Opérateurs
Kati	Kati	EDM, Boulangeries Ba Nana, Bokaye, Bourou Massa, La Katoise, Sanogo et frères
	Ouélessébougou	OHVN
	Sénou	BRAMALI, Huilerie Halima Théra, Fils et Tissus naturels d'Afrique
	Banankoro	SIGAZ, SIKA, BRAMALI, FITINA.
	Dialakorobougou	Etat et Secteur privé
	Samanko	Usine de montage de tracteurs
	Diago	Usine Eau minérale
	N'Gabacoro	Usine de carreaux Stone, NBB, Afriplasti- sarl
	Kalabancoro	Boulangerie ILOA
	Moribabougou	Dépôt Carburant Sanké
Kolokani	Kolokani	nd
Nara	Nara	nd
	Goumbou	nd
Kangaba	Kangaba	EDM
Dioïla	Dioïla	CMDT, Transformation de Karité
	Fana	Usine Filature, Usine de fabrication d'aliment bétail, Usine d'égrainage, Energie du Mali Central, Boulangerie MAMY, Danaya Nono Laiterie
Banamba	Banamba	nd
Koulikoro	Koulikoro	AZI, Usine Mali Biocarburant, EDM centrale d'exploitation, Boulangerie Fouta, INACOM, Grand Moulin

Source : DRUH

Les zones industrielles se répartissent entre les différents cercles de la région.

Tableau n°40 : Situation des zones industrielles dans la région de Koulikoro en 2006.

Cercles	Zones Industrielles		
	Localités	Superficies	Dates de création
Kati	Kati	22ha	24 Sept. 2004
	Ouélessébougou	135ha	17 Oct. 2005
	Sénou		
	Banankoro	14ha	
	Dialakorobougou		
	Samanko		
	Diago		
	N'Gabacoro		
	Kalabancoro		
	Moribabougou		
Kolokani	Kolokani	ha	
Nara	Nara	17ha	12 Juil. 2004
	Goumbou	ha	
Kangaba	Kangaba		
Dioïla	Dioïla	137,7ha	1 ^{er} Fév. 2001
	Fana	90ha	16 Août 2001
Banamba	Banamba	30ha	22 Août 2004
Koulikoro	Koulikoro	60ha	16 Août 2001

Selon les résultats du recensement industriel 2006, il ressort de :

- **la quantité d'électricité consommée dans la région de Koulikoro (en milliers de KWH) :**

Qté Elect.2003	%	Qté Elect.2004	%	Qté Elect.2005	%
9 913,36	8,60	9 028,72	3,14	8 893,68	3,01

- **la répartition de la valeur ajoutée dans la région de Koulikoro (en millions de francs CFA) :**

VA 2003	%	VA 2004	%	VA 2005	%
10 699,17	3,54	8 048,57	2,84	7 322,02	2,43

- **la répartition de la quantité des déchets solides produite (en tonne) par an dans la région de Koulikoro:**

Quantité des déchets solides	%
2 187,852	0,01

- **la répartition de la quantité des déchets liquides produite (eaux et huiles usées) dans la région de Koulikoro:**

Quantité des déchets liquides	%
7 328,02	0,07

- **la répartition de la quantité des entreprises émettant la fumée, la poussière et le bruit dans la région de Koulikoro:**

Proportion d'entreprises émettant la fumée	E/ses totales	Proportion d'entreprises émettant la poussière	E/ses totales	Proportion d'entreprises émettant du bruit	E/ses totales
50,00	22	22,73	22	45,45	22

Tableau n° 41 : Evolution des industries

	2003	2004	2005	T.G.	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
C.A.	40,5	36,6	33,1	36	36	36	36	36,8	36,8	38	39	40
E.P.	1197	1411	1648	1419	1650	1650	1650	1700	1800	1900	1950	2000
E.O.	1022	961	599	861	861	861	861	900	950	1000	1050	1100
T.E.	2219	2372	2247	2280	2511	2511	2511	2600	2750	2875	2250	2508

C.A. : chiffres d'affaires (en milliards)

E.P. : emplois permanents

E.O. : emplois occasionnels

T.E. : totaux emplois

II. LE COMMERCE

La diversité et l'importance des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, de l'exploitation forestière et de l'artisanat, des produits industriels et d'artisanat, expliquent le caractère informel du commerce de la région, malgré un certain nombre de facilités accordées aux intervenants dans ce secteur.

Observation :

La spécificité de la région réside dans le fait que bon nombre d'opérateurs en matière d'industrie, de commerce, résident à Bamako, même si leur rayon d'actions couvre les différents cercles de la région ; ce qui rend déjà difficile leur identification et le suivi de leurs activités.

Le tableau suivant donne le nombre d'importateurs et d'exportateurs de la région de Koulikoro :

Nom	BP	Villes	Téléphones	Codes import
HUICOMA		DGE		027800001G
SANTIGUILA GAZ SARL	2824	Bamako	675 73 14	02501329K
SFD SARL	207	Bamako	223 22 82	02500157K
COMPAGNIE MALIENNE DE LEVURE	E3506	Bamako	223 49 36	025000525T
SIMPACARA PLASTIQUE	902	Bamako	-	025000452F
GIE BADEYA DOUMA	E350	Kati	-	025000162N
FRIP MALI	681	Kati	-	025000158X
CHEICHNA DOUCOURE ET FRERES	-	Bamako	222 23 82	025000157K
ETAUR SUARL	8	Bamako	-	025000156A
IBRAHIMA COULIBALY« MEU-TI »	-	Kati	277 31 90	025000096F
COMPAGNIE MALIENNE DE LEVURE SARL	E3506	Kati	223 49 36	025000525T
DJIBRIL COULIBALY	2348	Bamako	222 83 69	022200437F
MAMADOU BAH	-	2B	-	022200086J
BAKARY BASSARO TIGANA	01	Banamba	226 40 22	022000051Y
OUMOU KASSOUM	-	Bamako	226 21 58	021000047C
INACOM	40	Koulikoro	-	021000045E
COMANAV	10	Koulikoro	-	021000039N
USINE STONE				

La valeur des intentions d'importation et d'exportation de la région de Région de Koulikoro de 98 à 2006		
Année	Importation	Exportation
1998	10 753 913 832	15 000 000 000
1999	8 840 514 936	10 692 502
2000	3 390 504 847	384 663 000
2001	6 301 609 518	6 189 000
2002	3 544 036 607	145 614 852
2003	4 542 417 615	182 038 525
2004	7 513 187 573	390 712 788
2005	13 463 128 182	116 201 194
2006	8 553 302 302	5 389 120 158

L'évolution des importations et des exportations (en milliards)

Les intentions	1998/ 2006	Moyenne annuelle	2008
Importations	66, 898	7, 433	7, 433
Exportations	1, 236	0,175	0,492

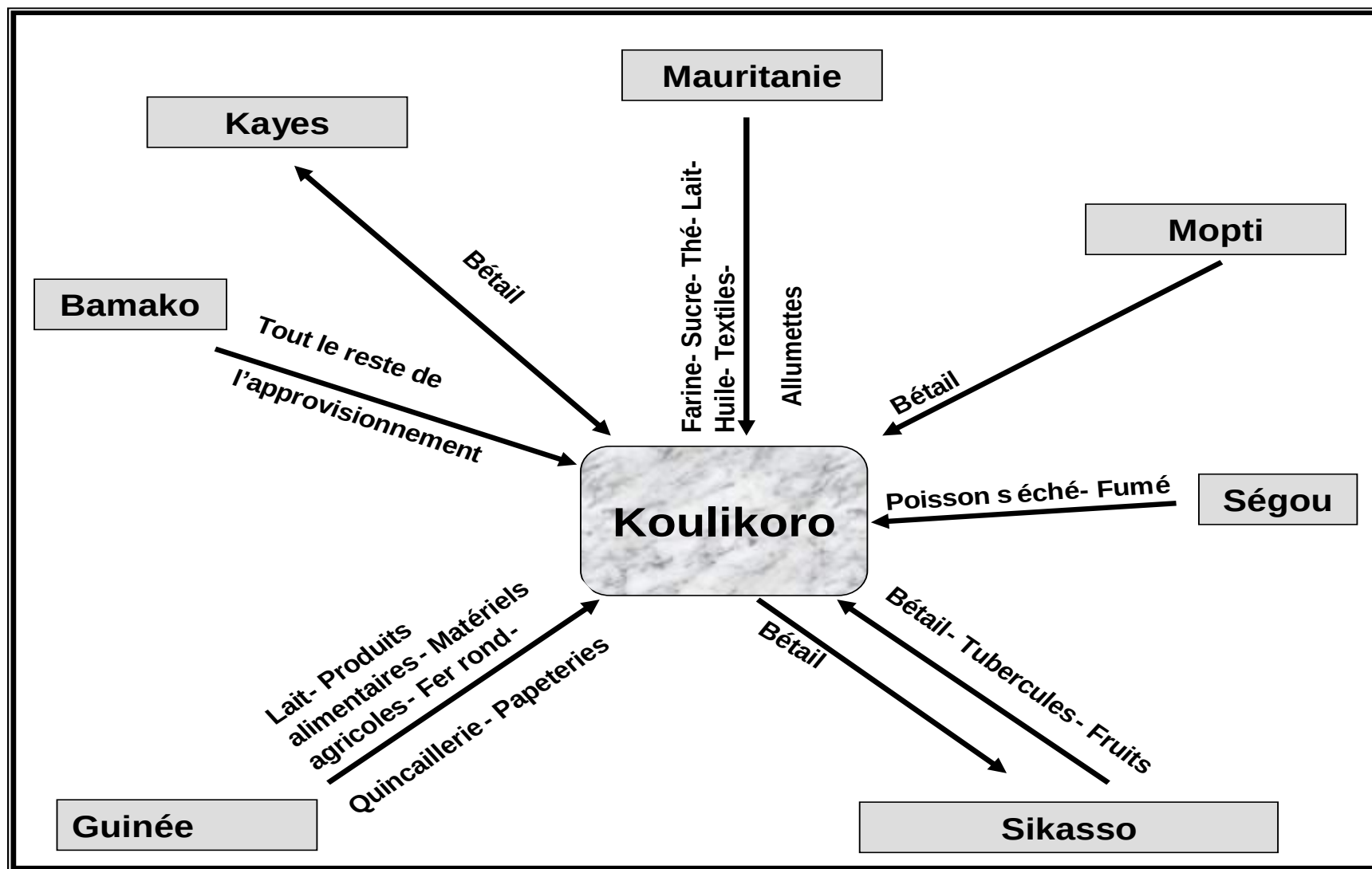
Evolution du nombre des Opérateurs économiques

	2003	2004	2005	Moyenne annuelle	2008
N.O.E.	3588	3658	7826	10%	8600

T.G. : Taux de Progression

N.O.E. : Nombre d'Opérateurs Economiques

2.1. Les principaux circuits et flux de commercialisation dans la région



2.2. Les produits exportés

Les produits industriels exportés de la région de Koulikoro sont: l'huile, le savon, l'aliment bétail, la farine, la pile, la boisson, etc.

Les matériaux de construction sont: les carreaux, le sable, le moellon, la pierre, la latérite, le gravier, le fer et les équipements métalliques, plastic, etc.

Les produits agricoles exportés sont : fruits et légumes, coton, céréales, arachide, pomme de terre, maïs, sésame, oseille de guinée, produits de cueillete, beurre de karité, les pastèques, henné, etc.

Les produits d'élevage exportés sont : bétail sur pied, peau et cuir, volaille et œuf, etc.

Les produits de forêts exportés sont : bois de chauffe, charbon, bois d'œuvre et de construction, etc.

Les produits de la pêche exportés sont : poisson fumé, séché, frais et la farine de poisson.

2.3. Les produits importés

L'importation portent sur : le sucre, le riz, l'huile, thé, céréales, bétail, poisson, tubercules, produits manufacturés, etc.

Les produits industriels importés sont: les matériaux de construction, les conserves, les tissus et produits vestimentaires, les équipements, les fournitures de bureau, etc.

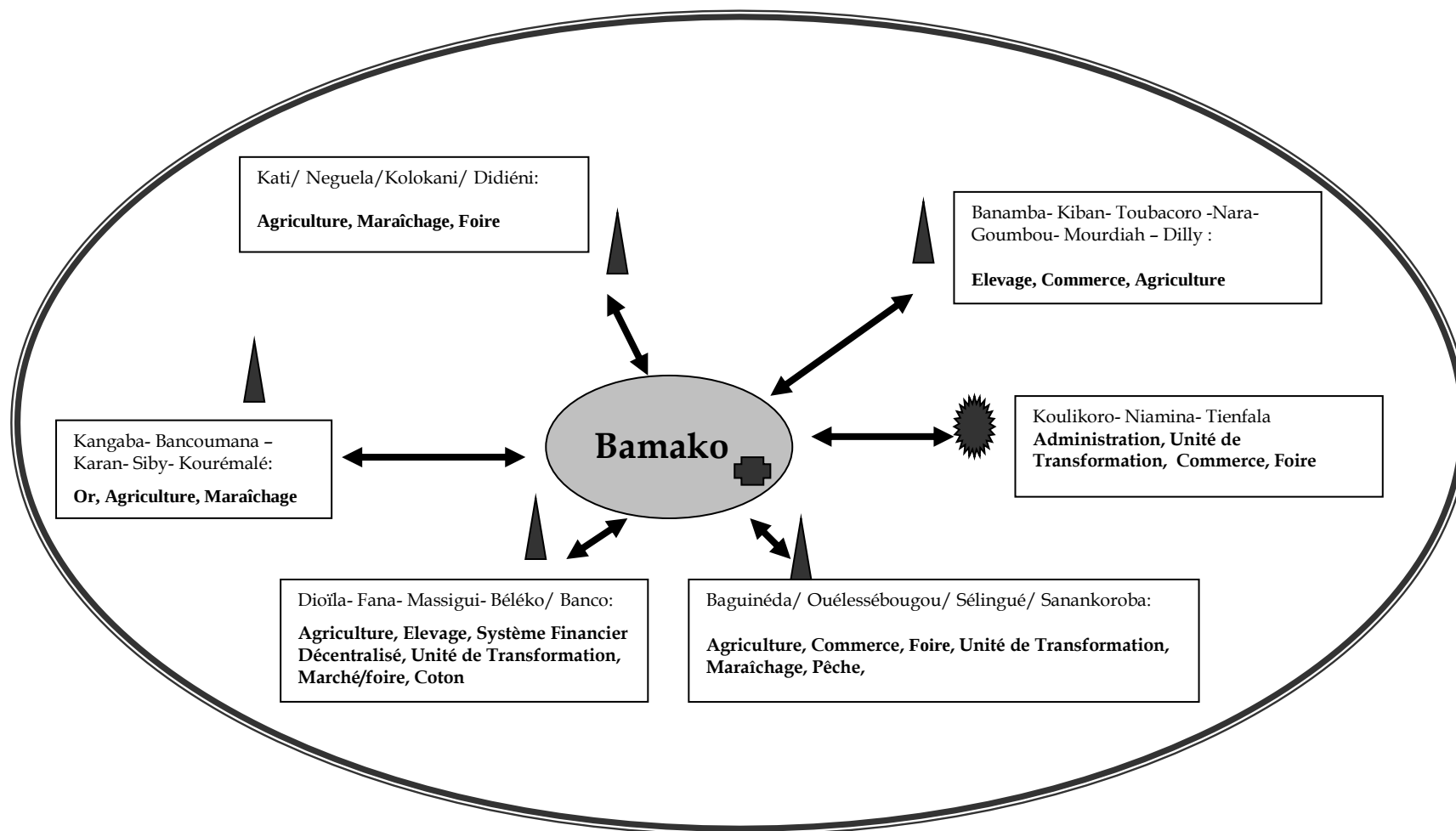
2.4. Le poids de Bamako dans le commerce et l'industrie de la région

L'influence de la capitale Bamako dans les activités d'échanges et d'industries, est à la base de la configuration de centres secondaires d'urbanisation, correspondants à des satellites de pôles économiques et de convergence des activités de développement à la faveur de l'amélioration des voies de communication. Ces pôles potentiels de développement économique présentent les caractéristiques suivantes :

Tableau n° 42 : Pôles de développement potentiels de la région

Pôles de développement potentiels	Eléments constitutifs	Priorités de développement du pôle
Le pôle Dioïla- Fana- Massigui- Béléko- Banco	Axe Fana- Dioïla- Massigui, Chef lieu de cercle, Unités de transformation, lycées et écoles professionnelles, zone coton et céréales, marchés à bétail, foires, Karité, commerce, SFD,	Amélioration de l'axe routier, aménagement des plaines, marchés et foires importants
Le pôle Kati- Néguela- Kolokani- Didiéni	Axe routier Kati- Didiéni : Production maraîchère, fruits et légumes, marchés à bétail, production de céréales	
Le pôle Koulikoro- Niamina- Tienfala	Axe Bamako- Koulikoro- Niamina : Capitale régionale, siège des services régionaux, axe fluvial) : centres de formation (IPR, Ecoles techniques professionnelles, Lycée), services financiers, commerce, administration, Unités de transformation et Usines, marchés et foires importants	
Le triangle Baguinéda- Ouélessébougou- Sélingué- Sanankoroba	Axe Bamako -Fana et Bamako- Bougouni) : Potentiels industriels (zones), fruits et légumes, riz, élevage et aviculture, marchés et foires importants, unités de transformation, commerce, zones d'approvisionnement direct de Bamako, projets de zones industrielles à Baguinéda, port sec	
Le triangle Kangaba- Bancoumana - Karan- Siby- Kourémalé	Axe fluvial, haute vallée, axe routier Bamako- Siby- Kourémalé : Agriculture, commerce frontalier, fruits et légumes, pêche, or, marchés et foires importants	
Le pôle Banamba- Kiban- Toubacoro - Nara- Goumbou- Mourdiah - Dilly	Axe routier Koulikoro- Banamba, axe routier Kati- Nara et axe Nara- Banamba en projet de construction: Marchés, commerce, agriculture, élevage et le trafic frontalier avec la Mauritanie	

La schématisation illustrative de ces pôles permet de réfléchir en termes de priorités stratégiques pour le développement économique de ces centres secondaires qui constituent des relais entre la capitale régionale Koulikoro et la capitale nationale Bamako. La capitale Koulikoro se trouve dans une position excentrée par rapport à ces centres secondaires qui doivent devenir de véritables pôles économiques et de développement de la région. Le grand défi pour l'ARK et les autorités de la région réside dans l'organisation et l'opérationnalisation d'une stratégie pour traduire ces atouts et opportunités dans le cadre du développement économique régional.



III. LES BANQUES, SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES ET ASSURANCES

Tableau n° 43 : Répartition des banques et le nombre d'emplois créés dans la région de Koulikoro

Cercles	BDM	BNDA	BOA	ECOBANK	BIM-SA	BMS
Koulikoro	06	-	09	-	-	-
Banamba	02	-	-	-	-	-
Dioïla	-	05	-	-	-	-
Kangaba	-	-	-	-	-	-
Kati	06	06	-	-	-	-
Kolokani	-	-	-	-	-	-
Nara		-	-	-	-	-
Fana		04	-	-	-	-
Touba	02	-	-	-	-	-
Ouélessoubougou		04	-	-	-	-
Total	16	19	09	-	-	-

L'implantation des différentes agences bancaires constitue un atout précieux au développement économique et social de la région.

Tableau n° 44. Répartition des agences d'assurances dans la région de Koulikoro

Cercles	CNAR	SABOUGNOUMA	LAFIA
Koulikoro	3	2	-
Banamba	-	-	-
Dioïla	-	-	-
Kangaba	-	-	-
Kati	5	4	-
Kolokani	-	-	-
Nara	-	-	3
Fana	2	2	-
Kalabankoro	-	2	-
Ouélessoubougou	2	-	-
Total	12	10	3

IV. LES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES

Dans la région de Koulikoro, les systèmes financiers décentralisés sont assez nombreux et couvrent l'ensemble des cercles. Ce sont : Nyèsigiso, Jigiyasoba, Kafo Jiginew, Kondo Jigiman, Jemeni, Miselini, Soroyiriwaso, Sinsinso, CANEF, CAECE.

NYESIGISO

Localités	Nombre d'emplois
Koulikoro ba	04
Koulikoro gare	03
Total	07

CANEF

Localités	Nombre d'emplois
Dioila	-
Fana	-
Kati/ Ouélessébougou, Baguinéda	-
Total	07

JIGIYASO BA

localités		Nombre d'emplois
Banamba	Banamba	03
	Boron	02
	Toukoroba	02
	Toubacoro	02
	Sebete	02
Kangaba	Minidian	03
Koulikoro	Tienfala	01
Total		15

KAFO JIGINEW

Localités	Nombre d'emplois
Ouelessebougou	03
Kassela	02
Fana	21
Beleko	05
Marakacounko	02
Banko	05
Total	38

KONDO JIGIMA

Localités	Nombre d'emplois
Koulikoro	02
Nara	02
Dilly	02
Massantola	02
Kolokani	02
Kati	02
Baguineda	02
Ouélessébougou	02
Maninkoura	01
Didiéni	02
Nonkon	02
Nionsonbougou	02
Ouolodo	02

Sagabala	02
Allahina	02
Fallou	02
Goumbou	02
Gueniébé	02
Guiré	02
Koronga	02
Mourdiah	02
Dioïla	02
Bankocoura	01
Ballé	02
Total	46

JEMENI

Localités	Nombre d'emplois
Dioïla	02
Kalabankoro	04
Fana	02
Moribabougou	02
Massigui	04
Beleko	01
Dio	01
Djiguela	01
Koula	01
Togo	01
Folani	01
Nionsombougou	01
Total	21

MISELINI

Localités	Nombre d'emplois
Koulikoro	03
Total	03

SORO YIWASO

Localités	Nombre d'emplois
Dioïla	02
Sanankoraba	01
Fana	09
Massigui	04
Ouélessebougou	04
Total	20

CAECE

Localités	Nombre d'emplois
Koulikoro	16
Kati	11
Fana	15
Total	42

SINSINSO

Localité	Nombre d'emplois
Banamba	-
Total	-

V. LES SERVICES CHARGES DE LA GESTION DU COMMERCE :

Les services et acteurs intervenant dans le sous secteur des Industries, du commerce et des finances sont :

- Structures d'encadrement constituées des:
 - * Services techniques déconcentrés de l'Etat à travers (Trésor, Budget, Impôts, Perceptions, DRICC, et leurs services locaux dans les cercles...), la Réglementation et Concurrence, les Services de surveillance (Bureaux, postes, Services de Douane, Gendarmerie et Police),
 - * Des organisations non gouvernementales et les projets/ programmes et autres acteurs d'appui, surtout pour la commercialisation des céréales (appui pour les bourses de céréales, transformation et commercialisation du beurre de karité, les centres de collecte du lait, la volaille, les oeufs, les fruits et légumes, etc.),
 - * Le secteur privé (Chambres consulaires- CRA -CCIM et Patronat régional, Chambres régionales de métier et d'artisanat,),
- Systèmes financiers décentralisés constitués de Banques, Caisses de micro crédit et d'épargne ;
- Acteurs locaux de gestion : Caisses villageoises, Associations et groupements de femmes, Organisations socioprofessionnelles.

VI. PROBLEMATIQUE DU SOUS SECTEUR DES INDUSTRIES, DU COMMERCE ET DES FINANCES DANS LA REGION

• Au niveau des Industries :

La région de Koulikoro dispose de suffisants facteurs industriels et commerciaux ; c'est pourquoi les autorités de la Première République en ont fait une zone industrielle dès l'indépendance. Mais force est de constater aujourd'hui qu'elle est confrontée à divers problèmes :

- L'absence de points de vente des produits (Grands Moulins, HUICOMA) des Unités implantées à Koulikoro,
- L'absence de sièges et d'administrations de rang important de la plupart des unités de la région (ONMIUM, Grands Moulins, HUICOMA),
- Le problème de main d'oeuvre qualifiée,
- La privatisation de certaines Unités comme l'HUICOMA,
- Les difficultés de collecte des informations statistiques auprès des unités et services installés dans la région, entraînant du coup le problème de la fiabilité des données statistiques.

• Au niveau du Commerce :

Par rapport au commerce, les difficultés se résument entre autres aux éléments suivants:

- Les marchés et foires sont insuffisamment aménagés (infrastructures et équipements) avec des voies d'accès assez difficiles,
- Le grand potentiel en matière d'échange commercial, peu valorisé, profite moins à la ville de Koulikoro au profit du District et des Opérateurs économiques de Bamako. En effet, les activités commerciales sont trop orientées sur les villes secondaires de la région et sur le District de Bamako au détriment de la Capitale régionale de Koulikoro. Elles sont basées uniquement sur les produits bruts (bétail sur pieds, volaille, poisson, céréales, fruits et légumes, lait, viande, bois/ charbon, etc.).
- **Au niveau des SFD,** on note le difficile accès aux crédits pour le financement des activités de commerce, surtout pour le financement des campagnes de commercialisation menées par les organisations paysannes et leurs faïtières. Il en est de même pour les problèmes d'accès au crédit en vue du financement des campagnes agricoles (équipements, engrais et semences).

Les difficultés se résument globalement aux éléments suivants, entre autres:

- Manque de main-d'œuvre qualifiée et d'équipements performants ;
- Rupture de stock et mauvaise organisation des marchés ;
- Insuffisance de petites unités de transformation agro-industrielle ;
- Marchés et foires insuffisamment aménagés (infrastructures et équipements) avec des voies d'accès assez difficiles ;
- Activités commerciales trop orientées sur les villes secondaires de la région et sur le District de Bamako au détriment de la Capitale régionale de Koulikoro ;
- Problèmes de capitaux pour soutenir les activités commerciales ;
- Insuffisance de magasins de stockage/ conservation et de magasins de vente des Unités industrielles dans la région ;
- Système commercial encore archaïque basé sur l'achat et la vente simple, voire le troc ;
- Difficultés d'accès aux crédits bancaires et de mobilisation des ressources financières, des impôts et taxes (Incivisme fiscal, assiette fiscale non déterminée, insuffisance d'information sur les TDRL, ...) pour soutenir les projets d'infrastructures favorisant les activités commerciales, surtout au niveau des CT.

Il est important de souligner que le potentiel d'équipements et d'infrastructures socioéconomiques du District de Bamako, qui devrait être un grand atout dans l'occupation des populations de la région et la promotion du développement de Koulikoro, n'est pas encore un acquis, si l'on considère que le District se situe au coeur même de la région.

Centre principal de migration de travail et d'écoulement des produits, la ville de Bamako est à la base du basculement de l'économie régionale au détriment de Koulikoro, à travers une attraction des ressources humaines et financières, créant du coup un déficit pour Koulikoro.

VII. PERSPECTIVES :

Les perspectives de la région portent sur :

- La création des zones industrielles à la ceinture de Bamako sur le territoire de la région de Koulikoro ;
- L'appui à l'amélioration des marchés et foires pour bénéficier des taxes et impôts avec les autres collectivités ;
- L'instauration d'un cadre de dialogue et de concertation entre l'ARK et les différents acteurs intervenants (groupements de commerçants et opérateurs économiques, Industriels, services techniques et administration et autres CT), en vue de leur implication dans les activités de planification et surtout dans les programmes de développement économique régionaux ; en cela, le DERK peut être une opportunité entre l'ARK, la CRA, les OPA, les services techniques, les PTF, les OSC, etc.
- L'appui à la promotion des foires annuelles selon les spécificités des différents pôles économiques (Ex : Karité et céréales à Dioila, fruits et légumes à Baguineda et Kati, Bétail à Nara, Kati et Banamba, Artisanat à Fana et Ouélessébougou, etc.).

B. LE SOUS SECTEUR DU TOURISME/ HOTELERIE

I. INVENTAIRE DES SITES, MONUMENTS, VESTIGES RELIGIEUX DE LA REGION DE KOULIKORO :

La région compte des sites et monuments religieux assez importants à réhabiliter et à valoriser. Il s'agira de :

- Favoriser l'accès à ces sites et d'y construire des infrastructures d'accueil, accompagné de la formation et recyclage des guides touristiques ;
- Pormouvoir une politique de création et de gestion des équipements collectifs d'intérêt régional dans le domaine du tourisme ;
- Instaurer l'organisation des activités artisanales et touristiques sur la base des inventaires, des sites et monuments et la promotion des activités ou semaines culturelles.

Localités	Sites, monuments, vestiges religieux	Manifestations ou folklores
Cercle de Kangaba	Village de Kéla, puits de Balankomana, le bois sacré de Deguela, le Campement du Gouverneur Louveau, la mare de Diaka, le site de Krukan Fougua, Fadafin et Fadaguè, la mare de Noukou, la tombe de Touramakan à Balanza (commune de Kangaba) , les mines d'or de l'empire à Salamalé, les vestiges de Touramakan à Kéla, les éléments rituels de Sosso Balla à Diolibani, les grottes de Diolibani, la tombe de Balla à Narena	
Cercle de Kolokani	Guezena Koulou, Tombe de Koumbi Diossé Traoré, Tombe de Samba Diarra à Massantola, Tombe de Lamine à Oussebougu, Tombe de Nonkon, Forokoro à Nonkan, les sites préhistoriques de Kolo, les sites préhistoriques de Kartana, les sites préhistoriques de Djiribougou, les sites préhistoriques de Niamou, les mosquées de Siodo et Gouakoulou, le lac Wognan à Guesséna, le Difara	Tiébilétié, Diago sacré, Diamara, Niakourouni, N'Goussoubala, N'Taa, Djiné Tulokè
Cercle de Koulikoro	Fara Blo (Souban), la tombe de Karouga Diawara à Zana, Fakoli Fanfan à Gouni, Nianankoulou à Koulikoro ville et ses pierres sacrificielles, Fara missiri à Koulikoro ba, Fara Gnamè à Chio	Les marionnettes
Cercle de Dioila	Dègnekorou, Fala Koulou, Case de Bassakoro et Cimetière des chefs à Diogo, Tombe de Soumaïla Cissé à Siana, Tat de Massigui, Kolobada, Puits sacré de Keniekoloba, Poissons sacrés de Nyantila, Vestibule communautaire et Caïmans sacrés de Nianadougou Sirakoro, le Korètou, Beleko	Gomba, Ouara, Diara son, N'Kô son, Corè, Magna, Numuflé, Kerka, Guoussoubara de Gueguena, Koredunu de Beleko, Corè de Balan
Cercle de Banamba	Le Palais des Diarisson et puits de Dafan, la mosquée de Touba, les excavations à Bégnéni, les caïcedras de Neguessebougou, Filani diala, la tombe de Lebourou Cissé, la tombe de Dady Touré à Sosso, le Site de Sosso.	Bondiala, Djidounou, Tamani, N'Ti barani, N'dö, Tiéblentiè, Mariage annuel de Banamba
Cercle de Kati	Diana koulou, Arche de Kamadjan à Siby, Site de Kouroukoro Kallé, Les rocheux observatoires de Niekema (Tabou), Chute de Negueko, Chute de Doufing (derrière le lido), Canal de baguinéda (barrage des aigrettes), Case sacrée du Bemba à Dankassa	Chasseurs, Gomba, Madan, Sokonikou, Krina Kano
Cercle de Nara	La tombe d'Abdoulaye Souadou à Dina, la tombe de Cheikney , Mohamed Lagdaf Koureissi à Kabida , la tombe de Djafar à Guiré, les puits de Diogoloni, Bana Kolon avec les caïmans sacrés , Grottes de Boudiougiré et la trace de Wagadou Bida, la colline hantée de Mourdiah, Cimetière colonial de Goumbou, Hangar des Keïta à Nara, Cimetière des Saints à Dily, la Vallée du serpent Ouagadou Bida à Boudjiguiré	La course hippique de Balé - Le Maouloud, « Forme traditionnelle (Marionnette, courses des chevaux, l'âne chameaux et la danse Maure), forme religieuse (lecture du Coran)

II. LES INFRASTRUCTURES DE BASE ET EQUIPEMENTS HOTELIERS

Les infrastructures hôtelières ne répondent pas toujours, pour la plupart des cas, aux normes de classement. Certaines sont dans un état de délabrement total ; d'autres perdent leur niveau de maintien car ne pouvant plus satisfaire aux standards et conditions d'hygiène et de qualité. Cet état de fait est dû au manque d'investissement dans le secteur de l'hôtellerie, mais surtout au manque de personnel qualifié qui y opère. Cependant, il est à noter que certaines structures d'hébergement tel que l'Auberge de Koulikoro, le Casablanca et le Moulin de Fana, l'hôtel/ campement Lafia de Dioïla, peuvent faire l'objet de classement compte tenu de leur bonne prestation et de leur niveau de maintien (voir tableau).

Cercles	Hôtels en Nbre de Lits		Total		Restaurants touristiques	Centres d'animation culturels
	NB	LT	NB	LT		
Koulikoro	4	65	4	65	2	2
Banamba	-	-	-	-	-	1
Dioïla	6	65	6	65	1	1
Kangaba	1	22	1	22	-	1
Kati	8	47	8	47	-	1
Kolokani	-	-	-	-	-	1
Nara	-	-	-	-	-	1
Total					3	8

III. LES ACTEURS

Les acteurs intervenant dans le sous secteur du Tourisme et de l'Hôtellerie sont :

- Les services techniques déconcentrés de l'Etat à travers l'OMATHO ;
- Les organisations non gouvernementales (très peu) ;
- Les projets/ programmes et autres acteurs d'appui ;
- Le secteur privé.

IV. PROBLEMATIQUES DU SOUS SECTEUR DU TOURISME ET DE L'HOTELLERIE DANS LA REGION

Malgré l'existence d'un réel potentiel de sites touristiques et de manifestations culturelles, le tableau du domaine du tourisme et de l'hôtellerie n'est pas bien luisant à Koulikoro. Il est confronté à des difficultés, telles :

- L'enclavement et le mauvais état des pistes et routes ;
- L'insuffisance de structures d'accueil adéquates, de guides touristiques et de voies d'accès sur les sites touristiques ;
- La méconnaissance des sites et l'insuffisance d'initiatives et de communication dans le secteur ;
- L'insuffisance d'informations et de valorisation des manifestations culturelles et traditions.

V. PERSPECTIVES A RETENIR POUR LA REGION :

Quelques perspectives sont à signaler à savoir :

- La création d'un cadre de collaboration/ partenariat et de concertation entre l'ARK, l'OMATHO, les promoteurs privés et publics de tourisme et de l'hôtellerie et les autres CT dans le cadre de la promotion de l'écotourisme autour du fleuve Niger, les massifs forestiers et les zones historiques (Kirina, Kangaba, Touba, Niamina, Mandé, Kouroukan- Fougla) pour la mise en valeur de ces sites;

- Le recours au Département du tourisme, de l'hôtellerie et de l'artisanat pour appuyer les CT dans leurs initiatives de recensement, de l'ensemble des sites, fêtes et manifestations culturelles dans leurs zones afin de les intégrer dans les activités d'appui à la culture et au tourisme ;
- La mise en place d'une politique de création et de gestion des équipements collectifs d'intérêt régional dans le domaine du tourisme ;
- La prise en compte des priorités de désenclavement dans les PDESC de l'ARK en collaboration avec le Département des Transports.

C. LE SOUS SECTEUR DE L'ARTISANAT

Le secteur de l'artisanat occupe une place importante dans le développement socioéconomique de la région, à travers les éléments suivants:

- La contribution à la création d'emploi des jeunes et des femmes (fortement représentative dans l'exécution des activités artisanales),
- L'accroissement des ressources publiques par le paiement des impôts et taxes de développement communal à partir de la vente des produits artisanaux,
- La satisfaction des dépenses courantes par les ressources générées.

I. CARACTERISTIQUES DE L'ARTISANAT DANS LA REGION

1.1. Artisanat d'art et artisanat utilitaire

Nd

1.2. Les principaux corps de métiers

Le département de l'artisanat a structuré les catégories d'artisans en 07 groupes/ corps de métiers avec chacun une liste de métiers. Ces différentes catégories opèrent dans la région de Koulikoro tant au niveau rural que urbain. Il s'agit des catégories suivantes :

Catégories d'artisans	Listes des métiers
1. Métiers artisanaux de l'alimentation	Bouchers, Charcutiers, Boulangers traditionnels, Rôtisseurs, Glaciers, pâtissiers, Fabricants de boissons, Menuisiers, -Fabriquant de produits alimentaires
2. Métiers artisanaux d'extraction et du bâtiment	Maçons, Puisatiers, Mineurs, Carriers, Graveurs sur pierres, -Briquetiers, Peintres en bâtiments, Carreleurs, Staffeurs, Plombiers, Electriciens en bâtiments, Menuisiers colleurs, Ferrailleurs en bâtiments, Vitriers, Menuisiers métalliques, Charpentiers, Couvresseurs de toit, Constructeurs des fours et cheminées, Sculpteurs de pierres, Extracteurs de sable et graviers
3. Métiers artisanaux du bois et de l'ameublement	Ebénistes, Menuisiers tourneurs sur bois, Charpentiers, -Vanniers, Tailleurs de bois, Fabricants de pirogues, Fabriquant de seccos nattes, Bûcherons, Charrons de bois
4. Métiers artisanaux de la transformation des métaux et de la construction métallique	Forgerons, Ferblantiers, Chaudronniers, Tôliers, Soudeurs, Constructeurs métalliques, Fabricants de machines et de matériels agricoles, Charrons de métal, Mécaniciens tous véhicules, Carrossiers, Tôliers tous véhicules, Electriciens tous véhicules, Réparateurs cycles et moto cycles, Mécaniciens de machines agricoles, Tourneurs, Plombiers, Electriciens bobineurs, Frigoristes, Horlogers, Réparateurs, Mécanographes, réparateurs radios téléviseurs appareils électroniques, Electroniciens, Aiguiseurs d'instruments tranchants, Réparateurs de climatiseurs
5. Métiers artisanaux de l'habillement, du cuir et textile	Teinturiers, Tailleurs, Tisserands, Maroquiniers, Brodeurs à la main ou machine, Tricoteurs, Repasseurs blanchisseurs, Tapissiers, Bourreliers, Matelassiers, Cordonniers, Tanneurs, Cireurs de chaussures, Fabriquant de feutres, Cordonniers orthopédistes, Mécaniciens orthopédistes, Fabriquant de gants, Sérigraphes
6. Métiers artisanaux de l'hygiène et de soins corporels	Coiffeurs, Barbiers, Tresseurs, Esthéticiens, Opticiens, Fabricants de savons, Prothésistes dentaires, Fabricants de balais, Fabricants d'encens, Fabricants de parures, Vidangeurs, Eboueurs, Fabriquant de médicaments traditionnels
7. Métiers artisanaux d'art et divers	Peintres sur tissus, Imprimeurs, Potiers, Photographes, Peintres, Décorateurs, Peintres sur calebasses verres, Sculpteurs sur bois, Fabricants d'instruments de musique traditionnels, Bijoutiers, Calligraphes, Relieurs, Armuriers, Fabricants d'outils et matériels de pêche, Fabricants de jouets, Fabricants de tampons

Observation : A confirmer par la région et si possible donner les données du dernier recensement

1.3. Quelques données sur les organisations et leurs faîtières dans la région

Selon le recensement de 2006 de la FNAM, la Coordination Régionale des Artisans de Koulikoro compte **sept unions de cercles** avec **140 associations** dans la région avec 4616 Artisans dont 2034 femmes soit 44%. Les Unions de cercle sont des structures décentralisées de la coordination.

Les conclusions d'une récente étude sur la situation légale de la filière Artisanat donne les éléments suivants:

Catégories d'Unions et de faîtières de la filière artisanat	Nbre d'associations (Données CARRK)	Nbre d'associations (Conclusion Etude)
L'Union des Ouvriers et Artisans de Kati (UOAK)	19	16
L'Union des Associations d'Artisans de Dioila	68	09
L'Union des Associations d'Artisans de Koulikoro	23	09
L'Union des Associations d'Artisans de Kolokani	12	07
L'Union des Associations d'Artisans de Nara	16	03
L'Union des Associations d'Artisans de Banamba avec une seule grande association multifonctionnelle	01	01
L'Union des Artisans de Kangaba	01	06
Total	140	51

Source : Rapport sur la Constitution de la Base de Données des Associations Actives et non Actives de la CARRK – avril 2007- de l'Equipe de la Gouvernance Locale de la SNV/Koulikoro

Certaines catégories présentent des données différentes selon la source CARRK ou source Etude

De l'étude sur la Constitution de la Base de Données des Associations Actives et non Actives de la CARRK en avril 2007, les associations d'artisans étaient au nombre de 51 légalement reconnues.

1.4. Les principales activités artisanales de la région :

Les activités artisanales au niveau de la région touchent les activités comme :

- L'artisanat de service avec les activités liées à la réparation et aux prestations de services avec : la menuiserie, la maçonnerie, la sculpture, la poterie, la bijouterie, la tannerie, la plomberie, la construction, la mécanique auto et moto, etc.
- L'artisanat de production avec : le bogolan, la couture, la teinture, la broderie, le tricotage, la cordonnerie, la maroquinerie, la production d'art, etc.
- L'artisanat de l'alimentation qui s'occupe de la transformation des produits agricoles avec : les boissons traditionnelles, les confitures, le savon, les céréales etc.

II. LES ACTEURS DANS LE SECTEUR

Les acteurs intervenant dans le sous secteur de l'Artisanat sont :

- Les structures techniques d'encadrement :
 - * Les services techniques déconcentrés de l'Etat à travers (DRCA, OMATHO, APEJ, ANPE, etc.)
 - * Les organisations non gouvernementales (Swiss contact, SNV, etc.)
 - * Les projets/ programmes et autres acteurs d'appui avec (PADEC/PRP, OHVN, CMDT, etc.)
 - * Les organisations et faîtières (FNAM, Chambre des Métiers)

- * Les Centres de Formation Professionnelle
- * Le secteur privé
- Les acteurs locaux de gestion qui sont bénéficiaires :
 - * Les organisations et faïtières (FNAM, Chambre des Métiers)
 - * Les femmes et jeunes (à l'informel).

III. QUELQUES DIFFICULTES RENCONTREES PAR LES ACTEURS DE L'ARTISANAT DANS LA REGION

Les difficultés auxquelles les associations et leurs adhérents sont confrontés sont de différents ordres :

- L'inexistence de marchés potentiels destinés à l'écoulement des produits ;
- Le manque et /ou la difficulté d'accès aux équipements adéquats pour tous les corps de métiers ;
- Les difficultés de financement des projets des associations d'artisans ;
- Le coût excessif de l'approvisionnement et des frais de production ;
- Le décalage entre l'offre et la demande de produits;
- L'insuffisance de conditions pour développer un réel approche produits ;
- Les difficultés d'accès au crédit des caisses d'épargne ;
- L'insuffisance de qualification des acteurs de l'artisanat et le peu de soin accordé aux finitions des produits fabriqués, réduisant ainsi leur compétitivité;
- La mauvaise presse qui entoure l'artisanat considéré comme une filière des « laissés pour compte du système scolaire » ou l'apanage des gens de castes;
- La méconnaissance des potentialités et opportunités dans le secteur pouvant contribuer à la réduction de la pauvreté et le chômage des jeunes et des femmes ;
- La rareté de PTF à soutenir de façon efficace les projets de développement de l'artisanat de la région ;
- La timidité des formations à l'endroit des jeunes et le perfectionnement des maîtres artisans ;
- La lourdeur des impôts et taxes municipales et la lourdeur dans les passations de marchés publics ;
- La non prise en compte des artisans dans les offres de marchés de la région par les structures techniques régionales ;
- L'insuffisance de professionnalisme et les difficultés de gestion des entreprises artisanales ;
- La faible capacité d'organisation des artisans (beaucoup d'associations existent, sans récépissé et ayant peu de relation et/ou intérêt pour la CARK).

IV. LES PERSPECTIVES :

Le développement du sous secteur de l'artisanat serait un autre grand atout pour l'essor économique de la région. L'une des missions de l'ARK étant de promouvoir cet essor, elle se doit d'entreprendre des initiatives et actions favorisant cet élan, à savoir :

- La création des cadres de concertations avec les artisans et leurs faïtières ;
- L'appui aux artisans et leurs faïtières au montage de projets porteurs à travers les chambres consulaires;
- L'accompagnement de l'ARK pour la mobilisation des ressources au niveau des différents partenaires ;
- L'appui aux organisations et faïtières de l'artisanat pour la promotion des exportations des produits artisanaux.

D. LE SOUS SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE

I. ETAT DES LIEUX

Les différents inventaires réalisés dans la Région, dont le dernier, effectué courant 2002-2003 dans le cadre du PNIR (composante Eau Potable Assainissement), ont permis d'actualiser de façon fiable les données.

La Région de Koulikoro dispose de 3 987 points d'eau modernes (PEM) dont 2 972 forages équipés de pompe, soit un taux d'équipement moyen de 398 habitants par PEM et 530 habitants par pompe.

1.1. Etat de la couverture des besoins en eau potable

La Région de Koulikoro, qui a bénéficié des premiers grands programmes d'hydraulique villageois depuis les années 70 et qui se sont succédés à un rythme soutenu pendant les années 80 jusqu'à nos jours, a un taux de couverture de 94% avec un forage pour 400 habitants. Ce taux ne tient pas compte de l'état de fonctionnement des pompes, qui souvent est en deçà de 60%.

L'état de la couverture des besoins en eau potable se différencie selon les cercles.

Dans le cercle de **Banamba**, le nombre total de PEM est de 413. Avec une population de 161 002 habitants, le taux de couverture est d'environ 100%. Ce taux ne doit pas cacher la réalité dans certaines communes où le taux de couverture est de 65% à Banamba, 67% à Duguwolowula, et 42% à Kiban.

Le cercle de **Dioïla** a le taux de couverture le plus faible est de 61%. Seules 9% des communes ont les besoins satisfaits, alors que les autres ont un taux supérieur à 40%, et de loin inférieur à 100.

Contrairement à Dioïla, le Cercle de **Kangaba** a un taux de couverture de 100%, avec un minimum de 81% dans la commune de Minidian.

Dans le Cercle de **Kati**, 50% des communes ont un taux de couverture de 100%, et 22% ont un taux inférieur à 50% parmi lesquels on peut citer Dialakorodji (16%), Sangarébougou (17%), Dio-Gare (21%) et Doubabougou (22%). Le taux global du cercle est de 90%.

Le Cercle de **Kolokani** a un taux de couverture de 91%. Ce taux est largement supérieur à 70% dans toutes les communes sauf à Nonkon (19%) et Sébékoro (58%).

Le taux de couverture dans le cercle de **Koulikoro** est le plus élevé de la Région avec 100% dans 70% des communes, sauf à Méguetan (99%), Nyamina (96%) et Koulikoro (4%) qui dispose d'une adduction d'eau potable.

A **Nara**, le taux de couverture global est de 99%. Seules deux communes ont un taux moins de 50% dont Alahina (47%) et Nara (42%).

1.2. Etat des points d'eau en 2006:

Cf. Commission Infrastructures- Equipements, 2007

√ Les puits modernes :

Par leur mode de construction et leur plus grande profondeur, la disponibilité de l'eau dans les puits modernes est plus grande durant la saison sèche que les ouvrages traditionnels dont beaucoup tarissent. Sur les **995 puits inventoriés**, **514 sont permanents** et **481 temporaires**, soit un tau de pérennité de **52%**.

√ Les Forages

Sur les **2 992 forages** réalisés **2 972 sont équipés** de pompes. Pendant la période des inventaires, **1 804 étaient fonctionnelles** et **1 168 en panne**, soit un taux de fonctionnalité égal à **61%**.

Cercles	Situation des points d'eau	Besoins
Banamba	Avec un total de 367 pompes, le cercle a bénéficié des réalisations d'anciens projets d'avant 1987. A ce titre, le nombre de pompes de plus de 15 ans est de 219 , et le nombre de puits modernes temporaires est de 36 .	Les besoins totaux de réhabilitation en PEM sont de 255 PEM tandis que le taux de panne est de 69% .
Dioila	Le cercle a bénéficié des réalisations d'anciens projets d'avant 1987. A ce titre, le nombre de pompes de plus de 15 ans est de 304 , et le nombre de puits modernes temporaires est de 22 .	Les besoins totaux en réhabilitation de PEM sont de 326 PEM . Le taux de panne est de 50% .
Kangaba	Contrairement aux autres cercles, Kangaba dispose de très peu de PEM à réhabiliter (48) parmi lesquels 35 pompes de plus de 15 ans et 13 puits temporaires. Il est quand même réconfortant de constater que le taux de fonctionnalité des pompes est de 78%	48 PEM à réhabiliter
Kati	Avec un taux de panne relativement faible (23%), Kati avec ses 37 communes, disposait en 2003 de 316 pompes installées depuis plus de 15 ans. Les puits temporaires sont au nombre de 236 .	552 PEM à réhabiliter.
Kolokani	Dans ce cercle, le taux de pannes des pompes est de 52% , le nombre de pompes anciennes 336 et de puits temporaires 43 ;	379 PEM à réhabiliter
Koulikoro	Le nombre de pompes existant à Koulikoro est de 430 avec un taux de pannes de 32% . Cependant les pompes de plus de 15 ans ne dépassent pas 50% (187) , et le nombre de puits temporaires est de 3	190 PEM à réhabiliter
Nara	Cercle difficile par excellence sur le plan hydrogéologique, Nara dispose de 184 pompes avec un taux de panne de 33% . Le nombre de pompes de plus de 15 ans est de 225 et celui de puits temporaires 128	nd

1.3. Suivi des ressources en eau

Dans le souci de mieux gérer les ressources qui subissent actuellement une exploitation intense à cause d'une augmentation des besoins des populations et celui d'une gestion intégrée plus rationnelle, une action de suivi régulier des ressources en eau a été entreprise. Il concerne les sources d'eau suivantes : fleuve, rivière, marigot, rigole, lac, mare, plaine, avec aussi des moyens de suivi (pluviomètre, piézomètre, hydromètre) et des aménagements (barrage, plaine).

● **Par rapport au suivi piézométrique** : ce réseau d'avant 1980 était constitué de puits à grand diamètre exploitant la nappe superficielle. A partir de 1982, la mise en place d'un nouveau réseau sur la base des forages réalisés et non exploités, a été systématisée à travers les 3 projets distincts : PNUD MLI/82/005- Exploitation des eaux souterraines (1982-1984) ; le projet FED-Hydraulique villageoise en 1^{ère} et en 2^{ème} Région (1988-1989) ; le Programme d'Hydraulique villageoise de la coopération Italienne dans les cercles de Koulikoro, Kati et Kangaba.

Au total il existe 84 piézomètres sur des forages dont 17 sont équipés de luminigraphes et les autres font l'objet de mesures manuelles.

● **Par rapport au suivi hydrométrique** : Initié depuis les années 1920 avec l'utilisation d'échelles, elle a continué depuis une dizaine d'années par l'installation de plateformes transmettant les données par satellite dans le cadre des activités de 2 projets dont Hydro-Niger financé par le PNUD et le Projet Gestion Hydro Echologique du Niger. Supérieur (GHENIS) financé par les Pays Bas. Ce type d'installation n'est pas coutume au Mali à cause de sa complexité et de son coût très élevé (25 Millions par station). La Région a bénéficié de 10 qui sont installées le long du bassin du Niger de Kangaba (Banankoro) à Dioïla sur le Baoulé.

● **Par rapport au suivi pluviométrique** : Il y'en a plusieurs dont les données sont transmises régulièrement à la Direction Nationale de la Météorologie. Ces données rentrent dans l'estimation du bilan hydrique.

● **Par rapport aux aménagements** : Région à vocation agropastorale par excellence, Koulikoro est traversée par de multiples cours d'eau dont le Bagoué, le Baoulé, le Banifing, le Sankarani et le fleuve Niger. Cette situation est favorable à la pratique du maraîchage, à l'implantation de vergers, en un mot l'irrigation. A cet effet le gouvernement a entrepris un vaste programme d'aménagement de terres cultivables et la construction de retenus d'eau, de 59 barrages et l'aménagement de multiples plaines pour assurer le développement durable des communes dans la Région.

II. HYDRAULIQUE RURALE

2.1. Caractéristiques de l'hydraulique rurale :

La Région de Koulikoro compte 4843 points d'eau modernes composés de 3196 forages équipés de pompes manuelles, 1046 puits modernes et 601 bornes fontaines à travers 70 adductions sommaires et 24 adductions d'eau. En plus de ces points d'eau modernes, on dénombre dans le Région 14 361 puits améliorés. Le tableau ci-dessous donne la répartition des forages équipés en pompe, puits modernes, bornes fontaines et le taux de couverture des besoins en eau potable par cercle. Le réseau des infrastructures d'eau est satisfaisant pour les besoins des populations. La couverture des besoins est assurée à 96% pour la Région. Le taux de couverture le plus faible est celui de Dioïla avec 72,13%. Le même rapport fait ressortir que 290 localités de la Région de disposent pas de points d'eau modernes.

Tableau n°45: Répartition des points d'eau modernes par cercle (2006)

Cercles	Nbre de communes	Nbre de villages	Nbre de pompes	Nbre de puits modernes	Nbre de bornes fontaines	Nbre point d'eau moderne	Nbre de villages dépourvus de point d'eau moderne	Taux de couverture
Banamba	9	202	380	65	130	575	16	100
Dioïla	23	351	475	105	100	680	71	72,13
Kangaba	9	59	189	46	47	282	3	100
Kati	37	521	957	476	124	1557	72	100
Kolokani	10	283	443	142	57	642	54	100
Koulikoro	9	252	438	9	9	456	27	100
Nara	11	276	314	203	134	651	47	100
Total	108	1944	3196	1046	601	4843	290	96

Source: Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Energie (DRHE) Koulikoro

L'analyse des données fait ressortir les indicateurs suivants pour l'année 2006 :

- environ 15% des villages de la Région ne disposent pas de point d'eau potable ;
- 1 forage pour 444 habitants pour une norme nationale d'un forage pour 400 habitants ;
- une densité d'un forage par 15 km² ;
- un taux de desserte moyenne de 96% de couverture.

Dans certaines zones, les populations s'alimentent directement avec l'eau du fleuve ou des cours d'eau, provoquant des maladies diarrhéiques, la bilharziose et des problèmes d'hygiène.

Il faut noter que seules les villes de Koulikoro et de Kati sont approvisionnées en eau par la Société Energie du Mali (EDM). Les autres villages, hameaux et villes sont approvisionnés par des forages, puits et adductions d'eau. Ces installations ont été la plupart réalisées par des grands projets d'hydraulique villageoise. Elles sont gérées par des associations d'usagers d'eau potable et des comités de gestion d'eau sous le contrôle de la DRHE.

Tableau n°46. Besoins en eau de la population de la région de Koulikoro par cercle (2005-2008)

Cercles	2005	2006	2007	2008
Banamba	167 167	171 346	175 630	180 021
Dioïla	396 054	405 955	416 104	426 507
Kangaba	87 145	89 324	91 557	93 846
Kati	617 432	632 868	648 689	664 907
Kolokani	214 933	220 306	225 814	231 459
Koulikoro	181 253	185 784	190 429	195 190
Nara	197 305	202 238	207 294	212 476
TOTAL	1 861 289	1 907 821	1 955 517	2 004 405

Source : RGPH 1998, Projection DRPSIAP

Bilan de production d'eau au niveau des centres urbains (2002-2006)

Production en m3

Centre	2002	2003	2004	2005	2006	Croissance
Koulikoro	882 180	921 940	1 044 840	1 128 280	1 178 480	4,45%
Kati	1 239 641	1 819 733	1 893 638	1 955 659	2 131 843	9,01%

Nombre d'abonnés (2001-2006)

Centre	2001	2002	2003	2004	2005	2006	croissance
Koulikoro	1623	1962	2127	2170	2238	2377	6,2%
Kati	1761	2300	2735	2833	3000	3131	4,4%

Source : rapport annuel d'activité 2006 EDM

En matière d'aménagement le long du fleuve Niger, les travaux suivants ont été effectués :

- Réhabilitation du quai de Koulikoro dans le cadre du 1^{er} contrat plan Etat-COMANAV (1998-2001) ;
- Confection et installation de 20 balises flottantes et balises poteaux ;
- Réhabilitation de 10 balises poteaux ;
- Réhabilitation du barrage de Touba et le désensablement de la retenue d'eau.

2.2. La responsabilité des acteurs dans la gestion des points d'eau :

- Les services techniques assurent la formation et le transfert des compétences aux CT et aux gestionnaires délégués, la réalisation, l'entretien et le suivi- surveillance et l'assainissement ;
- Les collectivités assurent la maîtrise d'ouvrage des points d'eau dans les communes ;
- Les Associations d'usagers ou comités d'eau sont les gestionnaires délégués des points d'eau aménagés, surtout pour l'eau potable ;
- Les projets d'appui à l'approvisionnement en eau potable financent les activités d'investissement, les formations, l'équipement et les appuis techniques ;
- Les artisans et structures privées d'entretien des points d'eau sont les prestataires d'entretien et de réparation au niveau de la région ;
- La place des femmes dans l'approvisionnement en eau potable est capitale ; car c'est la catégorie d'usagers la plus intéressée et qui participe souvent aux structures de gestion déléguée des points d'eau.

2.3. Les perspectives :

Dans le domaine de l'hydraulique, l' ARK peut monter des projets (creusement de mares, puits pastoraux, forages, adduction d'eau sommaire....), mobiliser des fonds pour la réalisation de ces projets.

Il est cependant important, au regard de nombreuses pompes non fonctionnelles, que l'ARK initie une concertation entre les différentes collectivités, les services techniques et les partenaires (usagers/ comités, PTF et prestataires) pour réfléchir sur une stratégie de réhabilitation et d'entretien des points d'eau aménagés et /ou équipés.

E. LE SOUS SECTEUR DES ENERGIES ET MINES

I. LES RESSOURCES MINIERES

Elles se résument pour le moment aux gisements de fer découverts à Narena (Kangaba), Ballé (Nara), Moribabougou (Kati) et l'or à Kangaba et à Moribabougou.

On peut ajouter à ces ressources l'existence de matériaux de construction importants tels que le sable, le gravier, les matériaux de carrières.

A ce stade, l'exploitation de ces ressources est faite de façon informelle et surtout artisanale.

Toutefois, un début de modernisation commence avec les Entreprises STONE pour les matériaux de carrières

(Données non disponibles)

II. LES ENERGIES

Les **principales sources d'énergie** demeurent le bois et le charbon de bois dont la consommation a beaucoup évolué bien que les ménages s'orientent vers les produits de substitution (utilisation du gaz butane et des foyers solaires). La production d'électricité est assurée par des groupes électrogènes et des panneaux dans les chefs-lieux de cercle et dans certaines localités de la région. On note la présence d'énergies renouvelables dans les centres de santé communautaire de la région et dans certaines écoles.

L'Energie du Mali (EDM. SA) ne couvre que les villes de Kati, Koulikoro, Kangaba, Ouelésséboubou, Dioïla, Fana et les environs de Bamako (Moribabougou, Kalakancoro, Sangarébourgou, Konatébourgou et Titibougou).

Tableau n°47: Situation des abonnés et de la production d'électricité dans les villes de la région

Localités	Nombres d'abonnés		Production en milliers de KWH	
	2002	2003	2002	2003
Koulikoro	1481	1550	19.474	19.845
Kati	2609	2800	8.451	9.127
Dioïla	232	238	3.605	3.476
Fana	1363	1367	3.117	3.297
Kangaba	185	191	328	449
Oueléssébougou	-	231	-	307
Kalabancoro		3234		Production BKO
Moribabougou		465		Production BKO
Same		147		Production BKO
Total	5.870	10.233	34.975	36.501

Source : EDM – Koulikoro et Kati

Les **perspectives** de développement de **centrales hydroélectriques** sont :

- **Centrale hydroélectrique de Kégné** situé à 35 Km de Bamako entre Tienfala sur la rive gauche et Fincoro sur la rive droite. La puissance estimée est de 34,5 Mega Watt pour un productif de 175 GWH (Gegawattheure). L'étude de faisabilité est disponible depuis 2000. Il reste la recherche de financement pour sa réalisation ;
- **Sotuba II** : il s'agit de procéder à l'extension de Sotuba I, tout en doublant sa capacité de production. La puissance estimée est de 5Mega Watt. Il existe une étude de pré-faisabilité. A cause du débit d'étrage du fleuve Niger l'extension de Sotuba ne sera pas dans l'immédiat. C'est un projet d'Eclairage Public financé par la BID dans 7 localités (Kati, Yanfolila, Niono, Goundam, Douentza, Djéné, Badiangara) et l'extension à Kati en 2008. Ce projet est domicilié à la Direction Nationale de l'Energie (DNE).

Les tableaux suivants donnent la situation des abonnés et les ventes d'électricité en MT+BT en kwh.

Tableau n° 48 : Situation des abonnés en MT+BT

Centres	2001	2002	2003	2004	2005	2006	croissance
Fana	1116	1242	1402	1511	1651	1804	9,3%
Koulikoro	1336	1481	1573	1644	1767	1913	8,3%
Kati	1933	2467	2935	3103	3362	3559	5,9%
Dioïla	0	0	0	0	0	0	0
Kangaba	0	0	0	0	0	0	0
Ouelessebougou	-	-	-	233	236	273	
TOTAL	4385	5191	5911	6492	7017	7550	7,8%

Source : rapport annuel 2006 EDM

Tableau n°49: Ventes d'électricité MT+BT en kwh

Centres	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Croissance
Fana	3948725	6580684	6301042	8206392	8312825	7016637	-15,6%
Koulikoro	15977258	19659148	16643897	18536762	19436289	19260738	-0,9%
Kati	7089432	7254035	7572768	8195208	8998529	99545547	10,6%
Dioïla	-	-	-	-	-	3996400	
Kangaba	167329	238397	381055	439330	473938	541185	14,2%
Ouelessebougou	141765	196887	228158	346539	414632	437208	15,1%
TOTAL	27324509	33929351	31126918	35724231	37636213	41246715	

Source : Rapport annuel 2006 EDM

En 2006, ce sont 7550 ménages recensés qui bénéficient de l'électricité dans la région de Koulikoro, non comprises les localités de Samé, Kalabancoro et Moribabougou. Le faible niveau d'électrification qui caractérise la région s'explique par l'éloignement des centres urbains et semi-urbains des réseaux inter connectés.

Par rapport à **l'électrification rurale**, la région a bénéficié de l'appui de l'AMADER dans beaucoup de localités.

Tableau n°50 : Réalisations de l'AMADER dans la région de Koulikoro

Cercle	Commune	Village
Banamba	Dougouwolowula	Touba
	Banamba	Banamba
Dioïla	Benkadi	Benkadi
	Diedougou	Béléko
	Nangola	Nangola
	Massigui	Massigui
	Zan Coulibaly	Marka Kungo
Kangaba	Narena	Narena
Kati	Bougoula	Falan
	Bossola	Néguéla
	Dio Gare	Dio Gare
	N'Djiba	Faladié
	Bankoumana	Bankoumana
	Dialakorodji	Dialakorodji
	Sanankoroba	Sanankoroba
	Sanankoroba djitoumou	Lanakoro
	Siby	Siby
	Baguineda	Baguineda
	Manden	Manden

Kolokani	Sébécoro	Sébécoro
	Nionsombougou	Nionsombougou
	Didiéni	Didiéni
	Kolokani	Kolokani
Koulikoro	Nyamina	Nyamina
	Doumba	Doumba
	Tienfala	Tienfala
	Koula	Koula
Nara	Dilly	Dilly
	Niamana	Mourdiah
	Nara	Nara

Le secteur de **l'énergie domestique** est d'une importance capitale pour la région au regard des constats ci-après :

- l'énergie consommée par les ménages pèse pour près de 90 % dans le bilan énergétique de la région, et provient quasi exclusivement des sources d'énergie traditionnelles ;
- la consommation de bois- énergie trop élevée se traduisant par un rythme de déforestation de forêts ayant comme conséquence l'accroissement de la sécheresse et la désertification ;
- les combustibles de substitution (briquettes combustibles, gaz butane et pétrole lampant) sont encore peu utilisés pour la cuisine par les ménages;
- l'exploitation anarchique des ressources forestières pour l'approvisionnement en bois- énergie et en bois de service;
- la croissance accélérée du prélèvement de bois pour l'approvisionnement des ménages en bois - énergie due au phénomène en cours de passage du bois au charbon de bois (véritable transition charbonnière) ;
- les emplois et revenus liés au secteur : beaucoup de personnes tirent leurs revenus de nombreux (petits) métiers liés au bois - énergie (producteur/vendeur de foyers améliorés, bûcheron ou charbonnier, grossiste transporteur propriétaire de camion...);
- une filière bois - énergie encore largement informelle ;
- la présence massive des femmes dans la filière bois- énergie ;
- une répartition inégale des revenus de la filière bois - énergie ;
- un contrôle forestier insuffisant.

Le **CNESOLER** intervient dans la région de Koulikoro à travers deux projets :

- Le projet Promotion des Energies Nouvelles et Renouvelables pour l'Avancement des Femmes (PENRAF).
- Projet d'électrification villageoise par système d'énergie solaire (PEVES)

Les différentes réalisations PENRAF spécifiées dans le tableau à travers la région comprennent les technologies suivantes :

Technologies	Nombre de site	Quantité Technologie	Total	Nombre Installation
Eclairage	37	37sites*01système/site	37	30
Chauffe Eau	18	18sites*01système/site	18	01
Séchoirs type familiales	15	15 sites x 01 système / site	60	22
Pompe éolienne	03	03 sites x 01 système / site	03	01
Cuisiniers solaires	15 1/2	15 ½ sites x 10 système / site	155	25
Frigo solaire	04	01 site x 01 système / site	04	03
Graine pourghère	28	28sitex01système/site	28	—

Le tableau ci-dessous détermine les sites à équiper dans le cadre du projet PENRAF dans la région de Koulikoro.

N	Villages ou sites	Technologies prévues et état d'exécution	Lieu d'installation ou d'affectation
Cercle de Koulikoro			
1	<u>Commune de Koulikoro</u> Fiena	- Eclairage (installé) - Cuiseurs Solaires - Plantation pourghère	Centre d'Alphabétisation Association des femmes Association des femmes
2	Thien	- Eclairage (installé) - Cuiseurs solaires - Plantation pourghère	Place publique Association des femmes Association des femmes
3	<u>Commune de Méguetan</u> Fégoun	- Eclairage (installé) - Cuiseurs solaires - Plantation pourghère	CED Association des femmes Association des femmes
4	<u>Commune de Dinandougou</u> Kenenkoun	- Eclairage (installé) - Cuiseurs eau solaires - Plantation pourghère	CSCOM CSCOM Association des femmes
5	Doubala	- Eclairage (installé) - Cuiseurs solaires	CED Association des femmes
6	<u>Commune de Nyamina</u> Nyamina	- Eclairage (installé) - Cuiseurs eau solaires - Plantation pourghère	ASACO ASACO Association des femmes
7	<u>Commune de Tougouni</u> Tougouni	- Eclairage (installé) - Cuiseurs eau solaires - Plantation pourghère	CSCOM CSCOM Association des femmes
8	<u>Commune de Gouni</u> Négnelé	- Eclairage (installé)	
Association des Femmes (Cercle de Koulikoro)			
9	<u>Commune de Koulikoro</u> Association pour le Développement de la Ménagère-Plateau II	- Séchoirs solaire (en cours) - Cuiseurs solaires	Association des femmes Association des femmes
10	Association de la Coopérative Multifonctionnelle de Koulikoro Plateau I	- Eclairage - 2 Séchoirs solaires (en cours) - 4 Plantations pourghère	Association des Veuves Bakary-bougou Somodaga Ass-Transf-des produits, Ass-séchage d'ognon et transf-produits Ass-des veuves, Quartier commandant, Bakary-bougou , Somodaga
11	Association des Femmes Enseignements et Epouses d'Enseignements Plateau I	- Séchoirs solaires (en cours) - Cuiseurs solaires	Association des femmes Association des femmes

12	Association des Femmes des Policiers Plateau II	- Séchoirs solaires (en cours) - Cuiseurs solaires	Association des femmes Association des femmes
13	Association Sigui Te MogoSon	- Planification pourghère	Association des femmes
14	Association des femmes respectueuses de l'environnement de Katibougou	- Cuiseurs solaires (concentration) ; - Plantation Pourghère ; - Séchoirs solaires (en cours)	Association des femmes Association des femmes
15	Association des femmes Jehabara Plateau II	- Séchoirs solaires (en cours)	Association des femmes
16	Association des femmes Forestières et Epouses des Forestiers Plateau II	- Séchoirs solaires (en cours) - Cuiseurs solaires - Planification pourghère	Association des femmes Association des femmes Association des femmes
Cercle de Banamba			
17	<u>Commune de Banamba</u> N'touana	- Eclairage(installé) - Cuiseurs Solaires - Plantation pourghère	Centre d'Alphabétisation Association des femmes Association des femmes
18	Kasséla	- Cuiseurs solaires - Plantation pourghère	Association des femmes Association des femmes
19	Kantarabougou	- Eclairage (installé) - Pompe éolienne - Plantation pourghère	Centre d'Alphabétisation Jardin avec puit à grand diamètre Association des femmes
20	N'gouana-Djan	- Eclairage (installé) - Plantation pourghère	CED Jardin, Association des femmes
21	<u>Commune de Toubakoro</u> Toubakoro	- Eclairage (installé) - Chauffe eau solaire - Plantation pourghère	Association des femmes CSCOM Association des femmes
22	<u>Commune de Boron</u> Boron	- Eclairage - Chauffe eau solaire - Plantation pourghère	CSCOM CSCOM Association des femmes
23	Commune de Duguwowula , Djéndjé	- Eclairage Public (installé)	Place Public
24	Bandoumera	- Eclairage (installé) - Chauffe eau solaire	CSCOM CSCOM
25	Madina-Sacko	- Eclairage (installé) - Chauffe eau solaire	CSCOM CSCOM
26	<u>Commune de Djalakoroba</u> Molobala	- Eclairage et Chauffe eau solaire - Plantation pourghère	CSCOM CSCOM Association des femmes
27	Fréintoumou	- Eclairage (en vue) - Chauffe eau solaire - Plantation pourghère	CSCOM CSCOM Association des femmes
28	Commune de Bougoula Bougoula	- Eclairage (installé) - Chauffe eau solaire - Plantation pourghère	CSCOM CSCOM Association des femmes
29	Karako	- Eclairage (installé) - Plantation pourghère	Place Public Association des femmes
30	<u>Commune de Sanankoroba</u> Banco-coura	- Eclairage (installé) - Pompe éolienne	Place Public Association des femmes
31	Commune de Yéléguébougou Yéléguébougou	- Eclairage (Installé) - Chauffe eau solaire - Plantation pourghère	CSCOM CSCOM Association des femmes
32	Commune de Moutougoula Dialakoroba	- Eclairage - Chauffe eau solaire	CSCOM CSCOM
33	Moutougoula	- Eclairage (installé) - Chauffe eau solaire	CA
Association des femmes du Cercle de Kati			
34	Commune de Kati Association des femmes maraîchères de Kati	- Cuiseurs solaire - Plantation pourghère	Association des femmes Association des femmes

Les différentes installations réalisées PEVES spécifiées dans le tableau à travers la région comprennent les technologies suivantes :

N°	Date	Région	Cercle	Commune	Village	Pompe	Lpdair	Ecole	CSCOM	Social	Nombre de puissance		
											système	WC	Total en WC
1	20/05/2005	Koulikoro	Kangaba	Minindian	Sombo				2		2	70	140
2					Sombo				1		1	70	70
3					Torola				1		1	70	70
4	23/02/2006		Dioïla	Marakakungo	Marakakungo				3		1	70	70
5			Kangaba	Balan ba kuma	Balan Massala				1		1	70	70
6			Kati	Manden	Kamalen				1		1	70	70
7			Kati	Mountougoula	Filani				2		2	70	140
8			Kangaba	Narena	Kéniori Narena				1		1	70	70
9		Koulikoro	Kangaba	Kangaba	Sombo				2		2	150	300
10	23/03/2006	Koulikoro	Banamba	Banamba	Badouciurebougou	1					1	1680	1680
11	10/06/2006	Koulikoro	Nara	Niamana	Koira	1					1	1680	1680
12		Koulikoro	Kolokani	Koula	Tombougou	1					1	1680	1680
13		Koulikoro	Kolokani	Massantola	Massantola	1					1	1680	1680
Total						4	0	0	14	0	18	7430	7860

Statistiques des Recettes de Productions : Bois de chauffe - Charbon de bois

Produits Années	Bois de chauffe	Charbon de bois	Bois d'œuvre	Bois de service	Taxes défrichement	Taxes chasse	Total
2005	37 107 600	33 435 250	5 012 800	4 566 510	365 750	1 089 700	81 577 610
2006	34 734 700	32 867 800	4 380 600	22 247 300	360 000	776 550	95 366 950
2007	44 130 078	32 785 304	9 807 050	11 677 450	572 000	865 700	99 837 582
Total	115 972 378	99 088 354	19 200 450	38 491 260	1 297 750	2 731 950	276 782 142

III. PROBLEMATIQUES REGIONALES PAR RAPPORT A L'ENERGIE ET AUX MINES

3.1. Les acteurs :

Les acteurs du sous secteur sont :

- L'EDM ;
- Les Projets comme l'AMADER,
- Les Usagers et associations d'usagers (ASCOMA).

3.2. Problématiques régionales

Dans le domaine des mines, les difficultés rencontrées sont entre autres :

- La pratique traditionnelle de l'exploitation des mines;
- La sous exploitation des carrières.

Dans le domaine des Energies, les problèmes relevés portent sur :

- La sur exploitation des ressources forestières pour le charbon de bois et de chauffe ;
- La faible couverture de la région par le réseau de EDM ;
- La sous exploitation des énergies de substitution et des énergies solaires.

3.3. Les perspectives :

Compte tenu de la faible couverture de la région en ressources énergétiques et vu la place qu'elles occupent dans le développement socioéconomique et industrielle dans la région, l'ARK pourra :

- Soutenir les initiatives privées et collectives dans la plantation des arbres pour des fins énergétiques (pourghère);
- Appuyer les collectivités dans la sensibilisation pour la promotion des énergies vertes (biocarburant).

3^{ème} Partie : LE SECTEUR INFRASTRUCTURES, EQUIPEMENTS ET BATIMENTS

Le secteur Infrastructures, Equipements et Bâtiments concerne principalement les domaines suivants :

- Infrastructures et équipements socioéconomiques
- Transports et communication
- Urbanisation et Habitat

A. LES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS SOCIOECONOMIQUES

I. BATIMENTS ET EQUIPEMENTS SOCIOCULTURELS

A remplir dans les cercles lors des ateliers de restitution

Tableau n° 51 : Infrastructure/ bâtiment

Cercle	Nature Infrastructure/ bâtiment	Localisation	Etat	Statut (privé/ associatif, CT ou étatique)	Mode de gestion
Banamba	Mosqué et Médersa				
	Eglise				
	Maison des jeunes/ Centres culturels				
	Salles de spectacle / cinéma				
	Musée/ bibliothèque				
	Stade				
	Campement/ hôtel				
	Cimetière				
Dioila	Mosqué et Médersa				
	Eglise				
	Maison des jeunes/ Centres culturels				
	Salles de spectacle / cinéma				
	Musée/ bibliothèque				
	Stade				
	Campement/ hôtel				
	Cimetière				
Kangaba	Mosqué et Médersa				
	Eglise				
	Maison des jeunes/ Centres culturels				
	Salles de spectacle / cinéma				
	Musée/ bibliothèque				
	Stade				
	Campement/ hôtel				
	Cimetière				
Kati	Mosqué et Médersa				
	Eglise				
	Maison des jeunes/ Centres culturels				
	Salles de spectacle / cinéma				
	Musée/ bibliothèque				
	Stade				
	Campement/ hôtel				
	Cimetière				
Koulikoro	Mosqué et Médersa				
	Eglise				
	Maison des jeunes/ Centres culturels				
	Salles de spectacle / cinéma				
	Musée/ bibliothèque				
	Stade				
	Campement/ hôtel				
	Cimetière				
Kolokani	Mosqué et Médersa				
	Eglise				
	Maison des jeunes/ Centres				

	culturels				
	Salles de spectacle / cinéma				
	Musée/ bibliothèque				
	Stade				
	Campement/ hôtel				
	Cimetière				
Nara	Mosqué et Médersa				
	Eglise				
	Maison des jeunes/ Centres culturels				
	Salles de spectacle / cinéma				
	Musée/ bibliothèque				
	Stade				
	Campement/ hôtel				
	Cimetière				

II. BATIMENTS ET EQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS

Tableau n° 52 : Bâtiments et équipements administratifs de la région

Cercle	Nature Infrastructure/ bâtiment	Localisation	Etat	Statut (privé/ associatif, CT ou étatique)	Mode de gestion
Banamba	Bureaux/ services				
	Logements				
Dioila	Bureaux/ services				
	Logements				
Kangaba	Bureaux/ services				
	Logements				
Kati	Bureaux/ services				
	Logements				
Koulikoro	Bureaux/ services				
	Logements				
Kolokani	Bureaux/ services				
	Logements				
Nara	Bureaux/ services				
	Logements				

III. BATIMENTS ET EQUIPEMENTS ECONOMIQUES ET MARCHANDS

Tableau n° 53 : Bâtiments et équipements économiques et marchands de la région

Cercle	Nature Infrastructure/ bâtiment	Localisation	Etat	Statut (privé/ associatif, CT ou étatique)	Mode de gestion
Banamba	Foire/ marchés hedommadaire				
	Marché à bétail				
	Parc vaccination				
	Magasins de stockage				
	Boutiques				
	Ateliers d'artisans				
	Moulins/ plateformes				
	Abattoirs/ boucherie				
	Boulangeries				
Dioila	Foire/ marchés hedommadaire				
	Marché à bétail				
	Parc vaccination				
	Magasins de stockage				
	Boutiques				
	Ateliers d'artisans				
	Moulins/ plateformes				
	Abattoirs/ boucheries				
	Boulangeries				
Kangaba	Foire/ marchés hedommadaire				
	Marché à bétail				
	Parc vaccination				
	Magasins de stockage				
	Boutiques				
	Ateliers d'artisans				
	Moulins/ plateformes				
	Abattoirs/ boucheries				
	Boulangeries				
Kati	Foire/ marchés hedommadaire				
	Marché à bétail				
	Parc vaccination				
	Magasins de stockage				
	Boutiques				
	Ateliers d'artisans				
	Moulins/ plateformes				
	Abattoirs/ boucheries				
	Boulangeries				
Koulikoro	Foire/ marchés hedommadaire				
	Marché à bétail				
	Parc vaccination				
	Magasins de stockage				
	Boutiques				
	Ateliers d'artisans				
	Moulins/ plateformes				
	Abattoirs/ boucheries				
	Boulangeries				
Kolokani	Foire/ marchés hedommadaire				
	Marché à bétail				
	Parc vaccination				

	Magasins de stockage				
	Boutiques				
	Ateliers d'artisans				
	Moulins/ plateformes				
	Abattoirs/ boucheries				
Nara	Foire/ marchés hedommadaire				
	Marché à bétail				
	Parc vaccination				
	Magasins de stockage				
	Boutiques				
	Ateliers d'artisans				
	Moulins/ plateformes				
	Abattoirs/ boucheries				

Commentaire sur la situation des infrastructures et équipements

- Etat des bâtiments et équipements
- Responsabilité de la gestion

B. LE SOUS SECTEUR TRANSPORTS ET COMMUNICATION

I. LES TRANSPORTS :

Le secteur des transports et des communications revêt une importance toute particulière pour le développement socioéconomique de la région. La région connaît plusieurs modes de transport : le transport routier, le transport fluvial et le transport ferroviaire.

En raison du potentiel de production agricole de la région et de la position de Bamako, les besoins de transport sont de plus en plus croissants. En 2003, le trafic national d'exportation de marchandises a enregistré 114 865 tonnes ayant mis en mouvement dans la région 6 260 véhicules dont 116 étrangers. Quant aux importations, elles ont porté sur 81 316 Tonnes de marchandises pour 4 819 véhicules dont 1157 véhicules étrangers. Le transport interne a concerné 54 889 tonnes de céréales.

1.1. Le transport Routier :

Selon la nouvelle classification du réseau en 2004, la région de Koulikoro compte 7 966 Km de routes classées et 891 Km de routes et pistes non classées, soit 8 857 Km de routes.

Le réseau routier de la région de Koulikoro est reparti selon les catégories suivantes:

- Routes Nationales- RN (2 083 Km),
- Routes Régionales- RR (1 230 Km),
- Routes locales- RL (4 653 Km),
- Routes Non Classées- RNC (891 Km).

Seuls 56,38% de ce réseau sont entretenus.

Ce réseau est dans un état passable et classé techniquement comme suit en 2004 :

- Routes bitumées : 790 Km dont 85 en cours de constructions,
- Routes en terre moderne : 1277 Km dont 490 en cours de construction,
- Pistes améliorées : 1 148 Km dont 830 non classés,
- Pistes naturelle : 664 Km classés

Dans le cadre de l'entretien des réseaux routiers, la région dispose de 04 postes de péages, à savoir : Péages de Koulikoro, de Kati, de Sanankoroba et de Kassela.

Les tableaux suivants donnent la situation des principales routes (bitumées, en terre moderne, en pistes améliorées) de la région de Koulikoro en 2008.

Tableau n° 54. Situation des Projets routiers de la région de Koulikoro en 2008

Désignation	Longueur en Km	Coût des travaux (en millions) FCFA	Source de financement	Etat d'avancement des travaux
Routes bitumées				
RN3 Bamako -Kati -Kolokani -Didiéni (partie de la RN3)	162.7	13 682	Union européenne	Terminé
RN5 Bamako -Siby -Naréna -Kouremalé	127.6	26 160	FAB, BAD, FED, Mali	En cours d'exécution
Kati -Kita (Partie de la RN 24)	160	13 013	FED, KFW, BOAD	Terminé
RN 7 Bamako -Bougouni	165	16 000	BM	Terminé
Didiéni - Diéma (partie de la RN3)	165	14 500	FED	Terminé
Koulikoro - Banamba (partie de la RN27)	95	10 000	Budget national	Terminé
Routes en terre moderne :				
Didiéni -Goumbo -Nara	176	5 744	OPEP (87%), Mali (13%)	Terminé
Nara - Niono	241	5 590	BM (90%) Mali (10%)	Terminé
Banamba - Niono	211	6 209	BM (90%) Mali (10%)	Terminé
Pistes améliorées				
Dioïla - Massigui -Koualé/ Dioïla -Béléco	220		FAD/Mali	Terminé
Bac de 20 tonnes à Kangaba			Mali	Livré
Péages à Koulikoro, Kati, Sanankoroba et Kassela			Mali-FED	04 péages opérationnels

Source : Direction Régionale des Routes - Koulikoro

Tableau n° 55. Classification des routes entretenues par Subdivision des Routes dans la région

SUBDIVISION DES ROUTES DE KOULIKORO

Code RN	Itinéraires	Longueurs (km)	Classe technique				
			Route revêtue	Route en terre	Piste améliorée	Piste Naturelle	Etat
RN3	Lido-Kati-Sébabougou	108	108	0	0	0	BON
RN5	Bamako-Naréna-Kourémalé	112	112	0	0	0	BON
RN6	Yrimadio-Zantiguila	64	64	0	0	0	ASSEZ BIEN
RN7	Senou-Famana	66	66	0	0	0	BON
RN24	Kati- Pont Baoulé	80	80	0	0	0	BON
RN26	Bamako-Kangaba-Djoulafondo	140	85	55	0	0	BON
RN27	Bamako-Koulikro-Banamba-Fre Segou	267	138	123	0	0	PAS (55) - BON (83)
RN28	Accès Selingué	55	55	0	0	0	ASSEZ BON
RN30	Koulikoro-Zantiguila	23	0	23	0	43	PASABLE
	sous total	915	708	201	0	43	
Code RR	Itinéraires	Longueurs (km)	Classe technique				
			Route revêtue	Route en terre	Piste améliorée	Piste Naturelle	Etat
9	Bamako - Kati	15	15	0	0	0	PASSABLE
10	Banamba - Niamina - Barouéli	89	0	20	0	59	MAUVAIS
11	Koulikoro - Santiguila - Falako - Dioïla	110	0	0	0	110	MAUVAIS
	sous total	214	15	20	0	169	
Code RL+RC	Itinéraires	Longueurs (km)	Classe technique				
			Route revêtue	Route en terre	Piste améliorée	Piste Naturelle	Etat
RL28+RC	Banamba-Touba-Sirakorola	41	0	41	0	0	
RL225+226	Kangaba-Naréna	50	0	50	0	0	
RL244	Sirakorola-Niamina	70	0	70	0	0	
RC3	Kabala-Touréla	24	0	24	0	0	
RC	Samayana-Nafadji	8	0	8	0	0	

RC2	Bancoumana-Djiguidala-Gouonsolo	15	0	15	0	0	
RC	Dialakoroba-Bognola	17	0	17	0	0	
RC1	Sandama-Labata-Niamou	80	0	20	0	60	
RC	Dialakoroba-Wodjoumabougou	15	0	15	0	0	
	sous total	320	0	260	0	60	

SUBDIVISION DES ROUTES DE KOLOKANI

Code RN	Itinéraires	Longueurs (km)	Classe technique				
			Route revêtue	Route en terre	Piste améliorée	Piste Naturelle	Etat
RN3	Nyonssoumbougou-Didiéni	65	65	0	0	0	BON
RN4	Kaoula-Mourdhiah-Nara-Fre Mauritanie	231	0	187	0	44	ASSEZ BIEN
RN23	Ballé-Dilly-Goumbou	117	0	0	0	117	MAUVAIS
RN31	Nara-Sogolo-Fre Segou	100	0	100	0	0	ASSEZ BIEN
	sous total	513	65	287	0	161	
Code RR	Itinéraires	Longueurs (km)	Classe technique				
			Route revêtue	Route en terre	Piste améliorée	Piste Naturelle	Etat
6	Kolokani - Guiyo - Sébékoro - Kita	100	0	0	0	100	MAUVAIS
7	Banamba - Boron - Mourdiah - Falou - Ballé	290	0	290	0	0	PASSABLE
8	Kolokani - Banamba	72	0	72	0	0	PASSABLE
	sous total	462	0	362	0	100	
Code RL+RC	Itinéraires	Longueurs (km)	Classe technique				
			Route revêtue	Route en terre	Piste améliorée	Piste Naturelle	Etat
RL158+170	Tioribougou-Faladié	45	0	45	0	0	
RL155	Ouolodo-Nongon	9	0	9	0	0	
RL141	Sagaba-Kourné	9	0	9	0	0	
RC	Mourdiah-Dalibougou	24	0	24	0	0	
RL140	Dandougou-Guiré	20	0	20	0	0	
	sous total	107	0	107	0	0	

SUBDIVISION DES ROUTES DE DIOILA

Code RN	Itinéraires	Longueurs (km)	Classe technique				
			Route revêtu	Route en terre	Piste améliorée	Piste Naturelle	Etat
RN6	Zantiguila-Fana-Fre Segou	67	67	0	0	0	ASSEZ BIEN
RN30	Fana-Dioïla-Massigui	213	0	40	130	43	ASSEZ BIEN
	sous total	280	67	40	130	43	
Code RN	Itinéraires	Longueurs (km)	Classe technique				
			Route revêtu	Route en terre	Piste améliorée	Piste Naturelle	Etat
12	Dioïla - N'Gara - Sénou - Dogo - Bougouni	88	0	0	0	88	MAUVAIS
13	Dioïla - Béléco - Konina - Konséguéla - Koutiala	53	0	0	53	0	PASSABLE
14	Fana - Barouéli	30	0	0	30	0	PASSABLE
15	Barouéli - Nangola - Mena	105	0	0	105	0	PASSABLE
	sous total	276	0	0	188	88	

TABLEAU RECAPITULATIF DES ROUTES DE LA DIRECTION REGIONALE DE KOULIOKRO

SUBDIVISION	Longueurs (km)	Classe technique					
		Route revêtu	Route en terre	Piste améliorée	Piste Naturelle	Piste CMDT	Piste OHVN
Koulikoro	1449	723	481	0	272	0	882
Kolokani	1082	65	756	0	261	0	0
Dioïla	556	67	40	131	131	1025	0
TOTAL	3087	855	1277	131	664	1025	882

ROUTES	Subdivision des routes de Koulikoro	Subdivision des Routes de Kolokani	Subdivision des Routes de Dioïla	Longueur Total (km)
RN	915	513	280	1708
RR	214	462	276	952
RC	158	24	0	182
RL	162	83	0	245
PISTES OHVN	882	0	0	882
PISTES CMDT	0	0	1 025	1025
Total	2 331	1 082	1 581	4 994
Total Général	4 994			

ROUTE NON ELIGIBLE A L'ENTRETIEN COURANT

ROUTES D'INTERÊT URBAIN	
Nombres de liaison s	Long en (km)
566	6166
ROUTES D'INTERÊT COMMUNAL	
Nombres de liaisons	Long en (km)
615	6253
ROUTES D'INTERÊT RURALES	
Nombres de liaison s	Long en (km)
49	137 ,36
TOTAL GENERAL	12 556.36

PROJET ROUTIER EN PERSPECTIVE

Code RR	Itinéraires	Longueurs (km)	Classe technique				Etat
			Route revêtu (km)	Route en terre (km)	Piste améliorée (km)	Piste Naturelle (km)	
RN27	Elargissement Bamako-Koulikoro	55	55				bitumage en enrobé
RN6	Elargissement Yrimadio-Fana-Fre Segou	122	122				bitumage en enrobé
RC	Voie de ceinture de Koulikoro (Etude en cours)	14	14				bitumage en enduit
RNC	Sanakoroba-Tourela-Dangassa	52		52			en terre
RC	Voie urbaine à Kati	5	5				bitumage en enduit
RN30	Fana-Dioïla	40	0				bitumage en enduit
	Pont de Koulikoro (950ml) à Kayo et les voie d'accès		27				bitumage en enduit
RN4	Kaoula-Mourdhiah-Nara-Fre Mauritanie	231	231				bitumage en enduit

Pistes OHVN	Dialakorobou-Tiélé-N'Kouraba-Kasséla			104			En piste amélioré
	Falan-Gouani-Tiélé			26			En piste amélioré
	Ouélessebougou-Falan-Sanambélé-RN7			62			En piste amélioré
	Falan-Banambani			35			En piste amélioré
	Sanankoroba-Touréla-Dangassa			52			En piste amélioré
	Kati-Drale-Kalifabougou-Torodo-Bassabougou-Faladié			55			En piste amélioré
	Dangassa-Diorila-Dialakoroba			45			En piste amélioré
	Siby-Banacoumana			21			En piste amélioré
				49			En piste amélioré

1.2. Autres Modes de Transport :

La voie ferrée :

Il existe 140 Km de voie ferrée (Koulikoro –Néguela) desservant plusieurs centres de production agricole. L'état de cette voie ferrée est assez délabré malgré les initiatives de rénovation après la privatisation de la Compagnie des Chemins de Fer du Mali reprise par Transrail. L'essentiel du trafic porte pour le moment sur les marchandises.

Le réseau navigable :

Il existe 290 Km de voie fluviale navigable 5 mois de l'année entre Koulikoro et Ségou. En 2002, la compagnie malienne de navigation a transporté 9 101,5 tonnes de marchandises et 11 541 passagers. Ce qui fait de la ville de Koulikoro l'un des ports fluviaux le plus important servant de rupture de charge entre les voies de chemin de fer du Dakar- Niger et les axes routiers Nord- Sud et Sud- Est. La navigabilité du Niger, malgré son interruption, s'étend de Bamako à la frontière guinéenne avec des zones de traversée des bacs à Kangaba et Koulikoro pour la liaison entre les deux rives du fleuve.

Le réseau aérien :

Il existe 4 aérodromes de catégories 3 à : Nara, Kolokani, Faladié (Kati) et Dioïla, mais non fonctionnels.

L'aéroport international de Bamako existe à la lisière du territoire de la région et sert pour Koulikoro.

1.3. Problématiques du désenclavement de la région :

Le constat montre que le réseau routier de la région de Koulikoro est caractérisé par des routes n'ayant fait l'objet d'aucun investissement : 664 Km, soit 15% du réseau et un grand nombre de pistes rurales améliorées (1 148 Km), soit 40% du réseau total, sur lesquels 830 Km ne sont pas classés.

Les travaux d'entretien des infrastructures existantes ont porté sur 1 137,35 Km pour un coût de 1 131 millions de CFA en 2004.

Il reste, pour la promotion de l'économie régionale, à orienter les efforts vers l'amélioration des routes entre les différents centres urbains qui sont des pôles potentiels de développement économique et renforcer les axes reliant la région et les zones voisines, voir les pays voisins.

II. POSTES, TELECOMMUNICATION ET RADIO

2.1. Le réseau postier

La région de Koulikoro compte 15 bureaux de Postes. Le trafic postal est relatif aux lettres, aux colis postaux, aux mandats et à l'installation des boîtes postales. En 2002, la région de Koulikoro disposait de 546 boîtes postales et avait reçu 286 colis. Avec le développement de la micro finance, le trafic financier de la poste est limité essentiellement aux mandats. Les émissions et paiements de mandats étaient estimés en 2002 à 23 millions pour les émissions et 13 millions pour les paiements.

2.2. Le réseau des télécommunications :

Par rapport aux communications téléphoniques, il existe 3 109 abonnés de téléphone fixe qui sont répartis entre 25 localités, desservies par la SOTELMA. Avec l'avènement de la téléphonie mobile, la plupart des chefs - lieux de cercles et même quelques localités assez fréquentées et les grandes communes sont couverts par Ikatel/Orange ou par Malitel. Des initiatives privées ont permis l'installation de connexion à Internet .

2.3. Le réseau de la communication, radios et télévision :

La seule TV nationale couvre toute la région et accessible dans les tous les cercles. La région compte également 27 radios libres et nationales réparties dans différents cercles. Elles sont pour la plupart installées dans les chefs-lieux de cercles et dans certaines grandes communes. Le rayon de desserte dépasse rarement les 100 Km.

Tableau n° 56. Répartition des radios libres dans la région en 2008

Cercle	Localisation	Dénomination de la radio
Koulikoro	Koulikoro	Dionakan, Jamana et Méguetan, ORTM/Chaîne II
Kati	Kati	Doniya FM, Bélekan et Jigi FM
	Baguinéda	Baguinéda
	Ouélsébougou	Djitoumou
	Kalabancoro	Donko (Bélédougou)
	Siby	Kamadian
Dioïla	Dioïla	Baniko, Jamako et Maradémé
	Fana	Kolombada, Guegnéka et Dafina FM
	Niantila	Mara Jigi
Kangaba	Kangaba	Mandé
	Narena	Jamana
Kolokani	Kolokani	Bélédougou
	Nonsombougou	Welena
Banamba	Banamba	Faso kanu et Badenya
	Kerouané	Benkan
Nara	Nara	Wagadou Djigiya FM
	Mourdiah	Niamana

Source : Coordination Régionale des Radios Libres - Koulikoro

2.4. RAC et RAT

Ils constituent des moyens de communication opérationnels au niveau des administrations publiques et CT, les services techniques et les services de sécurité.

Cependant, certains projets et ONG utilisent ce moyen pour travailler avec leurs antennes dans les cercles.

Dans le cadre de la facilitation des urgences et références, les SCOM ont commencé à disposer récemment de moyens de communication RAC pour le lien avec les CSRéf.

III. LES ACTEURS

Les acteurs intervenant dans le sous secteur *des Transports et de la Communication* sont :

Au niveau des transports :

- Les services techniques déconcentrés de l'Etat à travers DRRoutes, DRTransports, DRSécurité Routière, DRPCivile, DRDouane, DRTrésor.....)
- Les organisations non gouvernementales comme AMAPROS qui accompagnent les services de sécurité routière et de transport dans les activités d'information/sensibilisation sur le Code de la Route et les contours de la circulation routière ;
- Les projets/ programmes et autres acteurs d'appui, pour les constructions et entretiens des routes ;
- Le secteur privé très dynamique pour les activités de : transport, de vente et de réparation de véhicules, les assurances, les auto écoles et récemment la gestion des péages et aussi de la sensibilisation des usagers.
- Les fédérations et syndicats des transporteurs constituent l'interface entre le citoyen, les automobilistes et les autorités et acteurs de la sécurité routière.

Au niveau de la communication :

- Les services techniques déconcentrés de l'Etat à travers : DRPostes et de la télécommunication à travers l'Antenne régionale de l'ORTM, la SOTELMA-Malitel, les services de RAC,
- Les acteurs privés à travers : Orange- Mali, radios privées, afribone, cefib, datatech, etc.
- Les projets/ programmes et autres acteurs d'appui comme les ONG (USAID avec le financement des CLIC.)

IV. LES PROBLEMATIQUES

Dans le domaine des transports, les difficultés rencontrées dans la région sont principalement :

- Le mauvais état des routes et pistes ;
- Le problème de liaison et d'enclavement avec l'arrière pays que sont les localités de : Niamina, Touba, Nara, Massigui ;
- L'insuffisance de routes bitumées ;
- Les tracasseries administratives au niveau des postes de contrôle.

Un des fléaux actuels liés à la problématique de transport réside dans trois éléments clé :

- La vétusté du parc automobile ;
- L'insuffisance de professionnalisme et l'indiscipline des conducteurs de véhicules ;
- Le taux extrêmement élevé des accidents et catastrophes liés aux véhicules.

Une mention spéciale doit être accordée de plus en plus à la prolifération des engins motorisés à deux roues pour lesquels il y'a encore peu d'application des dispositifs de contrôle et qui sont à la base de nombreux accidents de routes.

Pour le transport fluvial particulièrement, l'une des difficultés majeures est la période limitée de transport pour les bateaux et pinasses (uniquement entre août et décembre).

Malgré l'existence de plusieurs opérateurs (Antenne régionale de ORTM- radio et TV, SOTELMA- MALITEL, Orange, les radios privées), la communication est confrontée à un certain nombre de problèmes, entre autres :

- Une timidité des branchements de lignes téléphoniques de la SOTELMA due au foisonnement des téléphones cellulaires ;
- La couverture de l'arrière pays non encore effective en téléphonie mobile ;
- L'insuffisance d'étude de faisabilité pour l'installation des radios ;
- La fuite des meilleurs talents/reporters vers Bamako ;
- L'insuffisance de formation et la non qualification des agents animateurs des radios locales ;
- La déontologie et l'éthique de la professionnalisation sont mises en question ;
- Le prix élevé de l'Internet.

V. LES PERSPECTIVES AU NIVEAU DE LA REGION:

Elles portent sur:

- Le désenclavement et l'amélioration du système routier de la région afin de l'intégrer dans la vie de l'interland;
- La réalisation des projets en matière de transport (construction des ponts, bitumage des routes et élargissement de certaines voies) auprès de l'Etat et des Institutions internationales tels:
 - * Le bitumage des voies de ceinture de Koulikoro ; Niono-Banamba ; Fana-Dioïla ; le Pont de Kayo et les voies d'accès à la RN6 et RN27 ;
 - * L'élargissement de la route Koulikoro-Bamako ;
 - * La construction des routes en terre: Banamba-Kolokani ; Banamba-Nara ;Niamina-Sirakorola.
- L'élaboration et la recherche de financement d'un projet commun de navigabilité sur le fleuve Niger en toute saison, en alliance avec les Assemblées Régionales de Ségou, de Mopti, de Tombouctou et de Gao dans le cadre de l'intercommunalité et des coopérations décentralisées;
- Etc.

Dans le domaine de la communication, les perspectives porteront entre autres sur:

- L'intégration des médias et outils de communication dans la dynamique de dialogue/ concertation de l'ARK avec les acteurs locaux ;
- L'utilisation des systèmes divers de communication pour la diffusion des informations en vue de faciliter la mobilisation des ressources financières ;
- La prise d'initiatives ou élaboration des projets de formation pour le renforcement des capacités du personnel des radios communautaires.

B. LE SOUS SECTEUR HABITAT & URBANISATION

La région comptait une population urbaine de 363 638 habitants pour une population rurale de 1 464 362 habitants en 2004, avec un taux d'urbanisation qui était pour 1998 de l'ordre de 16,10 %. L'armature urbaine (comme mentionné plus haut) reste dominée par la ville de Kati qui détient 20,81 % de la population urbaine totale et, Koulikoro (11,32%) qui est la capitale régionale. Les facteurs de la croissance urbaine sont entre autres : l'électricité, les équipements industriels et socio-éducatifs, l'habitat et les services.

Les principaux centres urbains sont constitués par les chefs lieux de cercles et leurs réseaux de centres semi urbains d'appui.

I. L'URBANISATION :

1.1. Le cadre institutionnel de l'urbanisation

En matière d'urbanisation, la région dispose d'un **Schéma Directeur d'Urbanisation** pour l'ensemble des centres urbains. Il s'agit des localités de Koulikoro (élaboré en 1986, révisé en 2001), Dioïla (élaboré en 2001), Fana (élaboré en 2001), Kati (élaboré en 2001), Kangaba (élaboré en 2003), pour les localités de Banamba et Kolokani (en 2004), Nara et Ouélesébougou (en 2005) et Moribabougou Droit (en 2008). Le niveau d'exécution de ces schémas n'est pas disponible actuellement au niveau de l'Urbanisme.

Il en est de même pour certaines communes : Kalanbacoro et N'Gabacoro.

Le schéma directeur d'urbanisme de la ville de Bamako (3^{ème} révision 2005) a déterminé un périmètre d'urbanisation de 142 000 ha dont 115 250 ha relèvent de la gestion des autorités de la région de Koulikoro. La population du périmètre est estimée à 1 714 010 habitants dont 1 409 119 habitants pour le District de Bamako.

La densité de l'aire d'étude, qui était de 3,16 habitants à l'hectare en 1995, était de 12, 07 habitants en 2004, la densification du district est passée de 15,16 habitants à l'hectare à 52, 68 habitants. Le périurbain a aussi connu une progression de 0,5 habitants à 2,65 habitants à l'hectare entre 1995 et 2004.

1.2. Les principaux centres urbains de la région

La région de Koulikoro compte de nos jours plus d'une demi douzaine de centres urbains, qui sont :

Centres urbains	Populations	Disponibilité de schéma d'urbanisation	Distance par rapport à Koulikoro
Koulikoro			
Kati			
Fana			
Ouélesébougou			
Dioïla			
Nara			
Banamba			
Kolokani			
Kangaba			
Siby			

1.3. Les gros villages de la région.

Les gros villages de la région situés dans le périmètre d'urbanisation de Bamako sont : Dyago, Kambila, Safo, Mounou – Mounounba, Sala, Baguinéda, Koniobla, Touréla, Sirakoro, Moribabougou, Sanankoroba, Senou, Banancoroni, Samaya, Kanadjiguila, Dialakoroba, Niamana, Tabacoro, Moutougoula, Diatoula, Sirakoro Mégutana et Dialakorodji.

Observation

Le processus d'urbanisation est renforcé par l'existence de Schémas d'Aménagement et de Développement pour certaines localités à savoir : Kolokani, Nara et Banamba et de schémas pour les communes de Wagadou, Dogofri (Ballé). Ceux de Touba et de Sangarébougou sont en perspective.

II. L'HABITAT

Dans la région, la quasi-totalité des ménages vit dans des logements fixes. Selon une étude de la DNSI (E.L.I.M 2003), 92,6% des ménages de la région sont propriétaires contre 3,7 % de locataires. Les logés gratuits représentent 2,2 %.

Les matériaux utilisés dans les constructions sont de deux ordres :

- Le banco qui représente 92,2%
- La construction en dur qui représente 6,6%.

Pour la toiture, les matériaux dominants sont le banco 58,7%, suivi de la tôle en métal pour 26,2% et les pailles/autres 12,9%. La toiture en béton et en tuile ne représente que 2,3 %.

Dans la région, la quasi-totalité des ménages vit dans des logements fixes. Selon une étude de la DNSI (E.L.I.M 2003), 92,6% des ménages de la région sont propriétaires contre 3,7 % de locataires. Les logés gratuits représentent 2,2 %.

III. INTEGRATION INTRA ET INTER- REGIONALE

La situation particulière de Bamako au sein de la région fait qu'elle est bien intégrée au reste du pays, à la sous région et au pays voisins.

3.1. Au plan intra -régional :

Les **marchés hebdomadaires** importants de la région tels que ceux de Banamba, Nara, Kolokani, Kati, Bancoumana, Kangaba, Siby, Fana, Sirakorola, Nyamina, Dioïla, Massigui, Ouélèsébougou, etc. sont des opportunités évidentes favorisant le brassage de la population de la région. Les **activités sportives** ainsi que les manifestations culturelles ci-dessus mentionnées, le développement des **infrastructures de communication** reliant les différents centres urbains, sont également des facteurs stimulants pour une intégration socio - économique à l'échelle de la région elle-même. Cette intégration évolue dans le sens d'une invasion de l'espace régional de Koulikoro par la Capitale Bamako et ses activités périurbaines, fait que Koulikoro doit transformer en opportunité socioéconomique.

3.2. Au plan inter -régional :

A ce niveau, des échanges commerciaux intenses s'effectuent avec les régions de Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti ainsi que District de Bamako. Les principaux flux enregistrés concernent le bétail en provenance ou en destination de la région de Kayes. La région de Mopti fournit le poisson fumé et séché essentiellement. Quant aux riz, tubercules et fruits de saison, ils proviennent de Sikasso et Ségou. Le District de Bamako demeure le principal pourvoyeur des marchandises diverses (produits manufacturés) et le principal centre de consommation des productions de la région.

En plus des échanges commerciaux, la région de Koulikoro entretient des rapports avec toutes les régions voisines en matière d'émigration. Dans ce domaine précis, le District de Bamako est de loin la zone d'émigration la plus importante suivi des régions de Ségou et de Sikasso. Qu'il s'agisse d'émigration temporaire ou définitive, force est de constater qu'elle constitue un atout économique remarquable pour la région. En effet ces migrants à un moment ou à un autre se manifestent par des envois d'argent à leurs familles restées au village surtout en période de paiement des taxes ou de démarrage des travaux agricoles.

3.3. Au niveau sous régional :

La région entretient également d'excellents rapports commerciaux avec les Etats voisins : Mauritanie, Guinée, et même le Sénégal etc. La région de Koulikoro dans le cadre de l'aménagement du territoire communautaire devrait pouvoir bénéficier d'avantages comparatifs certains avec ces pays mitoyens.

3.4. Au plan national :

La région peut jouer un rôle important dans le développement économique de la nation par :

- La fourniture au pays des produits industriels : huile, farine, semoule, conserves, fibres de cotons, et les produits agricoles et d'élevage: céréales, bétail, volaille, fruits et légumes etc. et au besoin procéder à leur exportation ;
- La liaison avec certaines régions du pays et la capitale par le fleuve et la voie ferrée ;
- La fourniture en cadres de haut niveau et techniciens divers à travers l'IPR/ISFRA de Katibougou, le Centre de Formation Militaire Boubacar Sada SY et certaines écoles techniques et professionnelles.

IV. ACTEURS

Les acteurs intervenant dans le sous secteur de l'Urbanisme et de l'Habitat sont :

- L'administration de l'Etat avec les préfectures au niveau des cercles et communes ;
- Les services techniques déconcentrés de l'Etat à travers : la DRUH,
- Les privés avec les bureaux d'architectes et d'études,
- Les collectivités territoriales,
- Les GIE et associations d'assainissement.

V. LES PROBLEMES AU NIVEAU DU SOUS SECTEUR DE L'URBANISATION ET DE L'HABITAT :

Les principaux problèmes qui semblent être la source de tous les maux sont l'insuffisance et la non application des Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisation (SDAU) entraînant l'occupation anarchique de certaines zones. A ceux-ci, s'ajoute la mauvaise gestion des équipements collectifs.

Le plus important, surtout pour les villes comme Koulikoro et Kati, demeure l'invasion de l'espace territoriale de ces localités par la ville de Bamako à travers les concessions rurales, les activités agricoles, l'élevage et l'arboriculture périurbaine, la zone industrielle, spoliant de plus en plus les terres de la région ; ce qui entraînerait en termes la destruction et le démantèlement de l'espace territorial de la région à cause de l'influence de Bamako.

VI. PERSPECTIVES EN MATIERE D'URBANISATION ET DE L'HABITAT AU NIVEAU DE LA REGION:

Les perspectives au niveau de la région porteront principalement sur les actions suivantes :

- La délimitation et le bornage du reste des zones encore sous prérogative régionale ;
- La libération des espaces occupés anarchiquement par les citadins de Bamako;
- L'application des schémas d'urbanisation sectorielle de Koulikoro et des autres centres urbains dans les cercles ;
- La sensibilisation sur la gestion des équipements collectifs et le soutien aux initiatives d'assainissement ;
- L'appui à la mise en œuvre des SDAU et la veille au respect et à l'application correcte des SDAU ;
- La mise en place et l'animation des cadres de concertation et de réflexion sur la question du développement urbain et la problématique des SDAU.

4^{ème} Partie : LE SECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES ET DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITES

Le secteur sera analysé à travers les domaines suivants :

- Démographie et Population
- Education et Santé
- Jeunesse, Sports, Arts et Culture
- Réformes institutionnelles, Administration, Déconcentration, Décentralisation et Sécurité
- Développement Institutionnel
- Encadrement technique et Renforcement des capacités
- Emploi et Travail
- Partenariat et Coopération
- Genre/Promotion de la femme
- Economie solidaire
- Gouvernance et participation.

A. LE SOUS SECTEUR DEMOGRAPHIE ET POPULATION

I. LA DEMOGRAPHIE

La population de la région est estimée à 1 981 364 habitants en 2007 (EPAM/ DOEF-ANPE) dont 989 084 femmes et 992 280 hommes représentant respectivement 49,91% pour les femmes et 50,09% pour les hommes, donc un déséquilibre en faveur des hommes.

Les cercles les plus peuplés sont : Kati, Dioila et Kolokani et les cercles de Kangaba, Banamba et Koulikor sont les moins peuplés.

La population est extrêmement jeune : 54% ont moins de 15 ans et 31,8% ont moins de 40 ans. Les adultes de plus de 40 ans représentent 14,2%. Les femmes en âge de procréer (15 -40 ans) représentent 36,6% de la population féminine.

Sexe * Groupe d'âge

Groupe d'âge	Masculin		Féminin		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Enfants (0-14)	571 242	57,6%	499 336	50,5%	1 070 578	54,0%
Jeunes (15-40)	268 468	27,1%	361 752	36,6%	630 220	31,8%
Adultes (41 et +)	152 570	15,4%	127 996	12,9%	280 566	14,2%
Total	992 280	100,0%	989 084	100,0%	1 981 364	100,0%

Source : EPAM-2007/DOEF-ANPE

La région de Koulikoro accuse un déficit de personnes actives à raison de 823 669 actifs sur 1 981 364 habitants. Et les inactifs représentent 1157 695.

Sexe * Groupe d'âge * Etat population

Etat population			Groupe d'âge			Total
			Enfants (0-14)	Jeunes (15-40)	Adultes (41 et +)	
Actifs	Masculin	Nbre	57 951	234 888	122 847	415 686
		%	13,9%	56,5%	29,6%	100,0%
	Féminin	Nbre	28 528	287 816	91 639	407 983
		%	7,0%	70,5%	22,5%	100,0%
	Total	Nbre	86 479	522 704	214 486	823 669
		%	10,5%	63,5%	26,0%	100,0%
Inactifs	Masculin	Nbre	513 291	33 580	29 723	576 594
		%	89,0%	5,8%	5,2%	100,0%
	Féminin	Nbre	470 808	73 936	36 357	581 101
		%	81,0%	12,7%	6,3%	100,0%
	Total	Nbre	984 099	107 516	66 080	1 157 695
		%	85,0%	9,3%	5,7%	100,0%

Source : EPAM-2007/DOEF-ANPE

Groupe d'âge	Nombre	%
Jeunes (15-40)	630 220	74,3%
Adultes (41 et +)	217 902	25,7%
Total	848 122	100,0%

Source : EPAM-2007/DOEF-ANPE

II. CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION :

La situation démographique de la région est caractérisée par :

- Une **grande diversité ethnique** répartie comme suit :
 - * les Bambara : Ils forment le groupe le plus important de la région et occupent la zone qui s'étend entre Koulikoro et le Kaarta avec une forte concentration dans le BéléDougou (Kolokani),
 - * Les Malinkés : Ils constituent le deuxième groupe dominant et sont concentrés dans le cercle de Kangaba,
 - * Les Sarakolés : Ils occupent la partie nord de la région (cercle de Nara) où ils cohabitent avec les Maures et les Peulhs.
 - * Les Somonos : Ils sont concentrés le long du fleuve entre Niamina et Koulikoro.
- Une population majoritairement musulmane car l'islam est la religion dominante cohabitant de façon harmonieuse avec l'animisme et le christianisme.
- Un indice synthétique de fécondité de 6,9% en 1992- 1994 (*Source DNSI_ EMEP 2001*)
- Une forte proportion de jeunes avec 54% de moins de 15 ans en 2007,
- Une majorité d'hommes avec 50,09% ;
- Une densité élevée à Kati, Dioila et Koulikoro, confirmant une disparité d'un cercle à l'autre dont les plus peuplés sont Kati, Dioila et Kolokani; illustrant l'inégale répartition géographique,
- Une disparité régionale par sexe (en faveur des hommes) et par âge (en faveur des jeunes de moins de 15 ans),,
- Une forte mobilité des hommes, à travers l'exode rural et les migrations en direction des centres urbains des régions et de la ville de Bamako et enfin, à l'extérieur du Mali ;
- Une croissance démographique soutenue (estimée à 2,5%).

III. MIGRATION

La région de Koulikoro est une zone d'exode en direction de la Capitale Bamako, en direction des autres régions (Ségou, Sikasso) et surtout dans les pays voisins comme la Guinée, la Mauritanie et les pays côtiers. Une bonne partie de cette migration est saisonnière pour les jeunes. Il n'existe pas de données récentes sur la question.

En 1998 les migrants représentaient à Koulikoro 8,02% de la population résidente contre 6,4% en 1976. Autrement dit, sur 100 résidents rencontrés lors du recensement dans la région, 8 sont nés dans une autre région du Mali ou dans un autre pays.

Les taux de migrants, les plus importants, sont ceux de Bamako (26,56%), de Ségou (20%), des autres pays d'Afrique (15,06%). Sikasso, Kayes et Mopti enregistrent respectivement : 11,79%, 11,20% et 8,23%.

La structure des migrants par sexe, dans la région de Koulikoro, est de 50,75% pour le sexe masculin et 49,25% pour le sexe féminin. Par âge, la structure se présente comme suit : 32,45% pour les moins de 15 ans, 61,65 % pour les 15 -59 ans et 5,90% pour les 60 ans et plus et les non déclarés.

B. LE SOUS SECTEUR EDUCATION ET SANTE

I. EDUCATION ET FORMATION

Au niveau de la région, plusieurs ordres d'enseignement sont présents :

- Education Préscolaire ;
- Enseignement Fondamental ;
- Enseignement Secondaire Général, Technique et Professionnel ;
- Enseignement Normal ;
- Enseignement Supérieur ;
- Alphabétisation.

1.1. Situation de l'éducation dans la région de Koulikoro

L'éducation est prise en charge par deux (02) Academies d'Enseignement : celui de Koulikoro et celui de Kati au niveau de la région de Koulikoro.

L'Academie d'Enseignement de Koulikoro, avec quatre Centres d'Animation Pédagogique, couvre les cercles de Banamba, Kolokani, Koulikoro et Nara ; et celui de Kati couvre les cercles de Dioïla, Kangaba et Kati.

Lors des concertations régionales sur l'éducation les 25, 26 et 27 août 2008, tenues à Koulikoro, la situation de l'Education au niveau de la région se présentait comme suit

- **Au niveau de l'Academie d'Enseignement de Kati :**

- Par rapport à **l'éducation préscolaire**, l'AE de Kati compte 59 Centres de Développement de la Petite Enfance (CDPE) dont 43 jardins d'enfants et 16 structures alternatives d'encadrement communautaire du jeune enfant. Les effectifs des enfants de ces établissements préscolaires sont au nombre de 4535 encadrés par 209 éducateurs et éducatrices.
- Par rapport aux **structures d'éducation spéciale**, il n'en existe aucune pour le moment dans l'AE de Kati, même si de nombreux élèves porteurs de handicaps divers (moteur visuel, auditif, polyhandicap, etc.) sont identifiés.
- Par rapport à **l'Enseignement fondamental**, on dénombre 1420 écoles réparties comme suit :
 - * Ecoles publiques : 388 premiers cycles, 161 second cycles, 27 Cycles complets ;
 - * Ecoles communautaires : 412 premiers cycles, 02 second cycles, 02 Cycles complets ;
 - * Médersas : 187 premiers cycles, 06 second cycles, 28 Cycles complets ;
 - * Ecoles privées : 144 premiers cycles, 47 second cycles, 16 Cycles complets.
- L'effectif des élèves se présente ainsi :
 - * Premier cycle : 224 687 dont 126 379 garçons et 98 308 filles (soit 43,59% de filles)
 - * Second cylce : 61 735 dont 37 836 garçons et 23 899 filles (soit 38,75% de filles).
- En termes **d'infrastructures**, le nombre de salles de classes est de 4883 pour le premier Cycle et de 881 salles de classes pour le Second Cycle. L'AE de Kati gère au total 6689 maîtres.

- Au niveau de l'**Enseignement Secondaire Général Technique et Professionnel**, on note :
 - * Lycées publics : 5
 - * Lycées privés : 33
 - * Etablissements d'Enseignement Technique et Professionnel : 21, dont 20 privées et 1 étatique
- Au niveau de l'**Enseignement Normal**, il existe l'IFM de Kangaba avec un effectif de 1039 élèves –maîtres encadrés par 26 professeurs d'enseignement secondaire et 5 maîtres du second cycle.
- Au niveau de l'**Education non formelle** :

L'éducation non formelle est constituée par les Centres d'Education pour le Développement (CED) au nombre de 105 et les Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle (CAF) au nombre de 117 repartis en 23 communes.

- **Au niveau de l'Académie d'Enseignement de Koulikoro :**

L'Académie d'enseignement de Koulikoro est composée de quatre **Centres d'Animation Pédagogique** repartis entre les cercles de Banamba, Kolokani, Koulikoro et Nara :

- Par rapport aux **Centres d'Education pour le Développement (CED)**, l'AE de Koulikoro compte 157 CED repartis entre 35 communes et 04 CAP. Les CED qui enregistrent 3746 apprenants dont 1614 garçons et 2132 filles, sont encadrés par 157 éducateurs.
- Par rapport aux **Centres à passerelle**, l'AE dispose de 40 Centres à passerelle repartis dans deux CAP, Kolokani avec 35 Centres, Banamba avec 05 Centres pour un effectif de 1251 apprenants réguliers dont 601 garçons et 650 filles.
- Par rapport aux **Centres d'Alphabétisation**, l'Académie compte 226 Centres d'alphabétisation avec un effectif total de 6082 auditeurs dont 2726 hommes et 179 femmes. Il existe différents types de Centres : 46 Centres masculins, 63 Centres féminins et 117 Centres mixtes.
- Par rapport au **CAFé** (Centre d'Apprentissage Féminin) de Nara, il a démarré le 09 octobre 2006 avec trois filières : la coupe couture, la teinture et la saponification. En plus du personnel de l'Administration, il est encadré par un animateur en coupe couture et deux animatrices pour la teinture et la saponification.

- Par rapport à l'**enseignement fondamental**, on dénombre écoles réparties comme suit :
 - * Ecoles publiques :premiers cycles, second cycles, Cycles complets ;
 - * Ecoles communautaires : premiers cycles, second cycles, Cycles complets ;
 - * Médersas : Premiers cycles, second cycles, Cycles complets ;
 - * Ecoles privées : premiers cycles, second cycles, Cycles complets.

- L'effectif des élèves se présente ainsi :
 - * Premier cycle : Dont garçons etfilles (soit% de filles)
 - * Second cycle : dont garçons etfilles (soit% de filles).
- (A compléter par M. KEITA, Directeur AE- Koulikoro)

- Par rapport à l'enseignement secondaire général, technique et professionnel : les établissements d'enseignement secondaire général, technique et professionnel sont d'ordre public et privé (Cf. Tableau n°. Etablissements secondaires, techniques et professionnels de la région en 2007-2008).

La région de Koulikoro bénéficie de la création par l'ARK avec l'appui de la Coopération Canadienne et le MEFP d'un Centre de Formation Multiservice de Koulikoro. Ce Centre est placé sous la tutelle de l'ARK. Il forme des élèves au niveau CAP et BT. Le Centre fait aussi la formation de type durable pour les apprentis et la formation modulaire par l'apprentissage avec les élèves non orientés après le DEF.

Tableau n°57. Caractéristiques du CFMK

Filières	Effectifs	Récapitulatif
Filière Brevet de Technicien (BT)		
1 ^{ère} Année Mécanique auto	23 dont 21 réguliers et 2 privés	23
1 ^{ère} Année Construction métallique	11 dont 10 réguliers et 1 privé	11
Filière Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP)		
1 ^{ère} Année Mécanique auto	11 dont 4 réguliers et 7 privés	11
Total		45

Tableau n°58. Ets Secondaires Techniques et professionnels de la Région en 2007-2008

Catégories	Noms	Statut : Publics/Privés	Localisation
Etablissements secondaires techniques et professionnels	Institut de Formation Technique de Koulikoro (IFTK)	<i>Privé</i>	Koulikoro
	Institut des Sciences Appliquées (ISA)	<i>Privé</i>	Koulikoro
	Institut de Formation Djitaba Soucko (IFDS)	<i>Privé</i>	Kolokani
	Centre d'Enseignement Technique et Commercial de Koulikoro (CETC-K)	<i>Privé</i>	Koulikoro
	Centre Polytechnique Secondaire de Koulikoro (CPSK)	<i>Privé</i>	Koulikoro
	Centre de Formation Multiservices de Koulikoro (CFMK)	<i>Public</i>	Koulikoro
	Institut de Formation Professionnelle (IFP)	<i>Public</i>	Fana
	Institut des Sciences Techniques (IST)	<i>Privé</i>	Fana
	Centre Polyvalent de Kati (CPK) ;	<i>Privé</i>	Kati
	Institut Spécial de Formation en Animation, Commerce et Informatique de Sarambougou (ISFACI);	<i>Privé</i>	Kati
	Collège Secondaire Django Magassy Tounkara (DMTK)	<i>Privé</i>	Kati
	Centre de Formation Technique (CFTK).	<i>Privé</i>	Kalabancoro
	Centre de Formation en Santé (CFSK)	<i>Privé</i>	Koulikoro
	Ecole professionnelle	<i>Privé</i>	Dioila
	IFM	<i>Public</i>	Kangaba
	Centre d'Apprentissage Féminin (CAFE)	<i>Public</i>	Nara
	CAA de Samanko et BTVA	<i>Public</i>	Kati
	IFM	<i>Public</i>	Nara
	Ecole forestière de Tabacoro	<i>Public</i>	Kati
	Lycée	<i>Privé</i>	Siby

Etablissent secondaire général	Lycée oumou Dilly	<i>Privé</i>	Nara
	Lycée du Séminaire PIE XII	<i>Privé</i>	
	Lycée Dioba Diarra (LDDK)	<i>Public</i>	Koulikoro
	Lycée Falomo Coulibaly (LFCK)	<i>Public</i>	Kolokani
	Lycée Fayçal Ibn Aziz (LFIAAB)	<i>Public</i>	Banamba
	Lycée de Doweile Marico	<i>Public</i>	Dioïla
	Lycée	<i>Privé</i>	Fana
	Lycée Mamby Sidibé	<i>Privé</i>	Kati
	Lycée Doniba	<i>Privé</i>	Kati
	Lycée public	<i>Public</i>	Kalabancoro
	Lycée Kampola	<i>Privé</i>	Kalabancoro
	Lycée Ben Oumar Sy	<i>Public</i>	Kalabancoro
	Lycée Ténimba Traore	<i>Privé</i>	Kati
	Lycée Tamba Doumbia	<i>Privé</i>	Kalabancoro
	Lycée Abdoulaye Togo	<i>Privé</i>	Kalabancor
	Lycée Mamadou Beye	<i>Privé</i>	Sarambougou
	Lycée Privé	<i>Privé</i>	Baguineda
	Lycée Bazile Sow	<i>Privé</i>	Baguineda
	Lycée Mademba Sy	<i>Privé</i>	Kalabancoro
	Lycée Magninè Mariko	<i>Privé</i>	Koulikoro
	Lycée Pritanée Militaire	<i>Public</i>	Kati

NB : 10 Centres d'Animation Rurale

- Par rapport à l'Enseignement supérieur, Koulikoro dispose de l'IPR/IFRA de Katibougou et du Centre d'Instruction Boubacar Sada SY de Koulikoro.

Au niveau de l'IPR/IFRA de katibougou, l'effectif de l'établissement en 2007/2008 est de 588 étudiants encadrés par un personnel d'enseignants (137).

Tableau n°58. Statistique des étudiants et corps enseignants de IPR/IFRA (2007- 2008)

Designations	Effectifs	Pourcentages (%)
Domaines de formation		
Production végétale	204	
Production animale	117	
Eaux et forêts et Génie Rural	176	
Vulgarisation	91	
Niveaux de formation		
Ingénieurs Agronomes	144	
Ingénieurs Zootechniciens	75	
Ingénieurs de Eaux et Forêts	62	
Maîtrise en vulgarisation	91	
Techniciens d'Agriculture	60	
Techniciens d'Elevage	42	
Techniciens des Eaux et Forêts	42	
Techniciens du Génie Rural	74	
Nationalités/genre		
Malienne	376	63,94
Autres nationalités	212	36,05
Etudiantes	68	11,56
Etudiants	520	88,43
TOTAL	588	
Catégories de corps d'enseignant		
Professeurs	17	12,41
Maîtres de Conférences	6	4,37
Maître Assistants	14	10,22
Assistants avec doctorat	6	4,38
Assistants	76	55,47
Enseignants conventionnaires	18	13,15
TOTAL	137	

Source : IPR/IFRA, le 28 août 2008

Le **Centre d'Instruction Boubacar Sada SY** de Koulikoro est un maillon essentiel de la chaîne de formation du personnel Officier et Sous Officier du Mali et du Continent. C'est un établissement d'enseignement militaire du niveau tactique et opératif ; un instrument de coopération européenne et d'intégration africaine.

Il comprend trois Ecoles Militaires:

- L'Ecole Militaire Interarmes (EMIA).
- L'Ecole Militaire d'Administration (EMA) créée en octobre 1980 ;
- L'Ecole d'Etat Major qui ouvre ses portes en 1988.

L'EMA et l'EEM sont érigées en écoles nationales à vocation régionale (ENVR) avec l'appui de la coopération Française respectivement en 1996 et 1997.

Il a pour missions :

- La formation initiale et supérieure des cadres militaires et leur perfectionnement ;
- Les études et recherches relatives à la politique de formation et de défense ;
- L'élaboration des méthodes et des fiches d'enseignement militaire ;

Son encadrement est assuré par 42 Officiers et Sous Officiers français et maliens.

	FRANCE		MALI		TOTAL
	OFF	SOFF	OFF	SOFF	
CIBSSK			5	3	8
EEM	3		1	3	7
EMA	2	1	3	2	8
EMIA			10	9	19
TOTAL	5	1	19	17	42

Diverses nationalités d'Officiers et de Sous Officiers stagiaires répartis entre les trois écoles du Centre d'Instruction (EMIA, EMA et EEM) y reçoivent leur formation militaire:

Nationalités	EMIA	EMA	EEM	TOTAL
Benin		05	01	06
Burkina Faso	04	02	01	07
Burundi		01		01
Cameroun		06	03	09
Congo		01		01
Congo RD		04		04
Côte D'Ivoire	02			02
Djibouti		02		02
Gabon	01	03	01	05
Guinée	06	03	01	10
Mali	118	14	09	141
Madagascar		06	01	07
Mauritanie		02	01	03
Niger	04	02		06
RCA	02	03		05
Sénégal	05	02	02	09
Tchad	01	01		02
Togo		02	03	05
Total général	143	49	23	225

Les éléments du bilan du Centre, en plus de son rôle d'abriter de nombreuses formations, font mention de 71 promotions d'Officiers et de Sous Officiers formés, à travers:

- EMIA (30 Promotions d'Officiers) ;
- EMA (11 Promotions d'Officiers, 08 Promotions de Sous Officiers CT1 et 07 Promotions de Sous Officiers CT2 Administration) ;
- EEM (20 Promotions d'Officiers).

1.2. Analyse de l'évolution de la situation de l'éducation :

Selon les données de la perspective de la population 1999-2024, la population scolarisable de la région de Koulikoro est estimée en 2006 à 137 337 enfants.

L'éducation notamment, la scolarisation a été pendant ces dernières années au centre de toutes les préoccupations.

- **Par rapport à l'enseignement fondamental :**

Au niveau de la région, on constate une progression du taux de scolarisation surtout au niveau des filles. Les constats donnent les éléments suivants :

- la **scolarisation par sexe** évolue en deux séries dans la région de Koulikoro même si le seuil susceptible de permettre une déontologie économique est atteinte plus de 50%
Ce taux est en 2002-2003 est de 60,28% pour les garçons. 47,15% pour les filles soit 54% pour l'ensemble.
En 2003-2004 il est de 74,75% pour les garçons et 48,89% pour les filles soit 62% pour l'ensemble.
En 2004-2005 il chute en à 67,27% pour les garçons et 52,39% pour les filles soit 60% pour l'ensemble.
Dans cette fluctuation il faut souligner cependant une progression constante du taux de scolarisation des filles (47,15% ; 48,89% et 52,39%).

Les fluctuations du taux se justifient aussi par le très grand écart entre les taux de scolarisation des cercles de Kati et Kangaba variant de 147,4% à 82,4% contre ceux des cercles de Banamba, Kolokani et Nara compris entre 35% à 6%. Le seuil le plus faible reste le taux de 6% représentant le taux de scolarisation des filles de Banamba durant l'année scolaire 2003-2004.

- Le **taux brut de scolarisation** est de 60% en moyenne dans la région de Koulikoro. ce taux qui tient compte des enfants scolarisable des deux sexes, a été tiré sur une période de 4 ans (exercice 2002-2003 à 2005-2006). Les taux de scolarisation en deçà de la moyenne régionale sont surtout enregistrés au niveau de Nara et Banamba.
- Si en 2002-2003 le **raciaux élève/classe** était assez élevé (42 élèves par classe, il semble se stabilise à un effectif de 27 élèves par classe sur une période de trois exercices.
A ce jour seul le cercle de Kolokani conserve encore des effectifs pléthoriques, variant de 62 à 38 élèves par classe.

Tableau n°60. Evolution du nombre d'écoles de la région de 2000 à 2007 pour la région.

	2002-2003				2003-2004				2004-2005				2005-2006			
CAP	Jardins d'Enfants	Premier Cycle	Second Cycle	CED	Jardins d'Enfants	Premier Cycle	Second Cycle	CED	Jardins d'Enfants	Premier Cycle	Second Cycle	CED	Jardins d'Enfants	Premier Cycle	Second Cycle	CED
BANAMBA	1	122	14	41	1	119	17	41	1	124	16	41	1	127	23	46
KOLOKANI	2	136	9	20	2	138	11	20	2	140	12	20	2	140	12	27
KOULIKORO	7	164	23	18	7	145	23	7	7	164	31	7	7	165	33	13
NARA	1	164	13	20	1	145	13	20	1	150	15	20	1	156	15	20
Kati	20	838	139	83	24	923	190	87	29	1010	192	86	32	1125	225	97
TOTAL	31	1424	198	182	36	1470	254	175	40	1588	266	174	43	1713	308	203

(source : PSDR ARK 2007)

Commentaire :

- les jardins d'enfants sont passés de 31 à 43
- le premier cycle est passé de 1424 à 1713 soit un taux de progression de 20.2%
- le second cycle a évolué de 198 à 266 soit un taux de 34.34%
- les CED sont passés de 182 à 203 soit un taux de 11.5%

Tableau n° 61. Evolution du taux de scolarisation par sexe et par cercle

	2002-2003			2003-2004			2004-2005			2005-2006		
CAP	Effectifs scolarisés	Effectifs scolarisables	TBS %	Effectifs scolarisés	Effectifs scolarisables	TBS %	Effectifs scolarisés	Effectifs scolarisables	TBS %	Effectifs scolarisés	Effectifs scolarisables	TBS %
BANAMBA	20 216	28 835	70,1	19 354	29 499	19,3	21 447	30 177	71,1	12 314	30 161	40,8
KOLOKANI	22 585	36 346	62,1	23 626	36 891	25,8	24 602	37 444	65,7	18 737	39 230	47,8
KOULIKORO	24 268	30 288	80,1	23 344	30 773	44	24 500	31 266	78,4	17 012	32 563	52,2
NARA	17 138	32 016	53,5	16 773	32 305	18,9	17 419	32 595	43,4	11 770	35 383	33,3
BAGUINEDA	33 086	42 758	77,4	34 966	45 024	77,7	37 994	47 411	80,1	nd	nd	nd
DIOILA	21 131	32 413	65,2	21 368	33 190	64,4	24 938	33 987	73,4	nd	nd	nd
FANA	23 190	34 840	66,6	24 739	35 537	69,6	26 858	36 247	74,1	nd	nd	nd
KALABANCORO	30 231	42 271	71,5	34 904	46 117	75,7	41 470	50 314	82,4	nd	nd	nd
KANGABA	16 053	15 619	102,8	16 299	16 010	101,8	17 097	16 409	104,2	nd	nd	nd
KATI	45 205	35 455	127,5	46 289	36 802	125,8	47 876	38 200	125,3	nd	nd	nd
TOTAL AE	253 103	330 841	777	261 662	342 148	623	284 201	354 050	798	59 833	137 337	174

(source : PSDR ARK 2007)

Tableau n° 62. Evolution des conditions de la qualité et des conditions de travail des élèves

Cercle	Moyennes des taux des années 2003-04; 2004-05; 2005-06		
(CAP/DRAE)	Salle de classes	Effectifs	Personnel
AE Kati	8,28%	6,31%	6,12%
BANAMBA	5,29%	4,77%	93,93%
KOLOKANI	2,30%	4,43%	4,09%
KOULIKORO	3,59%	0,89%	10,98%
NARA	2,04%	1,45%	5,57%
Total Région	6,67%	5,15%	8,86%

(source : PSDR ARK 2007)

La progression de l'effectif par classe a enregistré une légère amélioration en dépit du nombre croissant des jeunes scolarisables par année. Si en 2002-2003 l'effectif par classe était en moyenne de 48 élèves par classe, pour 248 787 élèves scolarisables, cette progression est ramenée 46 élèves par classe et pour un effectif de 289 259 élèves scolarisables en 2005-2006.

- En matière de construction d'écoles, l'AE de Kati enregistre le plus fort taux soit 8,28% contre 6,67% qui est le taux moyen de la région. Les plus faibles taux sont à Nara ; 2,04% et à Kolokani 2,30%.
- De l'analyse des données, le ratio élève/maître était de 184 élèves pour un enseignant en 2002-2003, un recrutement massif en 2003-2004 qui a porté le nombre d'enseignant de 110 à 392 a permis de ramener le ratio à 49 élèves pour un enseignant.

- Par rapport à l'Enseignement secondaire général, technique et professionnel

Tableau n° 63. Situation des infrastructures, des effectifs et du personnel de l'Enseignement Secondaire technique et professionnelle

	1996-1997			1997-1998			1998-1999			1999-2000			2000-2001		
ETABLISSEMENT S	Salle de classes	Effectifs	Personnel	Salle de classes	Effectifs	Personnel	Salle de classes	Effectifs	Personnel	Salle de classes	Effectifs	Personnel	Salle de classes	Effectifs	Personnel
LFCK										4	150	13	6	234	12
LFIAAB	10	113	24	7	191	23	7	184	25	10	181	26	8	158	27
LDDK							6	260	14	10	516	21			
PIE XII							1	25	10	3	48	9	5	76	15
ISA															
IFTK													4	7	8

(source : PSDR ARK 2007)

Tableau n° 64. Situation de l'Enseignement technique et professionnel de l'Académie d'Enseignement de Koulikoro

ETABLISSEMENTS	2001-2002			2002-2003			2003-2004			2004-2005			2005-2006		
	Salle de classes	Effectifs	Personnel	Salle de classes	Effectifs	Personnel	Salle de classes	Effectifs	Personnel	Salle de classes	Effectifs	Personnel	Salle de classes	Effectifs	Personnel
LFCK	12	404	25	13	444	30	15	455	30	15	445	30	15	490	38
LFIAAB	10	168	25	6	160	26	8	193	21	10	214	23	11	200	27
LDDK	15	814	25	15	740	36	17	778	39	21	916	42	21	1 060	45
PIE XII	5	99	16	6	62	25	6	59	26	6	130	25	6	198	25
ISA				5	130	17	5	187	20	9	243	25	10	296	33
IFTK	4	31	8	4	61	10	6	145	20	6	186	24	9	384	27

(source : PSDR ARK 2007)

- **Par rapport à la scolarisation des filles**

Tableau n°65 : Evolution du taux de scolarisation par sexe et par cercle.

	2002-2003			2003-2004			2004-2005			2005-2006		
CAP	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
BANAMBA	28,7	6,5	17,6	24,4	6,0	15,2	37,4	9,5	23,4	30,6	7,6	18,9
KOLOKANI	29,0	12,5	20,5	35,8	16,4	25,8	40,8	20,6	30,4	21,6	9,7	15,6
KOULIKORO	46,5	29,7	38,0	53,4	33,9	43,6	60,2	35,2	47,6	40,9	24,2	32,4
NARA	19,4	7,8	13,5	25,5	9,0	17,1	30,5	11,5	20,8	20,4	7,1	13,6
ACADEMIE	83,2	49,4	66,1	80,8	48,1	64,2	84,0	50,3	66,9	49,7	22,6	43,57

(source : PSDR ARK 2007)

L'analyse de la situation de l'éducation au niveau de la région fait ressortir les **constats** suivants :

- Une répartition moyenne des infrastructures, des effectifs et du personnel entre les cercles de la région. Toutefois le cercle de Kati dépasse de loin les autres cercles de la région avec 44,36 % des salles de classes, 42,98 % des effectifs scolarisés et 45,92 % du personnel enseignant de la région.
- Des disparités importantes entre villes et campagnes, les écoles sont concentrées au niveau des chefs lieux de communes et les grandes agglomérations de la région (Chef lieux de cercles).
- Les locaux sont insuffisants et vétustes en milieu rural.
- Une population scolaire et un personnel en croissance relative.
- Des ratios satisfaisants : en 2002-2003, on comptait 47 élèves par classe (contre 50 en 2000-2001) et 50 élèves pour un enseignant (contre 64 pendant la même période).
- L'enseignement fondamental inclus également les medersas et les écoles communautaires. Il mobilise des investissements importants dans le système éducatif malien.
- Les langues utilisées dans l'Académie d'Enseignement de Koulikoro sont au nombre de quatre (4) : Bamanankan, Soninké, Fulfuldé, Maure hassanaya.

1.3. Les acteurs de l'éducation :

Les acteurs intervenant dans le domaine de l'Education sont :

- L'administration et les services techniques déconcentrés de l'Etat avec les Académies, les CAP, IER, IPR/ IFRA, Institution spécialisée (Centre Boubacar Sada Sy),
- Les collectivités;
- Les PTF
- Les projets et programmes (PRODEC, OHVN, PRP/PADEK, FODESA, etc.) ;
- Les ONG nationales et internationales (Plan international, World Vision, World Education, Les Jumeaux de l'Ecole en France, PAMOFÉ, AMAPROS, STOP-SAHEL) ;
- Les promoteurs privés qui sont en passe de remplacer l'Etat et même les CT dans le développement des infrastructures en matière d'éducation primaire et secondaire ;
- Les acteurs locaux de gestion, constitués d'OSC, d'Associations et de Syndicats.

La région de Koulikoro enregistre plusieurs syndicats d'enseignants : le Syndicat National de l'Education et de la Culture (SNEC), le Syndicat Libre de l'Enseignement Fondamental (le SYLDEF), le Syndicat National des Travailleurs de l'Enseignement Secondaire (le SYNTES), le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (le SYNESUP), le Syndicat des Enseignants Contractuels aussi bien du fondamental, du secondaire, que du supérieur.

En plus de ces syndicats, il existe d'autres organisations socioprofessionnelles qui concourent à l'amélioration des rendements scolaires : l'Association des Parents d'Elèves (APE), les Comités de Gestion Scolaire (CGS), l'Association des Mères d'Elèves (AME), l'Association des Elèves et Etudiants du Mali (AEEM) et certaines ONG intervenant dans le domaine de l'éducation.

1.4. Les difficultés rencontrées au niveau de l'éducation dans la région :

Malgré les progrès réalisés en matières de scolarisation au niveau de l'enseignement fondamental, des **contraintes** existent :

- La faible implication des comités de gestion et des collectivités dans la prise en charge des structures préscolaires ;
- L'absence de données statistiques fiables ;
- L'insuffisance de formation des membres des comités de gestion ;

- Le manque de motivation des animateurs/éducateurs par les communautés ;
- L'exode rural des auditeurs et animateurs et surtout des auditrices ;
- Le faible niveau académique de bon nombre d'enseignants notamment dans les écoles communautaires, chargés d'appliquer l'approche par compétence ;
- L'insuffisance d'infrastructures et équipements scolaires (salles de classes, latrines, bureaux de directions) ;
- L'insuffisance qualitative et quantitative du personnel enseignant ;
- Le faible niveau de concertation entre AE, les CAP, les ONG et les promoteurs d'écoles privées ;
- Les difficultés de mobilisation des partenaires (CGS/APE, ONG, PTF, etc.) dans la gestion de l'école en mode décentralisé ;
- L'insuffisance dans le suivi et la supervision pédagogique des écoles privées par les AE et les CAP ;
- L'insuffisance des moyens au niveau des CT pour la prise en charge des examens et le personnel, malgré le Décret sur le transfert des compétences en matière d'éducation ;
- Etc.

1.5. Les perspectives :

Les perspectives dans le domaine de l'éducation ont traits à :

- L'initiation et /ou l'instauration d'un cadre de concertation entre l'ARK, les autres CT et les professionnels et acteurs impliqués dans l'éducation (AE, CAP, ONG, APE, CGS, Syndicats d'enseignants) autour des priorités de l'éducation dans la région;
- La réalisation de nouvelles créations de Centres Techniques et Professionnels et d'enseignement secondaire (Construction et équipements ; Ex. Menuiserie métallique avec la COMANAV);
- La nécessité de réfléchir à la refondation de l'école et du système éducatif à la lumière des acquis, problèmes et surtout de l'évolution du contexte et des besoins nationaux et régionaux ;
- L'initiative conjointe entre les trois niveaux de collectivités, la DRPFEE, les AE, les CAP, les APE et les CGS pour les activités de sensibilisation en faveur de scolarisation des filles et autour des questions d'abandon de l'école par les jeunes ;
- Le plaidoyer pour l'effectivité du transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux CT comme stipulé par le Décret.

II. SANTE

2.1. *Quelques données sur la santé au niveau régional*

Dans la région de Koulikoro, le paquet minimum d'activité (PMA) a évolué timidement surtout dans les cercles de Dioïla et Nara entre 1997 à 2000. De 2001 à 2007 la situation a progressé mais des efforts restent à faire pour les districts sanitaires de Nara et de Ouéllessébougou. Le taux d'accessibilité pour l'ensemble de la région se présente comme suit:

- En 2007 Population à 5 km 33 % contre 41 % en 1997
- En 2007 Population à 15 km 70 % contre 86 % en 1997.

En matière du personnel, en 2007, la région compte : 69 médecins, 40 sages femmes, 320 infirmiers et assistants médicaux, 59 personnels de l'administration, 356 auxiliaires de santé et de 87 personnels d'appui. Ce personnel évolue dans 130 centres de santé communautaire et dans 7 cercles que compte la région. Il se dégage les ratios suivants :

- 1 médecin pour 27.750 habitants contre 10.000 / normes OMS ;
- 1 sage femme pour 51.848 habitants ; contre 15.000 ;
- 1 infirmier diplômé d'Etat pour 26.625 habitants contre 10.000 ;
- 1 infirmier du 1^{er} cycle pour 15.273 habitants contre 500 (Aide soignants).

En 2003 ces ratios se présentaient comme suit :

- 1 médecin pour 24 373 habitants ;
- 1 sage femme pour 10 883 femmes en âge de procréer ;
- 1 infirmier pour 13 246 habitants ;
- 1 Centre de santé de référence pour 203 111 habitants ;
- 1 Centre de santé de premier échelon pour 19 447 habitants.

On note une dégradation de l'ensemble des ratios personnel/population.

La région ne dispose pas d'hôpital régional, les malades sont référés aux hôpitaux nationaux de Bamako et Kati.

Tableau n° 66. Repartition des services socio-sanitaires de la region (2008)

CERCLES	Aires de santé	Csref	CSCOM CSAR	Maternités	Dispensaires	CSAC/SIDA	Cabinets privées de soins consultation	Ecoles de Santé
Banamba	17	1	13	13	13	0		0
Dioïla	15	1	15	15	15	0	3	1
Fana	17	1	14	14	14	1	6	0
Kangaba	10	1	11	11	11	0		0
Kati	35	1	40	40	40	0	11	2
Ouelessebougou	14	1	14	14	14	0	0	0
Kolokani	22	1	16	16	16	0	0	0
Koulikoro	15	1	15	15	15	1	5	1
Nara	23	1	13	13	13	0	0	0
TOTAL	108	9	151	151	151	2		4

Ce tableau montre à suffisance, les conditions difficiles dans les quelles évoluent les populations de la région et plus particulièrement dans les cercles de Nara et Kolokani et le district sanitaire de Ouélessebougou. Il faut également noter que l'accessibilité du PMA ne prend pas en compte les centres de santé d'arrondissement non revitalisés (CSA). En prenant en compte toutes les structures sanitaires de la région, le taux de couverture sanitaire dans un rayon de 15 Km dépasserait les 65 %.

Tableau n° 67. Repartition du personnel socio-sanitaires de la de region (2008)

CERCLES	Types/Catégories							
	Médecins	Assistants médicaux	Sages femmes	IDE	IPC	Matrones	Gérants	Autres
Banamba	6	3	2	6	16	33	0	12
Dioïla	5	5	4	5	19	23	0	14
Fana	11	5	3	4	13	17	5	31
Kangaba	5	1	3	7	10	6	0	17
Kati	19	2	27	19	91	45	13	89
Ouelessebougou	7	2	2	9	13	15	0	7
Kolokani	5	3	4	4	14	32	0	36
Koulikoro	13	7	14	6	26	23	3	22
Nara	3	2	3	11	15	19	3	11
TOTAL	74	30	62	71	217	213	24	239

Tableau n° 68. Repartition des Pharmacies et Officines de la région

CERCLES	Types/Catégories			
	Officines privées	Dépôts privées	Dépôt Cscm	DRC
Banamba	1	8	13	1
Dioïla	2	6	17	1
Fana	3	5	14	1
Kangaba	0	4	11	1
Kati	39	11	39	1
Ouelessebougou	2	6	15	1
Kolokani	1	9	17	1
Koulikoro	4	7	15	1
Nara	1	5	13	1
TOTAL	53	61	154	9

Source : DRS-Koulikoro Octobre 2008

2.2. Les principales maladies rencontrées dans la région au 1^{er} semestre 2007 sont :

- Le paludisme simple 24,28 % contre 42 % des causes de consultation dans tous les cercles
- Les infections respiratoires aiguës (IRA) 10,89 %, contre 9,39 % en 2006
- Les plaies, traumatismes, brûlures 6,06 % ; contre 7,08% en 2006
- Diarrhée présumée infectieuse 6,39 % contre 5,89% en 2006
- Autres pathologies 15,19 %.

2.3. La situation du VIH/Sida dans la région

Le taux de séro-prévalence régional de l'infection au VIH/ SIDA est apparemment encore élevé par rapport à la moyenne nationale (1,3%). Il était estimé à 1,9 % en 2001, dont 2,3% pour les femmes et 1,3% pour les hommes. Au niveau des structures régionales de santé, il a été dénombré respectivement en 2003 et 2004, 279 des cas SIDA (dont 162 femmes) et 241 (dont 125 femmes). La régression de la pathologie constatée est la résultante des campagnes de communication autour de la maladie et de la prise en charge des cas par les services socio - sanitaires.

2.4. Situation de la mortalité

Tableau n°69. Indicateurs de mortalité

Entité	Espérance de vie à la naissance en 1976	Espérance de vie à la naissance en 1987	Taux brut de mortalité en p 1000 en 1976	Taux brut de mortalité en p 1000 en 1987 (RGPH)	Taux de mortalité infantile en p 1000 en 1976	Taux de mortalité infantile en p 1000 (EDS2001)
Mali	48	56.9	18,1	12.6	121	125.8
Région de Koulikoro	49	55.7	17,6	12.5	117	120.8
District de Bamako	63	65.9	8,4	6.1	57	93.8

Globalement le développement de la Santé Publique conduit à faire baisser le Taux de mortalité. Celui-ci indique le nombre de décès pour 1000 habitants par an)

Tableau n° 70. Quotient de mortalité des enfants

Mortalité	Région de Koulikoro		Ensemble du Mali	
	1987 -1996	1996 -2001	1987 -1996	1996 -2001
Infantile	131,8	120,8	122,5	113,4
Juvénile	115,4	111,4	131,1	130,5
Infanto- Juvénile	232,0	219,3	237,5	229,0

Source : EDS II et III, octobre 2003

L'analyse du tableau ci-dessus montre une diminution de la mortalité des enfants dans la région et au niveau national au cours des 20 dernières années. Le niveau de la mortalité des enfants est largement influencé par le milieu de résidence, l'âge et le niveau d'instruction de la mère.

Le **taux brut de mortalité régional** est légèrement inférieur à la moyenne nationale mais supérieur à celui des régions limitrophes tel que Kayes et le district de Bamako.

Le taux de mortalité infantile est également inférieur à la moyenne nationale et à celui de la région de Kayes. Globalement la région de Koulikoro se classe au 3^{ème} rang national après le district de Bamako et la région de Ségou, mais ce taux reste tout de même élevé.

Par rapport **aux causes de mortalité**, les statistiques récentes sur la mortalité générale font défaut au niveau de la région. L'enquête démographique et de santé de 2001 montre que la situation sanitaire est précaire dans la région.

- Mortalité des enfants : Dans la région et au cours de la période 1996-2001, sur 1000 naissances vivantes 121 sont décédées avant le premier anniversaire et sur 1000 enfants qui atteignent leur premier anniversaire, 111 meurent avant d'atteindre l'âge de cinq ans. Globalement, sur 1000 enfants nés vivants, 219 décèdent avant leur cinquième anniversaire contre 232 entre 1987 et 1996.
- Mortalité maternelle : Pour la période 1990- 2000, le taux de mortalité maternelle au Mali a varié entre 500 et 600 décès. L'EDS-III a estimé la mortalité maternelle à 582 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2001 contre 577 décès maternels pour l'EDSII. Par ailleurs, l'estimation de la mortalité des adultes par l'EDS III donne 4,7 et 4,6 pour 1000 respectivement pour les femmes et les hommes. Les causes principales de cette mortalité sont le paludisme, les maladies diarrhéiques, les accouchements, les maladies du PEV et les MST/SIDA.

2.5. Les acteurs intervenant dans le domaine de la Santé sont :

- L'administration et les services techniques déconcentrés de l'Etat avec la DRS, DRPFEE, Académie et CAP (pour la formation du personnel de base), ...
- Les collectivités;
- Les projets et programmes (PRODESS II, CROCEP, etc.) ;
- Les ONG nationales et internationales (Plan international, World Vision, UNICEF, Helen Keler, OMS, SNV, etc.) ;
- Les promoteurs privés de Centres et Cabinets de Santé, les Cliniques et Pharmacies;
- Les acteurs locaux de gestion (CSRéf, CSCOM, ASACO, Ordres de pharmaciens et des médecins, ...);
- Les tradithérapeutes dont l'influence et les rôles demeurent encore très importants dans une population en majorité analphabète.

2.6. La problématique de la santé dans la région

Les problèmes au niveau de la santé se résument principalement à :

- La malnutrition/sous nutrition des populations en particulier les enfants;
- L'insuffisance d'infrastructures et équipements sanitaires ;
- La faible fréquentation des structures sanitaires ;
- L'insuffisance de personnel sanitaire;
- Les problèmes de la prise en charge des références du niveau villageois jusqu'au niveau des hôpitaux et le partage des coûts ;
- Le coût élevé des médicaments ;
- L'inexistence d'Hôpital régional à Koulikoro.

2.7. Les perspectives :

Les perspectives portent sur :

- L'orientation vers le renforcement de capacités techniques financières des CSRef, des CSCOM et d'autres structures sanitaires ;
- Le plaidoyer pour la création de l'hôpital régional de Koulikoro, d'autres Centres de santé et la démultiplication des structures d'approvisionnement en médicaments et les dépôts de transit au niveau local;
- L'instauration d'un cadre de réflexion avec l'ensemble des acteurs pour la connaissance, l'identification, la structuration, l'articulation entre les différentes collectivités (commune, cercles région) et les services de l'état.

C. SOUS SECTEUR JEUNESSE, SPORTS, ART ET CULTURE

Dans le cadre de la nouvelle politique de promotion de la jeunesse, des sports, des arts et de la culture prônée par les Autorités, des actions concrètes sont réalisées à travers toutes les régions du Mali, en termes de réalisation d'infrastructures sportives, l'organisation des semaines et des biennales sportives et artistiques. La région de Koulikoro bénéficie de ce fait d'un nouvel essor dans le domaine de la promotion des activités de jeunesse.

I. JEUNESSE ET SPORTS :

En raison de l'importance de la tranche de population qu'il mobilise (plus de 50 % de la population de la région- Cf Démographie), le secteur de la jeunesse et des sports occupe une place importante. Dans le domaine du sport, on dénombre plusieurs clubs de football affiliés à la fédération nationale dont les plus importants sont : l'AS Nianan de Koulikoro, l'AS Duguwolofila, l'AS. Moribabougou, le Mamahira de Kati ; ce qui permet à Koulikoro de compter parmi les acteurs dynamiques des différentes compétitions nationales et internationales.

Tableau n° 71. Situation des infrastructures des disciplines sportives de la région

Cercles Désignation	Koulikoro	Banamba	Kolokani	Nara	Kati	Dioïla	Kangaba	Total
Stades	1	1	1		1	1	1	6
Athlétisme	1		1		1			3
Football	1	1	1		1	1	1	6
Basket-ball	5	1	1		1	1	1	10
Hand-ball	2	1	1		1			5
Volet Ball	1	1	1		1	1		5
Judo	1	1	1			1	1	6
Aïkido	1	1	1		1	1	1	6
Karaté	1	1			1	1		4
Tennis de table	1				1			2

Source : DRPSIAP/DRJSAC : Annuaire Statistique de la Région de Koulikoro, Année 2003.

La région dispose de stades dans la ville de Koulikoro et de Kati et de terrains municipaux, clôturés ou non et non équipés dans la plupart des chefs lieux de cercle. En dehors du Foot, le basket et les arts martiaux, les autres disciplines sont laissées pour compte en raison du manque des moyens et des équipements. On note également un déséquilibre entre le cercle de Koulikoro et les autres cercles de la région. Le sport scolaire dispose d'un grand potentiel peu exploité.

Sur le plan des activités culturelles et socio-éducatives, on note l'existence de centres de formation à travers la région. Les infrastructures à vocation multifonctionnelle (théâtre, danse et spectacle) manquent d'équipements et de moyens logistiques (maisons des jeunes, carrefours des jeunes).

Dans l'ensemble, la région de Koulikoro reste caractérisée par la pauvreté des infrastructures sportives ainsi que les autres activités culturelles, socio-éducatives et l'emploi des jeunes (voir domaine Emploi). L'insuffisance des infrastructures et des équipements n'a pas étouffé la dynamique des activités des jeunes. Les associations culturelles et sportives de jeunes s'organisent pour rehausser et perpétuer le fond culturel de la région et de ses différentes ethnies.

Tableau n° 72. Situation des infrastructures et associations sportives de la région

Cercles	Salles de sport		Terrain de sport		Associations sportives	
	Nombre	capacités	Nombre	Capacités Places	Nbre	Nbre d'adhérents
Koulikoro	-	-	01	3 000 à 4 000	22	1 200
Banamba	-	-	01	1 500	03	150
Dioïla	-	-	01	1 500	02	200
Kangaba	-	-	01	sans tribune	02	80
Kati	-	-	02	sans tribune	10	800
Kolokani	-	-	01	1 500	02	100
Nara	-	-	01	-	01	800
Total	-	-	07	8 500	42	2 610

II. LES ARTS ET LA CULTURE :

Le patrimoine culturel de la région est riche et varié. Il est l'héritage exceptionnel d'un passé prestigieux, lié au brassage multiséculaire des groupes humains qui a fortement marqué le paysage socioculturel dominé par les groupes sociaux suivants : les bamanan, les malinké, les peulh, les soninké, les maures. La région de Koulikoro recèle des potentialités immenses dans le domaine de la culture, mais leur valorisation demeure insuffisante.

La culture s'organise autour d'une société très hiérarchisée par une différenciation en classe et une division du travail très visible chez ces différents groupes ethniques. Partout les personnes âgées occupent une position particulière dans la gestion de la famille et l'éducation des enfants, tandis que la femme tient une place prépondérante dans la production, la reproduction et aussi l'éducation des enfants. L'organisation sociale de base dans les villages est la famille. Les villages s'organisent pour le contrôle de la terre, la production des biens, mais peu pour la protection des ressources naturelles.

Une série de manifestations culturelles souvent à caractère cyclique, accompagnées de faits et monuments constituent la spécificité de la région (biennales artistiques et culturelles). La région dispose d'un Centre culturel à Kati. Les infrastructures de diffusion culturelle se résument à une salle de spectacles, à 18 bibliothèques réparties entre les cercles, à 3 salles de Cinéma et à 4 foyers et maisons de jeunes en mauvais état.

Tableau n°73 : Situation des infrastructures culturelles de la région

Cercles Désignation	Koulikoro	Banamba	Kolokani	Nara	Kati	Dioïla	Kangaba	Total
Centre culturelle					1			1
Bibliothèques	3	3	3	1	3	3	2	18
Salle de spectacle	1							1
Cinéma	1				2			3
Foyers et maison des jeunes	2				1	1		4

Source : DRPSIAP/DRJSAC : Annuaire Statistique de la Région de Koulikoro, Année 2003.

A coté des infrastructures culturelles citées plus haut, il existe :

- **un patrimoine matériel :**

Il s'exprime à travers le bâti et traduit la richesse architecturale des édifices anciens (monuments témoins de l'histoire de notre société). Le recensement des sites et monuments de la région fait ressortir entre autres : Le Nianan Koulou, la vieille cité de Kangaba, la ville de Touba, les mosquées, les bâtiments de l'IPR de Katibougou et le Centre de Formation Boubacar Sada SY.

- **un patrimoine immatériel :**

Ce sont les traits spécifiques de civilisation des populations de la région : modes et genres de vie, valeurs spirituelles, chants et danses des terroirs. Avec les agressions culturelles et l'inexistence de programmes de restauration et de conservation, il est à craindre la déperdition totale des us et coutumes, entraînant une perte de repères essentiels de notre société particulièrement pour les jeunes.

III. LES ACTEURS

Les acteurs intervenant dans le sous secteur de la Jeunesse, des Sports, Arts et de la Culture sont :

- Pour les structures techniques d'encadrement, il s'agit :
 - * des services techniques déconcentrés de l'Etat à travers la DRJSAC et services locaux dans les collectivités,
 - * des organisations non gouvernementales et des projets/ programmes et autres acteurs d'appui,
- Pour les acteurs locaux de gestion qui sont bénéficiaires, il s'agit des Centres culturels et sportifs et des établissements scolaires ;
- Pour les associations culturelles, on peut noter les troupes de théâtre, les associations de chasseurs à différents niveaux, l'association N'KÔ.

IV. PROBLEMATIQUES DE LA JEUNESSE, DES SPORTS, ARTS ET DE LA CULTURE

Les problèmes au niveau du sous secteur de la Jeunesse, des Sports, Arts et de la Culture dans la région se résument entre autres:

- A l'insuffisance d'infrastructures sportives et culturelles ;
- Au manque de conservation et de promotion des biens culturels ;
- Au faible degré de participation des citoyens et associations diverses aux actions de développement, notamment dans les centres urbains ;
- A l'introduction de l'intégrisme religieux provoquant des situations d'intolérance, d'insécurité, de conflits divers, par rapport à ces actions ;
- L'insuffisance dans les initiatives de promotion des activités culturelles ;

V. PERSPECTIVES

Elles portent sur :

- La construction ou rénovation des infrastructures délabrées,
- La dotation des centres culturels en équipements et matériels didactiques et de sonorisation,
- La promotion des événements socioculturels et sportifs à travers l'organisation des manifestations culturelles et sportives.

D. SOUS SECTEUR ADMINISTRATION ET SECURITE

I. ADMINISTRATION AU NIVEAU DE LA REGION:

Après l'indépendance en 1960, Koulikoro figurait parmi les sept cercles de la Région de Bamako. Par Ordonnance n° 77-044/CMLN du 12 Juillet 1977, la Région de Bamako fut éclatée en deux entités administratives : le district de Bamako et l'actuelle Région de Koulikoro érigée comme 2^{ème} région administrative du Mali qui couvre la même aire géographique que l'ancienne Région, à l'exclusion de la ville de Bamako transformée en District.

La loi N° 96-059/ ANRM du 04 Novembre 1996 portant création des communes subdivise la région de Koulikoro en 7 cercles composés de 108 communes (dont 105 rurales, 03 urbaines et 1924 villages/ quartiers).

Un certain nombre de petits territoires d'avant la colonisation ont donné leurs noms aux nouvelles collectivités territoriales (ex. communes de Mandé, Minidian)

Sur le plan administratif, la région est structurée comme suit :

Au niveau des **circonscriptions administratives**, la région est administrée par :

- L'Etat à travers le Gouverneur (région), le Préfet au niveau cercle et le Sous Préfet au niveau des communes ou regroupements de communes.
- Les services techniques déconcentrés de l'Etat sont représentés à travers les Directions régionales dans le cadre de la déconcentration et des activités d'appui conseil au niveau régional et local.

De l'indépendance à nos jours, les *Gouverneurs suivants se sont succédés à la tête de la Région :*

N°	Prénom	Nom	Période
01	El Hadji Oumar	LY	de 1961 à 1968
02	Chef de bataillon Tiemoko	KONATE	de 1968 à 1972
03	Chef de bataillon Sory Ibrahima	SYLLA	de 1972 à 1980
04	Chef de bataillon Soumana	TRAORE	de 1980 à 1981
05	Monsieur Oumar	BORE	de fév. 1981 à déc.1981
06	Monsieur Muphta Ag	HAIRY	de 1981 à 1983
07	Monsieur Mamadou Lamine	DEMBELE	de 1983 à 1991
08	Monsieur Bila Sina	GUINDO	de 1991 à 1992
09	Monsieur Abdoulaye Ogotembely	POUDIOUGOU	de 1992 à 1998
10	Monsieur El Hadji Sékou	DEMBELE	de 1998 à 2005
11	Mamadou Issa	TAPO	de 2005 à 2007
12	Soungalo	BOUARE	de 2007 à nos jours

On peut constater que sur la douzaine de Gouverneurs qui ont eu à gérer l'administration régionale de l'indépendance à nos jours, 03 sont des militaires et le reste des administrateurs civils.

Au niveau de l'**Administration décentralisée**, la région est composée de trois niveaux de collectivités :

- La **Région** avec une Assemblée régionale, dirigée par un Conseil régional présidé par le **Président**,
- Les **Cercles** avec un Conseil de cercle, présidé par le **Président**,
- Les **Communes** avec un Conseil communal présidé par le **Maire**.

L'administration des collectivités territoriales est soutenue pour la plupart par les agents (Secrétaires généraux, régisseurs et agents techniques selon le cas et personnel de soutien). Cette administration comprend en outre les agents contractuels recrutés pour le compte des secteurs de développement comme l'Education, la Santé, l'Hydraulique, etc.

La formalisation récente de la fonction publique des collectivités territoriales a débouché sur le concours de recrutement des agents dont les résultats sont attendus.

Le découpage administratif de la Région se présente ainsi que suit :

Cercle	Nbre de communes	Nbre de villages	Superficie (Km²)	% Superficie régionale	Population	Densité (habts/km²)
Koulikoro	09	252	7 260	08,04	178 650	23,94
Banamba	09	202	7 500	08,31	165 468	21,47
Dioïla	23	346	12 000	13,30	387 565	30,58
Kangaba	09	59	5 150	05,70	88 931	16,35
Kati	37	514	16 300	18,06	598 038	34,74
Kolokani	10	284	12 000	13,30	215 221	16,98
Nara	11	267	30 000	33,25	184 128	6,13
Total	108	1924	90 210	100	1 828 001	19,74

Source : DRPS- Koulikoro 2003

Pour l'Assemblée Régionale, le bureau 2004 à 2009 se présente comme suit :

- Président : Baba TOGOLA, 1^{er} Président de l'ARK
- 1^{er} Vice Président : Bébane DIARRA
- 2^{ème} Vice Président : Siliman DOUCOURE

L'Assemblée régionale compte 22 conseillers régionaux dont : Banamba (3), Kati (4), Dioïla (4), Kangaba (2), Kolokani (3), Koulikoro (3), Nara (3).

II. SECURITE :

Au niveau de la région de Koulikoro, la sécurité est assurée par l'ensemble des corps des forces armées et de sécurité (les Armées, la Gendarmerie, la Garde nationale, la Police, la Protection civile, la Douane, les Eaux et forêts).

Tableau n°74. Répartition des forces armées et de sécurité au niveau des cercles de la région

Localités	Différents Corps						
	Armées et écoles militaires	Gendarmerie	Garde nationale	Police	Protection civile	Douane	Eaux et forêts
Banamba		X	X				X
Dioila		X	X		X	X	X
Kangaba		X	X	X		X	X
Kolokani		X	X				X
Kati	X	X	X	X	X	X	X
Nara		X	X	X		X	X
Koulikoro	X	X	X	X	X	?	X

La multiplication de ces postes de sécurité s'explique en partie par la situation de région frontalière qui prévaut à Koulikoro, limitrophe des pays de la Guinée -Conakry et de la Mauritanie avec lesquels le Mali entretient d'intenses relations économiques et de migration favorisant la circulation des hommes et des biens.

Il est à noter que la région de Koulikoro dispose des écoles supérieures militaires de formation et de maintien au niveau sous régional : EMA, EMIA, Prytanée militaire, EEM.

Malgré ce dispositif sécuritaire, la région connaît un certain nombre de **problèmes** de sécurité à savoir :

- L'insuffisance du personnel pour une couverture satisfaisante du territoire avec une situation d'équipements et de logistiques assez insuffisante,
- L'augmentation du taux de banditisme, des agressions (coupeurs de route) et des vols et surtout avec une situation de prolifération des armes légères utilisées pour ces agressions ;
- Le trafic accru de stupéfiants et des armes légères et les conflits frontaliers entre divers acteurs lié à cette la position transfrontalière de la région (avec la Mauritanie et la Guinée);
- Quelques cas d'inondations, de feux de brousse, de braconnage et d'exploitation abusive des ressources naturelles (forêts);
- L'aggravation du taux d'accidents des routes surtout sur les tronçons bitumés.

Ces différents problèmes nécessitent la mobilisation des forces armées et de sécurité pour garantir la paix et la stabilité, condition de réalisation des activités de développement.

Tableau n° 75. Situation de la sécurité dans la région (en termes d'acteurs, problèmes et perspectives)

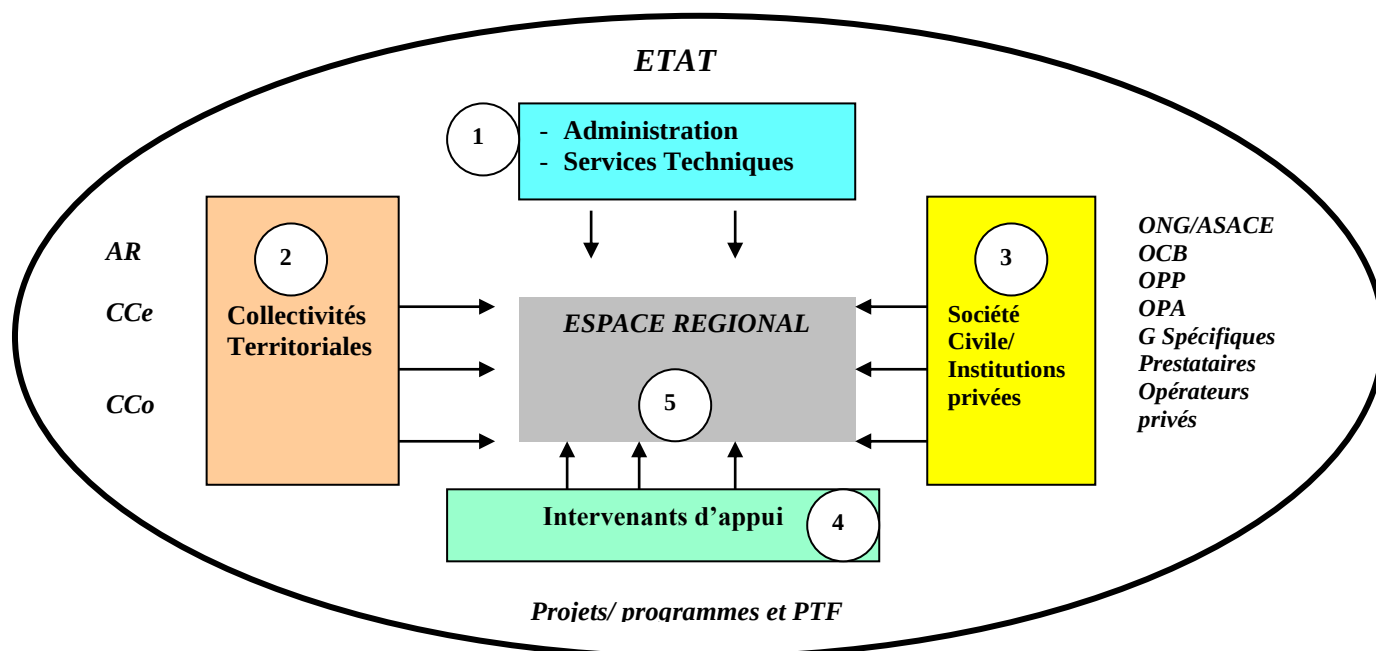
Service	Nbre Encadrement	Nbre Postes/ localisation	Nbre Accidents de circulation	Nbre Conflits	Nbre Trafics d'armes et de stupéfiants	Nbre Braquages et vols	Nbre Centres de détention	Problèmes	Perspectives
Police	-	02 à Koulikoro 01 à Kati 01 à Nara 01 à Kourémalé	de fév à sept 75 cas pour Koulikoro	-	-	02 cas	02 salles à garde à vue (Kati et Kkro)	- Insuffisance de personnel - Ratio : 10 845 habts/ policier - Insuffisance d'éclairage public dans les centres urbains - Désagradation du tissu social avec la fermeture des Unités industrielles (HUICOMA, Chemin de fer - Exiguité et insuffisance de route à Koulikoro - Manque de collaboration de la population en matière de renseignement et d'information	- Création d'un Commissariat dans chacun des 39 Arrondissements - accompagnant les Sous préfets - Création d'un Commissariat dans chaque localité ayant au moins 10 000 hbts (Dioila, Fana, Koulikoro) - Création de 02 nouveaux Commissariats à Kati - Implantation d'une Compagnie de GMS dans la Capitale régionale
Garde Nationale	2 ^{ème} Groupement régional avec : Compagnie territoriale Compagnies de maintien d'ordre Compagnies d'intervention	Plus de 200 agents au niveau : Région Cercle Arrondissement Commune	-	-	-	-	Administration pénitentiaire	- Insuffisance d'infrastructures (casernes, logement, centre de santé, Bureau, centre de formation) - Logistique (moyens roulants, transmission, matériels d'information)	- Création d'une école de Garde à Koulikoro - Sécurité plus près de la population - Faire une toile d'araignée à la limite de la circonscription - Insécurité Zéro dans la Région
DRCN	Direction SCN : - Cercles - Antennes/ postes	01 07 49	-	-	-	-	-	- Insuffisance de personnel (secrétaires, chauffeurs) - Personnel d'encadrement et de soutien insuffisant - Insuffisance voire inexistence de moyens logistiques - Mauvais état des infrastructures et	- Conserver, restaurer, protéger, et aménager les forêts, les réserves et parcs nationaux par la création de massifs forestiers villageois, la création de marchés ruraux autour de 45 massifs forestiers

								bâtiments (au niveau de la capitale régionale et dans les cercles)	villageois avec PAGS créés par l'AMADER - La mise en œuvre des PAGS des forêts classées de la région - L'accompagnement du processus de transfert des compétences aux CT - La création des zones d'intérêt cynégétique et d'écotourisme
Protection Civile	Direction régionale	01 poste de secours routier à Markacoungo (cercle de Dioila)	25 cas (dont 08 mortels : 1 par auto et 7 par moto)	-	-	-	-	- Insuffisance d'équipements, de matériels et de médicaments pour les premiers soins - Eloignement du poste des populations - Insuffisance de poteaux de bouche d'incendie (01 seule à ATT Bougou)	- Renforcement des capacités de la Direction régionale de la protection civile (équipements, formations, participations aux activités de développement de la région et aux cadres de concertations)
Gendarmerie	Etat major du Groupement le Groupement territorial de Gendarmerie de Koulikoro avec 16 Brigades Territoriales (BT), 2 Brigades de Recherche (BR) et 37 Postes de sécurité, 01 poste de pesage péage, 01 Poste péage, 01	Escadron basé à Kkro	-	-	-	-	-	- Problème de casernement et de logement - Insuffisance de moyens logistiques (véhicules, motos) - Problème de prise en charge des hommes dans les postes de sécurité	- Créer une légion de Gendarmerie à Koulikoro - Construction de casernes dans les Unités - Rapprocher les forces de sécurité des populations - Dotations en matériels et logistiques
		01 Compagnie basée à Kkro couvrant les cercles de Kkro, Banamba, Dioila avec les BT de Kkro, Banamba, Dioila, Massigui, Fana et BR de Kkro	-	-	-	-	-		
		01 Compagnie basée à Kati couvrant les cercles de Kati, Kolokani, Nara et Kangaba avec des BT de Kati,	-	-	-	-	-		

	Poste de droit de traversée routière à Nara	Kolokani, Mourdiah, Ballé, Kangaba, Siby, Naréna, Kalabancoro, Nara, Ouéléssébougou, Baguinéda et la BR de Kati							
Douane	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corp des surveillants de prison	-	-	-	-	-	-	Maisons d'arrêt Pénitenciers agricoles	-	-
Forces Armées	-	-	-	-	-	-		-	-

E. LE SOUS SECTEUR DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

Le développement régional met en relation plusieurs acteurs : publics, privés, associatifs internes et externes. Ces principaux acteurs comprennent entre autres: le Citoyen, les acteurs villageois, la Société Civile (OPA, OCB, ONG et faîtières diverses), l'administration et les services techniques déconcentrés, les Collectivités, les prestataires, les Partenaires Techniques et Financiers, les Projets divers et le secteur privé de la région.



- 1 Appui Conseil
Suivi Contrôle
Renforcement des Capacités des Acteurs
Investissement et financement
- 2 Planification et Gestion du Développement Local et Régional
- 3 Participation et Promotion de l'Economie Locale et Régionale
Opérateurs de mise en œuvre des activités
- 4 Appui à l'Investissement, au Financement et à la Mise en œuvre des Projets
Renforcement des Capacités des Acteurs
- 5 Mécanismes institutionnels Locaux et Régionaux de:
 - Concertation et Planification
 - Pilotage/ Coordination (CROCSAD, CLOCSAD, CCOCSAD, Comités de Pilotage des Projets)
 - Mécanisme PDESC
 - Suivi Evaluation des projets et programmes

Espace régional

I. INSTITUTIONS DE L'ETAT ET COLLECTIVITES DECENTRALISEES

1.1. Etat :

La gestion de la région s'organise autour de quatre catégories d'Institutions :

- Les Institutions déconcentrées de l'Etat, à savoir :
 - * L'administration comprenant le Gouverneur, les Préfets et Sous- Préfets,
 - * Les Services techniques et financiers déconcentrés de l'Etat,
 - * Les structures de la Justice,
 - * Les services des Forces armées et de Sécurité;
- Les institutions des collectivités territoriales comprenant :
 - * Les organes délibérants et les organes exécutifs (Conseil régional avec le Président de l'Assemblée, Conseils de cercle avec les Présidents de Conseils et Conseils communaux avec les Maires),
 - * Les services techniques des collectivités (services administratifs, techniques et financiers) pilotés par le Secrétaire Général;
- Les Institutions consultatives que sont les Chambres consulaires (agriculture, commerce et industrie, artisanat).
- Les institutions liées aux autres acteurs locaux et communautaires que sont : les institutions traditionnelles et religieuses (villages/ fractions et structures communautaires comme les chasseurs, les confréries, etc.), les acteurs des Partis politiques, les acteurs de la société civile (Organisations communautaires de base, associations et leurs faîtières, les médias, les ONG, les leaders communautaires et d'opinion).

1.2. L'ARK et les autres Collectivités

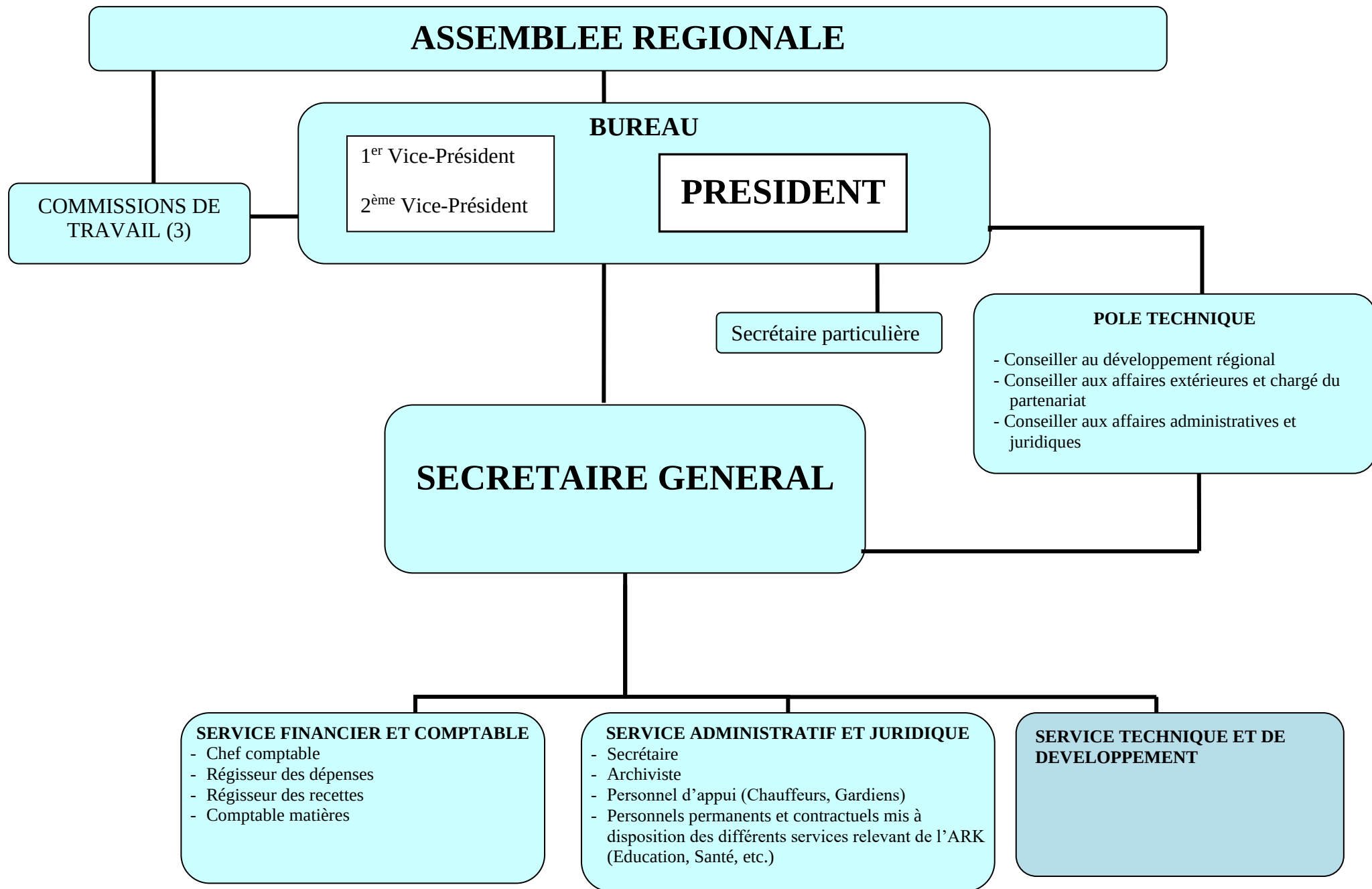
L'administration de la Collectivité « Région » de Koulikoro est assurée par une Assemblée régionale, organe délibérant de 22 membres. Elle compte précisément 7 Conseils de cercles et 108 conseils communaux. L'Assemblée Régionale est élue au suffrage universel indirect pour 5 ans (mai 2004) et ses décisions sont exécutées par un organe exécutif, le Bureau de l'ARK, composé de 3 membres, en l'occurrence le Président et deux Vice Présidents. Le Bureau s'appuie sur des Commissions de travail au nombre de trois (Commission économique, financière, foncière, domaniale et de développement ; Commission des affaires sociales, éducatives culturelles, sportives et environnementales et la Commission de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille) et sur le Secrétariat Général.

En plus, le Secrétariat Général de l'ARK est appuyé par :

- Une équipe de service administratif : (i) Chargé de communication et du protocole, (ii) Secrétaire, (iii) Archiviste, (iv) Personnel d'appui (Chauffeurs, Gardiens), (v) Personnels permanents et contractuels mis à disposition des différents services relevant de l'ARK (Education, Santé, etc.) ;
- Une équipe de service financier : (i) Chef comptable, (ii) Régisseur des dépenses, (iii) Régisseur des recettes, (iv) Comptable matière ;
- Un pôle technique : (i) Conseiller au développement régional, (ii) Conseiller aux affaires extérieures et chargé du partenariat, (iii) Conseiller aux affaires administratives et juridiques.

Les 07 Conseils de Cercles et l'Assemblée Régionale sont membres de l'Association des Collectivités Cercles et Régions du Mali. L'actuel Président de l'ARK, M. TOGOLA, est membre du Bureau de l'ACCRM.

Il est à souligner que les 108 communes de la région aussi sont membres de l'Association des Municipalités du Mali.



Toutes les Collectivités Territoriales disposent de l'essentiel du personnel technique et administratif de base, à savoir : le SEGAL, les régisseurs de dépenses et de recettes et souvent le Secrétariat pour les collectivités plus aisées.

Par contre, toutes les Collectivités Territoriales ne disposent pas de personnel technique pour accompagner la mise en œuvre des activités, sauf au niveau des cercles, régions et quelques grandes communes. Par ailleurs, dans le cadre du transfert des compétences, les différentes Collectivités Territoriales ont en charge différentes catégories de personnel contractuel (éducation, santé, hygiène/ assainissement, etc.) en fonction des besoins et des ressources disponibles.

La région de Koulikoro, et spécifiquement la ville, abrite régulièrement les grandes rencontres et expérimentations nationales en matière de dynamiques de décentralisation. (Ex. les ateliers nationaux sur le transfert des compétences, les ateliers sur la méthodologie de planification et de stratégies de développement local et régional, etc.).

L'ensemble des Collectivités Territoriales bénéficient du financement ANICT (FICT et FACT) et de la dotation générale de l'Etat aux Collectivités Territoriales.

Tableau n°76. Dotations 2007 de la région de Koulikoro

Cercles	Financement des dotations				DT 2007
	BSI	CTB	PARAD	PISE II- Pays Bas -Suede	
Banamba	10 660 482	141 155 482	65 932 683	219 344 167	437 092 814
Dioïla	51 410 980	0	175 699 688	137 881 430	364 992 098
Kangaba	22 621 815	0	77 311 227	59 565 890	159 498 932
Kati	54 644 446	0	167 270 183	462 559 696	684 474 325
Kolokani	10 127 275	163 348 868	40 167 455	264 772 890	478 416 488
Koulikoro	25 585 201	0	87 438 750	329 751 480	442 775 431
Nara	13 473 627	193 843 027	68 000 693	239 621 193	514 938 540
Total	188 523 826	498 347 377	681 820 679	1 713 496 746	3 082 188 628

Source : ANICT 16 juin 2007

Dans le cadre de l'atteinte des indicateurs PARAD en matière d'appui aux CT, les indicateurs donnent les références suivantes pour Koilikoro en 2006/2007 :

- Tenue des sessions : nombre de sessions à tenir 432 ; effectivement tenues : 257 (59,49%) avec 257 PV (100%) (2007),
- Production des comptes administratifs : 107 CA produit contre 108, donc 99,07% : (situation de 2006),
- Appui à la maîtrise d'ouvrage : 108 communes appuyées donc 100%. Cet état prend en compte tous les appuis des CCC et des services techniques à l'endroit des communes pour l'élaboration des budgets (Budget Primitif, Budget Aauditif) et les comptes administratifs. Tout comme l'élaboration des PDESC, le montage et la mise en œuvre de projets et réalisation (2007).

En plus des Associations, ces Collectivités Territoriales entretiennent différents types de Partenariat et de Coopérations dans le cadre :

- De la Coopération Inter collectivité au Mali à travers les expériences de SECOM ou de Syndicats intercollectivités appuyés par des partenaires comme la SNV ;
- De la coopération décentralisée avec les communes d'autres pays, notamment Afrique et Europe. On note une quinzaine d'expériences de jumelage et de coopération décentralisée.

Les activités portent sur les échanges culturels, les missions de partage et le soutien à des initiatives en approvisionnement d'eau, en santé et en éducation et même en sports.

Nobstant des acquis enregistrés, les collectivités territoriales restent confrontées à de nombreuses **difficultés**, entre autres :

- Le bas niveau de formation, voire l'analphabétisme de certains élus,
- La passivité des élus dans les prises de décision,
- La grande instabilité du personnel administratif des CT et parfois de son insuffisance (régisseurs, secrétaires généraux),
- La faible capacité de mobilisation des ressources financières internes des CT pour impulser le développement,
- L'insuffisance de volonté de l'Etat pour le transfert des compétences et des ressources aux CT,
- L'insuffisance de la tutelle dans l'appui conseil aux CT et la faible application du contrôle de légalité des organes et des actes,
- L'insuffisance de la prise de conscience des populations qui frise l'incivisme,
- La sous information des populations par rapport à leur responsabilité dans la mise en œuvre de la décentralisation,
- Le déficit dans la communication et dans le suivi et le contrôle des acteurs de gestion locale,
- La faiblesse des organisations de la société civile pour exiger leur droit de contrôle et surtout des associations d'usagers pour le suivi de la gestion locale,
- L'insuffisance de préparation des acteurs à leur rôle,
- L'insuffisance de synergie entre les intervenants pour favoriser la mise en cohérence des appuis aux acteurs locaux,
- L'insuffisance de dialogue entre le dispositif technique et le dispositif financier à travers la formalisation des rencontres et échanges avec les antennes ANICT, les projets d'appui à la décentralisation,
- L'insuffisance d'implication/ participation des services techniques de l'Etat dans le processus de planification des CT pour cause de retard dans l'information ou de manque de moyens,
- Les difficultés dans l'animation des CROCSAD, des CLOCSAD et des CCOCSAD.

1.3. Associations de Développement :

Les politiques d'ajustement structurel ont amené l'Etat à se désengager dans certains domaines productifs au profit des communautés de base. Face à cette situation et en faveur de la démocratisation de notre pays, les populations urbaines et rurales ont développé des mécanismes d'adaptation à travers des associations, groupements et organisations de différentes natures. Cette dynamique associative s'est développée dans tous les secteurs : économique, social, culturel, environnemental, etc.

Il n'existe pas de village qui ne dispose pas d'une association des jeunes, des femmes, d'un groupement d'intérêt économique ou d'une association de développement embrassant telle ou telle activité. Les associations participent au développement local à partir de leurs ressources propres. Ainsi, des résultats appréciables ont pu être atteints.

Par ailleurs, la vie associative contribue largement à l'ancrage démocratique local et à la bonne gouvernance. Elle développe les réflexes citoyens et incite aux comportements civiques. Ces associations sont des espaces pour la promotion du développement de proximité avec l'avantage de cibler les besoins prioritaires des populations.

A l'instar de toutes les régions du Mali, les femmes de la région de Koulikoro représentent une force de travail appréciable. Leur contribution est essentielle au bien-être des ménages, à la survie des exploitations agricoles, au développement de l'élevage, de l'artisanat, à la protection de l'environnement, les échanges et les transformations, etc. C'est pourquoi, généralement, les femmes sont occupées pendant les douze (12) mois de l'année.

Le Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille et certains projets et organisations spécifiques travaillent pour améliorer les conditions socioéconomiques des femmes qui sont les plus touchées par la pauvreté et aussi pour la défense de leurs intérêts et leur positionnement stratégique dans les structures de décision ou de gestion.

II. MECANISMES ET STRUCTURES DE PLANIFICATION :

Les systèmes de planification reconnus à ce jour sont de deux types :

● Le système des collectivités territoriales à travers les PDESC :

Selon la loi 95-034, les Collectivités doivent chaque 3 ou 5 ans faire un programme de développement assorti d'un plan annuel d'investissement. Cela fait des PDESC l'unique cadre de référence de planification pour les Collectivités Territoriales.

Chacune des 116 collectivités de la région a élaboré et adopté son PDESC de la période quinquennale allant de 2004 à 2009 selon les cas.

Les procédures édictées par le CCT et suivant les principes de la planification participative et ascendante, l'ensemble des activités de la planification requière l'implication de tous les acteurs. Et depuis 2007, une dynamique de démarche a été testée à Koulikoro et adoptée au niveau National, aboutissant à un guide méthodologique favorisant la mise en cohérence et l'harmonisation des procédures de planification : « guide méthodologique d'élaboration du Schéma de développement et du Plan de Développement Régional et Local ».

La DRPSIAP et ses démembrements dans la région ont toujours participé à l'élaboration des PDSEC afin qu'ils soient techniquement acceptables et harmonisés avec les programmes et politiques nationales.

● Le système des projets sectoriels :

Le deuxième système de planification prend ses références dans le CSLP/CSCR et/ ou dans les politiques et programmes sectoriels pour les projets dans différents secteurs dans le cadre des appuis programmes, des appuis budgétaires sectoriels ou programmes classiques.

La dynamique de planification ici s'illustre par l'établissement d'une situation de référence, les concertations locales et régionales pour les priorités, les formulations des stratégies et le choix des activités, la validation et la mobilisation des ressources pour leur mise en œuvre.

En fonction de la nature du projet et des porteurs, la dynamique de coordination et de pilotage est déterminée.

De plus, certaines approches de planification complétant la dynamique des PDESC et des projets sectoriels ont cours dans la région.

III. MECANISME DE SUIVI EVALUATION AU NIVEAU DE LA REGION, DES CERCLES ET COMMUNES :

Les mécanismes de suivi évaluation tout en visant les mêmes objectifs (veiller au bon déroulement des opérations et procéder à l'appréciation des résultats atteints afin de les comparer aux objectifs recherchés) diffèrent selon la nature des structures, du financement, etc.

Les services techniques sont soumis aux procédures de suivi évaluation qui découlent de leurs textes de création et d'organisation, de manuels adoptés souvent, des contrats et conventions établis dans le cadre de leurs missions avec leurs partenaires. Les ST doivent rendre compte au niveau de l'administration régionale et au niveau des directions techniques nationales.

Quant aux collectivités, les mécanismes de leur suivi évaluation se fondent sur les différents textes législatifs et réglementaires qui les régissent. On retient entre autres :

- La loi 95-034 portant Code des Collectivités Territoriales qui fixent les fonctions de la tutelle : chargée du suivi évaluation (le Préfet pour les communes, le gouverneur pour les cercles et le MATCL pour les régions et le District de Bamako) ;
- Le décret 97-192, portant règlement financier qui précise en son article 7: la séparation des fonctions de l'Ordonnateur et celles du Comptable municipal en même temps que les procédures à suivre pour la gestion financière et comptable.

Des indications de dates et de documents à produire et à diffuser cités dans plusieurs textes servent également de références pour le suivi évaluation (nombre de sessions à tenir par an, date limite pour l'élaboration des budgets et Compte administratif, le mode de recrutement du personnel, les affichages et transmission des documents à des lieux et dans des délais).

En outre, en plus des services techniques, les PTF intervenant dans la région disposent de leur propre système de suivi évaluation fondé sur les objectifs recherchés, les conventions, les modes de financement et de gestion.

L'Administration régionale et locale, conformément à ses prérogatives et missions, assure le suivi de l'ensemble des activités de la région à travers le Cabinet du Gouverneur, les Préfets et les Sous préfets, les Directions et Services déconcentrés. Les comptes administratifs et les comptes de gestion des collectivités servent de support pour le suivi des activités des projets et plans.

Sur le plan opérationnel, la centralisation de ce suivi, en termes de données, est organisée au niveau des services de la DRPSIAP.

IV. MECANISMES DE COORDINATION / CONCERTATION AU NIVEAU DE LA REGION, DES CERCLES, DES COMMUNES :

Depuis le 21 février 2008, le décret n° 08- 095 /P-RM, a institué la création des Comités Régionaux (CROCSAD), Locaux (CLOCSAD) et Communaux (CCOCSAD) d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement au niveau de chaque région.

Ces Comités ont pour mission de promouvoir la synergie des actions de développement entre les différents intervenants dans la région suivant les niveaux. Ils sont chargés spécifiquement de :

- Donner un avis sur les stratégies et programmes de développement au niveau de la région ou du cercle ou de la commune et suivre leur mise en œuvre ;
- Veiller à la cohérence de la mise en œuvre des programmes sectoriels suivant le niveau ;
- Formuler des recommandations et suggestions ou proposer des mesures tendant à assurer une bonne exécution des dits programmes ;
- Susciter l'implication de tous les acteurs dans le processus de réformes institutionnelles au niveau requis ;
- Orienter, coordonner, suivre et évaluer les appuis nécessaires à la mise en œuvre des programmes de développement des collectivités territoriales dans la région, le cercle ou la commune.

Les compositions varient suivant le niveau et c'est le Gouverneur, le Préfet ou le Sous Préfet qui en constituent le Président. Le secrétariat de ces Comités est assuré par les structures déconcentrées de la DRPSIAP. Ces Comités peuvent créer en fonction des besoins des Commissions de travail.

Ce dispositif abroge les autres mécanismes de planification dans la région, à savoir : les CRO, les CLO, les CRPSD, les, CLPSD, les CCRSIPD, les CRPD et CLPD, les CRCPDI.

En outre, certaines structures déconcentrées telles que la Santé, l'Education ont des **Comités Régionaux d'Orientation et de Planification** (Ex. le CROCEP de la Santé).

Au niveau des Collectivités, les rencontres de l'Assemblée régionale, des Conseils de Cercle et des Conseils communaux constituent des **cadres de concertation et de coordination** des actions à la base surtout au moment des procédures de planification et de bilan annuel.

Il faut toutefois souligner avec insistance que les différents acteurs locaux, surtout au niveau des artisans, des producteurs et leurs différents OP, des organisations de développement à la base (femmes, jeunes, etc.), les groupements socio professionnels, les acteurs du secteur privé (prestataires, fournisseurs, entreprises, commerçants), ne sont pris en compte que par deux formules :

- Leur participation au processus de planification pour négocier leurs préoccupations à inscrire dans les PDESC ;
- Leur participation aux mécanismes de concertation et de programmation organisés par les projets spécifiques qui ont des composantes d'appui aux acteurs locaux dans tel ou tel secteur, pour les besoins spécifiques de ces acteurs.

V. PARTIS POLITIQUES

Les partis politiques présents dans la région de Koulikoro sont au nombre de 26. Ils sont repartis comme suit :

Tableau n°77. Répertoire des Formations politiques évoluant dans la région de Koulikoro :

CERCLE	FORMATIONS POLITIQUES PRESENTES	TOTAL
Banamba	- Alliance pour la Démocratie au Mali, Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (ADEMA PASJ) ; - Parti pour la Renaissance Nationale (PARENA) ;	16
Dioila	- Rassemblement pour la Démocratie et le Progrès (RDP) ; - Parti pour la Démocratie et le Progrès (PDP) - Union Soudanaise - Rassemblement Démocratique Africain (US -RDA) ;	17
Kangaba	- Parti pour l'Unité, le Développement et le Progrès (PUDP) ; - Parti Ecologique pour l'Intégration (PEI) ;	16
Kati	- Union pour la Démocratie et le Développement (UDD) ; - Convention Sociale Démocrate (CDS) ; - Convention Parti du Peuple (COPP) ; - Bloc pour la Démocratie et l'Intégration Africaine Faso Jigi (BDIA - FJ) ; - Mouvement Patriotique pour le Renouveau (MPR) ;	20
Kolokani	- Congrès National d'Initiative Démocratique (CNID - Faso Yiriwa Ton (FYT) ; - Parti pour la Démocratie et le Renouveau (PDR) ;	17
Koulikoro	- Rassemblement pour le Mali (RPM) ; - Union pour la République et la Démocratie (URD) ; - Mouvement pour l'Indépendance, la Renaissance et l'Intégration Africaine (MIRIA) ;	20
Nara	- Parti pour la Solidarité et le Progrès (PSP) ; - Rassemblement pour le développement et la Solidarité (RDS) ; - Parti Libéral Malien (PLM)	17

Source: Direction Nationale de l'Intérieur – Août -2005

Ces partis politiques ont pour mission l'animation de la vie politique, l'éducation et l'information des citoyens et leur mobilisation pour mieux participer aux activités de développement, mais surtout aux élections diverses. Ils constituent les éléments clé du jeu politique pour l'accès au pouvoir à travers les élections démocratiques.

La spécificité malienne valable dans toutes les régions est l'existence d'acteurs indépendants dans le jeu politique qui fondent leur légitimité sur leur droit de citoyenneté et sur leur popularité et ancrage dans les localités.

Les 22 membres élus de l'ARK proviennent de 07 des partis politiques de la région avec des Indépendants.

VI. LES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

Les acteurs du développement institutionnel se répartissent entre :

- L'Etat et ses services techniques
- Les Partis politiques
- Les collectivités et les élus
- Les PTF
- Les organisations non gouvernementales
- Les projets et programmes
- Les citoyens/ usagers
- Les organisations de la société civile et leurs faîtières

VII. LES PROBLEMES AU NIVEAU DU SOUS SECTEUR DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

Les contraintes et difficultés enregistrées sont :

- Le problème de transfert de compétences et des ressources aux collectivités locales qui n'est pas encore effectif, conformément aux textes ;
- La mauvaise perception de la vision du développement régionale (insuffisance des outils, moyens et méthodes de travail) ;
- L'insuffisance de collaboration et de dialogue entre les structures techniques elles-mêmes et entre les projets et les structures techniques dans la dynamique de planification ;
- Le manque de cohérence entre l'échelon Nation, Région et Locale ;
- La mauvaise circulation de l'information et de l'organisation du monde rural ;
- L'insuffisance d'initiatives de concertations régionales et locales entre les CT et les acteurs étatiques et non étatiques.

VIII. LES PERSPECTIVES REGIONALES

Elles portent sur :

- L'effectivité de la déconcentration des structures techniques (même si celles-la ne sont pas toutes représentées dans la région) ;
- La coordination des activités des nombreuses ONG travaillant dans la région ;
- L'instauration et la dynamisation des politiques et stratégies de bonne gouvernance avec la décentralisation des institutions,
- Une meilleure organisation des Organisations de la Société Civile avec les faîtières diverses ;
- L'instauration d'un débat et des cadres d'interpellation des autorités au sein de l'espace d'interpellation démocratique pour une liberté démocratique;
- La participation des populations/ citoyens aux actions de développement,
- Etc.

F. LE SOUS SECTEUR ENCADREMENT TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES

I. LES SERVICES TECHNIQUES DECONCENTRES DE L'ETAT :

Les services techniques au niveau de la région sont classés de la façon suivante :

☉ Secteur de l'économie rurale

- Direction Régionale de l'Agriculture
- Direction Régionale de la Conservation de la Nature
- Service Régional de la Protection des Végétaux
- Direction Régionale du Génie Rural
- Direction Régionale des Productions et Industries Animales
- Direction Régionale des Services Vétérinaires
- Direction régionale de la Pêche
- Direction Régionale de l'Assainissement, de Contrôle des Pollutions et Nuisances
- Institut Polytechnique Rural/Institut de Formation et de Recherche Appliquée
- Représentation de la Compagnie Malienne de Développement Textile
- Direction de l'Office des Périmètres Irrigués de Baguineda
- Antenne de l'Office de la Haute Vallée du Niger

☉ Secteur secondaire

- Direction Régionale de l'Hydraulique de l'Energie et Mines
- Direction Régionale du Commerce et de la Concurrence
- Energie du Mali
- Direction Régionale de l'OMATHO

☉ Infrastructures

- Direction Régionale des Routes
- Direction Régionale des Transports
- Direction Régionale de l'Urbanisme et de l'Habitat
- Direction Régionale des Domaines et du Cadastre
- Direction Régionale de la Société des Télécommunications du Mali (SOTELMA)
- Direction Régionale de l'Office National des Postes
- Service de la Météorologie
- Représentation de la Compagnie Malienne de Navigation (COMANAV)

☉ Ressources humaines

- Direction Régionale de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
- Direction Régionale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
- Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports, des Arts et de la Culture
- Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire
- Direction de l'Académie d'Enseignement de Koulikoro
- Direction de l'Académie d'Enseignement de Kati
- Direction Régionale de la Santé
- Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
- Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi

- Direction Régionale de la Protection Civile
- Direction Régionale de la Police
- Groupement de la Gendarmerie
- Groupement de la Garde et Goum
- Direction Régionale du Budget
- Direction Régionale du Trésor
- Direction Régionale du Contrôle Financier
- Direction Régionale des Impôts
- Direction Régionale de la Caisse de Retraite
- Direction Régionale de l'Institut National de Prévoyance Nationale
- Représentation Régionale du Système d'Alerte Précoce
- Office des Produits Alimentaires du Mali (OPAM)
- Station Régionale ORTM-FM/TV
- Antenne Régionale de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
- Tribunal de 1^{ère} Instance.
- Antenne Fonds d'Appui et de Formation Professionnelle des Artisans
- Antenne régionale de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
- Le Centre de Formation Agronomique Rural.

Les services chargés du développement rural assurent principalement le conseil agricole, l'aménagement des périmètres maraîchers et rizicoles, les petites irrigations, le suivi, les soins vétérinaires, la protection de la nature, le suivi et l'amélioration de la pêche, la réalisation et l'entretien des routes, le domaine de l'éducation, de la santé, de la jeunesse de la femme, de l'enfant et de la famille entre autres.

Tableau n°78. Composition du personnel des services techniques régionaux

<i>Service technique</i>	<i>Catégorie A</i>	<i>Catégorie B</i>	<i>Catégorie C</i>	<i>Personnel d'appui</i>	<i>Autre</i>	<i>Total</i>
Administration	-	-	-	-	-	48
DRA	32	63	57	13	00	165
DRPSIAP	05	07	07	01	00	20
Contrôle financier	04	05	03		03	15
Trésor	-	-	-	-	-	71
Budget	03	05	05	00	02	15
DRPIA	09	32	21	04	11	77
DRCN	19	86	17	00	00	122
DRAE	09	02	01	02	00	14
DRGR	06	10	03	03	00	22
DRHE	02	06	05	00	05	18
DRUH	03	20	04	00	07	34
DREFPRE	02	00	00	03	00	05
IPR/IFRA	-	-	-	-	-	137
CMDT	nd	nd	nd	nd	nd	
FAFPA	nd	nd	nd	nd	nd	
CFAR	nd	nd	nd	nd	nd	
ANPE	01	01	01	04	00	07
APEJ	nd	nd	nd	nd	nd	
OPIB	nd	nd	nd	nd	nd	
OHVN	nd	nd	nd	nd	nd	
etc.						

II. LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES:

En plus de leur implication dans le partenariat, un certain nombre d'ONG internationales évoluent dans l'appui technique et l'organisation des acteurs locaux. Il s'agit entre autres: SNV, SWISS Contact, PACT-GTZ, PAD-K, Plan Mali, Word Vision, Hellen Keller, UNICEF, Handicap International, Brabam flamant, CREPA, Tonus, Water Aid, SYSMIN, etc. On peut citer aussi quelques ONG nationales d'envergure comme : Stop- Sahel, AMPPF, AMAPROS, AMADE, etc. *(à compléter)*

Cercles	ONG	Projets
Banamba		
Dioïla		
Kati		
Kangaba		
Kolokani		
Koulikoro		
Nara		

III. LES PROJETS /PROGRAMMES ET AUTRES ACTEURS D'APPUI:

Un nombre assez élevé de projets/ programmes et autres acteurs d'appui (plus d'une quarantaine) interviennent sur l'ensemble du territoire régional dans les secteurs de l'économie rurale, secondaire, des infrastructures et équipements et des ressources humaines.

Tableau n°79. Projets et programmes en cours d'exécution et en démarrage dans la région

Secteur de planification	Désignation de projets et programmes	Localisation
Economie rurale	Projet d'aménagement des périmètres de Maninkoura (PAPIM)	Kangaba et Kati
	Projet s'équiper en reboisant	Toute la région
	Programme d'appui aux services agricoles et organisations paysannes (PASAOP)	Toute la région
	Fonds de développement en zone Sahélienne (FODESA)	Nara, Kolokani, Banamba
	Projet de développement de l'élevage au sahel occidental (PRODESO phase II)	Nara
	Projet de développement de l'aviculture au Mali (PDAM)	Toute la région
	Programme panafricain contre les Epizooties	Toute la région
	Protection/aménagement des forêts et parc nationaux	Toute la région
	S'équiper pour vaincre la pauvreté	Toute la région
	Aménagement des berges du fleuve Niger (10 km par ville)	Koulikoro
Secteur secondaire	Programme de Renforcement des Capacités des acteurs de l'Hygiène et Assainissement dans les communes de Koulikoro et Fana	Koulikoro et Fana
	Développement Economique dans la Région de Koulikoro (DERK)	Banamba, Dioila, Koulikoro
	Appui aux activités des femmes dans la filière karité	Koulikoro
	STOP- SAHEL	Nara
	TONUS ?	
	WaterAid Tienfala ?	
	CREPA	Fana, Koulikoro, Kati
	Usine d'assemblage de tracteurs	Samanko
	Projet d'Appui au Développement des Activités maraîchères Périurbaines à Samanko (PADAP)	DNA - Kati
	Réhabilitation/Expérimentation du CEEMA/Samanko/IER	IER
	Réhabilitation du Périmètre Hydro agricole de Baguineda	OPIB - Kati
	Projet d'Intensification du Périmètre irrigué de Baguineda (PIB)	OPIB- Kati
	Programme de développement de la Pêche et de la pisciculture en zone	(DNP) -Kati -

	OHVN	Kangaba
	Hydraulique villageoise et pastorale (phase II)	Toute la région
	Réhabilitation de 400 puits traditionnels (1 ^{ère} et 2 ^{ème} région)	Toute la région
	Programme régional scolaire phase II	Toute la région
	Promotion énergie nouvelles et renouvelable	Toute la région
	Appui à la valorisation des agropastoraux et développement du secteur primaire	Toute la région
	Projet SYSMIN Recherche géographique et étude du secteur minier	Kangaba et Nara
	Promotion des Indices (identification et évaluation des substances minérales)	Kayes, Koulikoro, Sikasso et Bamako)
	Projet énergie domestique et accès aux services de base en milieu rural	Toute la région
Secteur infra-structures	Entretien chenal navigable du fleuve Niger	Koulikoro-Gao
	Appui à la gestion du patrimoine communal	Toute la région
	PCDA Programme de Compétitivité et la Diversification Agricole	Toute la région
	PSTII : Projet Sectoriel des Transports Phase II	Toute la région
	Programme d'investissement Office National des Postes	Toute la région
	Construction des infrastructures de stockage (OHVN)	Koulikoro
	Elaboration du schéma d'aménagement et de développement (SRAD) de Koulikoro	Koulikoro
	Elaboration/révision des schémas d'aménagement et d'urbanisation des villes	Toute la région
Secteurs des ressources humaines	Promotion emploi jeune (APEJ)	Toute la région
	FAFPA	Toute la région
	Formation professionnelle par apprentissage	Toute la région
	Projet d'Investissement du Secteur de l'Education (PISE)	Toute la région
	Projet d'appui au PRODESS	Toute la région
	Réhabilitation du centre féminin d'animation rural (CFAR)	Koulikoro
	Consolidation et extension station TV/FM	Toutes les régions
	Programme National d'action emploi et réduction de la pauvreté (PNA/ERP)	Toutes les régions
	Projet d'Appui à la Décentralisation- Koulikoro (PAD-K)	Banamba, Kolokani, Nara
	Projet d'Appui au Développement Communautaire (PADEC)	Kolokani
	CROCEP	Toute la région

IV. LES ACTEURS

Divers acteurs participent au renforcement des capacités et d'encadrement technique des acteurs au développement de la région. Ils sont :

- L'Etat et ses services techniques d'appui et d'encadrement avec les services déconcentrés locaux ;
- Les structures techniques spécialisées telles que la CMDT, OHVN et OPIB ;
- Les Unités de recherche et d'expérimentation (IPR/IFRA) et les Services des industries ;
- Les Collectivités et élus en tant qu'encadreurs et bénéficiaires,
- Les ONG et Projets et programmes,
- La société civile et ses faitières.

V. LES PROBLEMES AU NIVEAU DU SOUS SECTEUR ENCADREMENT TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES

Les problèmes portent principalement sur :

- L'insuffisance de la recherche appliquée et d'études sur les potentialités des ressources naturelles ;
- Le faible rendement des techniques de production du secteur primaire ;
- L'insuffisance de données statistiques pour la planification ;
- L'insuffisance d'encadrement et de vulgarisation de techniques de production du secteur primaire ;

- L'insuffisance de cadres techniques qualifiés pour l'élaboration de projets et programmes de développement, leur suivi et leur évaluation ;
- L'insuffisance de structures d'enseignement technique et de la main d'œuvre qualifiée ;
- L'insuffisance d'infrastructures sportives, culturelles, éducatives et socio sanitaires,
- etc.

VI. LES PERSPECTIVES POUR LA REGION

Elles s'articulent autour :

- du renforcement de capacités des structures d'encadrement techniques et de la société civile,
- du pourvoi de la région en cadres techniques qualifiés et structures techniques d'encadrement ;
- de la mise en place d'une politique régionale d'encadrement des cadres en fonction des domaines prioritaires du développement économique (karité, sésame, fruits : mangue et légumes).

G. LE SOUS SECTEUR EMPLOI ET TRAVAIL

I. APERÇU GENERAL DE LA PROBLEMATIQUE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL DES JEUNES ET FEMMES AU MALI

Le Mali d'avec une population de 9 810 912 habitants selon le recensement général de la population et de l'habitat réalisé en 1998, est estimée à 12 377 682 habitants selon l'EPAM 2007 (source DOEF/ANPE). La pyramide de cette population selon les groupes d'âge quinquennaux présente une base assez large. Ceci dénote la grande jeunesse de la population malienne.

En effet, de plus en plus les jeunes des zones rurales se déplacent vers les zones urbaines, ce qui crée un problème socioéconomique avec son corollaire de taux de chômage urbain très élevé (27,3% à Bamako, dont plus de 63% ont moins de 29 ans, 15% dans les villes secondaires du Mali).

Les jeunes d'aujourd'hui font face à un déficit croissant de possibilités de travail décent et à des niveaux élevés d'incertitude économique et sociale. Le Pays se trouve alors confronté au défi de créer des emplois décents et durables pour le grand nombre de jeunes femmes et jeunes hommes qui arrivent sur le marché du travail chaque année;

Les systèmes de production et d'échange au plan mondial, l'insuffisance de la croissance économique, les fortes contraintes liées à l'environnement qui se déclinent en termes de sécheresse et de désertification, conjuguée à des changements technologiques accélérés, sont les causes de cette situation.

II. CAS SPECIFIQUE DE LA REGION DE KOULIKORO

La région de Koulikoro, avec ses 1 981 364 habitants n'échappe pas au constat de la problématique du travail et de l'emploi des jeunes.

Il ressort de l'EPAM 2007, que la plus grande partie de l'offre de travail sur le marché de Koulikoro, provient des tranches juvéniles. Alors qu'un tiers de la population se trouve dans la tranche d'âge de 15 à 40 ans, 54 % d'enfants de moins de 15 ans vont amorcer leur entrée sur le marché du travail.

Parmi les personnes présentes sur le marché du travail donc les personnes de 15 ans et plus, 69,2% sont des jeunes de 15 à 40 ans, les adultes de plus de 40 ans ne représentant alors que 30,8 % de la population active. Les statistiques récentes montrent que le nombre des inactifs est très élevé dans la région de Koulikoro. Ceci est surtout causé par l'occupation des femmes au foyer, le nombre élevé d'enfants de moins de 15 ans et les personnes âgées.

Les jeunes de (15-40 ans) représentent plus de 70 % de la population d'âge actif, ce qui dénote la présence d'une forte main d'œuvre donc d'une offre de travail très significative. La répartition des individus selon la situation dans l'activité cache des disparités selon le milieu de résidence et le sexe à Koulikoro :

- En milieu rural les actifs occupés représentent 86,3% de la population active potentielle, cette proportion s'établit à 13,7% dans le milieu urbain mais par contre renferme les parts de chômeurs les plus élevées soit respectivement 11,7% pour les actifs de (15-40) et 7,9% pour ceux de 41 ans et plus
- Près de 3 actifs occupés sur 4 n'ont aucun niveau d'instruction. La main d'œuvre occupée est largement dominée par les travailleurs illettrés.

- Une distinction nette apparaît entre les diplômés et les personnes non instruites ou moins instruites.
- Plus de 43 % des actifs occupés ayant le niveau d'étude fondamentale 1 (7 années d'études) travaillent à leur propre compte comme indépendant dans le secteur informel.
- Toutefois, de plus en plus de diplômés titulaire de licence et plus pour s'insérer sur le marché du travail acceptent d'occuper des emplois en deçà de leurs qualifications. A titre d'illustration, 66,7% de ces diplômés du supérieur sont employés comme cadres moyens ou agents de maîtrise dans les entreprises

D'après les résultats de l'EPAM 2007, la durée moyenne de chômage s'établit dans la région de Koulikoro à 6 ans, mais elle s'élève à 9 années pour les groupes d'âges de 25-29 ans.

A cela, il faut ajouter les **contraintes majeures** aux quelles la région est confrontée et qui freinent les opportunités de création d'emploi, à savoir :

- l'enclavement intérieur et extérieur ;
- le manque d'Industries Locales de transformation ;
- l'insuffisance d'électrification et de moyens de communication ;
- la non maîtrise des ressources en eau ;
- le sous développement du secteur primaire ;
- l'inorganisation des acteurs du développement et des secteurs d'activités
- le manque de compétences fondamentales requises pour accéder à la formation professionnelle.

Aussi, faudrait-il mentionner chez les jeunes et les femmes :

- le manque de changement de mentalité ;
- le manque d'informations sur les structures chargées des questions d'emploi ;
- la méconnaissance des techniques de recherche d'emploi ;
- le manque d'expérience professionnelle ;
- la difficulté d'accès au crédit ;
- l'inadéquation formation emploi ;
- la proximité de Bamako.

Malgré, la présence des industries en souffrance, la région de Koulikoro, a beaucoup d'atouts d'absorption en matière d'emploi des jeunes et des femmes.

Parmi ces atouts nous pouvons citer:

- La présence en son sein des Directions Régionales de l'ANPE, de l'APEJ, du FAFPA qui offrent chacune des opportunités énormes de création d'emplois ,à travers la formation, les appui technique et financier dans le cadre de leur mission de promotion d'emploi.
- La présence de beaucoup de centres professionnels qui offrent des formations adaptées aux besoins de son marché du travail.
- L'existence des filières économiques qui constituent d'énormes potentialités de création d'emplois pour la région, mais qu'il faudrait juste dynamisées à savoir : l'agriculture, l'élevage, la pêche, le commerce, le maraîchage, les industries, la plantation, le transport (routier et fluvial), le tourisme, l'exploitation des matériaux de construction.

Toutefois pour une question stratégique, il est évident que certaines activités seront plus profitables à la promotion de l'insertion sociale des femmes et d'autres aux jeunes.

III. LES ACTEURS

Les acteurs *l'emploi et du travail* sont :

- L'Etat et ses services techniques
- Les collectivités et les élus
- Les PTF ;
- Les employeurs et entreprises diverses du secteur privé ;
- Les organisations non gouvernementales
- Les organisations de la société civile et leurs faîtières
- L'emploi rural (jeunes agriculteurs, éleveurs, artisans ruraux, les puisatiers, les petits commerçants, intermédiaires d'approvisionnement et de commercialisation etc.).

IV. LES CONTRAINTES ET LES DIFFICULTES

Les contraintes et difficultés spécifiques à la région de Koulikoro portent entre autres sur:

- Le manque de préparation des actifs pour la valorisation des opportunités d'emploi rural ;
- L'insuffisance de l'information et de la communication par rapport aux opportunités d'emploi;
- L'inorganisation des acteurs du développement et des secteurs d'activités ;
- Le manque de compétences et d'expérience professionnelle requises pour accéder à la formation professionnelle.
- Le manque de structures appropriées de formation dans les métiers techniques et de transformation lié à l'inadéquation de la formation -emploi;
- Le manque d'informations sur les structures chargées des questions d'emploi ;
- La difficulté d'accès au crédit et aux opportunités de financement;
- La proximité de Bamako et l'attrait de la ville, renforçant le taux d'exode ;
- Etc.

V. LES PERSPECTIVES REGIONALES DANS LE DOMAINE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

Le développement d'une Politique régionale pour l'emploi accompagné d'une stratégie opérationnelle et d'un plan d'action de renforcement des capacités techniques des jeunes et des femmes, peut permettre à la région de dégager les ressources et potentialités nécessaires en vue de la prise en charge des problèmes liés à l'emploi et au travail. Cette stratégie doit être accompagnée par l'instauration d'un cadre de concertation entre les différents acteurs du développement de la région en vue d'une réflexion approfondie de l'approche régionale sur l'emploi et le travail.

H. LE SOUS SECTEUR PARTENARIAT ET COOPERATION

I. LES ONG - ASSOCIATIONS

La région de Koulikoro compte une centaine d'ONG dont une dizaine seulement a son siège ou une antenne sur le territoire avec une forte intervention dans les cercles de Kati et Koulikoro. Elles interviennent dans les domaines multiples et variés : l'éducation, la santé, le développement rural, la décentralisation, l'environnement, la micro - finance, l'artisanat, l'alphabétisation, la promotion culturelle etc.

Cercles	Nombre d'ONG
Koulikoro	28
Banamba	05
Dioïla	11
Kangaba	09
Kati	30
Kolokani	08
Nara	06
Total	97

Tableau n°80. Coopération dans la région

Localités	Coopération décentralisée	Coopération régionale	Coopération avec les cercles	Coopération avec les communes	Coopération avec les villages/ jumelage
Koulikoro	-	-	-	Syndicat intercollectivités « MARA DEMESO » L'inter communalité de « BADENYA JEKABAARA » (2 communes)	Quétigny (France) Bous (France) Basse Normandie (France)
N ara	Quimperlé (France)	-	-	Syndicat intercollectivités « MARANKAPPE »	-
Nyamana (Nara)	Hennébon (France)	-	-	-	-
Ouagadou (Nara)	Vegas Del Genil (Espagne)	-	--	-	-
Mourdhia (Nara)	-	-	-	-	Hennebont (France)
Kolokani	Partenariat tripartite avec Viroflay (France) et Hassloch (Allemagne)	-	-	Syndicat intercollectivités « BELEDOUGOU NYETA »	Virolfay (France)
Dioila (cercle)		-	-	Syndicat intercollectivités	Smarves (France)
Fana (Dioila)		-	-	-	Amboise (France)
Markacoungo		-	-	-	Chargé (France)
Kati		-	-	-	Plateau (France)
Moribabougou (Kati)		-	-	-	St- Martin (France)
Nafadji (Kati)		-	-	-	St Maur de Touraine (France)
Nafadjila (Kati)		-	-	-	St Jean de la Ruelle (France)
Ouélessébougou (Kati)		-	-	-	Pointivy (France)
Sanankoroba (Kati)		-	-	-	Ste Elisabeth (Canada)
Tombola	-	-	-	-	Vitry Sur- Seine (France)
Kenenkou (Kati)	-	-	-	-	Roche-La Molière (France)
Kangaba	-	-	-	Syndicat intercollectivités	
Kéniéba-kongon (Kangaba)	-	-	-	-	Thionville (France)
Banamba	Clarence Rockland (Canada)	-	-	Syndicat intercollectivités « YIRIWASO »	-
Dugu Wolowula (Banamba)	Ogodara (Burkina Faso)	-	-	-	-

Kangaba & Kati	-	-	L'inter communalité de l'Amicale des Municipalités du Mandé (18 communes)	-	-
Yanfolila, Bougouni, Kati	-	-	Syndicat d'inter communalité de « WADAKEDJI » (6 communes des cercles de Yanfolila- Bougouni et 2 communes de Kati)	-	-
Koulikoro/ Kayes	-	Union des Communes Riveraines de la Réserve de Biosphère de la Boucle du Baoulé (UCRBBB)	-	-	-

II. LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

La région de Koulikoro bénéficie d'un appui technique et financier de plusieurs partenaires à travers les agences et projets de développement. Il s'agit entre autres : du PADEC à Kolokani, du PAPIM à Kangaba, du PIRB à Baguineda, du PADK à Kolokani, Banamba, Nara, du FODESA, du PGT, SNV, PACT, SAP, de l'ANICT, PASAOP....

Tableau n°81: Situation des ONG et organisations internationales intervenant dans la région de Koulikoro

Noms	Domaines d'intervention
Groupe d'Appui au Développement à la base (GADB)	Santé, agro -pastoralisme, Education, Décentralisation
Association de soutien au Développement des Actions des Populations (ASADAP)	Santé de la reproduction et Planification familiale, Formation, Protection de l'environnement, micro crédits
Association Subaahi Gumo (ASG)	Santé, agro- pastoralisme, Education, Environnement
Carrefour de Développement (CARD)	Développement rural, Artisanat
Le Tonus	Alphabétisation, Décentralisation, micro crédit, Gestion des ressources
Appui aux Initiatives communautaires de Développement (AICD/Héré Sira)	Santé, Travaux publics, Assainissement
Appui aux Initiatives de Base pour le développement de la femme (AIF)	Alphabétisation, Organisation des femmes, micro réalisation, AGR
Association Conseil pour le développement (ACOD)	Santé, agro- pastoralisme, Education, Décentralisation
Groupe de Recherche Action pour le Développement dans les banlieues (GRADE Banlieue)	Micro finance, Alphabétisation, Education, Projet Urbain
Association malienne pour la Promotion du Sahel (AMAPROS)	Agro-pastorale, Hydraulique villageoise Protection des Ecosystèmes, Education
Association Malienne pour la Protection et la Promotion de la Famille (AMPPF)	Santé de la Reproduction et vie sexuelle, Planification familiale, Service de base Communautaire
Association Malienne pour le Développement (AMADE)	Economie rurale, Santé, Hydraulique, Environnement, Formation/Education
Assistance aux Initiatives locales (ASIL)	Promotion culturelle, Education /format. Hydraulique, Environnement, Santé
Appui au Développement à la Base (ADB MALI)	Agro -pastorale, Education/formation, lutte contre la pauvreté, micro crédit
Réseau pour le Développement Intégré (REDEVI)	Education, Santé, Environnement, Aides d'urgence, Agro-pastorale, hydraulique
Association horizon défis du Développement (AHDD)	Education, Santé, Environnement, Aides d'urgence, Agro-pastorale, hydraulique
Organisation Malienne pour l'Appui au Développement Durable au Sahel (OMADDS)	Agriculture, Elevage, Environnement, Santé, Education
Sahel 21	Protection de l'environnement, hydraulique
Plan International (Mali)	Education, Droit des Enfants, Santé, Hydraulique
SNV	Bonne gouvernance, Appui aux Organisations Paysannes, Planification
Word Vision	Education, Santé
Swiss Contact	Entrepreneuriat et artisanat

Source : Coordination Régionale des ONG –Koulikoro

Ces actions ont un impact réel sur le développement des populations mais restent limitées par un manque de coordination et un déficit de collaboration avec les services techniques et les collectivités ; cela nuit à la mise en cohérence du développement local.

III. LES GRANDES COOPERATIONS D'APPUI A LA REGION

Un certain nombre de coopération interviennent dans région de Koulikoro à travers des projets significatifs à savoir :

- la Coopération Néerlandaise à travers la SNV sur Koulikoro Dioila, et Banamba avec les projets : Gouvernance Locale et le DERK ;
- La Coopération Allemande sur Koulikoro, Kati, avec le PACT ;
- La Coopération Belge sur Kolokani, Nara et Banamba et Koulikoro, avec le PADK ;
- La Coopération Suisse à travers Helvetas (Kati, Siby et Kangaba) et Swiss Contact.

IV. LES PROBLEMES AU NIVEAU DU PARTENARIAT ET DE LA COOPERATION

Ils portent entre autres sur :

- Le manque de concertation et de coordinations pour des projets/ programmes d'un même domaine d'intervention ;
- L'inefficacité de l'ARK dans la promotion des coopérations décentralisées ;
- Le manque d'emprise ou de collaboration de l'ARK sur les ONG intervenants dans la région ayant signé des Accords Cadres avec l'Etat au niveau central et la crainte du respect des engagements par ces dernières ;
- Le non respect des engagements par les différents intervenants ayant signé des protocoles, des Accords de partenariat ou autres conventions avec l'ARK et les capacités de portage et de suivi par cette dernière ;
- La résistance des ONG et même des projets de prendre en compte les responsabilités de l'ARK dans la promotion du développement régional en termes de dialogue, concertation et même d'appui.

V. LES PERSPECTIVES POUR LA REGION

Elles portent sur :

- La redynamisation des cadres institutionnels de coordination et de planification pour une vision partagée sur les orientations, les priorités et les perspectives de développement régional et aussi le suivi -bilan des actions et projets;
- La systématisation et l'actualisation de la monographie régionale pour améliorer l'état d'information sur les acteurs et leurs actions dans la région pouvant servir de support aux processus de planification.

I. LE SOUS SECTEUR GENRE/ PROMOTION DE LA FEMME

I. LA SITUATION DE LA FEMME DANS LE DEVELOPPEMENT REGIONAL:

Les femmes constituent 49,91% de la population de la région. Cet état de fait est renforcé par leur dynamisme, leur place et rôle dans les activités socioéconomiques et politiques de la région.

☉ Dans le **domaine de l'éducation**, l'éducation des femmes a connu un regain d'élan. On peut citer entre autres:

- La création de centres alpha pour les femmes et les filles non scolarisées ou déscolarisées (au moins un centre d'alpha / village) ;
- L'accroissement du taux d'alphabétisation ;
- Le taux de scolarisation des filles qui est de l'ordre de 52,39 en 2004- 2005
- L'appui aux femmes à travers la construction et la réhabilitation d'infrastructures préscolaires et scolaires pour renforcer leurs activités d'éducation,
- La sensibilisation sur la scolarisation des filles,
- L'instauration de bourses mamans.

Cependant, le constat réside dans ce déficit d'éducation et surtout de formation technique des femmes et spécifiquement leur sous information et l'insuffisance voire l'inexistence de structures de formation technique pour les femmes par rapport aux opportunités socioéconomiques en faveur de leur promotion.

☉ Rôles et place des femmes dans les **activités économiques** :

Dans le domaine des activités agricoles (agriculture, maraîchage, élevage, cueillette, pêche). Les femmes dominent le monde rural et sont dynamiques dans les filières comme l'élevage, la transformation, la commercialisation des produits (lait, poisson, fruits, bois). La force des traditions et la religion avec des pratiques entravent l'épanouissement de la femme.

- Dans le domaine de l'accès aux Ressources (L'accès à la terre, L'accès à l'équipement, financement/ micro crédit et épargne, l'accès aux ressources forestières, l'accès à l'information),
- Dans le domaine de la formation et les services de vulgarisation,
- Dans le domaine des circuits de commercialisation.

Les associations de femmes et ONG féminines interviennent dans :

- l'assainissement
- le reboisement
- la gestion des marchés et équipements socio collectifs réalisés par les collectivités (Ex. Points d'eau)
- la gestion des banques de céréales
- la gestion des petits périmètres irrigués et le maraîchage
- l'artisanat de transformation à travers les savonneries, la transformation des produits alimentaires (beurre de Karité, sésame, soumbala/ néré, jus de fruits, etc.), la teinture, le petit commerce (actrices dynamiques des foires et marchés locaux).

Il est important de noter qu'au niveau de chaque village existe au moins une association ou groupement de femmes, même si c'est de façon informelle.

II. LA PARTICIPATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT REGIONAL

- Dans le domaine de la vie publique et les prises de décision, de plus en plus les femmes de la région s'impliquent dans la vie publique.

Tableau n° 82. Situation des femmes élues dans la région

Localités	Conseillères	Maires	Députés	ARK
Banamba	06/138	0	0	0
Dioila	34/396	0	1	1
Kati	37/578	0	1	0
Kangaba	04/117	0	0	0
Koulikoro	12/152	0	0	0
Kolokani	15/186	0	0	0
Nara	06/187	0	0	0
Total	114/1940	0	02	01

Il faut noter que les femmes au niveau des partis politiques sont plutôt des mobilisatrices, des électrices que des éligibles. Lors des élections de 2004, il y a eu 114 élues au niveau de la région. Dans certains partis, les femmes ont occupé une bonne position (1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}.). Mais des efforts doivent être menés pour relever le nombre de femmes qui se présenteront aux élections futures.

Certaines dates sont célébrées par les femmes de la région, à l'instar des femmes du Mali et du celles du monde entier, comme **événements spéciaux** :

- 06 février :
- 08 mars :
- 15 mai :
- 16 juin :
- 31 juillet :
- 15 octobre :

- L'appui du Département dans la promotion de la femme au niveau de la région.

Dans le cadre de la Politique de Promotion des Femmes, de l'Enfant et de la Famille, le Département a ses démembrements au niveau de six cercles sur les sept que comprend la région de Koulikoro. Au niveau de la Capitale régionale, la Direction régionale dispose d'un siège flambant neuf où logent ses services techniques.

Les activités essentielles s'articulent autour de :

- La stratégie et les démarches de prise en compte de la question femme dans les activités de planification et de mise en œuvre des projets ;
- L'information et la sensibilisation sur l'approche équité de genre au niveau des acteurs clé ;
- Les activités de sensibilisation sur les thématiques comme l'éducation, la santé, le VIH/Sida, le droit des femmes, le trafic des enfants, etc.
- Les activités de plaidoyer/ lobbying à travers les célébrations des dates commémoratives illustrant l'importance et la place de la femme dans le développement national et régional (6 février, 8 mars, 16 juin, 31 juillet, 15 octobre, 15 mai) ;
- Les formations et les activités de renforcement des capacités des femmes ;

- L'accompagnement et la mise à disposition des équipements pour les groupes et associations de femmes (Plateformes multifonctionnelles, Unités de transformation, etc.) ;
- L'initiation de certains projets orientés spécifiquement sur la promotion des femmes et leur mise en œuvre à travers les associations et ONG de femmes.

III. APPROCHE EQUITE DE GENRE

Dans le cadre du développement durable, le Mali et ses partenaires accordent une importance spéciale à la promotion de la femme ; mais spécifiquement à l'approche de l'équité sociale à travers la démarche équité de genre.

A ce titre, un certain nombre d'actions, d'informations, de sensibilisation et même de formation technique, ont été développées tant au niveau national que régional ; et depuis, la tendance est à la systématisation de la prise en compte du genre dans la formulation et la mise en œuvre des politiques, stratégies et programmes de développement. Des mécanismes opérationnels ont été mis en place et matérialisés par :

- La désignation des points focaux chargés du genre au niveau des structures techniques et administratifs de l'Etat avec l'appui du Ministère de la Promotion et des partenaires ;
- Les formations techniques et méthodologiques d'intégration dans les approches de planification ;
- La mise en œuvre des projets avec forte composante de l'approche genre qui demeure malgré les efforts toujours non maîtrisée et non appliquée au niveau régional. Toutefois, des cas spécifiques de discriminations positives existent çà et là, surtout en matière de personnel dans certaines administrations.

IV. LES ACTEURS

Les acteurs intervenant dans le sous secteur *Genre/promotion de la femme*

- L'Etat et ses services déconcentrés (DRPFEF, Administration, DRDSES, AE)
- Les Organisations Non Gouvernementales,
- Les Collectivités,
- Les PTF opérant dans la région,
- Les Organisations de la Société civile et leurs faîtières,
- Les Chambres consulaires,
- Les leaders religieux, communautaires et/ ou traditionnels ;
- Les organisations de femmes (CAFO, GP/DCF, APDF, REFAMP, FENAFER, etc.).

V. LES DIFFICULTES RENCONTREES

Elles sont liées particulièrement :

- Aux problèmes de renforcement des capacités (formations, équipements, matériels, logistiques)
- A la pauvreté et analphabétisme accentués au niveau de la cible femme pour mieux jouer leur partition dans le développement régional;
- A l'insuffisance de préparation des acteurs par rapport à l'approche Genre et promotion et de disponibilité de personnel qualifié ;
- A l'insuffisance de formation technique et en administration/ informatique du personnel ;
- Aux difficultés dans le fonctionnement des structures de suivi et de surveillance communautaire et au niveau des organisations de femmes ;

- A l'insuffisance du leadership féminin et des actions de plaidoyer /lobbying pour le positionnement stratégique des femmes
- A la non maîtrise de l'approche et des outils genre pour la prise en compte de la problématique dans les programmes et les activités de développement local ;
- A l'insuffisance dans la collaboration et la concertation entre les acteurs intervenant dans le domaine du Genre et de la promotion des femmes (services techniques, collectivités, ONG, projets, associations de femmes, PTF),
- A l'insuffisance des activités d'information et de communication autour des priorités et de la problématique du Genre/ promotion femme.

VI. LES PERSPECTIVES

Les perspectives pourront porter sur :

- la réflexion autour de la question de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille (mobilisation des ressources, renforcement des capacités, coordination des activités d'appui...) comme axe stratégique de développement régional ;
- le développement des mécanismes d'information/ sensibilisation et de diffusion des textes et outils liés à la promotion et au Genre,
- L'animation et le renforcement des capacités des associations et groupes de femmes de la région sur leurs prérogatives, les dispositions et procédures et les approches de prise en compte du Genre et des questions de promotion,
- Le renforcement du niveau de représentation et les capacités d'appui des structures et services chargés de la promotion (dotation en équipements, infrastructures, logistiques de transport) au niveau régional et local.

J. LE SOUS SECTEUR ECONOMIE SOLIDAIRE

Les autorités de la 3^{ème} République ont fait de la lutte contre la pauvreté l'axe central des actions de développement du pays. On distingue deux formes de pauvreté : la pauvreté monétaire, qui se traduit par une insuffisance de revenus pour procurer à une personne le minimum pour vivre et la pauvreté humaine, qui s'exprime par un manque d'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, emploi, etc.).

I. PAUVRETE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL

1.1. Caractéristique de la pauvreté dans la région de Koulikoro.

La pauvreté est en régression dans la région de Koulikoro, l'indice de pauvreté a évolué comme suit :

- 1994 : 74.0%
- 1996 : 76.5
- 1998 : 74.9%
- 2001 : 59.5%

Dans la région, 59,5% des populations vivent en dessous du seuil de pauvreté dont 1/3 est considéré très pauvre. Cette pauvreté est plus accentuée dans les zones rurales (76%) par rapport à la moyenne de 59,5%.

Ici la pauvreté veut dire aussi des manques dans les domaines de services de base comme l'alimentation, l'eau potable, l'éducation, la santé et le logement.

Selon l'IPC (indice de pauvreté communale) seulement 2,86% des communes sont très pauvres dans la région plaçant la région au 1^{ème} rang national, 17,38% sont pauvres et 34% sont non pauvres.

Cependant le chômage est très élevé dans la région avec un taux de 24,1 % de sous-emploi, le plus élevé au Mali après la région de Sikasso.

Seulement 5,5% de la population ont un emploi régulier, les difficultés actuelles des grandes entreprises tel que HUICOMA, CMDT, COMANAV, font certainement renforcer cette mauvaise situation. L'espace industriel de la région est cependant l'un des plus développés du Mali. La proximité de la région par rapport à Bamako, lui donne un avantage dans ce domaine.

Les dépenses alimentaires représentent 71,6% des dépenses totales des ménages, plaçant la région au 2^{ème} rang national après celle de Kayes. Les tendances actuelles du déficit céréalier en perspectives augmenteront cette situation.

1.2. Répartition régionale de la pauvreté :

Il existe des disparités régionales avec des poches de pauvreté dans la région de Koulikoro. En fonction de l'Indice de Pauvreté des Communes (IPC), sur les 703 communes du Mali, 140 sont classées très pauvres dont 04 à Koulikoro, 284 pauvres dont 28 à Koulikoro, 281 non pauvres dont seulement 27 dans la région.

Tableau n°83: Classement des communes de la région de Koulikoro par catégorie de pauvreté selon la résidence:

Communes	Très pauvres	Bien pauvres	Presque pauvres	Moins pauvres	Pas pauvres	Total
Communes rurales	04	26	19	17	09	75
Communes semi urbaines	-	-	04	11	15	30
Communes urbaines	-	-	-	-	03	03
TOTAL	04	26	23	28	27	108

(Voir Carte)

De ce tableau, il ressort que 2,6% des 108 communes sont très pauvres dont 04 communes très pauvres dans 4 cercles de Koulikoro (Banamba, Dioila, Kangaba, Kati).

Tableau n° 84: Classement des communes de la région par communes de pauvreté

Cercles	Nombre de communes très pauvres	%
Banamba	1/09	11,11
Dioila	1/23	04,35
Kangaba	1/09	11,11
Kati	1/37	02, 70
Kolokani	0/10	00,00
Koulikoro	0/09	00,00
Nara	0/11	00,00
TOTAL	38/108	35,19

Source : ODHD ; Profil de pauvreté des communes du Mali, nov. 06

En fonction du classement ci-dessus, la répartition spatiale de la grande pauvreté dans la région montre que les cercles de Banamba et de Kangaba totalisent le plus grand nombre de communes très pauvres : 11,11%, suivi respectivement par ceux de Dioila (04,35%) et Kati (02,70 %).

L'IPC a été établi sur la base des indicateurs suivants : la densité de la population, la disponibilité et l'accès aux infrastructures, les équipements de base et le potentiel de développement.

En tenant compte de ces indicateurs et des facteurs de paupérisation, on peut dégager certaines caractéristiques communes qui peuvent expliquer la position de ces cercles.

En effet ils sont caractérisés par :

- Le faible taux d'alphabétisation et le faible niveau de scolarisation : les populations pauvres sont 2 fois moins alphabétisés que les moins pauvres et dans ces 4 cercles les indicateurs sont les plus bas à cause non seulement de l'insuffisance des infrastructures scolaires et éducatives, des contraintes socio culturelles et les modes de vie.
- L'insuffisance de la production agricole par rapport aux besoins : les 4 cercles sont de ce point de vue structurellement déficitaires.

L'Observatoire du Développement humain Durable a évalué l'Indice de Développement Humain (IDH) de la région à 0,317 en 1998 contre 0,333 pour l'ensemble du Mali. Par ailleurs le revenu moyen par habitant est estimé à 125 179 Francs CFA par an.

1.3. Les couches vulnérables :

Dans la région de Koulikoro, l'incidence de la pauvreté (très pauvre et pauvre) est estimée à 59,5 %. En plus de cette proportion importante de la population démunie, la pauvreté touche de façon générale les couches vulnérables comme :

- **Les enfants en situation particulièrement difficile** : Ce groupe est constitué d'apprentis, d'élèves coraniques, d'enfants exerçant les petits métiers, d'enfants en conflit avec la loi et d'enfants handicapés.
- **Les femmes responsables de ménages** : La région de Koulikoro comptait 242 502 ménages dont 10,8 % sont dirigés par des femmes en 1998 (RGPH). Celles -ci évoluent dans les secteurs du commerce (39,7 %), de l'agriculture -élevage -pêche (31,2%), de transport - communication (14,6%), de l'artisanat (5 %) et les autres branches (9,5%). 87,5 % des femmes chefs de ménages sont sans instruction et 80% sont propriétaires de logement.
- **Les personnes âgées** : Les personnes âgées de la région de Koulikoro représentaient 5,28 % de la population en 1998 soit 84 459 habitants. Ce groupe connaît essentiellement le problème de prise en charge sanitaire et de manque d'occupation. Il existe un bureau des personnes âgées dans tous les cercles de la région.
- **Les personnes handicapées** : La population handicapée, dénombrée en 1998 (RGPH), s'élevait à 24 979 habitants, soit 1,59 % de la population régionale. Les handicapées féminines étaient estimées à 10 511 personnes, soit 42,08%. Les handicapés visuels (malvoyants et aveugles) représentaient 45,67 % des handicapés, suivis des infirmes de membres (19,84%) et des sourds - muets et malentendants (14,04%).

Tableau n° 85: Population résidente suivant le sexe et la situation d'handicaps

Types d'Handicaps	Féminin	Masculin	Total	Pourcentage %
Cécité	1668	2524	4192	16,78
Malvoyant	2881	4334	7215	28,88
Lèpre	468	683	1151	4,61
Trypanosomiose	202	232	434	1,74
Tuberculose	346	395	741	2,97
Folie	627	838	1465	5,86
Onchocercose	615	702	1317	5,27
Sourd muet	769	1069	1838	7,36
Mal entendant	716	953	1669	6,68
Infirmes des membres	2219	2738	4957	19,84
Total	10511	14468	24979	100,00

Source : RGPH avril 1998/DRPS octobre 2003

Ces groupes rencontrent des difficultés relatives à la scolarisation, la formation professionnelle et à la réinsertion socio économique.

II. LES STRUCTURES DE DEVELOPPEMENT SOCIAL :

L'importance de cette situation de pauvreté au Mali est à la base de la création du Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées (MDSSPA) représenté au niveau régional par la Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire.

Malgré sa jeunesse, cette structure développe un certain nombre d'activités conformément à sa mission, à savoir : l'insertion des stratégies de solidarité dans la formulation des stratégies et programmes, des études et l'évaluation de la situation de précarité et de pauvreté dans la région, l'organisation et la commémoration du mois de la solidarité et des événements socioculturels à travers la mobilisation des initiatives, l'appui à la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté comme le FODESA, PRP, etc.

Le mécanisme de solidarité touche également les personnes atteintes et/ou affectées par le VIH/Sida et qui font l'objet d'attention particulière à travers plusieurs mécanismes d'appui et d'assistance par le HCNLS, les structures de santé et les mécanismes de prise en charge développés par le MDSSPA.

Les principales activités du Département chargé du Développement Social et de l'Economie Solidaire au niveau régional, sont orientées sur la protection et la promotion de certaines catégories sociales en situation difficile par des mesures de prévention, de réparation et de réinsertion. Il s'agit spécifiquement:

- De la promotion de l'intégration socioéconomique des personnes handicapées,
- Promotion et intégration socioéconomique des personnes âgées,
- Promotion et intégration socioéconomique des femmes et des enfants en situation difficile,
- Renforcement de l'action humanitaire et de l'aide sociale,
- Promotion de la politique régionale de solidarité, à travers la lutte contre l'exclusion sociale, la lutte contre la pauvreté, la protection sociale, le développement des ressources humaines, la promotion des organisations et la promotion communautaire.

III. Les ACTEURS INTERVENANT DANS LE SOUS SECTEUR ECONOMIE SOLIDAIRE AU NIVEAU DE LA REGION

Ils sont entre autres :

- L'Etat et ses services déconcentrés spécifiquement l'Administration/ Gouvernorat, la DRDSES, la DRS, la DRPFEF, la DRPSIAP, la DREFP, la DRA, la DRPIA, l'AE, etc.
- Les PTF
- Les Organisations Non Gouvernementales
- Les Organisations de la Société Civile et leurs faitières
- Les leaders religieux, communautaires et/ ou traditionnels.

IV. LES PROBLEMES

Ils ont trait à :

- L'inexistence de personnel qualifié et insuffisance de préparation du personnel affecté et responsabilisé pour la gestion de la question,
- L'inexistence de structures appropriées pour la formation /recyclage technique et professionnelle des cadres et personnels chargés de la question,
- L'insuffisance en infrastructures et équipements des services d'appui/ encadrement et des structures de gestion au niveau régional et local : manque de bureaux, logistiques de déplacement, équipements divers de bureau ;
- La méconnaissance des missions, prérogatives, activités et approches des services chargés de l'économie solidaire par le grand public à part les manifestations liées au mois de solidarité ;
- Au problème de la gestion/ coordination et des responsabilités dans la prise en charge des indigents au niveau régional et local (non clarification et conflits de compétence dans les responsabilités entre collectivités et services de l'Etat) ;
- La non représentativité des structures chargées de l'économie solidaire au niveau communal,
- L'insuffisance de partenaires pour les activités spécifiques (mutualités, sociétés coopératives, AGR, RBC),
- Etc.

V. LES PERSPECTIVES AU NIVEAU DE LA REGION

La mise en place et la réalisation des actions, ci-dessous peuvent permettre à la région d'atteindre de bons résultats dans le domaine du social et de l'économie solidaire :

- Le développement des mécanismes d'information/ sensibilisation et de diffusion des textes, approches et outils liés à l'économie solidaire,
- Le renforcement du niveau de représentation et les capacités d'appui des structures et services chargés de l'économie solidaire (dotation en équipements, infrastructures, logistiques de transport) au niveau régional et local
- L'animation et le renforcement des capacités des services et les associations de solidarité de la région sur les opportunités et les stratégies à développer en faveur des indigents et nécessiteux ;
- La collaboration et la synergie d'action entre l'Administration, les services techniques, les collectivités territoriales et les partenaires d'appui autour des actions de solidarité et de développement social.

K. SOUS SECTEUR GOUVERNANCE ET PARTICIPATION

L'approche d'analyse du sous secteur de la gouvernance prend spécifiquement en compte les éléments portant sur : *le cadre de la gouvernance, les acteurs de la gouvernance, les projets de gouvernance au niveau de la région, quelques actions de gouvernance, les problèmes de la gouvernance et plus particulièrement sur la spécificité de la gouvernance locale.*

I. LE CADRE DE LA GOUVERNANCE

Le cadre de la gouvernance a trait à :

- La gouvernance qui est assurée par les dispositions et activités de l'Administration régionale ;
- Les procédures et instances chargées de la gouvernance régionale :
 - * Les approches de concertation, d'information, de partage et de validation
 - * Les organes et les institutions de coordination, de pilotage, de planification et de suivi- évaluation
- La responsabilité des structures régionales pour assurer le contrôle régulier des acteurs et activités dans le respect des procédures de gestion liées aux activités de développement
- La capacité des autres acteurs pour mieux assurer leurs rôles et responsabilités dans l'effectivité des pratiques de bonne gouvernance

II. LES ACTEURS DE LA GOUVERNANCE :

Ils sont constitués par l'ensemble des catégories d'acteurs du développement socioéconomique de la région. Ce sont :

- L'administration et les services déconcentrés,
- Les services de gestion financière,
- La justice et les institutions de contrôle,
- Les collectivités territoriales,
- Les Partis politiques,
- Les structures de défense et de promotion des droits humains,
- Les OSC et opérateurs privés,
- Les Organisations paysannes,
- Les citoyens/ populations.

III. LES PROJETS DE GOUVERNANCE :

Au niveau de la région de Koulikoro, plusieurs acteurs/ projets interviennent dans le domaine de la gouvernance, notamment :

- Le GOLDD,
- Le projet ADERE,
- Le DERK,
- Le PADK
- Le PADEC,
- Le Programme de Gouvernance Locale/ SNV,
- Le PGP/USAID,
- Le PNEC,
- Le PACT/ GTZ,
- Etc.

IV. LES ACTIONS DE GOUVERNANCE :

Elles portent principalement sur :

- Les élections,
- Les actions autour de l'état civil,
- La promotion de la participation des femmes aux élections,
- Les planifications des collectivités,
- Le concours des communes,
- Les formations et sensibilisation sur les questions de gouvernance,
- Les ateliers et séminaires sur le transfert des compétences et sur la déconcentration,
- La citoyenneté.

V. LES PROBLEMES DE GOUVERNANCE :

Les difficultés/ contraintes rencontrées dans l'application de la gouvernance sont entre autres :

- La sous information et la méconnaissance des procédures
- L'insuffisance des capacités techniques et professionnelles pour la gestion des activités
- L'insuffisance du suivi et du contrôle et aussi des sanctions
- L'insuffisance dans l'obligation de rendre compte par les structures et gestionnaires au-delà des rapports d'activités,
- L'insuffisance de participation des citoyens et des acteurs locaux dans les mécanismes de concertation et de planification, dans les activités de gestion et de suivi au niveau local et régional,
- L'insuffisance de participation des citoyens et acteurs locaux dans les élections locales et régionales, le taux variant entre 24 et 36%,
- La corruption et le clientelisme.

VI. LA SPECIFICITE DE LA GOUVERNANCE LOCALE :

La spécificité de la gouvernance locale porte sur :

- Les mécanismes d'élaboration des PDESC,
- La régularité des sessions des instances des collectivités,
- Les concertations, le dialogue et la recherche d'implication des citoyens et acteurs locaux par les élus,
- Les bilans partagés des comptes administratifs et des comptes de gestion (rédition des comptes par les élus aux citoyens et à la tutelle),
- L'appui conseil et le contrôle de la tutelle,
- La participation des citoyens et OSC dans la gestion des équipements sociocollectifs et marchands,
- La mobilisation des ressources et les procédures de passation des marchés et le respect des normes de la maîtrise d'ouvrage,
- L'application des droits et devoirs par les citoyens,
- Le service de qualité offert aux citoyens / usagers par les CT et les structures de l'Etat,
- L'information, l'accueil et l'orientation des usagers par l'administration locale (services techniques de l'Etat et CT).

**SYNTHESE DE LA SITUATION DE REFERENCE :
ACQUIS, FAIBLESSES ET OPPORTUNITES DE DEVELOPPEMENT
DE LA REGION**

1ère Partie : SECTEUR : ECONOMIE RURALE

I. LE SOUS SECTEUR RESSOURCES NATURELLES :

Domaines	Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
Secteur Forestier	- Existence de formations non classées ; - Existence de Conventions locales de GRN - Existence de forêts classées (11 forêts avec une superficie de 183 991 ha) - Existence des massifs forestiers villageois (créés par l'AMADER)	- Dégradation - Coupe abusive des arbres - Feux de brousse incontrôlés - Insuffisance de la pluviométrie et des points d'eau pour l'intensification du reboisement - Non actualisation des études de base sur les potentialités en ressources naturelles;	- Développer les initiatives de GRN entre les différents niveaux de CT - Systématiser la démarche des PCAE dans les dynamiques de planification (PDESC, SAT, PSDR)
	- Mise en défens ; - Existence des bois sacrés	- Dégradation - Feux de brousse incontrôlés - Forte pression humaine et animale sur la forêt - Insuffisance de la pluviométrie et des points d'eau pour l'intensification du reboisement - Nomadisme agricole	- Concertation avec les CT pour la conservation et protection des formations
	- Existence des services techniques de conservation de la nature	- Non transfert des compétences et ressources en matière d'environnement et de GRN - Insuffisance du personnel d'encadrement	- Appui de l'ARK pour le renforcement des capacités des acteurs
	- Richesse ligneuse ; - Existence d'un potentiel forestier ligneux et non ligneux appréciable ;	- Dégradation - Feux de brousse incontrôlés - Forte mortalité des arbres - Insuffisance de la pluviométrie et des points d'eau pour l'intensification du reboisement	- Appui de l'ARK dans la sensibilisation pour la prise en charge effective des actions environnementales déjà inscrites dans les PDESC des CT - Veiller sur la cohérence entre les différents niveaux de planification dans le cadre de la protection environnementale
	- Existence de produits forestiers de valeur (gomme arabique, karité, etc.) ; - Existence de la biodiversité Existence de quelques organisations et unités de transformation - Existence de marchés nationaux et internationaux	- Dégradation - Feux de brousse incontrôlés - Manque de source d'approvisionnement en produits de substitution du bois de chauffe - Insuffisance de la pluviométrie et des points d'eau pour l'intensification du reboisement - Normes de qualité peu requises pour la commercialisation sur le marché international	- Plaidoyer pour le renforcement des capacités des organisations et unités de production et de transformation

		- Manque d'équipements modernes de transformation - Manque de formations des producteurs	
Secteur Faunique	- Existence de zone giboyeuse - Existence de réserves de faune dans le Suzan et dans le Baoulé	- Braconnage - Feux de brousse incontrôlés - Insuffisance de la pluviométrie et des points d'eau pour l'intensification du reboisement - Rareté des gibiers	- Promotion de l'écotourisme - Initiative des projets et actions de protection des espèces en voie de disparition (mesures, conventions locales avec les autres CT) -
Sols	- Existence de 07 zones d'occupation du sol agricole - Existence de différents types de sols (21 450 km² de latéritiques et alluvionnaires, 24, 260 km² de latéritiques sableux et argileux 12 km² de sols ferrugineux et ferralitiques et 32 000km² de sols très sableux) - Existence de plaines (... superficie),	- Pauvreté et fragilité des sols - Acidité et instabilité structurale des sols	- Appuyer les activités de restauration des sols à travers les reboisements - Initiation des Conventions locales de gestion des sols par l'ARK

B. LE SOUS SECTEUR AGRICULTURE:

Domaines	Acquis/forces identifiées	Faiblesses/Insuffisances identifiées	Opportunités/ priorités stratégiques
Agriculture	- Potentiel élevé de terre agricole avec des cas de mise en valeur - Terres de culture sèche - Terres d'irrigation - Existence de la LOA	- Terre sous exploitée - Insuffisance d'équipements et d'intrants au niveau des producteurs - Difficultés d'accès aux terres agricoles et conflits fonciers	- Existence de terre aménageable - Réactualisation de l'inventaire du potentiel agricole (si fait, proposition d'actions d'aménagement pour l'irrigation) - Disposition par l'ARK pour traduire ses compétences en actions d'appui à l'agriculture : Ex. Elaboration d'une Politique Agricole Régionale
	- Existence de services d'appui/ Présence d'un encadrement technique de qualité avec les structures telles que la CMDT, OHVN et OPIB ; - Existence de services déconcentrés de l'Agriculture pour les zones et activités non couvertes par les projets et chargés du suivi - Existence de structures de formation agricole (Katibougou, Samanko, CAA, PAPIM/Maninkoura)	- Insuffisance du personnel d'appui et de plan d'appui opérationnel - Problème de coordination et d'harmonisation entre les différents intervenants - Méthodologies diverses - Insuffisance et mobilité du personnel	- Disponibilité de cadres qualifiés - structure de formation agricole - Possibilité de redéploiement à travers la décentralisation/déconcentration
	- Disponibilité de terres irriguées (... ha) - Existence de cours d'eau et de marres - Initiatives de micro projets d'irrigation de baffons avec l'ARK, FODESA, Projet Petits Barrages de Bélédougou, PADEC/PRP - Existence du Programme des pluies provoquées ; - l'amorce de la culture motorisée ;	- Insuffisance d'irrigation/ insuffisance d'infrastructures de maîtrise d'eau - Envahissement des terres arables par le sable - Faiblesse et irrégularité de la pluviométrie - Pratique de culture sur brûlis - Action néfaste des prédateurs - Grande érosion des terres - Entretien des infrastructures/ canaux d'irrigation - Négligence de l'encadrement technique dans l'entretien des infrastructures - Mauvaise gestion et entretien des infrastructures d'irrigation	- Existence de cours d'eau (fleuve Niger et mares aménageables) - Possibilité de mise en valeur des cours d'eau existants - Renforcement de la maîtrise d'eau
	- Existence d'équipements agricoles sur le marché - Une minorité de producteurs équipés - Existence d'usines de montage de machines agricoles	- Insuffisance d'équipements - Difficulté d'obtenir des crédits agricoles et des fonds de campagne - Problème d'entretien et de réparation des équipements existants - Insuffisance de spécialistes pour la maintenance	- Existence de structures financières (banques et caisses d'épargne) - Existence de projets d'appui (PASAOP, DERK, PDAM, OHVN.....) - Formaliser l'élaboration de la Politique agricole régionale - Promotion par l'Ark de concertations régionales des acteurs étatiques et non étatiques et les PTF du secteur de l'économie rurale pour l'établissement des bilans et programmes annuels ou pluri annuels

	- Disponibilité d'intrants sur le marché - Existence de structures pour le conditionnement d'engrais	- Faiblesses des rendements - Intrants essentiels importés d'où dépendance de l'extérieur - Coût élevé des intrants agricoles - Problème d'accès aux financements /crédits de campagnes - Problème d'organisation au niveau des producteurs pour prendre en charge les approvisionnements en intrants - Prolifération des OPA avec conflits d'intérêt et des difficultés d'actions concertées	- Existence d'un potentiel national en engrais devant être valorisé - Initiation par l'ARK d'établir un dialogue et un partenariat entre les associations de producteurs, les opérateurs économiques d'envergure, les structures d'encadrement pour la gestion des contrats d'approvisionnement et de commercialisation de la production - ARK doit s'investir dans la facilitation et la promotion des filières agricoles - L'ARK doit promouvoir la formation des OP - La région de Koulikoro peut s'ériger en productrice/ créatrice de matière/ cellule grise de formation professionnelle de l'économie rurale et de l'artisanat, de recherche - Elle peut également développer la production et mieux organiser la commercialisation (en terme de proximité) - <u>3 orientations</u> : - ARK porteur de cadres de concertations multi acteurs - Développer les Centres de formation professionnelle - Réflexion pour déterminer les axes des fruits de sa production régionale - Que l'Ark talonne l'Etat pour la construction du pont Koulikoro- Route Ségou
	- Disponibilité de main d'œuvre	- Exode rural/insuffisance de bras valide	- Mécanisme d'intéressement et d'installation des jeunes ruraux - Plaidoyer de l'ARK pour soutenir l'octroi de casiers rizicoles dans les zones aménagées à l'Office du Niger pour les cercles déficitaires (Nara, Kolokani, Banamba)
	- Potentialités en Agriculture de contre saison (fleuve, périmètres aménagés et micro barrages)	- Pratique peu utilisée dans la zone Faiblesses des rendements - Insuffisance de l'appui pour l'organisation de la commercialisation pour les productions de contre saison	- Introduction et systématisation des pratiques de contre-saison dans les zones d'irrigation et de petits barrages
	- Existence de cultures de rente (coton, tabac, riz, sésame, henné, pourghère, tournesol) - Maraîchage, - Fruits et légumes	- Insuffisance de rotation des cultures - Insuffisance d'équipements et d'intrants - Pratiques traditionnelles de production (maraîchage et fruits et légumes)	- Renforcement des structures et dispositifs d'amélioration et de professionnalisation des filières (PCDA, IER, services techniques et Organisations des producteurs) - Identifier les types de dossiers stratégiques que l'ARK

- Existence de filières porteuses (.....) - Existence des variétés performantes (riz maïs) issues de résultats de la recherche; - Poursuite de maîtrise de l'eau par les aménagements hydro - agricoles, - Forte demande en maïs et en riz sur les différents marchés.	- Problème de conservation et de transformation - Problème d'organisation et de circuit de commercialisation	doit pouvoir porter en matière de promotion de l'économie régionale - Identifier ses besoins de renforcement des capacités - Déterminer les types d'études thématiques liées - Organiser des concertations thématiques pour soutenir le processus - Elaborer des programmes - Négocier avec les partenaires, l'Etat et les autres CT pour le financement et les facilités de mise en œuvre - (un certain nombre de structures et d'acteurs à spécifier)
- Existence d'unités de transformation (HUICOMA, le Grands moulin du Mali, INACOM, FITNA SA, Nouvelle Brasserie Bamakoise, Usine d'Egrainage du coton etc.) - Existence d'industries extractives, de transformation de produit agricoles et de laiteries	- Insuffisance d'unité de transformation - Insuffisance de contributions des Unités Industrielles dans le développement régional - Mécanisme de recouvrement non fonctionnel	- Recensement exhaustif des Unités de production et de transformation des produits - Unités urbaines de Bamako, Koulikoro, Fana, Dioila, Kati - L'ARK doit : - Chercher les textes et les dispositions au niveau des services techniques pour s'informer, comprendre et faire valoir ses droits - Chercher à savoir combien de % de taxes est payé - Chercher à identifier au niveau des CT les ressources taxables - Faire le plaidoyer et la pression politique sur le Gouverneur et ses services financiers - Chercher un Spécialiste fiscal pour faire la situation - Analyser le potentiel fiscal et élaborer un programme de recouvrement normal
- Existence de magasins de conservation et de stockage - Existence de projets de promotion de banques de céréales	- Insuffisance de moyens de conservation et de transformation des produits agricoles - Banques de céréales non alimentées (problème d'approvisionnement) - Problème de gestion des banques de céréales	- Initiative des banques de céréales du Programme Sécurité Alimentaire (rendre ces magasins polyvalents) - Intéresser le Secteur privé dans le stockage
- Présence de quelques Structures de recherche (IER/ CRRA avec des stations, IPR- Katibougou, ICRISAT - Existence de Commissions Régionales d'Utilisateurs (CRU) - Existence d'un Programme d'Appui à la Filière Semencière - Existence de banques de semences	- Insuffisance dans la vulgarisation et l'utilisation de semences qualité - Utilisation de semences dépréciées - Faible niveau des relations entre la recherche agronomique et les producteurs - Problème de financement pour la vulgarisation	- Valorisation des circuits et mécanismes de vulgarisation des semences de qualité (DERK, PASAOP, PDAM, CRU, IER/ CRRA ..)
- Existence d'organisations et de faïtières paysannes au niveau des différentes filières (céréales, fruits et légumes, élevage, etc.)	- Population peu réceptive aux changements - Insuffisance de crédit pour le secteur agricole et son inadaptation	- Impliquer les faïtières dans les programmes de vulgarisation agricole et d'organisation de Systèmes de crédit

		- Problème de viabilité des OP et leur organisation - Problème de structure de tutelle (développement social, Chambre d'agriculture, structures techniques, les offices, les directions régionales, les projets) - Insuffisance du rôle de promotion de l'agriculture par les faïtières - Le manque de compétitivité des opérateurs privés et OP professionnelles ; - Eligibilité des paysans au crédit bancaire ; - La faiblesse du pouvoir d'achat des consommateurs ; - L'exploitation anarchique des ressources ; - Les problèmes fonciers.	- Faire des faïtières des interlocuteurs du développement régional
	- Existence de foires et marchés d'envergure local, régionale et internationale suivant les filières : Bétail, Céréales, Fruits et légumes., Produits spécifiques. - Existence de bourses agricoles (Bourse de céréale à Dioila) - Dynamisme commercial transfrontalier - Existence de structures SAP et OMA pour l'information agricole sur le marché	- Prix au producteur bas - Difficulté d'écoulement des produits agricoles - Système d'information agricole et commercial peu fonctionnel	- Mise à contribution des radios locales pour la diffusion des informations agricoles et commerciales dans les projets / programmes d'appui au monde rural - Identifier des projets agricoles à composantes commerciales
	- Culture de décrue à rendement plus élevé que les cultures pluviales	- Dégradation des terres agricoles (usures des terres, érosion, salinisation, latérisation)	- Entreprendre des actions d'aménagement et de protection des zones agricoles
Encadrement et pratiques agricoles	- Existence de structures d'encadrement	- La non délimitation des surfaces agricoles et les problèmes fonciers - Le système foncier limitant la pratique de l'agriculture intensive Analphabétisme des exploitants agricoles - Insuffisance de moyens de lutte contre les ennemis des cultures Actions timides de lutte contre les formes d'érosion - Divagation des animaux	- Traduire la LOA en projets et programmes - négocier avec le DERK, la CTB/ PADK, le PDAM et autres partenaires techniques un programme d'appui à l'agriculture

C. LE SOUS SECTEUR ELEVAGE

Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
- Cheptel important - Expériences d'amélioration des races mais aussi des pratiques (Ex. Embouche) - Pratique et de l'aviculture et de la apiculture - Existence d'initiatives de soutien pour l'installation des jeunes producteurs (Baguinéda, Séléngué, Kati, etc.)	- Elevage extensif - Activité peu valorisée - Utilisation des méthodes traditionnelles - Faiblesse des initiatives pour l'installation des jeunes dans le secteur de l'économie rurale malgré l'existence des potentialités	- Disponibilité de grands espaces de pâturage - Existence d'une demande forte en produits d'élevage - L'ARK peut soutenir des initiatives dans le cadre de l'emploi rural des jeunes en matière de promotion de l'aviculture, de la pisciculture et même de l'élevage/ embouche - ARK peut identifier deux ou trois projets pour l'aviculture, la pisciculture, l'embouche/ élevage pour les jeunes diplômés avec la DNPIA, l'APEJ, l'ANPE, les Micro finances, la BNDA et les PTF dans le cadre de la LOA
- Existence de service vétérinaire/ Existence de services techniques spécialisés de plus en plus nombreux - Existence d'OP et de faïtières dans le secteur assez dynamiques - Existence de mandataires au niveau de chaque cercle et dans certaines grandes communes et les centres urbains	- Insuffisance de personnel d'appui - Faiblesse organisationnelle des faïtières dans le secteur - Insuffisance de schéma et de plan d'aménagement	- Disponibilité de cadres qualifiés - Développer la professionnalisation des éleveurs et les faïtières - Dialogue et mobilisation des faïtières autour des priorités de développement économique régional et du secteur
- Existence d'infrastructures d'élevage (Parc de vaccination, Aire d'abattage, marchés à bétail, abreuvoirs)	- Insuffisance et vétusté des infrastructures d'élevage - Insuffisance des points d'eau et leur tarissement précoce - Manque d'aménagement de points d'eau dans les grands espaces pastoraux	- Prévoir des investissements d'envergure dans les PDESC des CT (financement BSI) - Dialogue entre CT, faïtières d'élevage et Services techniques sur les priorités d'investissement
- Existence de pâturage (herbacé et aérien)	- Conditions d'alimentation assez limitées pour un élevage de qualité - Insuffisance d'aliments bétail Insuffisance de culture fourragère - La non matérialisation des pistes de transhumance et de passage - Problèmes réguliers de conflits entre agriculteurs et	- Négocier une bonne stratégie et des programmes pour la promotion d'alimentation du bétail - Existence des terres salées - Portage politique du dossier d'élevage par l'ARK (raisons : marchés Bamako, marchés frontaliers)

	éleveurs - Feux de brousse dévastateurs	
- Vaccination régulière des animaux et autres traitements (déparasitage, traitement aux anti-infectieux) - Information régulière sur l'état des pâturages, l'eau et les épidémies et les préventions pour la vaccination	- Apparition précoce de certaines maladies (péritneumonie, pasteurellose et charbon, maladies aviaires) - Absence d'une campagne conjointe de vaccination contre les grandes maladies du bétail	- Implication des CT dans les campagnes d'information et de sensibilisation du secteur (auprès des éleveurs et professionnels techniques)
- Production de viande, lait, peaux et cuirs - Production d'œufs et de miel	- Elevage peu productif - Pas d'abattoir adéquat - Absence d'infrastructures adéquates pour la production des œufs et du miel	- Disposition à prendre pour soutenir les artisans du secteur et les Unités de transformation - Négociation avec les partenaires (Pays-Bas, CTB, GTZ, BUCO, USAID) pour la promotion des Unités laitières et l'appui aux faitières du secteur
- Existence d'unités de conservation et de transformation	- Unités de transformation insuffisantes	- Possibilité de développement des industries agro alimentaires
- Existence de marchés à bétail importants - Diversité des catégories de produits d'élevage sur les marchés (gros et petit bétail, volaille, etc.) - Informations sur la commercialisation du bétail au niveau des grandes foires	- Difficulté de transformation et d'écoulement des produits et sous produits de l'élevage - Problème de commercialisation et surtout d'accès aux crédits à cause de la nature de l'activité - Bétail non considéré comme un capital garanti contrairement au foncier pour l'agriculteur - Insuffisance d'infrastructures pour la commercialisation	- Emergence d'un marché consommateur de produits laitiers - S'orienter vers l'amélioration des marchés à bétail importants - S'inspirer de l'expérience de COPROMA
- Existence de bonnes races laitières - Existence d'unités artisanales de transformation - Pratique de l'insémination artificielle	- Faible rendement des techniques de production - Problème de transformation du lait - Coût élevé de la pratique de l'insémination	- Renforcer l'organisation des transformateurs de lait dans le sens de les appuyer auprès des Systèmes financiers - Développer le rôle de partenariat et de facilitation de l'ARK avec les coopératives et les privés transformateurs de lait auprès des projets d'appui à l'élevage, à l'industrie et le Système financier - Dialogue et implication de ces acteurs dans le processus de développement local et régional (initiation, Instauration des cadres de concertations sectorielles et socioprofessionnelles entre l'ARK et les acteurs régionaux)

- Organisation du monde pastoral en associations, en coopératives et faitières (FEBEVIM, ..) - Existence de la LOA - Réceptivité des éleveurs aux nouvelles techniques d'élevage (rationnement alimentaire)	- Absence de Code rural - Faiblesse des capacités techniques et organisationnelles des structures du secteur - Sous équipements des acteurs de la filière - Transhumance - Insuffisance de données statistiques pour la planification - La non délimitation des pâturages et leur exploitation anarchique par les agriculteurs - Vol organisé de bétail : le long de la frontière mauritanienne et de la Guinée, proximité de Bamako	- Dialogue entre ARK et faitières - Instauration d'un cadre de concertation - Appui de l'ARK pour le montage de dossier de renforcement des capacités, de marketing et de plaidoyer/ lobbying pour l'accès aux facilités de crédits et d'investissements/ infrastructures
---	--	---

D. LE SOUS SECTEUR PECHE :

Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances identifiées	Opportunités/ priorités stratégiques
- Existence de points d'eau riches en poissons de divers espèces (fleuve, marres, lacs) - Existence de pêcheurs qualifiés - Marché bien fourni en poissons - Demande forte en poissons - Existence d'organisations de pêche - Existence de conventions locales de pêche	- Pollution, ensablement des mares par les eaux usées et les excréta - Exploitation anarchique du domaine piscicole - Destruction de l'habitat des poissons - Dégradation des berges - Raréfaction de certaines espèces de poissons	- Faciliter, coordonner les actions d'aménagement et de protection des berges - Animation en collaboration avec les autres CT pour l'application des textes, des conventions et des bonnes pratiques pour une pêche durable
- Existence d'équipements (pirogue) et de matériels (filets, nasse, lignes, etc.) de pêche	- Pas de bateau de pêche - Utilisation de matériels de pêche inadéquats et inadaptés	- Initiation des cadres de concertation avec les organisations de pêcheurs dans le cadre du respect des conventions locales pour une pêche durable
- Pratique de pisciculture	- Pisciculture peu pratiquée - Insuffisance dans l'encadrement technique - Manque d'infrastructures de production d'alevinage	- Existence de mares pour la pisciculture - Portage par l'ARK du Programme quinquennal d'aménagement piscicole

E. LE SOUS SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT/ ASSAINISSEMENT

Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances identifiées	Opportunités/ priorités stratégiques
- Existence de structures chargées des questions environnementales - Existence de projets d'appui à l'environnement et à l'assainissement - Existence de nombreux partenaires impliqués dans les questions environnementales (GTZ, SNV et ONG nationales)	- Non transfert des compétences en matière d'environnement et de GRN - Insuffisance de synergie et de cohérence dans les interventions - Méconnaissance et/ ou non respect des textes sur les questions environnementales et le rôle des acteurs, spécifiquement des CT, des OSC et des producteurs - Faiblesse des services de protection et de police en matière d'environnement	- ARK doit intégrer la gestion environnementale dans ses priorités notamment dans les PDESC - Appui à la promotion des GIE d'assainissement et leur implication dans gestion de l'environnement - Initier un programme de protection des berges du Niger (ensablement et déchets/ ordures) et participer à la mise en œuvre des initiatives en cours - Mise en œuvre des SRAD, SAT, SADC, etc. par les CT

F. LE SOUS SECTEUR SECURITE ALIMENTAIRE:

Domaines	Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
Sécurité Alimentaire	- Existence de banques de céréales - Existence de plans de sécurité alimentaire au niveau de chaque commune - Existence du SAP - Forte adhésion des populations à l'implantation des banques céréalières - Disponibilités de stocks céréalières	- Mauvaise gestion de certaines banques céréalières - Insuffisance d'informations du marché céréalier au niveau local - Problème d'approvisionnement des banques en céréales - Non implication des opérateurs privés de la région dans le système de banque de céréales - Insuffisance temporaire de stocks céréalières au niveau de certaines localités	Démarcher les opérateurs privés pour leur implication dans la gestion des banques céréalières (approvisionnement, gestion, etc.)

2ème Partie : LE SECTEUR SECONDAIRE

A. SOUS SECTEUR INDUSTRIES, COMMERCE, ET FINANCES

Domaines	Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ stratégiques	priorités
Industrie	- Existence de quelques unités industrielles de production et de transformation des produits (Coton, arachide/HUICOMA, fruits et légumes, céréales, lait, cuir et peau, textile, le Grands moulin du Mali, INACOM, FITNA SA, Nouvelle Brasserie Bamakoise, Usine d'Egrainage du coton, SYNPLAST, STONES, etc.)) - Existence de l'Unité Navale de Construction - Des industries extractives et de transformation de produit agricoles en abondance, - Création de zones industrielles dans certaines localités	- Aléas climatiques hypothéquant l'approvisionnement des Unités en matières premières - Etat défectueux des pistes rendant difficile l'approvisionnement des Unités éloignées des centres de production de matières premières - Mauvaise gestion du personnel et l'inconscience professionnelle - Mauvaise gestion du matériel - Vétusté du matériel - Manque de pièces de rechange - Manque de main-d'œuvre qualifiée - Très faible pouvoir d'achat des populations ; - Mauvaise organisation des marchés ; - Insuffisance de petites unités de transformation agro-industrielle ; - Insuffisance d'infrastructures de stockage des hydrocarbures ; - Insuffisance d'infrastructures énergétiques - La problématique d'équipements et d'infrastructures socioéconomiques du District de Bamako et son utilité dans l'occupation des populations de la région et sa place dans le développement de la Région de Koulikoro au regard de son implantation au centre de la Région (migration de travail, basculement de l'économie régionale sur Bamako, déficit/ fuite de ressources humaines, financières sur Bamako,) - Dynamisme et flux humain, économique et financier entre les deux espaces (espace urbain du District et espace régional de Koulikoro)	- Faciliter l'implantation des industries dans les environs de Bamako sur le territoire régional	

Commerce	- Potentiel commercial énorme : - Existence de la CCIM, de l'Association des Commerçants détaillants et de nombreux opérateurs économiques assez actifs dans le secteur - Existence de marchés et de débouchés (foires, marchés hebdomadaires, marchés urbains, centres urbains, demandes internes et externes) - Existence de marchés équipés avec des infrastructures - Existence de productions variées (agricole, élevage, pêche, foresterie, artisanat, produits industriels, produits de carrière) - Existence de voies de communication (routes bitumées, pistes et fleuve) - Existence de producteurs et d'organisations de producteurs - Existence d'opérateurs économiques et des sociétés de transport - Les activités commerciales sont locales, régionales, inter régionales et internationales avec la Mauritanie, la Guinée- Conakry, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso - Proximité de la ville de Bamako comme débouché potentiel	- Marchés et foires insuffisamment aménagés - Voies d'accès assez difficiles - Problèmes de stockage et de conservation - Commerce encore traditionnel (sans utilisation d'équipements modernes) - Problèmes de transport - Potentiels peu profitables pour la région de Koulikoro au bénéfice du District et des Opérateurs de Bamako - Activités commerciales trop orientées sur les villes secondaires de la région et sur le District de Bamako au détriment de la Capitale régionale de Koulikoro - Activités commerciales basées uniquement sur les produits bruts : bétail sur pieds, volaille, poisson, céréales, fruits et légumes, lait, viande, bois/ charbon - Déficit commercial à cause de l'importation massive des produits de première nécessité et des produits étrangers - Problèmes de capitaux pour soutenir les activités commerciales - Insuffisance de magasins de vente des Unités industrielles dans la région - Nombre infime de commerçants imports -exports	- Amélioration des marchés et foires pour bénéficier des taxes et impôts - Amélioration des voies de communication - Dialogue et concertation de l'ARK avec les groupements de commerçants et opérateurs économiques et leur implication dans les activités de planification et surtout dans les programmes de développement économiques régionaux, - Appui à la promotion des foires annuelles selon les spécificités des différents pôles économiques (Ex : Karité et céréales à Dioila, fruits et légumes à Baguineda, Kati, Bétail à Nara et Banamba, Artisanat à Fana et Ouélessébougou, etc.
Financier	- Existence d'institutions Bancaires (BIM, BNDA, BDM BOA, ECOBANK, Banque Atlantique etc....) - Existence d'institutions de micro finance (NIESIGISO, JIGIYASO BA, KAFO JIGINEW, KONDO JIGIMA, JEMENI, MISELINI, SORO YIRIWASO, CAECE, etc....) - Existence de l'antenne de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT) et les autres institutions de micro crédits ; - Existence de Services déconcentrés financiers de l'Etat (Budget, Trésor Perception, Impôt, Contrôles Financiers) avec transfert des ressources pour la gestion des collectivités (recettes et dépenses) - Existence de PTF dans la région	- Insuffisance d'institutions financières adaptées aux besoins des populations ; - Faible niveau d'épargne dû à la pauvreté criarde des populations ; - Thésaurisation (bijoux, dépense de prestiges) ; - Difficultés d'accès aux crédits bancaires ; - Difficultés de mobilisation des ressources financières, des impôts et taxes (Incivisme fiscal) - Insuffisance de garantie financière - Problème de capacité et de gestion des activités et des ressources financières - Problème de gouvernance et corruption dans la gestion des fonds publics tant au niveau des collectivités, des structures étatiques que des structures privées et associatives	- Développement du dialogue et de l'information sur les priorités de développement et la responsabilité des acteurs pour leur contribution sous forme de taxes et impôts et de contributions diverses - Implication des acteurs dans l'élaboration des projets économiques - Stimulation de l'ARK des autres CT dans le cadre de la redevabilité et de la bonne gestion (compte rendu de la gestion à la population)

B. SOUS SECTEUR TOURISME/ HOTELLERIE

Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
- Existence de sites touristiques (parc de Baoulé, les collines surplombant la ville de Koulikoro, Colline de kamadjan, Kirina, Kangaba, Touba, Niamina, siège des griots du Mandé, le Kouroukan- Fougla....). - Potentialités d'accueil de la ville de Koulikoro avec la COMANAV, l'IPR, HUICOMA - Proximité de Bamako - Existence d'un service technique OMATHO	- Insuffisance de structures d'accueil adéquates et de voies d'accès - Insuffisance de communication sur les sites touristiques/méconnaissance des sites - Insuffisance d'initiatives dans le secteur	- Existence de potentialité touristique - Mise en valeur des sites touristiques en collaboration avec l'OMATHO et le secteur privé - Promotion de l'écho tourisme autour du fleuve Niger, les massifs forestiers et les zones historiques (Kirina, Kangaba, Touba, Niamina, Mandé, Kouroukan- Fougla)
- Existence de manifestations culturelles reconnues avec masques et de troupes artistiques (Kotèba, Tyèblentyè, Komo, Balani, Ciwara, Chasseurs, etc.) - La région compte des sites, monuments religieux assez importants à réhabiliter et valoriser.	- Insuffisance d'informations et de valorisation de ces manifestations culturelles et traditions - Insuffisance d'infrastructures d'accueil et des guides touristiques	- Initiatives des CT avec l'appui technique du Département pour recenser l'ensemble des sites, fêtes et manifestations culturelles dans leurs zones et les intégrer dans l'appui à la culture et au tourisme - Développement de partenariat entre l'ARK et les promoteurs privés et publics de tourisme et de l'hôtellerie - Mise en place d'une politique de création et de gestion des équipements collectifs d'intérêt régional dans le domaine du tourisme
- Volonté politique réelle de promouvoir la culture - Existence de routes d'envergures (Kkro- Kolokani ; Kkro -Banamba ; Kkro- Fana/Dioila ; Kkro- Bougouni ; Kkro ; Siby/Kangaba) - Présence d'aérodrome de type 3 (Kolokani)	- Enclavement et mauvais état des pistes et routes	- Prise en compte des priorités de désenclavement dans les PDESC de l'ARK en collaboration avec le Département des Transport

C. SOUS SECTEUR ARTISANAT

Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
- Existence d'artisans qualifiés - Existence de diverses catégories de matières premières - Existence de marchés potentiels au niveau des centres urbains dont Bamako et au niveau rural pour l'artisanat de production - Existence d'organisations et de faïtières par catégorie (FNAM, Chambre des Métiers) - Existence de Centre de Formation à Bamako (CFP, ECICA, INA, Ecoles et Centres privés) - Formation des artisans par les projets dans divers secteurs (CMDT, OHVN, Hydraulique,) Existence d'une coordination qui compte sept unions de cercles avec 149 associations.	- Insuffisance d'information et de formation des acteurs de la filière - Faible structuration/ organisation - Insuffisance de matériels et équipements techniques - Faible d'intérêt de la jeunesse pour ce secteur - Insuffisance de vrais professionnels dans le secteur - Manque de matériels et équipements modernes de production - Manque de fonds et de possibilité d'accès des artisans aux mécanismes de Crédit - Insuffisance de débouché - L'inexistence de marchés potentiels destinés à l'écoulement des produits ; - Les difficultés de financement des projets des associations d'artisans ; - Les difficultés d'accès au crédit des caisses d'épargne ; - La non appréciation de la capacité professionnelle des artisans ; - La méconnaissance des potentialités offertes par le secteur dans la réduction de la pauvreté et le chômage des jeunes et des femmes ; - La rareté de PTF à soutenir de façon efficace les projets de développement de l'artisanat de la région ; - La timidité des formations à l'endroit des jeunes et le perfectionnement des maîtres artisans ; - La lourdeur des impôts et taxes municipales ; - La non prise en compte des artisans par les autorités régionales des marchés de la région; - La faible capacité d'organisation des artisans	- Existence de projets requérant les artisans pour la gestion et l'appui aux activités - Organisation des concertations avec les artisans et leurs faïtières - Appui au montage de projets porteurs - Accompagnement de l'ARK pour la mobilisation des ressources au niveau des différents partenaires - Appui aux organisations et faïtières de l'artisanat pour la promotion des exportations des produits artisanaux

D. SOUS SECTEUR JEUNESSE, SPORTS, ARTS ET CULTURE

Domaines	Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
Jeunesse, sport, art et culture	- Existence de quelques infrastructures sportives - Grands potentiels en sports avec la jeunesse des populations - Grands potentiels dans le domaine de l'art et de la culture : Cf. Secteur Tourisme - Population sensibilisée à la promotion des valeurs culturelles, religieuse et d'un climat de paix et de sécurité - Variété et tolérance culturelle et religieuse - Cohabitation socioculturelle assez dynamique	-Insuffisance d'infrastructures sportives et culturelles ; -Manque de conservation et de promotion des biens culturels ; -Mentalités opposées au changement et le parasitisme familiale ; -Faible degré de participation collective aux actions de développement, notamment dans les centres urbains ; -Introduction de l'intégrisme religieux provoquant des situations d'intolérance, d'insécurité, de conflits divers	- o Politiques nationales de jeunes (sports, culture) - o Population jeune - o ARK peut faire la promotion des événements socioculturels et sportifs à travers l'organisation et le parrainage des activités

E. SOUS SECTEUR HYDRAULIQUE

Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
- Existence d'un important potentiel d'eau de surface : (fleuve Niger, Bani, Baoulé, Bagoè, Banifing, Sankarani et marres) - Nappes souterraines importantes - Existence de puits et forage équipés de pompe - Adduction d'eau sommaire et bornes fontaines au niveau de certains Centres urbains - Existence de puits pastoraux - Existence de Comités de gestion des points d'eau - Existence de services techniques de l'hydraulique - Transfert de compétences en matière d'hydraulique	- Insuffisance d'eau potable - Tariessement précoce de certains points d'eau - Insuffisance de puits et forages pour consommation humaine - Insuffisance de puits pastoraux - Insuffisance d'adduction d'eau - Pollution des eaux - Insuffisance de formation des Comités de gestion d'eau	- ARK peut monter des projets, mobiliser des fonds, exécuter des projets d'hydraulique - Approcher les ONG et partenaires travaillant dans l'hydraulique à exécuter des projets d'hydraulique dans la région

F. SOUS SECTEUR ENERGIES & MINES

Domaines	Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
Mines	- Existence de ressources minières (or) - Existence de carrières de matériaux de construction (Pierre, sable, marbre, grès, moellons ...) - Existence d'Unités de production de carrière	- Exploitation traditionnelle des mines - Sous exploitation des carrières	- Quelques initiatives d'exploitation moderne des carrières
Energie	- Disponibilité des ressources énergétiques (énergie solaire et éolienne) - Existence du réseau EDM dans la région - Existence de bois de chauffe - Existence de charbon - Existence des énergies de substitution - Existence de dépôt de carburant - Existence de Mali biocarburant (Transformation Pourghère)	- Surexploitation des ressources forestières - Faible couverture de la région par le réseau de EDM - Sous exploitation des énergies de substitution et des énergies solaires	- Faire la promotion des énergies vertes (biocarburant) en collaboration avec les autres collectivités

3^{ème} Partie : LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES, EQUIPEMENTS ET BATIMENTS

A. SOUS SECTEUR INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS SOCIOECONOMIQUES

Domaines	Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
Batiments et infrastructures socioculturels	- Important potentiel en bâtiments et équipements socioculturels (mosquées, églises, salles et centres de spectacles, sites touristiques, campements et hôtels, infrastructures sportives) - Existence de différents habitats de style soudanais dans les villes bamanan - Amélioration sensible dans l'utilisation de plans de construction considérés comme modernes (ciments et tôles)	- Problème d'entretien et de rentabilisation des patrimoines et sites - Pillage du patrimoine culturel - Normes standard non respectées pour les infrastructures d'accueil - Absence de musée digne de nom - Insuffisance de salles de spectacle requises - Insuffisance d'infrastructures sportives et problèmes d'entretien pour celles existantes	- Instauration de cadre de concertation avec l'ensemble des partenaires de la culture au niveau de la région pour la rénovation de certains patrimoines culturels et l'édification d'un musée d'envergure régionale - Collaboration avec les services de sécurité pour lutter contre le pillage des patrimoines - Veiller au respect des normes dans les centres et hôtels d'accueil de la région
Batiments et équipements administratifs	- Existence de locaux de différents services administratifs et techniques - Politique de déconcentration des services techniques avec construction des logements et des bâtiments de services	- Insuffisance de locaux administratifs et techniques - Etat vétuste et délabré de certains locaux - Problème d'entretien des locaux	- Plaidoyer pour la construction en nombre des résidences administratives - Veiller au bon entretien des locaux à travers la sensibilisation et la responsabilisation des bénéficiaires/ locaux pour le respect du bien public - Soutien aux initiatives locales d'assainissements
Batiments et équipements économiques et marchands	- Existence d'équipements socioéconomiques et marchands (marché, parcs à bétail et de vaccination) - Existence de magasins de stockage pour les Ct - Existence d'infrastructures et équipements des transports (gares routières, dépôt de céréales et de carburant, parc automobile bien fourni, pirogue, etc.)	- Problème de gestion et de rentabilité des bâtiments et équipements économiques marchands	- Instauration d'un cadre de concertation entre les acteurs /gestionnaires directs, les bénéficiaires, les PTF et les services techniques pour la mise en place d'un système de gestion rentable et bénéfique à toute la région - Plaidoyer pour la construction d'infrastructures routières dans les zones à accès difficile - Sensibilisation sur la gestion des équipements collectifs et soutien des initiatives d'assainissement

B. SOUS SECTEUR TRANSPORTS ET COMMUNICATION

Domaines	Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
Transports	- Disponibilité d'un réseau dense de routes et de pistes rurales - Bitumage des axes (Kkro- Bko- Kolokani ; Kkro- Banamba ; Kkro -Bko- Fana/ Dioila ; Kkro- Bko-Siby/Kangaba ; Kkro- Bko- Ouléssébougou - Existence de voies navigables - Existence de bateaux et pinasses Disponibilité des études de la voie de ceinture de Koulikoro ; du pont de Kayo sur le Niger ; la réalisation de 5 km de route bitumée à Kati - Entretien courant sur 2 236 km de route aménagement et 1119Km de piste - RB= 823 km ; RT= 1413 km ; - Existence de poste de 4 poste péages - Existence de postes de sécurité routière	- Mauvais état des routes et pistes ; - Problème de liaison et d'enclavement avec l'arrière pays que sont les localités de : Niamina, Touba, Nara, Massigui - Insuffisance de route butinée - Période limitée de transport pour les bateaux et pinasses - La commune qui reçoit le poste bénéficie de 3% de s recettes du perçues du poste de péage - Tracasseries administratives le long des routes	- Inclure le désenclavement et l'amélioration du système routier pour intégrer Koulikoro dans la vie de l'interland - La réalisation des projets : - bitumage voie de ceinture de Koulikoro ; Niono- Banamba ; Fana-Dioïla ; le Pont de Kayo et les voies d'accès à la RN6 et RN27 ; élargissement de Koulikoro-Bamako ; - Route en terre Banamba-Kolokani ; Banamba- Nara ;Niamina-Sirakorola.
Communication	- Développement de la télécommunication : téléphonie mobile, téléphone fixe, rac administratif, radios communautaires et privées, radio régionale, Internet (Koulikoro, Kati, Fana, Bancoumana, Ouléssébougou) - Insuffisance des équipements de télécommunication - Problème d'énergie - Possibilité de branchement de lignes téléphoniques	- Fuite des meilleurs reporteurs vers Bamako - La non qualification des agents - La déontologie et l'éthique de la professionnalisation est mise en question - Insuffisance d'étude de faisabilité pour l'installation des radios - Voies et communications routières très réduites ; - Timidité des branchements de lignes téléphoniques de la SOTELMA due au foisonnement des téléphones cellulaires - Le prix élevé de l'Internet	- Intégrer les médias et outils de communication dans la dynamique de dialogue/ concertation de l'ARK avec les acteurs locaux - Utiliser les systèmes divers de communication pour la diffusion des informations - Mobilisation des ressources financières - Politique élaborée par l'ARK pour se faire connaître à travers les médias public et privés - Renforcement de capacité du personnel des radios communautaires

B. SOUS SECTEUR URBANISATION ET HABITAT

Domaines	Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
Urbanisation et Habitat	- Existence des grandes zones (Habitation ; industrielles ; commerciale ; gare ; place publique ; espace vert ; centre sportif multifonctionnelle ; équipement de sécurité : gendarmerie, police, garde nationale - Existence de 13 schémas d'urbanisation et 02 en cours - Délimitation de certaines zones création de titre foncier et affectation - Les réserves foncières - Attribution d'espace aux collectivités et agences immobilières pour habitat, industrie et commerce	- Occupation anarchique de certaines zones ; - Insuffisance de schémas d'urbanisation (non délimitation de certaines zones) - Mauvaise gestion des équipements collectifs - Non application des SDAU	- Délimitation et le bornage du reste des zones ; - Libération des espaces occupés anarchiquement ; - Application des schémas d'urbanisation sectorielle de Koulikoro et les cercles. - Sensibilisation sur la gestion des équipements collectifs et soutien des initiatives d'assainissement - Soutien à la mise en œuvre des SDAU - Respect et application correcte des SDAU - Initiation des cadres de concertation et de réflexion sur la question du développement urbain et la problématique des SDAU

4^{ème} Partie : SECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES ET DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET RENFORCEMENT DES CAPACITES

A. SOUS SECTEUR DEMOGRAPHIE ET POPULATION

Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
- Population jeune et laborieuse en pleine croissance, - Paysannerie dynamique	- Forte mortalité infantile (131 ,8) - Forte mortalité infanto juvénile (219,3%) - Faible espérance de vie à la naissance - Exode accéléré vers les centres urbains ; - Migration - Taux de croissance 2,6% - Population totale : 1 981 364 - 49,91% femmes - 50,09% hommes - 86% jeunes : - Actifs : 823 669 - Taux de scolarisation au primaire (Filles : 64,9% ; Garçons : 96% en 2004) - Droit coutumier rendant difficile l'accès de certains groupes sociaux à la terre; - Faible responsabilisation des femmes dans les actions de développement économique à cause des barrières sociales dans plusieurs zones	- Développer les pôles économiques pour réduire l'exode rural - Activités d'information pour la lutte contre certaines pandémies telle le VIH/Sida - Soutenir les initiatives de formation des jeunes et d'alphabétisation

B. SOUS SECTEUR EDUCATION ET SANTE

Domaines	Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
Santé	- Existence de Politiques sectorielles avec programmes de mise en œuvre de la santé/ PRODESS - Existence du Programme élargi de vaccination (PEV) et d'autres programmes sur les maladies endémiques (Paludisme, Sida ; Tuberculose, etc.) ; - Maladies spécifiques de la région - Taux de couverture sanitaire - Existence des structures d'administrations sanitaires - Existence de différents niveaux de structures sanitaires (maternité, CSCOM, CSRef, Hôpitaux, Centres spécialisés) - Ecoles et centres de formation socio sanitaire (niveau I, II et supérieur) - Personnel de santé (infirmiers, sage -femmes, médecins, spécialistes) - Situation de l'hygiène (Centre, personnel) - Existence du programme de développement socio sanitaire (PRODESSII) composante développement social (2005 2009) - CROCEP - Existence de la politique nationale de solidarité et de lutte contre le l'exclusion - Existence de partenaire pour les activités d'appui aux programmes de santé (UNICEF, Helen Keler, OMS, SNV - Existence d'un système d'information sociale (organisation au sein des Csrif), - Bilan de l'année encours planification des activités pour l'année à venir - Existence d'un plan opérationnel	- Malnutrition/sous nutrition des population en particulier les enfants ; - Insuffisance d'infrastructures et équipements sanitaires ; - Faible fréquentation des structures sanitaires ; - Insuffisance de personnel - Coût élevé des médicaments - Pas d'hôpital régional à Koulikoro	- ARK doit orienter ses effort aux renforcement de capacités techniques financières Csref et aux CSCOM et d'autres structures sanitaires - Plaidoyer et mobilisation de l'Etat et les autres acteurs de développement autour de la création d'autres structures sanitaires (hôpital régional, centre de santés) et la démultiplications des structures d'approvisionnement en médicament et dépôt de transites et locaux - Engager une réflexion avec l'ensemble des acteurs pour la - Connaissance - l'identification - la structuration - l'articulation entre les - Différentes collectivités (commune, cercles région) et les services de l'état

Education	- Existence du PRODEC - Existence des administrations scolaires (CAP, Académies) - Existence des écoles publiques et privées de niveau primaire, secondaire et professionnel et universitaire - Existence de Centres de Formations Spécialisées - Existence de Centres d'alphabétisation, des médersas et de CED - Existence d'écoles supérieures militaires sous régionales (EMA, EMIA, EEM) - IPR/IFRA - Acceptation progressive de l'école par les populations ;	- Faible taux de scolarisation des filles ; - Enseignement mal adapté posant le problème et la nécessité d'un Forum régional de l'éducation ; - Non maîtrise du nombre et de la situation des d'écoles privées dans la région ; - Insuffisance d'infrastructures et équipements scolaires ; - Insuffisance de maîtres ; - Fort taux de déperdition au niveau du primaire ; - Fort taux d'analphabétisme ;	- Nécessité de réfléchir à la refondation de l'école et du système éducatif à la lumière des acquis, problèmes et surtout de l'évolution du contexte et des besoins nationaux et régionaux
------------------	--	---	--

C. SOUS SECTEUR ADMINISTRATION ET SECURITE

Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
- Existence de services déconcentrés divers : - Administration - Services techniques et financiers - Structures spécialisées - Université/ Institut de Formation, Centre de Formation Professionnelle.....) - Existence des 3 niveaux de collectivité (Commune, Cercle , Région) - Existence de bâtiments administratifs et de logement du personnel administratif	- Insuffisance de personnel administratif, technique et financier - Insuffisance du niveau de déconcentration dans la région - Certaines Directions ne sont pas encore bien installées à Koulikoro - Insuffisance de moyens matériels et logistiques et d'infrastructures de bâtiments - Insuffisance des équipements de télécommunication - Manque de cohérence aux différents niveaux de planification - Mauvais état des bâtiments et logements administratifs	- Programme de modernisation de l'Administration avec la construction de nouveaux édifices pour abriter les services techniques et l'administration - Collaboration entre l'ARK et les Services administratifs, techniques et financiers dans le cadre de l'appui conseil et le transfert des compétences et des ressources - Politique de création des mesures incitatives des cadres - Renforcement de capacités techniques, matérielles et financières

D. SOUS SECTEUR DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
- Présence d'une administration résolument orientée vers le développement ; - Déconcentration des structures techniques (même si celles-la ne sont pas toutes représentées dans la région) ; - Présence d'Organisation Non Gouvernementales Nationales et étrangères ; - Bonne gouvernance avec la décentralisation des institutions - Emergence des Organisations de la Société Civile avec les faitières diverses - Liberté démocratique avec instauration de débat et interpellation des autorités au sein de l'espace d'interpellation démocratique ; - Consultation des populations sur les actions de développement lors de l'élaboration des PDESC des CT et des Projets et Programmes sectoriels de l'Etat et de l'Administration régionale - Existence de Programme de Développement Institutionnel	- Transferts de compétences aux collectivités locales non effectifs ; - Mauvaises perception de la vision du développement régionale (insuffisance des outils et méthodes) - Manque de cohérence entre l'échelon Nation, Région et Locale ; - Insuffisance de moyens de travail ; - Mauvaise circulation de l'information et de l'organisation du monde rural - Insuffisance d'initiatives de concertations régionales et locales entre les CT et les acteurs étatiques et non étatiques	- Recherche d'un meilleur positionnement de l'ARK comme Institution porteuse et Pilote du développement économique régional - Renforcement de la collaboration et du dialogue avec l'ensemble des acteurs étatiques et non étatiques - Instauration d'un mécanisme de dialogue et de planification concertée entre les trois niveaux des CT à l'initiative de l'ARK - Elaboration de projets conjoints d'intérêts partagés à l'initiative de l'ARK

E. SOUS SECTEUR ENCADREMENT TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES

Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
- Présence d'un encadrement technique de qualité avec les structures telles que la CMDT, OHVN et OPIB ; - Présence de quelques unités de recherche ; (IPR/IFRA) - Existence d'outils de planification pour certains cercles, communes (schéma directeur d'urbanisation, schéma d'aménagement et de développement ; - Existence de services techniques spécialisés de plus en plus nombreux.	- Insuffisance de la recherche appliquée et d'études sur les potentialités des ressources naturelles ; - Faible rendement des techniques de production du secteur primaire ; - Insuffisance de données statistiques pour la planification ; - Insuffisance de la main d'œuvre qualifiée ; - Insuffisance d'encadrement et de vulgarisation de techniques de production du secteur primaire ; - Insuffisance de cadres techniques qualifiés pour l'élaboration de projets et programmes de développement, leur suivi et leur évaluation ; - Insuffisance de structures d'enseignement technique ; - Insuffisance d'infrastructures sportives, culturelles, éducatives et socio sanitaires	- Renforcement de capacités des structures d'encadrement techniques - Avoir une politique régionale d'encadrement des cadres en fonction des domaines prioritaires du développement économique (karité, sésame, fruits : mangue et légumes)

F. SOUS SECTEUR EMPLOI ET TRAVAIL

Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
- La population en âge de travailler ou population active potentielle (PAP) est estimée à 5 661 382 individus en 2007, soit 46% de la population totale du pays. Elle est composée de 3 097 343 femmes et de 2 564 039 hommes soit respectivement 54,7% et 45,3% de la main d'œuvre potentielle - L'effectif de la population active occupée a atteint 4 696 448 individus en 1998 - En milieu rural les actifs occupés représentent 86,3% de la population active potentielle, cette proportion s'établit à 13,7% dans le milieu urbain mais par contre renferme les parts de chômeurs les plus élevées soit respectivement 11,7% pour les actifs de (15-40) et 7,9% pour ceux de 41 ans et plus - Près de 3 actifs occupés sur 4 n'ont aucun niveau d'instruction. La main d'œuvre occupée est largement dominée par les travailleurs illettrés. - Une distinction nette apparaît entre les diplômés et les personnes non instruites ou moins instruites. - Plus de 43 % des actifs occupés ayant le niveau d'étude fondamentale 1 (7 années d'études) travaillent à leur propre compte comme indépendant dans le secteur informel. - Toutefois, de plus en plus de diplômés titulaire de licence et plus pour s'insérer sur le marché du travail acceptent d'occuper des emplois en deçà de leurs qualifications. A titre d'illustration, 66,7% de ces diplômés du supérieur sont employés comme cadres moyens ou agents de maîtrise dans les entreprises	- L'enclavement intérieur et extérieur ; - Le manque d'industries locales de transformation ; - L'insuffisance d'électrification et de moyens de communication ; - La non maîtrise des ressources en eau ; - Le sous développement du secteur primaire ; - L'inorganisation des acteurs du développement et des secteurs d'activités - Le manque de compétences fondamentales requises pour accéder à la formation professionnelle. - Le manque de changement de mentalité ; - Le manque d'informations sur les structures chargées des questions d'emploi ; - La méconnaissance des techniques de recherche d'emploi ; - Le manque d'expérience professionnelle ; - La difficulté d'accès au crédit ; - L'inadéquation formation emploi ; - La proximité de Bamako - l'enclavement intérieur et extérieur ; - le manque d'Industries Locales de transformation ; - l'insuffisance d'électrification et de moyens de communication ; - la non maîtrise des ressources en eau ; - le sous développement du secteur primaire ; - l'inorganisation des acteurs du développement et des secteurs d'activités - le manque de compétences fondamentales requises pour accéder à la formation professionnelle. - Aussi, faudrait-il mentionner chez les jeunes et les femmes : - le manque de changement de mentalité ; - le manque d'informations sur les structures chargées des questions d'emploi ; - la méconnaissance des techniques de recherche d'emploi ; - le manque d'expérience professionnelle ; - la difficulté d'accès au crédit ; - l'inadéquation formation emploi ; - la proximité de Bamako - Les jeunes des zones rurales se déplacent vers les zones urbaines, ce qui crée un problème socioéconomique avec son corollaire de taux de chômage urbain très élevé (27,3% à Bamako, dont plus de 63% ont moins de 29 ans, 15% dans les villes secondaires du Mali)	- Politique régionale de participation à la - Création et la promotion de l'emploi et renforcement des capacités techniques des jeunes et des femmes : Ex création de centres multifonctionnels

G. SOUS SECTEUR PARTENARIAT ET COOPERATION

Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
- Existence de partenaires d'appui technique et financier: * PADK * SNV * PAC/GTZ * Swisse-contact * FODESA * Coopération décentralisée avec Brabam flaman * UNICEF * PADEC * PADER * Handicap internation * Helen Keler -	- Manque d'harmonisation et de zonage d'intervention des partenaires - Crainte de l'efficacité de la signature et de la mise en œuvre du protocole d'accord entre l'ARK et les ONG intervenants dans la région	- ARK de redynamiser le cadre de concertation avec les partenaires afin d'éviter la duplication des programmes sur un même site

H. SOUS SECTEUR GENRE/ PROMOTION DE LA FEMME

Domaines	Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
Promotion de la Femme	- Existence de personnel au niveau de la région et des cercles - Existence de bureau approprié au niveau du chef lieu de la région - Existence des textes internationaux et nationaux sur les droits de la femme - Existence des organisations féminines formelles et fonctionnelles (Association, GIE, Coopératives, mutuelles, défense des droits des femmes etc) - Existence de répertoire des associations féminines - Existence des orientations pour faciliter l'accès de la femme à la terre dans l'OA - Existence du service et de la commission femme au niveau de l'Assemblée régionale - Formation des élus sur les droits des femmes - Existence des ONG évoluant dans le domaine de la promotion de la femme - Nombreuses sessions de formation sur l'approche genre et équité sociale au profit des cadres techniques et administratifs - Désignation des points focaux pour l'équité de genre au sein des services techniques et administratifs	- Formation en informatique - Equipement faible au niveau régional et inexistant au niveau cercle - Manque de bureaux et moyen de déplacement au niveau cercle - Méconnaissance des textes par la population et l'incohérence de ces textes avec les réalités du pays. - Difficulté de fonctionnement dans ces organisations féminines - Faible accès des femmes à la terre - La non prise en compte du genre dans les programmes de développement local - Faible collaboration entre les ONG et les services techniques - Insuffisance d'information et de communication avec les ST - Insuffisance d'information nécessaire par rapport au contenu des textes - Manque de cohérence de ces textes avec les réalités du milieu (problème d'adaptation des textes) - Difficultés dans le fonctionnement des structures de surveillance communautaire (moyen de déplacement - Absence de cadre de concertation entre les - Approche genre peu maîtrisée et peu utilisée	- Existence de spécialistes en informatique dans le milieu Potentiel local à exploiter - Engager une réflexion avec des PTF, l'Etat et la Direction régionale de la Femme autour de la question de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille (mobilisation des ressources, renforcement des capacités, coordination des activités d'appui...) - Diffusion, formation et application des textes - Redynamisation et formation des associations - Diffusion et application - Créer un cadre de concertation - Assurer la dotation des agents en - équipement au niveau des cercles de la région - Doter les cercles en moyen de déplacement - Diffusion formation et application des textes - Redynamisation des Structure des Surveillance Communautaires (SSC) et dotation en matériel de travail et de déplacement - Démarrage de l'élaboration de la politique et de la stratégie nationale genre pouvant orienter les actions régionales
Promotion de l'enfant et de la famille	- Existence de personnel au niveau de la région et des cercles - Existence de cyber pour l'apprentissage en information au niveau la région - Existence des textes juridiques nationaux et internationaux sur les droits de l'enfant et de la femme. - Existence des structures de surveillance communautaire (Dioila, Kangaba, Nara, structure mise en place des structures de contrôle des mouvements des enfants) - CV : comité Villageoise - Existence des ONG et associations	- Manque de formation en informatique (word-excel-powerpoint) - Inexistence d'équipement au niveau régional - Manque de moyen de déplacement dans tous les cercles de la région.	- - Création d'un cadre de concertation entre les acteurs chargés de la promotion de la femme

I. SOUS SECTEUR ECONOMIE SOLIDAIRE

Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
- Nouvelle approche de développement et de la pratique de la solidarité dans un contexte de pauvreté généralisée - Existence d'administrations et de structures nouvellement créées pour la prise en charge de la question - Activités significatives pendant les périodes de solidarité (mois de solidarité, ramadan, autres fêtes religieuses diverses, calamités, etc.) - Revalorisation des pratiques socioculturelles positives du terroir et du pays	- Retard dans la mise à disposition des fonds pour l'exécution des activités du PO - Non représentativité de nos structures au niveau communal - Absence d'un plan de carrière pour le personnel - Insuffisance de personnel de soutien (chauffeur, planton, gardien, secrétaire, manœuvre) - Insuffisance de partenaires pour les activités spécifiques (mutualités, sociétés coopératives, AGR, RBC) - Insuffisance de moyens logistiques (motos, véhicules) - Insuffisance d'infrastructures pour les services déconcentrés. certains cercles ont des titres de propriétés mais n'ont pas de moyen pour la construction - Méconnaissance du service - Gestion de fonds poses des problèmes - Approche peu connue et maîtrisée - Insuffisance de personnel qualifié et du niveau de déconcentration des structures en charge - Insuffisance des moyens et des activités qui se limitent aux distributions et célébrations d'événements sociaux - Constat d'abus de la part de certaines catégories de populations et de leaders - Seul le mois de solidarité est connu par le grand public - Problème de coordination et de responsabilité dans le cas de la prise en charge des indigents (collectivités et services de l'état)	- Nécessité de maîtrise de l'approche par l'ARK et les autres CT - Identification d'actions utiles et porteuses pour les futurs soutiens de l'ARK - Vigilance dans le soutien et la contribution de l'ARK dans certaines manifestations et collecte de fonds ne profitant qu'aux individus et sans portée - pour la prise en charge des indigents - Mécanise d'information périodique par rapport la prise en charge des indigents

J. SOUS SECTEUR GOUVERNANCE.

Acquis/forces identifiés	Faiblesses/Insuffisances	Opportunités/ priorités stratégiques
- Expériences et projets de gouvernance en cours pour améliorer les pratiques des acteurs dans la gestion du développement à travers les projets - De nombreux séminaires et ateliers d'échange/réflexion sur les outils, les indicateurs et les pratiques de bonne gouvernance continuent.	- Sous information et la méconnaissance des procédures - Insuffisance des capacités techniques et professionnelles pour la gestion des activités - Insuffisance du suivi et du contrôle et aussi des sanctions - Insuffisance dans l'obligation de rendre compte par les structures et gestionnaires au-delà des rapports d'activités - Insuffisance et non fonctionnalité des cadres de concertation et de participation - Non respect par les responsables et les élus des procédures d'information et d'implication des acteurs - Insuffisance des capacités d'animation et de mobilisation sociale	- Rendre opérationnel les cadres de concertation et de planification instaurés (CROCSAD, CLOCSAD) - Organisation des sessions d'information et de dialogue entre les élus et les acteurs locaux - Régulariser les pratiques de compte rendu et de bilan public d'information et de restitution - Systématiser les concertations thématiques avec les acteurs - Renforcer les mécanismes de participation et de mobilisation sociale

I. LE POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION :

- Le secteur Economie rurale

- * Les sols : superficie importante pour les différentes cultures irriguées, sèches et arboriculture et maraîchage (86%) ,
- * Le climat : 3 à 4 mois de saison de pluies avec des hauteurs de 600mm à 1m,
- * L'eau : grande possibilité d'irrigation (aménagement hydroagricole),
- * Les ressources forestières : bois de construction, d'œuvre, de charbon,
- * La cueillette : potentiel élevé en produit de cueillette (Tamarin, Jub-jub, Néré, Karité, gomme, etc.),
- * L'élevage : grand potentiel dans le centre et le Nord avec possibilité de créer des bases alimentaires, des centres d'embouches, des points d'eau et un commerce important de bétail (marchés à bétail), l'exportation et l'industrie des peaux et cuirs et du lait
- * La pêche : eau poissonneuse,

Possibilité d'augmenter et valoriser le potentiel avec une amélioration des systèmes agricoles, gestion protection de l'environnement. Tout ceux-ci donne un potentiel pour la filière agro industrie et la transformation

- Le secteur secondaire

- * Les unités agroindustrielles : les fruits et légumes, les produits agricoles et d'élevage, la transformation
- * les marchés et foires : équipements et infrastructures de valorisation des produits agricoles, d'élevage, des carrefours d'échange permettant de développer l'économie locale et régionale
- * les institutions de financement (banques et caisses d'épargne) : la déconcentration des structures de banques et de micro finances dans les chefs lieux de cercle rapproche les acteurs économiques des circuits de financement
- * le transport : assez développé à cause des axes bitumés et des initiatives privées assez importantes permettant l'approvisionnement, l'exportation et l'importation
- * les matériaux de construction en bois et carrières diverses rentrent dans l'amélioration de l'habitat et des infrastructures
- * les énergies solaire (avec l'AMADER), bois permettant l'équipement des localités et la promotion de l'artisanat rural
- * l'artisanat avec les nombreux produits locaux et la professionnalisation des artisans ruraux

- Le secteur infrastructures, équipements et bâtiments

- * Les bâtiments
- * Les axes de communication
- * Le réseau de communication
- * Le parc de voiture important
- * Les équipements marchands dans les centres importants
- * Un potentiel urbain avec des schémas non encore mis en œuvre

- Le secteur des ressources humaines, développement institutionnel et de renforcement des capacités

- * La démographie et jeunesse de la population
- * Les institutions et structures déconcentrées

- * Les projets et programmes
- * Les ONG et les PTF
- * Les collectivités territoriales
- * Les écoles de formation
- * Les infrastructures de santé et d'éducation
- * Les acteurs locaux (société civile, organisations socioprofessionnelles, opérateurs privés)
- * Les cadres de concertations
- * Les partis politiques

II. ATOUTS ET AVANTAGES COMPARATIFS DE LA REGION :

Ces atouts et avantages liés aux conditions naturelles et physiques, aux infrastructures et équipements, à la démographie et aux aspects socioculturels, à la situation de l'appui technique et surtout à la situation économique et du potentiel de la région, sont largement développés dans le tableau de synthèse des acquis et opportunités ci-dessus.

(Cf. *Tableau de synthèse*).

III. SECTEURS ET SOUS SECTEURS PRESENTANT LE PLUS D'OPPORTUNITES POUR LE DEVELOPPEMENT REGIONAL

- Secteur primaire : aptitude des sols, agriculture, élevage, eaux et forêts (eaux poissonneuses), produits de cueillette et bois
- Secteur secondaire : énergies avec le bois (de chauffe), matériaux de construction) et énergies hydrauliques, mines, Industries/ transformation,
- Secteur tertiaire : Commerce, banques, transports et caisses d'épargne
- Secteur Ressources humaines, développement institutionnel et renforcement des capacités : Education et renforcement des capacités

IV. LES 10 PROBLEMES FONDAMENTAUX ET LES 10 OBJECTIFS PRIORITAIRES DE LA REGION

N°	Problèmes fondamentaux	Objectifs prioritaires
1	Insuffisance de valorisation des potentiels et opportunités de production (agricole, élevage, artisanale, etc.), des atouts et avantages comparatifs de la région (proximité de Bamako, existence du fleuve Niger, zone charnière entre les régions du Mali et les pays limitrophes, équipements et infrastructures industrielles et de commerce)	Accroissement des investissements dans les secteurs correspondants à travers une organisation et une mobilisation des ressources financières, humaines et techniques pour la production, la transformation et la commercialisation
2	Insuffisance de fonds de développement et d'équipement des collectivités (FICT, FAT, BSI) et de soutien pour les autres acteurs de développement local et régional (opérateurs privés, organisations paysannes, structures socioprofessionnelles, etc.)	Accroissement des fonds d'investissement et d'appui technique aux acteurs et amélioration des mécanismes d'accès aux sources de financement (banques, caisses d'épargne, etc.)
3	Insuffisance des capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles des acteurs au développement	Renforcement de la formation technique et professionnelle, la structuration et le développement institutionnel des acteurs (CT, structures d'appui, OPA, opérateurs privés)
4	Problèmes liés à l'accès des populations aux services sociaux de base : éducation, santé, assainissement, hydraulique	Soutenir les investissements en matière de services sociaux de base dans les budgets des projets et plans des CT et services déconcentrés

5	Insuffisance dans la mobilisation des ressources fiscales et dans le transfert de compétences et des ressources de l'Etat aux CT	Augmenter l'efficacité du système de mobilisation des ressources fiscales au niveau de la Région, concomitamment aux transferts effectifs des compétences et des ressources de l'Etat aux CT
6	Insuffisance de maîtrise des outils et mécanismes de planification, de coordination, de gestion et de suivi des activités de développement	Rendre fonctionnels les outils, procédures et cadres institutionnels de planification, de coordination, de gestion et de suivi des activités de développement
7	Insuffisance de collaboration et de partenariat dans le partage des visions et de synergie dans le portage stratégique des questions majeures de développement régional entre les CT et les acteurs locaux et régionaux (les structures déconcentrées, l'administration, les opérateurs privés, la société civile, OP)	Améliorer la collaboration et le partage des visions en matière de synergie et de portage stratégique des questions majeures de développement régional
8	Faible exploitation des ressources en eau par manque d'infrastructures hydro agricoles	Entreprendre des projets d'aménagement hydro agricole et d'hydraulique rurale et pastorale
9	Problème d'enclavement avec insuffisance du réseau routier	Extension et amélioration du réseau routier à l'intérieur de la Région notamment entre les centres urbains et les chefs lieux des grandes communes
10	Problèmes de dégradation et de gestion rationnelle des ressources naturelles et de l'environnement	Sensibiliser et systématiser l'approche de gestion durable des terres et le suivi des études d'impacts environnementales pour toutes les activités et projets à réaliser dans la région

V. ZONES PRIORITAIRES DE MISE EN VALEUR DU POTENTIEL REGIONAL :

Potentiels par sous secteur	Zones prioritaires de mise en valeur	Domaines spécifiques à considérer
Agriculture	Diloïla	Céréales, coton, sésame
	Kati	Fruits et légumes, riz
	Kangaba	Tabac, fruits et légumes, riz, céréales
	Koulikoro	Fruits et légumes
	Kolokani	Céréales
Elevage	Nara	Gros bétail, petits ruminants
	Kati	Gros bétail, embouche, aviculture, apiculture
	Banamba	Gros bétail, petits ruminants, apiculture
	Kolokani- Nord	Gros bétail, embouche
Mines	Kangaba	Or
	Kati	Or, matériaux de construction
Hydraulique	Kolokani	Hydraulique pastorale, hydraulique villageoise
	Nara	Hydraulique pastorale, hydraulique villageoise
	Kati	Aménagement hydro agricole
	Kangaba	Aménagement hydro agricole
Education et renforcement des capacités	Tous les cercles	Formations techniques et professionnelles liées aux actions, organisation/ structuration, équipements/ logistiques
Commerce	Tous les centres urbains	Aménagement des marchés, et des routes
Transformation	Koulikoro	Usines de transformation
	Kati	Usines de transformation
	Dioïla	Usines de transformation

VI. PREOCCUPATIONS SPECIFIQUES PAR CERCLES

Koulikoro	- Le désenclavement du cercle par un programme soutenu de réparation des routes et pistes rurales, - La promotion de la culture et de la valorisation de la plante pourghère
Banamba	- L'amélioration du taux de couverture en eau potable dans les Communes de Sébeté et Madina Sacko, - La poursuite et le renforcement de programme d'aménagement des mares existantes, et le développement de la pisciculture, - La promotion des Medersas et leur prise en charge effective au même titre que les écoles par les Académies, - Le renforcement qualitatif et quantitatif des Structures d'encadrements et de la Santé dans le cercle, - Une disposition de réparation et de mise en service des pompes en panne, - Le désenclavement du cercle par un programme soutenu de réparation des routes et pistes rurales, - La mise en place d'une radio rurale pouvant couvrir l'ensemble du cercle, - L'aménagement des mares et bafonds pour la riziculture et la diversification des cultures, - La promotion et la valorisation de la culture du pourghère.
Kati	- Le document prend en compte toutes les grandes préoccupations du cercle. Cependant il faut renforcer la protection de l'exploitation des ressources ligneuses pour permettre une régénération des superficies concernées
Nara	- Assurer une meilleure répartition dans la construction des classes en vue d'absorber les pléthores d'effectifs d'élèves dans les classes au niveau de certains anciens chefs - lieu d'arrondissements pouvant atteindre 90 à 100 élèves par classe. - La promotion et la valorisation de l'apiculture dans le cercle, - Le développement des technologies de transformation de lait et de la gomme arabique ainsi que l'amélioration de leur circuit de commercialisation, - Envisager une politique durable d'intensification de l'agriculture plutôt que la pratique d'une agriculture extensive basée sur l'augmentation des superficies cultivables, - Une meilleure exploitation du phénomène de transhumance par l'aménagement des mares, la délimitation des parcours, et l'élaboration de calendrier de transhumance, - Entreprendre le développement d'une politique de Co-développement dans un partenariat avec les migrants, - Le désenclavement du cercle par un programme soutenu de réparation des routes et pistes rurales,
Kangaba	- Assurer le désenclavement du cercle par l'aménagement des pistes du cercle - Le cercle de Kangaba dispose d'importantes ressources minières; - Le Fié qui traverse 3 communes du cercle et une potentialité pour ces 3 communes - Le besoin de construction d'un lycée public à Kangaba, qui a aujourd'hui un taux d'admission le plus élevé de la région
Dioïla	- Assurer le désenclavement du cercle par l'aménagement des pistes du cercle
Kolokani	- nd

VII. LES PROBLEMES DE DISPARITE REGIONALE :

La disparité au niveau de la région est largement fonction de la situation géographique et physique, le potentiel économique, la situation administrative et institutionnelle des différentes zones/ cercles composant la région :

7.1. Disparité physique :

- La position géographique avec une variété de climats s'étalant sur 450 km,
- Une bonne partie du territoire régionale regroupe les cours et points d'eau permanents avec des conditions favorables pour l'agriculture toute l'année,
- Des sols aptes aux productions agricoles au sud et au centre plus que dans les Zones nord (Kolokani, Nara et Banamba), disponibilité de terres fertiles
- Eloignement et isolement et enclavement et difficulté d'accès,
- Pénurie d'eau,
- Etc.

7.2. Disparité administrative et institutionnelle :

- Existence de centres administratifs, de siège des institutions et de centres urbains importants
- Ecoles secondaires (lycées),
- Densité de population élevée,
- Centres religieux importants,
- Centres hospitaliers importants,
- Etc.

7.3. Disparité socioéconomique :

- La densité élevée et la concentration autour de Bamako et des centres urbains (Koulikoro et Kati),
- Les zones de production de coton (Kati, Dioïla) avec des usines,
- Activités pastorales au Nord,
- Activités agricoles et industrielles au Sud : l'industrie est concentrée dans les zones de Kati, Koulikoro, Fana et Dioïla,
- Le taux de couverture scolaire plus élevé au Sud que dans les zones Nord de Kolokani, Nara et Banamba,
- Les axes de communication sont plus développés autour de Bamako et au Sud que dans le Nord,
- L'occupation du sol caractérisée par une forte potentialité agricole avec un grand potentiel humain contre des atouts en matière d'élevage au Nord et une population faible,
- Les marchés et foires les plus importants sont au Sud à Kati, Bancoumana, Kangaba, Siby, Fana, Sirakorola, Niamina, Massigui, Dioïla, Ouélessébougou, contre les 3 du Nord (Banamba, Nara, Kolokani),
- Le flux commercial avec la Mauritanie au Nord est inférieur à ceux avec la Guinée et les régions du Sud,
- Centre commercial bien situé et accessible,
- Existence de nombreux projets,
- Axes routiers et/ ou de communication,
- Zones de grande production et existence d'unités industrielles,
- Proximité de la Capitale,
- Zone d'accueil/ migration et les opportunités d'emploi,
- Etc.

ANNEXES

A1. Références documentaires

A2. Liste des tableaux

REFERENCES DOCUMENTAIRES

- Références macro nationales : CSLP, CSCRP/PDES, OMD, LOA, et les documents de Politiques et Normes Sectorielles ;
- Pré- diagnostic régional de Koulikoro- janvier 1984 ;
- Diagnostic de la Région de Koulikoro- mars 1985/ Comité Régional de Développement ;
- Synthèse des diagnostics régionaux- Avril 1986/ DNP ;
- Rapport final, Avant- Projet de Schéma Régional d'Aménagement et de Développement de Koulikoro- 1996/ MDRI-
- Rapport de synthèse, Avant- Projet de Schéma Régional d'Aménagement et de Développement
- Monographie 2006/ ARK/Gouvernorat ;
- PDESC Koulikoro 2001- 2003/ ARK
- PDESC Koulikoro 2004- 2008/ ARK
- Schéma d'Aménagement et de Développement de la Région de Koulikoro (SRAD) - novembre 2005
- Monographie de la Région de Koulikoro – 2006/ DRPSIAP Koulikoro ;
- PRPIP 2004- 2008 de Koulikoro- 2006
- Diagnostic institutionnel et programme de renforcement des capacités de l'ARK- novembre 2007/ ARK ;
- Plan Stratégique de Développement de la Région de Koulikoro (PSDR) 2007- 2015- Décembre 2007 ;
- Rapports d'Ateliers de restitution du PSDR des cercles de la région- 2007,
- Documents de politiques publiques (santé, route, agriculture, éducation, hydraulique, plan de développement sectoriel, urbanisme, schémas de cercles et de communes, CMDT, schéma d'aménagement des ressources forestières, schéma directeur d'aménagement des ressources en eau
- Rapports de la commission Economie Rurale, commission Secteur Secondaire, commission Infrastructures, Equipements et Bâtiments de l'élaboration du PSDR- Koulikoro 2007,
- Bulletin statistique la Femme et l'Enfant en chiffre au Mali 2006,
- Rapport de rentrée scolaire 2006-2007, Janvier 2007- Koulikoro,
- Décentralisation et réduction de la pauvreté, Carte de la pauvreté communale au Mali, - Rapport National sur le Développement Humain durable au Mali 2003,
- Guide Méthodologique d'élaboration du Schéma du Développement et du Plan de développement Régional et Local,
- Guide de Méthode optimales de Renforcement des Capacité de Gestion de l'Environnement – PNUD,
- Cahier de participant, Programme de Renforcement des Capacités de l'Etat et des Collectivités locales en matière de gestion de l'environnement, ressources naturelles (PRC-GERN)- Avril 2007-10-19,
- Rapport de communication ACADEMIE d'enseignement de Koulikoro et Kati aux concertations régionales pour le forum National sur l'Education Août 2008,
- Rapport de diagnostic environnemental dans les trois cercles de Banamba, Kolokani Nara région de Koulikoro avril 2004,
- Base OISE, Election 2004,
- Communication des Services techniques à l'atelier sur la sécurité alimentaire dans la région de Koulikoro, avril 2007-10-19,
- Bulletin SAP, N°255 situation fin octobre 2007,
- Bulletin SAP, N°258 situation fin janvier 2008,
- Rapport du schéma directeur de développement du secteur de l'artisanat au mali stratégie et plan, d'action 2007- 2011, décembre 2006,
- Rapport de l'étude architecturale des villages artisanaux de Koulikoro, Gao et Kidal, novembre 2006,
- Rapport sur la constitution de la base de données des associations actives et non actives de la CARKK avril 2007.
- Rapport d'activité de l'assistance technique et coordonnée dans la cadre du programme d'appui au développement économique rural de la région de koulikoro (DERK) janvier à juin 2006,
- Rapport d'activité de l'assistance technique et coordonnée dans la cadre du programme d'appui au développement économique rural de la région de koulikoro (DERK) janvier à juin 2007,
- Rapport d'activité de l'assistance technique et coordonnée dans la cadre du programme d'appui au développement économique rural de la région de koulikoro (DERK) janvier à juin 2008,
- Rapport de l'atelier de lancement du groupe de travail sur la filière « céréales seches » de Dioïla
- Texte de communication sur la Population et l'Emploi dans la région de Koulikoro,
- Communication sur la problématique de l'insertion sociale des jeunes et des femmes : cas de la région de Koulikoro ; El Hadj B. Sidibé, Statisticien- démographe et A. Coulibaly- Economiste,
- Annuaire statistique sur l'éducation 2006- 2007 pour la région de Koulikoro,
- Annuaire National des Statistiques scolaires de l'Enseignement préscolaire 2006 – 2007,
- Annuaire National des Statistiques scolaires de l'Enseignement fondamental 2006 – 2007,

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau n°1 : Superficie par cercle de la région
 Tableau n°2 : Découpage territorial
 Tableau n°3: Situation des aménagements hydro agricoles par an dans la région de Koulikoro de 1996 à 2005
 Tableau n°4: Quelques espèces végétales (*Noms scientifiques nom bambara – noms en français*).
 Tableau n°5: Quelques espèces animales qui ont vécu ou visible (Vulnérables) encore par endroits dans la région
 Tableau n°6: Statistiques de l'exploitation des forêts de 1998 à 2006 et de la faune 2000 – 2006
 Tableau n°7: Les sols de la région et leurs caractéristiques
 Tableau n°8: Situation de la production par cercle en 2006
 Tableau n°9: Superficies et productions en 2007 et prévision 2008 pour les céréales
 Tableau n° 10: Superficies et productions en 2007 et prévision 2008 pour les cultures de rente
 Tableaux n°11 : Evolution de Superficies, Rendements et Productions
 Tableau n° 12. Situation des traitements des infestations par les déprédateurs des cultures des pâturages et des récoltes de 1996 à 2006 à travers la région de Koulikoro
 Tableau n° 13. Récapitulatif des équipements attribués par cercle (de 1999 à 2007)
 Tableau n° 14 : Evolution de l'effectif du cheptel de la région de 1996 à 2006.
 Tableau n° 15 : Situation des abattages contrôlés dans la région de 1996 à 2006
 Tableau n° 16. Situation de l'évolution des productions laitières (en litres) de 1996 à 2006
 Tableau n° 17 : Situation de l'évolution des productions avicoles (œufs et poulets de chair) de 1996 à 2006.
 Tableau n°18. Mercuriales
 Tableau n° 19: Situation de l'évolution des productions de cuirs et peaux de 1996 à 2006
 Tableau n° 20. Abattages contrôlés en 2006/2007 et prévision 2008 (*Production viande*)
 Tableau n° 21. Besoins et production en viande (tonne)
 Tableau n° 22. Production de lait de vache 2006/2007 et prévision 2008
 Tableau n° 23. Besoins et production en lait (kg)
 Tableau n° 24. Production des oeufs (race exotique) 2007 et prévision 2008
 Tableau n° 25. Besoins en œufs et production d'œufs races exotiques (kg)
 Tableau n°26 : Situation des infrastructures de Production Animale, de Transformation et de Commercialisation en 2006
 Tableau n°27 Exportation des animaux sur pieds de la région en 2006
 Tableau n° 28. Evolution des Productions Halieutiques
 Tableau n° 29. Situation des plans d'eau de pêche et pisciculture
 Tableau n° 30. Installations/ infrastructures et équipements de pêche
 Tableau n° 31. Les émissions de gaz à effet de serre dans la Région :
 Tableau n°32 : Bilan céréalier de la campagne 2007-2008 - région de Koulikoro
 Tableau n° 33. Besoins alimentaires 2007/2008
 Tableau n° 34 : Bilan céréalier des trois dernières campagnes
 Tableau n°35. Situation des banques de céréales dans la région (tonnage et localité)
 Tableau n°36 : Besoins alimentaires de 2007 à 2008
 Tableau n°37: Besoins alimentaires par cercle et par an (2007/ 2008)
 Tableau n°38. Filières porteuses dans le secteur de l'économie rurale
 Tableau n° 39 Situation des Unités industrielles en activité dans la région de Koulikoro en 2006.
 Tableau n°40 : Situation des zones industrielles dans la région de Koulikoro en 2006.
 Tableau n° 41 : Evolution des industries
 Tableau n° 42 : Pôles de développement potentiels de la région
 Tableau n° 43 : Répartition des banques et le nombre d'emplois créés dans la région de Koulikoro
 Tableau n° 44. Répartition des agences d'assurances dans la région de Koulikoro
 Tableau n°45: Répartition des points d'eau modernes par cercle (2006)
 Tableau n°46. Besoins en eau de la population de la région de Koulikoro par cercle (2005-2008)
 Tableau n°47: Situation des abonnés et de la production d'électricité dans les villes de la région
 Tableau n 48 : Situation des abonnés en MT+BT
 Tableau n°49: Ventes d'électricité MT+BT en kwh
 Tableau n°50 : Réalisations de l'AMADER dans la région de Koulikoro

Tableau n° 51 : Infrastructure/ bâtiment

Tableau n° 52 : Bâtiments et équipements administratifs de la région

Tableau n° 53 : Bâtiments et équipements économiques et marchands de la région

Tableau n° 54. Situation des Projets routiers de la région de Koulikoro en 2008

Tableau n° 55. Classification des routes entretenues par Subdivision des Routes dans la région

Tableau n° 56. Répartition des radios libres dans la région en 2008

Tableau n°57. Caractéristiques du CFMK

Tableau n°58. Statistique des étudiants et corps enseignants de IPR/IFRA (2007- 2008)

Tableau n°59. Ets Secondaires Techniques et professionnels de la Région en 2007-2008

Tableau n°60. Evolution du nombre d'écoles de la région de 2000 à 2007 pour la région

Tableau n° 61. Evolution du taux de scolarisation par sexe et par cercle

Tableau n° 62. Evolution des conditions de la qualité et des conditions de travail des élèves

Tableau n° 63. Situation des infrastructures, des effectifs et du personnel de l'Enseignement
Secondaire technique et professionnelle

Tableau n° 64. Situation de l'Enseignement technique et professionnel de l'Académie d'Enseignement
de Koulikoro

Tableau n°65 : Evolution du taux de scolarisation par sexe et par cercle.

Tableau n° 66. Répartition des services socio-sanitaires de la region (2008)

Tableau n° 67. Répartition du personnel socio-sanitaires de la de region (2008)

Tableau n° 68. Répartition des Pharmacies et Officines de la région

Tableau n°69. Indicateurs de mortalité

Tableau n° 70. Quotient de mortalité des enfants

Tableau n° 71. Situation des infrastructures des disciplines sportives de la région

Tableau n° 72. Situation des infrastructures et associations sportives de la région

Tableau n°73 : Situation des infrastructures culturelles de la région

Tableau n°74. Répartition des forces armées et de sécurité au niveau des cercles de la région

Tableau n° 75. Situation de la sécurité dans la région (*en termes d'acteurs, problèmes et perspectives*)

Tableau n°76. Dotations 2007 de la région de Koulikoro

Tableau n°77. Répertoire des Formations politiques évoluant dans la région de Koulikoro

Tableau n°78. Composition du personnel des services techniques régionaux

Tableau n°79. Projets et programmes en cours d'exécution et en démarrage dans la région

Tableau n°80. Coopérations dans la région

Tableau n°81: Situation des ONG et organisations internationales intervenant dans la région de Koulikoro

Tableau n° 82. Situation des femmes élues dans la région

Tableau n°83: Classement des communes de la région de Koulikoro par catégorie de pauvreté selon la
résidence

Tableau n° 84: Classement des communes de la région par communes de pauvreté

Tableau n° 85: Population résidente suivant le sexe et la situation d'handicaps